
LE ROI DES ARCHERS

TROISIÈME PARTIE (1)

LE 28 décembre, de bon matin, eurent lieu les obsèques. Dès l'avant-veille, Mélanie, la fille cadette de Demeester, prévenue par télégramme, répondait : « Souffrante, ne pourrai venir, et suis deux fois peinée. » La veille, le *Journal de Roubaix* avait publié, sous la rubrique de chaque jour, « convois funèbres », l'annonce des obsèques de Lucien Leleu, « gendre de notre concitoyen M. Alfred Demeester », et indiqué l'heure de « l'assemblée à la maison mortuaire », et celle de la messe « en l'église Saint-François d'Assise ».

C'était le roi des Archers qui avait rédigé et porté la note au journal. Les archers de la Belle Aventure étaient convoqués. Ils viendraient sûrement : ils ne laisseraient pas leur camarade presque seul, avec cette fille qu'il ne pouvait pas voir. Ils vinrent. A sept heures et demie, par temps de bise et sept degrés de froid, quand Alfred Demeester arriva rue de la Basse-Masure, il se dirigea vers le couloir qu'un bandeau d'étoffe noire encadrait. Le corbillard des pauvres, attelé d'un cheval habitué aux attentes et qui se déhanchait pour dormir, était rangé le long du trottoir. Demeester monterait-il dans l'appartement de son gendre et de sa fille ? Non, il espérait bien qu'Adéline n'aurait pas le front de suivre l'enterrement de Leleu : mais sait-on jamais ? Les femmes, dans leur tort, aiment la bravade. Il

Copyright by René Bazin, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1^{er} janvier.

TOME XLIX. — 15 JANVIER 1929.

boutonna son pardessus, son beau, celui qui ne sortait que trois fois par an de l'armoire, et, à droite de la porte, les épaules appuyées au mur, l'air sévère, les yeux aux maisons d'en face, très grand, il se planta. Quelques minutes après, il leva son chapeau melon, et tendit la main. C'était le connétable, qui s'avancait vers lui : et derrière le connétable, se suivant presque à la file, vinrent le tailleur Houpline, Witen-dal le comptable, Capelle, Peers, Pierre Delespine, Hutse-baut, d'autres encore, plus de quarante autres, et Arthur Vincke, que les ménagères, aux deux côtés de la rue, et les marchandes, postées derrière les vitres closes et relevant le rideau, admiraient à cause de sa beauté et de l'aisance de ses gestes. A gauche de Demeester, ils formèrent bientôt un groupe, auquel se mêlaient quelques habitants du quartier, et de nombreux compagnons de l'usine où avait travaillé Leleu. Un vicaire de la paroisse, des enfants de chœur, un chantre, pénétrèrent dans la maison, et Demeester fit demi-tour, parce que le cercueil allait passer. Et il était là, ne parlant plus à personne, tantôt penchant la tête pour apercevoir les porteurs, lorsque, par le couloir, ils s'avanceraient vers lui, tantôt la tête redressée, cherchant quelqu'un parmi les femmes qui se tenaient, en grand nombre aussi, de l'autre côté du corridor, sur le trottoir.

Il était inquiet. Il ne voyait pas Marthe Fleurquin, à laquelle il avait bien expressément demandé :

— Vous amènerez Claire; vous ne la quitterez pas; vous ne laisserez pas sa mère la cajoler; vous vous tiendrez au second rang, et Adéline ne marchera pas à côté de sa fille!

Or, dans cette foule là-bas, il n'apercevait ni l'imposante Marthe Fleurquin, ni ce brin de jeunesse, cette enfant qui avait tant pleuré, depuis l'avant-veille, dans la maison de la courée Vehrée. Les hommes des Pompes funèbres le firent se reculer un peu; ils passèrent, portant le cercueil : derrière eux, venait une femme en grand voile de deuil, et Sœur Léocadie, et les deux voisines qui avaient soigné le poitrinaire, toutes quatre formant un seul rang. Demeester n'avait pas prévu cette charité des trois femmes accompagnant Adéline. Il en reçut comme un coup au cœur. Son visage s'empourpra. Un instant, le regard d'Adéline, sous les voiles, rencontra celui du père, mais s'abaissa aussitôt; elle cherchait l'enfant, elle aussi. Elle passa; la multitude des femmes l'enveloppa. Alfred Demeester se

haussa sur ses pieds, et mit sa main au-dessus de ses yeux, pour mieux voir. Cette Marthe Fleurquin, la voici, au milieu ; comment ne l'avait-il pas vue ? Voici Claire, à côté ; hélas ! voici la mère, qui a retrouvé sa fille, et qui l'embrasse...

— Mon cher Demeester, dit le brasseur Pierre Van Damme, prends donc la tête du cortège : on n'attend que toi...

Le tisserand obéit. Entre le connétable de sa compagnie d'archers et Arthur Vincke, venu de loin pour lui faire honneur, il se mit derrière la voiture, et commença de marcher. C'étaient trois beaux Flamands, qui conduisaient à l'église le corps de Lucien Leleu. La distance était courte. De la rue de la Basse-Masure, le cortège s'engagea dans celle de Flandre, et, presque aussitôt, tourna, et se dirigea au fond d'une petite place, vers l'église de briques enfumées, aux arêtes de pierre blanche, au petit clocher pointu. On entra. Demeester fit comme Van Damme et comme Arthur Vincke, qui s'agenouillèrent au commencement de la messe, à l'élévation, à la communion du prêtre. Il se souvenait de sa défunte, qui lui disait souvent, le dimanche matin :

— Viens donc avec moi, Alfred, ça te portera bonheur.

Les mots lui revenaient aussi de ces deux apprentis rencontrés il y avait peu de temps, sur la grande place Saint-Jean-Baptiste, et qui causaient de religion. Cette assemblée, où beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières, cela n'était point douteux, priaient pour l'âme de ce tisserand de troisième ordre, son gendre, qu'ils avaient souvent peu connu, mais qui était du métier, inspirait à Alfred Demeester des pensées de mansuétude : « J'ai peut-être été trop sévère pour Leleu. S'il avait été tout mauvais, il n'aurait pas eu tant d'amis. » Mais la riposte ne tardait guère : « Sévère ? Je ne l'ai pas été assez pour Adéline ! » Et il tournait la tête vers les bancs où les femmes s'étaient placées. Adéline était au premier rang, près des deux infirmières de bonne volonté, pas loin de Sœur Léocadie. Claire et Marthe occupaient le second rang. La petite avait sûrement le cœur en désarroi : des trois êtres qu'elle avait le plus aimés, l'un venait de mourir, abandonné, les deux autres se détestaient. Selon la coutume du pays, — et de bien d'autres pays, — les fidèles, pendant l'office, « allèrent à l'offrande ». Ce fut Demeester qui commença, averti par un mot du connétable de la Belle Aventure. Dans le plateau de cuivre, il déposa un billet de cinq

francs, qu'il n'aurait sans doute pas donné, sans les idées qui le tourmentaient, et il dit, un peu des lèvres, beaucoup du cœur, en laissant tomber cette belle offrande : « Je donne pour que, dans la maison du vieux, il y ait enfin un peu de bonheur. »

Après l'absoute, « la famille », cette famille de trois personnes, devait recevoir les condoléances des assistants. Demeester, arrivé le premier au bas de l'église, saisit, au passage, le bras de Claire ; il plaça la jeune fille à sa gauche, et, comme Adéline allait réclamer :

— Toi, dit le tisserand, tu ne m'es rien : tiens-toi en face, toute seule !

Il dit même à Pierre Van Damme, qui s'approchait d'elle :

— Ne lui tendez pas la main ! Passez ! Elle est de trop ici !

La charité secourut, une fois encore, la malheureuse. Deux amies, dont une des voisines, se placèrent à droite et à gauche d'Adéline, et la soutinrent, car elle pleurait à chaudes larmes, moins de chagrin que de honte.

Sur les pavés, couverts de boue noire et gelée, le cortège diminué prit la direction de Wattrelos, franchit le canal de Roubaix, au pont de la Vigne, et pénétra dans le cimetière. La tombe de Lucien Leleu était creusée dans la partie de l'enclos où la terre ne garde pas longtemps ses morts. Adéline, incapable de dominer ses nerfs, le visage caché dans son mouchoir et ses voiles, avait été ramenée, de l'église dans l'appartement de la rue de la Basse-Masure, par les amies qui l'avaient assistée pendant le défilé. La plupart des femmes, la plupart des tisserands et des archers, avaient dû se rendre au travail, dès la fin de la messe. Il ne resta, pour jeter de l'eau bénite sur la tombe ouverte de Lucien Leleu, qu'un petit groupe de gens, autour de Demeester, de Claire, et de « tante Marthe ». De ce nombre était le connétable, homme de peu de paroles, mais toujours méditées, bourgeois déjà, et assez courageux pour ne pas se taire quand il désapprouvait. Il profita d'un moment où Demeester marchait seul, dans la grande avenue du cimetière, rejoignit son vieil archer, et, sans élever la voix, sans s'arrêter, lui dit :

— Sire, tu as été trop dur. Tu devras réparation à cette femme-là !

— Ne m'appellez plus Sire, Connétable : elle me fait trop de honte pour que je...

Les derniers mots se perdirent dans l'air. Van Damme ne les entendit pas. Demeester, Claire et Marthe revinrent, sans se dire un mot, dans la rue des Longues-Haies.

LA FLANDRE AU CONSEIL

Demeester avait écarté la proposition de M. Lepers-Hooghe. Il n'en avait parlé à personne, mais, selon sa coutume, il s'était lui-même, pendant plus de vingt-quatre heures, fortifié dans la résolution prise, et loué abondamment d'avoir montré du caractère, se faisant quelques objections, qu'il avait plaisir à réduire à néant. Les camarades, pendant le travail, les commensaux à l'estaminet, l'avaient surpris, ce jour-là, qui riait, ils ne savaient de quoi. Leur courtoisie populaire les empêchait de demander : « Qu'as-tu donc ? Perds-tu la boule ? On n'a rien dit de drôle. » Les lèvres de Demeester, tirées au coin et remontées dans les joues, se détendaient peu à peu, et reprenaient leur ligne molle et bonasse. Aucune explication. Il pensait au jour prochain, où il pourrait dire : « Mes camarades, je vous raconterai la chose, plus tard, quand j'aurai vu les conséquences. Il n'y en aura peut-être pas. Elle est curieuse. Le patron m'a proposé de me faire bâtir une maison en banlieue... Vous n'y croyez pas ? Je pourrais vous dire la date. Il m'a fait venir chez lui, oui, parfaitement, sur le Nouveau Boulevard, un endroit où l'on se promène, nous autres, mais qu'on n'habite pas. Une maison même avec un jardin. Il avançait les fonds, je le remboursais peu à peu. Je devenais propriétaire, moi, Alfred Demeester, et j'avais deux métiers actionnés par le fil électrique. Pas moins que cela, mes camarades ! Et vous vous demandez ce que j'ai répondu ? Eh bien ! j'ai dit : « Zut ! » comme on peut le dire à un patron, vous comprenez... » Demeester lisait les journaux, sans choisir, et sa pensée charriait des mots d'emprunt qu'il n'eût point inventés : « Je n'aperçois pas très bien l'intérêt qu'avait M. Lepers à me promettre de devenir proprio ; les patrons ont leurs idées ; moi, j'ai les miennes : j'ai refusé. Il m'a offert ensuite un verre de bordeaux, j'ai accepté, comme vous l'auriez fait. Il avait quand même manqué son coup, et n'était pas content. »

A la fin du petit discours, Demeester imaginait les rires, les applaudissements des camarades, et les santés portées au roi des

Archers. Un seul des commensaux se taisait, Van Neele, un grognon, dont la barbe ne remuait pas volontiers, un homme de première force, qui vous regardait de deux yeux bleus, l'un qui était à demi fermé, l'autre qui riait toujours. Au milieu du tapage, dans la salle de l'estaminet, décorée de papier peint où l'on voit une chasse au cerf, Demeester, qu'une sorte de frénésie possédait, s'imaginait, se voyait vivre, en vérité, et il apercevait Van Neele, taquiné par les camarades, et la barbe silencieuse qui se décidait à parler : « Mon copain, une petite maison n'est peut-être pas à dédaigner. Je connais des tisserands qui n'auraient pas dit non. Ton enfant d'à présent, la tombée du nid qui est venue chez toi, tu n'as pas l'air de te douter qu'elle serait moins au danger dans la maison aux volets verts, jardin devant, route à côté, soleil autant qu'il en veut venir ; on peut s'y plaire ! — Pas de voisins, Van Neele ! — Donc pas d'ennuis ! — Donc pas d'entraide ! — La paix vaut mieux. — Tu ne sais pas ce que tu dis, Van Neele : ma petite-fille n'est pas tisserande, elle est couturière : elle ne serait pas plus chez moi qu'à présent ! »

Au fond, il n'avait guère songé qu'à lui-même, le vieux tisserand, veuf et solitaire. Il était pris par la ville, par le mouvement, les étalages, les camaraderies qui laissent le cœur triste, l'ennui même dont il avait l'habitude, dans l'amusement des autres. Il s'était fait à lui-même tant de questions ainsi, et tant de réponses, qu'il avait décidé de ne plus jamais repenser à cette histoire du 23 décembre.

Pendant quelques jours, il s'était tenu parole. Mais la mort de Lucien Leleu changeait les choses. Claire, à présent, était bien à lui grand père, puisque la mère l'avait donnée, et que le père ne vivait plus. Il se remit en songeries, tout le temps du trajet, du cimetière à la rue des Longues-Haies, et, voyant les enfants qui jouaient, dans la courée, et se réchauffaient en criant et se bousculant, il entra chez M^{lles} Fleurquin. Marthe l'ardente était revenue avant lui ; Marie n'avait pas quitté la chambre.

— Mes voisines, dit-il, j'ai un secret qui me tracasse...

— Voyons ? dirent-elles ensemble, l'une quittant le repas, l'autre approchant sa chaise.

— Vous, vous avez besoin de parler ; moi, j'ai cru meilleur de me taire, mais je me trouve aussi embarrassé qu'un apprenti devant un outil, et je viens pour que vous me décidiez : moi, je ne peux pas tout seul.

Elles l'écoutèrent avec une attention passionnée, qu'animaient à la fois leur conscience appelée à juger, leur affection pour la petite, pour le vieux voisin, et tout le romanesque également qu'éveillèrent les premiers mots de Demeester.

Il fut bref, comme un homme qui a longtemps retourné une question, et la sait.

— Mon cher père Meester, dit Marthe, vous avez fait une sottise.

Il essayait de se défendre, humilié du compliment, lorsque Marie la rêveuse indiqua la ligne de repli.

— Consultez Mélanie !

— Elle est malade.

— Elle l'était avant-hier. On se guérit. Vous ne savez pas même si elle a eu de la fièvre. Écrivez-lui.

— C'est cela même, mademoiselle Marie ! J'écris aujourd'hui 28 décembre ; elle aura ma lettre demain matin ; nous pourrons la voir arriver demain soir, à Roubaix, ou peut-être le 30.

— Les écoles sont en vacances : je l'ai lu dans le journal.

— Comme j'ai bien fait de demander votre avis ! Nous commencerons l'année ensemble, Mélanie, Claire et moi !

Il s'en alla content, car le chagrin ne lui pesait guère. Deux jours plus tard, à l'heure où s'allument toutes les lampes de la rue, le tisserand était à la gare, et les « voyageurs sans bagages » commençaient de défiler devant lui. Mélanie avait télégraphié : « J'arriverai trente au soir. » Il cherchait la directrice d'école, la fille à laquelle il n'avait aucun reproche à faire. N'aurait-elle pas manqué le train ? Non, après un premier paquet de voyageurs trop pressés, cette grande et svelte jeune femme en deuil, qui cherchait, puis reconnaissait le père Alfred Demeester, c'était Mélanie. Portant sa valise, riant à deux enfants, ses élèves, qu'elle avait accompagnées et qui se séparaient d'elle, l'institutrice, avant même d'embrasser son père, demanda :

— Qu'y a-t-il donc encore ? Pas de drame ? Pas de maladie ?

On pouvait la dire belle, cette fille de vingt-sept ans, brune, affinée, sœur bien différente d'Adéline. L'ascendance espagnole était, chez elle, évidente ; tout l'indiquait : le teint d'une pâleur dorée, le visage fin, la richesse du noir de ses yeux, son air de bravoure, tout, excepté les lèvres, droites, habiles à

parler, qui sont d'une immortelle. Demeester était flatté de l'avoir près de lui. Il prit la valise.

— Mais non, dit-il, il n'y a pas de maladie ; la honte que tu connais continue ; je t'ai appelée pour tenir conseil avec toi.

— A ton aise. Tu as Claire à la maison ?

— Elle m'est donnée.

— Ah ? Et c'est à cause d'elle ?... Pas de mariage encore, je suppose ?

— Évidemment. Mais je dois l'élever. Il faut consulter les spécialistes de l'éducation.

Tous deux, ils riaient. Les rues étaient pleines de passants. Les voitures grognaient, dès que l'affluence des piétons obligeait le chauffeur à modérer l'allure.

— Tu as été malade, Mélanie ?

— Un pied foulé ; en jouant avec mes élèves, le dernier jour, je suis tombée. Défense de quitter le lit. Tu ne t'ap'çois pas que je boite encore ?

Le tisserand jeta un regard sur sa fille, qui marchait à sa droite, ne remarqua point la très légère irrégularité de moteur dont elle se plaignait, et répondit :

— T'es bien trop belle pour moi : je ne vois que ça !

Le long sourire qui le remercia fit s'épanouir d'admiration le visage d'un jeune homme, à côté d'eux, qui se pencha vers sa compagne, et dit :

— Celle-ci, avec un œillet rouge au-dessus de l'oreille, je l'ai vue à Grenade.

Le père et la fille continuèrent d'aller, causant de la mort de Lucien, de la triste Adéline, et de Claire, qu'on allait trouver, sans doute, dans la maison de la courée Vehrée.

Là-bas, on les attendait. Marthe préparait le dîner des grands jours : bouillon de poule au riz avec sauce blanche, salade abondante, oranges et « tarte ». L'odeur du bouillon, celle de petits oignons frits, emplissait la maison, s'échappait par la cheminée, par le trou des serrures, par les fentes des fenêtres, annonçant aux voisins qu'un festin se préparait chez les demoiselles Fleurquin. Des femmes, qui virent passer Mélanie près de son père, dans la pauvre lumière de la courée, dirent aussitôt :

— C'est leur princesse, leur demoiselle institutrice ! Elle

vous en a un renard au cou!... On voit bien qu'elle n'a pas huit enfants! elle ne serait pas si mince que ça!

Dans la cuisine, près du mur, Claire, depuis dix minutes, mettait le couvert; la nappe était blanche à ravir. Du fond d'une armoire héritée, dont les panneaux, cirés chaque samedi, n'étaient pas ouverts trois fois l'an, Marie avait tiré des assiettes fleuries, des verres à pied, des couverts de métal blanc, vingt fois fourbis pour une fois servis, et Claire les disposait sur la table. Ce fut elle qui embrassa la première sa tante. Elle se sentit regardée comme elle ne l'avait jamais été, interrogée et aussitôt devinée par cette dame élégante, qui la tenait devant elle, l'ayant prise aux épaules, sous la lampe, et qui dit, la laissant aller :

— Il a longtemps que je ne t'avais vue!... Je t'ai quittée enfant, te voici jeune fille... Il y a du bon, en toi.

Alfred Demeester admirait cette aisance, et les choses si justes que disait Mélanie. Il la suivait pas à pas. Marthe cuisinait, Marie sortait, de leur boîte de carton ficelée de rose, la tarte et des petits gâteaux achetés dans la Grande Rue, à la pâtisserie Messiaen, sous l'enseigne du *Petit Gourmand*. Tout le monde faisait accueil à Mélanie, même la fille, âgée de trois mois, de la chatte de mesdemoiselles Fleurquin, petit animal fantasque, dont les préférences et les répulsions étaient promptes comme l'instinct, et comme lui invincibles. La chatte bleue, — c'était son nom, — dès que la porte de la cuisine avait été entr'ouverte, s'était précipitée, en trois bonds, calculés comme des arches, vers la nouvelle venue; avait sauté une quatrième fois, et enfoncé ses griffes dans l'étoffe de la jupe noire, et s'y balançait, tandis que Mélanie, saluant, saluée, embrassant, embrassée, faisait les premiers pas dans la pièce. Alors seulement l'institutrice avait donné trois tapes sur sa robe: « Veux-tu bien? » et la chatte, aussi prompt qu'au baise-main, s'était enfuie, et, cachée sous le buffet, ne laissa plus deviner sa présence, de toute la soirée, que par la phosphorescence de ses yeux bridés et immobiles.

Le dîner abondant, ce qui est de Flandre, et fin à cause des recettes que possédaient d'héritage les sœurs Fleurquin, fut servi par Claire. On causa d'abord à voix basse, comme il est d'usage dans les repas de deuil. Les vêtements noirs de Mélanie Demeester et de Claire Leleu, le visage de la jeune

filles, attentive au moindre mot de souvenir, qu'il s'agit de son père ou d'Adéline, et si vite rougissante, malheureuse, tentée de fuir dans la pièce voisine, et de n'en plus sortir, écartèrent des jugements qu'on sentait tout formés dans l'esprit de chacun. Personne de ceux qui « savaient » ne fit allusion à l'entrevue du tisserand avec M. Lepers-Hooghe. Il y eut des silences, lorsque la directrice d'école, ignorant à quel conseil elle était appelée, demanda :

— Et maintenant, père, tu vas rester rue des Longues-Haies, n'est-ce pas?... Tu peux travailler encore trois ans, quatre ans, plus peut-être, dans la salle aux deux cents métiers ?

— Certainement, répondit le tisserand, et il n'ajouta rien.

A la fin du repas, Marthe servit aux convives un verre d'une liqueur de noyaux fabriquée à la maison. Ils avaient bu, outre la bière, du vin blanc, acheté à l'estaminet du coin. Le teint d'Alfred Demeester avait monté de ton ; Marthe était aussi rose qu'après quatre heures de repassage, quand la vapeur d'eau, sortie des linges mouillés, emplissait la pièce de devant, coulait sur les vitres, et éteignait l'éclat du petit miroir pendu à la cloison ; Marie elle-même s'animait. L'institutrice, habituée à s'observer et à commander dans le bruit d'une récréation, demeurait seule parfaitement libre d'esprit. Un très léger sourire, par moments, allongeait ses lèvres droites.

— Maintenant, dit le père en se levant, nous passerons dans l'atelier de M^{lle} Marthe ; Claire commencera à laver sa vaisselle, et nous causerons d'une question qui ne regarde point les enfants, mais qui regarde moi d'abord, et un peu Mélanie, et les voisins aussi.

Ce qui fut fait. Marthe ferma la porte, Alfred Demeester, assis dans le fauteuil de paille qu'avait avancé Marie, alluma sa pipe, et les trois femmes s'assirent devant lui, Mélanie entre les deux sœurs.

L'homme exposa brièvement la proposition qu'il avait reçue de son patron, et comment il avait refusé. Marthe et Marie regardaient Mélanie, et lui, il regardait le carrelage, à ses pieds. Ce fut seulement quand il eut fini de raconter l'épisode le plus important de sa vie ouvrière, qu'il releva la tête, pour savoir ce que pensait la directrice d'école, sa fille appelée au jugement, à laquelle, sans le dire, il remettait le pouvoir de prononcer sur sa destinée, à lui le père, l'ancien, le roi de l'Arc.

Le vent d'hiver se plaignait dehors. On n'entendait aucun bruit dans la salle à côté. Les lèvres droites s'entr'ouvrirent.

— Peux-tu revenir sur ce que tu as dit ? demandèrent-elles.

— Oui, je peux.

— Alors, fais-le.

Elle baissa la voix.

— Claire, à présent, c'est une vraie orpheline. Tu l'élèveras mieux dans la banlieue, parce que tu auras une maison où elle te trouvera toujours, où tu habiteras, tandis qu'à présent, tu n'habites pas chez toi : tu ne fais que coucher dans une chambre.

Les deux sœurs Fleurquin, qui la regardaient, tournèrent ensemble la tête vers le grand père, afin de voir ce qu'il allait répondre. On eût pu croire que leur sort, à elles, dépendait de la réponse que Demeester allait donner.

Lui, il fumait puissamment, par grosses bouffées qui montaient au plafond, et il fermait à demi les yeux. Une lutte violente l'agitait, et faisait remuer jusqu'à ses gros souliers, qui martelaient en mesure le carreau. Elle cessa tout à coup. Il saisit sa cuisse de sa main droite, comme si c'avait été la commande de son métier, il redressa le buste, il considéra, une seconde, avec admiration, Mélanie victorieuse et dit :

— C'est convenu : puisque je t'ai demandé ton conseil, ça n'est point pour ne pas le suivre. Mais je ne comprends pas tout, et il m'est dur de m'en aller d'ici.

Alors, la femme qui avait étudié sourit pleinement. On vit le bord de ses belles dents ; on vit, sur son visage, son âme prompte et sûre, on vit la joie d'une force hardie.

— Tu ne te rappelles donc pas, père, le temps des métiers à main, quand chaque maison flamande, dans les villages et autour des villes, avait deux, trois, quatre métiers, que menaient les hommes, les femmes, les enfants ?

— Je m'en souviens, mais le temps est passé.

— S'il ressuscite, embelli, pourquoi ne l'accueilles-tu pas ? On avait le cœur à l'ouvrage ; on travaillait chez soi ; on se remplaçait l'un l'autre...

— Moi, je serai tout seul.

Elle se mit à rire tout haut. On entendit les trilles de sa voix de contralto.

— Qu'en sais-tu ? Il y a des jours où mon inspecteur, parce

que je suis chrétienne, comme maman, comme toi-même, au fond, se montre pour moi sévère, je puis même dire, se montre injuste...

— Est-il possible? Pour une fille pareille!

— Je n'ai pas à te raconter mes pauvres histoires, mais, si jamais j'étais obligée de donner ma démission...

— Ne le fais pas, Mélanie!...

— Je saurais comment la libeller. J'écrirais : « Je retourne au métier qui a fait vivre les vieux Demeester, depuis plus de quatre cents ans... Et je ne dis pas assez. »

Le bonhomme se leva un moment, et tendit les bras vers elle.

— Ne plaisante pas! Si je t'avais près de moi, oui, je le sens bien, ça serait le bonheur! Je pourrais mener l'outil, alors, jusqu'à quatre-vingts ans!

— Je plaisante, en effet. Pardonne-moi. Je ne crois pas que je devienne tisserande, à présent. Mais, nous naissons tous avec cette vocation de tisser. Elle ne séparerait pas la famille, autrefois, elle la faisait vivre et la maintenait unie. Apprentissage maternel!

Elle était prise par l'idée. Elle tournait son visage vers l'un ou l'autre de ses auditeurs, pour les prendre à témoin. Mais ce n'étaient plus les sœurs Fleurquin, le vieux père Demeester qui l'écoutaient, dans une maison de Roubaix. Non : maîtresse d'école, contente de parler et sachant qu'elle parlait bien, elle faisait, devant ses « grandes », une de ces leçons d'histoire flamande, qu'elle annonçait deux jours d'avance, et qui passionnaient ses élèves.

— Toute la force patiente de la Flandre, sa gaieté qui diminue, sa richesse qui va et vient, tout a grandi dans ces petites maisons-là. Ils avaient des consciences de braves gens et d'artistes, nos Flamands!

— Peut-être, mais, des libertés, en avaient-ils?

— Plusieurs que nous n'avons pas! Et d'abord, celle de travailler comme ils l'entendaient, de mesurer la journée selon le courage, le besoin, la santé de chacun. Ah! que j'y ai songé de fois!

— Claire! cria le tisserand, Claire! viens avec nous : on cause du pays!

Elle vint aussitôt, la petite; elle se tint debout derrière

Mélanie, qui ne s'était point arrêtée. Et Demeester, ravi par la belle voix de sa fille préférée, et par les choses qu'elle disait, rayonnait de plaisir comme aux concerts d'été, quand la Grande Harmonie joue dans le Beau Jardin, à Reubaix.

— Je ne me lasse pas d'étudier l'histoire ancienne de la Flandre. J'en dis ce que je peux à mes petites filles de l'école. Dès l'an mille, nos draps et nos tissus étaient célèbres. La gloire de notre travail courait le monde, et le profit venait chez nous, dans la bourse des marchands de France et d'Italie, d'Allemagne et d'Angleterre. Sur leurs vaisseaux, les marchands étrangers arrivaient au port de Bruges ou à celui d'Anvers. Ils nous laissaient tant de belle monnaie d'or, que nous en mettions sur les autels de Dieu qui remercie toujours, et sur les étendards, les orillammes, les bannières, sur toute l'armoirie, balancée au vent de mer et au pas de nos hommes, et que nous promenions dans les processions et les cortèges de corporations, dans les défilés qui n'en finissaient pas, lorsqu'entraient chez nous des princes, tout heureux si c'étaient nos comtes et nos comtesses de Flandre, et jaloux s'ils n'étaient qu'invités.

— Bravo, Mélanie ! grogna Demeester.

— Les gens du métier étaient puissants.

— Quelle blague !

Mélanie ne l'écoutait plus.

— Au xiv^e, quand mourut le dernier de nos comtes, Louis de Maele, vous croyez peut-être que la prospérité diminua ? Allons donc ! Tous les métiers battaient, toutes les maisons avaient confiance, et habillaient de neuf leurs enfants ; on vendait du velours aux petits des campagnes ; on mangeait à sa faim, et même plus ; on buvait à sa soif, et même plus ; on priait de tout son cœur pour ne pas retomber, tout de même, au péché païen ; les seigneurs et les fils de roi s'honoraient de faire partie de nos guildes. Nous étions alors commandés par les ducs de Bourgogne, des rois sans le titre, et braves, et fastueux : et savez-vous comment se nomme cette époque-là ?

— Non ! dirent les Fleurquin, non, dites-le !

— Elle se nomme la *féerie bourguignonne*. La Bourgogne n'était qu'une des causes, une circonstance : la féerie veut dire la fête, la fête d'un peuple, la nôtre ; et le monde était en admiration, parce que nous étions dans la joie, et qu'on disait avec envie : « Les Flandres ! »

Elle reprit, le cœur battant, le regard interrogeant ceux qui l'écoutaient :

— Il faut m'excuser, mesdemoiselles, et toi aussi, père. Je me crois encore à l'école, quand je parle de ce sujet-là : et je bavarde !

— Bigre non, tu ne bavardes pas : tu nous instruis ! On ne parle des anciens que pour les plaindre, dans les feuilles... Vide ton petit sac. C'étaient de bons travailleurs, à ce que je vois : étaient-ils de bons Français ?

— Ils le devinrent à leur tour. Ils étaient destinés à le devenir, car déjà ils avaient grand cœur. Ça se mérite, la France ! Les meilleurs ne la comprennent pas tout de suite. Il ne suffit pas de l'avoir aperçue de loin : il faut l'avoir vue souffrir, donner et prier. Alors, on l'aime. Jeanne d'Arc a dit quelque chose comme ça aux tisserands, tanneurs, gantiers, armuriers de Tournai...

— Tu plaisantes, Mélanie ? Jeanne d'Arc ? Aux tisserands de Tournai ? Tu es de là, Mélanie, puisque ta mère était Tournaisienne : mais tu vantes ta ville !

— Non, père ; dans le monde d'autrefois, comme dans le monde d'aujourd'hui, il y eut des lieux élus, où la France d'alors apparut, avec le grand air qu'elle a dans l'épreuve, son air de fille de Dieu, et où on l'aima passionnément. Trois de ces lieux bénis formaient triangle autour de ce qui restait de la France, sous le règne de Charles VII : à l'ouest, le mont Saint-Michel, toujours assiégé, jamais pris ; à l'est, le pays de Vaucouleurs ; au nord, nos voisins, Flamands comme nous, de la ville de Tournai. Que c'étaient de fières gens ! Le roi, pour garde du corps, avait une compagnie de Tournaisiens. Quand il eut perdu le plus clair de son royaume en formation, les trente-six guildes de métiers de Tournai, — les tisserands en étaient sûrement ! — firent frapper une monnaie de cuivre, une monnaie de pauvre, portant cette inscription, signée avec leur cœur et leur orthographe : « Vive le roy de Franche ! » Jeanne d'Arc savait ce qu'ils valaient, ceux de Tournai ! Elle n'avait pas, depuis un mois, délivré la ville d'Orléans, qu'elle invitait les Tournaisiens au sacre de Charles VII. Je réciterais sa lettre par cœur : « Jhésus ! Maria ! Gentilz loiaux Franchois de la ville de Tournay, la Pucelle vous fait savoir des nouvelles de par decha que, en huit jours, elle a chacié les Anglois de toutes

les places qu'ils tenoient sur la rivière de Loire », etc. Ils y vinrent, au sacre. Ils choisirent des délégués, et c'étaient encore les métiers qui choisissaient, de sorte que, peut-être, un grand père Vermeulen se tint debout, à genoux, parmi les chevaliers et les princes, dans la basilique de Reims. A ses amis de Tournai, elle a écrit deux autres lettres. Au duc de Bourgogne, elle a écrit une lettre qui vaudra dans les siècles; elle lui a reproché de ne point être du côté France : « Ne guerroyez plus au saint royaume de France... Tous ceux qui guerroyent audit saint royaume de France, guerroyent contre le roy Jhesus, roy du ciel et de tout le monde, mon droicturier et souverain Seigneur. »

Mélanie Demeester se tut. Les deux demoiselles Fleurquin, déshabituées de toutes les spéculations de l'esprit, étaient épanouies d'admiration, chacune selon son humeur, comme des enfants que ravit l'histoire d'une grand mère; la petite, derrière elles, de son regard tout neuf, regardait le haut de la muraille, et sans doute n'imaginait rien, n'ayant jamais entendu parler de ces choses. Alfred Demeester, redevenu tout grave, réfléchissait à la formule dont il revêtirait sa volonté, à présent nette et certaine. Ce fut en flamand qu'il dit, lentement, devant les quatre femmes qui comptaient et pesaient les mots :

— A présent, Mélanie, j'accepterai la maison de M. Lepers, et l'année ne finira point avant que j'aie retiré mon refus. Seulement, je le redis : je serai seul au métier. Car ce n'est pas toi qui donneras ta démission !

Il se leva, et personne n'ajouta plus un mot, parce que, tous, ils étaient, depuis une heure peut-être, hors de la vie présente.

Le lendemain, samedi, semaine anglaise, le tisserand se rendait à la fabrique de M. Lepers-Hooghe. Il savait, par un employé, que le patron ne quitterait pas le bureau avant cinq heures. Et, en chemin, il fit la rencontre d'un camarade, jeune et ardent, « anarchiste d'opinions », comme il disait, et peut-être bien de métier. Celui-ci, au moment où il croisait le grand vieux tisserand, sur le trottoir, fit une pause, le corps déjà tendu en avant, pour repartir, et dit, levant son museau de renard :

— Quand seras-tu de la rouge avec nous, Demeester ?

L'ancien n'était pas d'humeur à plaisanter. Dominant, de toute la tête, l'homme qui riait :

— Crétin ! dit-il, tu ne sais donc pas ce que nous étions autrefois ?

— Quand ça ?

— Au temps des rois et des ducs ? Eh bien ! nous étions des petits rois aussi, dans la commune et dans le métier, et nous avions un chez nous.

— Qui t'a enseigné ?

— Ma fille !

— L'institutrice ?

— Pour sûr. Et elle en sait long !

Le colporteur « d'idées » secoua la tête, et reprit la marche, en se moquant.

— Tu changes, Demeester ! dit-il. Il y a une femme après toi !

Il se trompait : elles étaient plusieurs.

Un peu avant cinq heures, le tisserand, annoncé par un coup de téléphone du concierge, montait dans le cabinet de travail du patron. Au moment où il achevait de mettre en ordre ses papiers et de poser sur les quatre piles un galet de la plage d'Equihen, une demi-boule de verre de Saint-Gobain, un obus de canon-revolver, — déchargé, — et un beau chien de bronze signé « Barye », le fabricant vit entrer Alfred Demeester, toujours sérieux, et, ce soir, plus déférent que de coutume. Demeester n'aurait point eu une autre mine, au sacre de Reims.

— Qu'est-ce qu'il y a, Demeester ? Pourquoi vous êtes-vous fait annoncer ? Auriez-vous réfléchi à ma proposition de l'autre jour ?

— Oui, monsieur Lepers.

— Vous l'acceptez, alors ?

— Avec plaisir, monsieur Lepers.

Le patron se pencha au-dessus d'un agenda neuf de *la Lainière de Roubaix*, imprimé avec goût, relié en cuir souple et posé sur le coin du bureau. En le feuilletant, il dit, avec bonne humeur :

— Nous sommes aujourd'hui le 31 décembre ; ce sont de véritables étrennes que vous me donnez, Demeester, en m'apportant une réponse affirmative : vous me permettez de vous

faire du bien. Je vais commencer une œuvre à laquelle nous tenons, ma femme et moi... Voyons, avez-vous une date à laquelle vous seriez désireux que votre maison fût achevée, prête à livrer?

Le tisserand balança un instant son buste, levant un peu l'épaule, pour bien montrer qu'il avouait un caprice, une fantaisie peu digne d'un homme d'âge.

— Voilà, monsieur Lepers : pour le tir à l'oiseau, de la Belle Aventure, j'avais pensé qu'il aurait lieu chez moi, cette année, ou dans un terrain à côté...

— Quel jour?

— Saint-Jean d'été, 24 juin.

— Bah ! mais nous serons prêts bien plus tôt ! J'ai un rapport de l'architecte... Tenez, Demeester, vous aurez les clés en main pour la Semaine sainte, tout au commencement d'avril. Nous sommes d'accord ?

— Tout à fait, monsieur Lepers.

— Et c'est un empereur, je le devine, que j'aurai logé dans ma première maison !

Alfred Demeester fit un signe de dénégation, — modestie, pensa M. Lepers-Hooghe, — et les deux hommes échangèrent une poignée de main, contents, chacun, d'une joie différente et noble.

AVRIL DANS LA BANLIEUE

La maison devait être prête au commencement de la Semaine sainte. Elle le fut seulement à la fin de la semaine de Pâques, le samedi 14 avril. Les camions de l'usine transportèrent, de la rue des Longues-Haies jusqu'au chemin de la Tribonnerie, au sud de Roubaix, le mobilier d'Alfred Demeester, ses vêtements, ceux de Claire, qui eussent tenu dans une bourriche, et la chatte bleue, toujours effilée, joueuse et traîtresse. « Faute de rats, prendra des mulots », avait dit M^{lle} Marthe. Les chauffeurs et livreurs de M. Lepers-Hooghe, ayant donné un coup de main à leur camarade tisserand, les meubles furent promptement mis en place, quelques clous plantés dans les parois immaculées ; de vieilles malles, caisses, ferrailles, que l'homme transporte avec soi et qui ne lui servent jamais, conquirent un nouveau grenier ; deux caisses même furent emplies

de charbon. Les livreurs se montraient galants, et Claire riait de les voir lui obéir.

— Par ici, monsieur Verheide; au premier dans la chambre de grand mère, monsieur Vandenbrouck! A présent, le buffet, dans la cuisine, en face de l'étuve!

A quatre heures, dans la nuit hâtive d'un jour sombre, l'aménagement était achevé. Alfred Demeester, en manches de chemise et nu-tête, malgré le froid, debout dans la première pièce de « sa » maison, fit l'appel des 77 numéros qu'il avait inscrits sur un calepin. Toutes les lampes électriques étaient allumées, en bas, en haut. La grosse voix du roi des Archers sonnait et rebondissait entre les murs. C'était Claire qui répondait, allant, venant, montant et descendant l'escalier. Elle criait : « Présent ! » à chaque article appelé. Trois des quatre camarades, chauffeurs ou livreurs, se tenaient assis et las, soufflant et riant un peu, à côté de Demeester. Le quatrième, par la fenêtre, regardait la campagne. Pas un objet ne manqua, pas un n'avait été brisé dans le voyage. Le tisserand, satisfait, descendit dans l'appentis accolé à la maison, du côté de la route.

— Baissez la tête, vous qui êtes grands, pour entrer dans l'atelier, mes amis!

Il les précéda, baissant la tête, lui aussi. Ils se trouvèrent dans une salle rectangulaire, bâtie en briques, éclairée par une fenêtre au nord et une lucarne au sud, et deux fois plus spacieuse qu'il n'était nécessaire pour les deux métiers neufs, luisants, sans poussière ni rouille, qui emplissaient la partie gauche, et reposaient solides, sur le pavage de béton.

— La place vide, à droite, dit le tisserand, c'est là qu'on aurait mis les métiers de ma femme, si Anna vivait encore; c'est là qu'on mettra ceux d'un de mes arrière-petits-enfants, si jamais je vois ce temps-là!

Il se détournait, en disant cela, vers le bruit qui venait de la salle, en arrière, où Claire marchait, aussi vive que le matin. Les quatre hommes, qui plaignaient le vieux de n'avoir point de lignée de son état, souriaient, en manière de consolation et en signe d'amitié. Ils pensaient, ils étaient sûrs que cette Claire, la rose, se marierait aisément, et qu'un de ses enfants viendrait là, en effet, tisser du lainage de nouveauté, pour un successeur de M. Lepers-Hooghé, mais ils savaient

aussi que le roi des Archers n'y serait plus. C'est pourquoi leur sourire était mêlé d'un peu d'apitoiement.

Demeester étendit le bras, et, après une pause, destinée à appeler l'attention des témoins, « clincha » la commande de la machine. Aussitôt le métier se mit à battre. Et le bruit du battant, doublé par les échos, carillonnait dans la cage aux murs rapprochés ; il sortait par les vitres et par la porte ouverte ; il allait dans la campagne habituée, tout autour, bruit familier à tous, et qui rappelait, à plusieurs, qu'à deux pas de la maison neuve, là, sur la butte, de l'autre côté du chemin, le métier du dernier des tisserands à main, Roland Maes, du matin jusqu'au soir, il n'y avait pas vingt-cinq ans, lançait ainsi, dans la vallée, son refrain d'horloge tisserande et tapageuse. Demeester arrêta les métiers.

— Ils battent comme à Roubaix, dit un des livreurs. Lundi, mon vieux, je leur apporterai de quoi travailler, à ces beaux galopins : la chaîne, la trame et les cartons qui guident la danse.

— J'en ai hâte, dit Demeester.

Et, ayant repris son veston, il emmena les hommes à l'estaminet de la Montagne, qu'ils connaissaient déjà, au bas du chemin.

Claire était seule. Elle avait éteint les lampes. Tout se taisait. Cette délivrance totale du mouvement et des voix la surprit, elle que la plainte confuse de Roubaix, jour et nuit, depuis l'enfance, avait enveloppée. Elle demeura interdite, au milieu de la salle d'entrée, debout en face de la porte abritée d'un auvent, et du perron de trois marches par où l'on descendait dans ce qui serait le jardin. Aucune pensée ne lui vint. Mais nous avons si grand besoin de la paix, que la jeune fille sentit son âme s'émouvoir à cette entrée abondante d'une douceur inconnue. Elle ploya les genoux ; elle ne pria pas ; elle regarda l'étendue où, dans un reste de jour mêlé de beaucoup de nuit, elle devinait les premiers piquets limitant le jardin ; la haie du chemin descendant ; plus bas, des ombres qui devaient être la vallée. Au-dessus, elle voyait un pauvre ciel d'hiver, sans étoiles, mais libre de toits et de cheminées. C'était là son bien, désormais, son royaume. A ce moment, elle se souvint de sa mère. Aller la voir ? Non, elle ne pouvait pas le faire. Lui donner rendez-vous, à Roubaix, lui parler comme

aux jours passés, l'implorer, et qui sait?... Non, elle ne pouvait pas revoir sa mère. Le grand père Demeester aurait pu l'apprendre, et quelle colère! Il aurait couru, le soir même, jusqu'au chemin du Brun-Pain, jusqu'à Menin, et violent comme il était, et tenant sa petite-fille comme son bien, à lui seul, de quelle vengeance n'était-il pas capable?... Mais demander à tante Marthe Fleurquin d'écrire, et de rappeler à maman Adéline qu'il y avait, dans la maison neuve, sur le chemin de la Tribonnerie, une enfant qui faisait effort pour paraître gaie, mais qui souvent, en cachette, pleurait?... Deux larmes tombèrent de ses yeux sur le carreau rouge qu'elle balaierait le lendemain. Puis elle se releva, décidée, et s'en alla dans la cuisine, pour préparer le dîner.

Claire commençait de l'aimer, cette maison, que l'architecte de M. Lepers-Hooghe avait bâtie plaisante, en bons matériaux, blanche, couverte en larges tuiles de Lauwe. On entra par un perron avançant, dominé par un petit toit qui faisait l'accent circonflexe au-dessus de la porte. Deux pièces en bas, deux pièces en haut. La première de toutes, l'indispensable « pièce de devant », ou pièce de réception, donnait accès dans la cuisine. De là, par un escalier-échelle, on gagnait l'étage, c'est-à-dire d'abord un couloir, sur lequel deux chambres s'ouvraient. La plus grande était la chambre à donner, mais que Demeester ne donnerait jamais, celle où étaient le grand lit de bois et la couronne de mariée d'Anna Vermeulen, femme Demeester, à présent en paradis. La seconde chambre, petite, était meublée d'un lit, celui de Claire, jadis celui de Mélanie, la fille cadette du tisserand. C'était la chambre de la nouvelle maîtresse de maison, d'où l'on pouvait guetter. Elle avait une fenêtre au sud, par où l'on apercevait les gens qui entraient, et le jardin, et quelque chose de la vallée, et une autre ouverture à l'ouest, qui paraissait en feu, quand le soleil se couchait et se mirait dans les vitres.

Et Demeester, où coucherait-il? La maison n'était pas seulement une maison pour dormir. Maison pour le travail également, elle avait une aile, parallèle au chemin, et qui s'avancait jusqu'auprès de la haie. C'est là qu'étaient logés les métiers neufs. Demeester, consulté par le patron, avant que le plan fût signé, avait demandé d'avoir sa chambre au-dessus de l'atelier, idée de vieux tisserand qui, voilà bien des années, habitant la

ville de Menin, avait couché ainsi, dans une sorte de grenier, où le bruit du battant berçait son sommeil de jeune garçon.

— Je ferai comme vous voudrez, avait répondu le patron. vous désirez dormir au-dessus du métier, comme faisaient souvent vos pères les Brugeois, eh bien ! l'appentis sera surélevé ; je le ferai double, pour que, dans l'avenir, la famille y puisse travailler avec vous, et, au-dessus, vous aurez une chambre.

C'était moins une chambre qu'un réduit, avec un plafond incliné, mais deux lucarnes l'éclairaient, et la porte, comme les deux autres de l'étage, s'ouvrait sur le couloir. Demeester disait :

— J'ai vécu dans le bruit à Roubaix, je n'en manquerai pas ici : j'aurai celui de mes métiers, et, la nuit, celui du vent du nord.

La place avait été bien choisie, où était bâtie la maison, dans un de ces terrains menacés d'assez près par la ville avançante, circonvenus par elle, où l'on tracerait bientôt des rues, mais qu'elle n'a point commencé de dépecer. Un chemin rural, pavé, qui vient de Roubaix, suit le faite d'une modeste colline, que les naturels du pays, habitués au sol plat, appellent « la Montagne » ; le chemin tourne, parce que les anciens l'avaient fait pour desservir les fermes de la vallée ; il descend, et, par l'angle qu'il forme ainsi, se trouve limité un vaste champ en pente, sept ou huit hectares, dix peut-être, qu'on laboure encore, où l'on récolte, et qui attend les bâtisses. L'architecte de M. Lepers-Hooghe a construit, à mi-pente, la maison d'Alfred Demeester. Il l'a plantée en bordure du chemin pavé, ne laissant, entre la route et l'appentis où est l'atelier, que ce qu'il faudrait d'espace, à la rigueur, pour doubler celui-ci. L'entrée du domaine est toute rustique : un ponceau jeté sur le fossé, une entaille dans la haie du chemin, une porte à claire-voie, le long de laquelle pend un cordon de sonnette. On entre, on suit un sentier de terre battue, on est au pied du perron de trois marches : le jardin est à gauche, et continue de descendre le long de la haie.

Ce n'est encore, le jardin du roi, qu'un bout de champ, plus long que large, clos par des palissades de chemin de fer. Mais demain, mais dans six semaines, mais dans deux mois ! Il n'a pas encore sa tonnelle, personne ne saurait dire qu'il

n'aura pas, un jour, sa cage de treillage, où grimpera un chèvrefeuille. Sûrement, il aura son allée sablée, sa planche de choux, sa plate-bande de salade, son parc aux petits oignons, son semis de radis roses, sa bordure de persil et son coin d'échalottes. On verra, dans un autre alignement, les premiers fuseaux d'une giroflée ramoneuse; il se trouvera quelque volubilis, planté là par le vent ou par la main d'une femme, et qui grimpera aux lattes de châtaignier, et, tout à la pointe, à trois pieds du sol, ouvrira ses yeux blancs, ses yeux bleu-horizon, ses yeux couleur de la mer profonde. Le volubilis est un contemplatif, que la boue n'atteint pas. Une touffe d'iris pourra, en face, lever ses épées vertes, si M^{lle} Marthe Fleurquin pense à donner au père Meester quelque bout de racine, et la grande fleur violette, veloutée, courbée en ailes de cygne, durable et parfumée, s'élancera des mottes, et fera vis-à-vis aux volubilis d'un seul après-midi.

Autour de la maison neuve, le paysage n'est nullement négligeable. Les voisins sont assez nombreux; ils ne gênent pas encore. En haut du chemin, au tournant, il y a, d'un côté, un établissement de maraicher, de l'autre la maison de campagne de la Tribonnerie, avec son bois de peupliers de l'espèce épanouie, planté sur la montagne et toujours transparent; plus bas, le long du même chemin, presque au niveau du pré en forme de coque de navire, il y a plusieurs maisons anciennes, dont deux estaminets ruraux, comme il convient, puis, disséminées dans la campagne, des fermes dont l'une est toute cachée dans son verger de poiriers sauvages. Et ce n'est là que le paysage du nord au sud. La première fois qu'Alfred Demeestera regardé à l'ouest, par-dessus le grand champ, il a découvert une pente boisée et habitée, les cheminées d'un hameau, les girouettes de l'orphelinat Wallaert, des parcs, reconnaissables aux couronnes que dessinent les pointes des arbres, autour de pelouses invisibles : tout un pays dont les eaux s'écoulent vers la Marque, la rivière cachée dans les bois et les herbes, la Marque qui vient de Bouvines.

Il pourrait être très heureux dans la maison nouvelle : il ne l'est pas encore. Il attend, avant de se prononcer. A ses compagnons de la Belle Aventure, qui sont venus le voir, le lendemain de son installation, — ils étaient deux seulement, — et qui demandaient :

— Tu es content?

Il a répondu :

— J'ai pas assez de famille pour être content ici.

Et, comme les compagnons, d'un mouvement d'épaules et riant dans leur barbe, désignaient Claire la rose, Claire apportant des « jattes » et le café « cramique » et signifiaient ainsi : « Ta famille de demain, ton espérance, ta joie, Sire, la voilà ! » il a dit :

— Dans combien de temps? car je suis vieux.

Il ne firent point allusion à Adéline. Tout le monde, dans Roubaix, ne connaissait-il pas le chagrin du roi?

Claire, mieux que lui, et dès les premiers jours, commença donc de s'habituer. Elle avait obtenu, de sa maîtresse de couture, la permission d'arriver une demi-heure après les autres ouvrières, à cause de la distance qu'elle avait à parcourir. Le matin, ayant apprêté le premier déjeuner, peu pressée de balayer les chambres, elle étendait seulement, à la fenêtre, les quatre draps de la maison, qui claquaient au vent, comme des voiles demi carguées; puis elle prenait son caoutchouc, trottait par les chemins, et, par la rue de Beaumont, gagnait la place du Travail, où elle trouvait le tramway. Par le même moyen, le soir, elle retournait à la maison neuve, terminait le ménage et se mettait à préparer le diner. Il lui arrivait souvent d'être en retard, et, quand le grand père l'interrogeait, elle avait toujours une réponse, jamais la même, à quoi il ne trouvait guère à faire de réplique. Secrètement, le bonhomme s'étonnait que Claire eût été retenue par la patronne; qu'elle n'eût point trouvé de place dans le tramway de cinq heures et demie; qu'une averse, qui n'avait pas mouillé les voisins de Tribonnerie, eût obligé la jeune fille à s'abriter dans une boutique de ville, avant de continuer sa route.

Elle était demeurée assez médiocre cuisinière. Le grand père, inutilement, faisait des allusions aux menus de son ancien estaminet. On dinait dans la cuisine, toutes fenêtres closes; Demeester parlait peu, il songeait davantage; la chatte bleue tendait sa gueule serpentine et ses yeux demi fermés à l'odeur du fricot. Bleue? c'était une manière de dire. La jeune chatte de mesdemoiselles Fleurquin était rayée de blanc et de gris, mais ce gris de haut velours, ce duvet plus léger, plus aéré que celui de la graine de souci, avait, quand on savait regarder, des

reflets bleus fugitifs. « Le beau temps aurait bien aidé à l'accoutumance », pensait Claire. Diner sans allumer la lampe, la fenêtre ouverte, peut-être même sur le sable, en avant du jardin! Oui, sur le sable : le grand père avait acheté, payé, étendu, ratissé, avec un amour singulier, deux mètres cubes de gros sable, qui paraît le terrain, tout le long de la façade, jusqu'à l'entrée du domaine, et craquait sous le talon, et, criblé d'étincelles, prenait, les jours de pluie, un air de voie lactée.

Claire attendait le beau temps, et le beau temps ne venait pas. Quand elle travaillait à l'aiguille, — il le fallait bien, — après le diner, pendant la pipe dans la « salle de devant », elle n'avait pas toujours d'histoire à raconter au grand père, et elle voyait le vieil homme, dès qu'elle cessait de parler, prendre cet air triste qu'elle expliquait à sa manière : « Ce n'est pas la vieillesse, pensait-elle, ce n'est pas la fatigue : il n'est malade que de nos peines. » Entre elle et lui, la même image passait souvent, mais ils ne se l'avouaient pas. C'était le fantôme de la maison. La jeune fille évitait souvent de parler. Elle souffrait de n'avoir, avec ce grand père, presque aucune liberté de se souvenir. Un soir, arrivant tard du travail, et comme elle entra dans l'atelier, où Alfred Demeester, calme, achevait de longues heures de tissage, elle avait eu un mot imprudent. Elle avait dit, avec une joie évidente :

— Ah! te voilà! Je me demandais où tu étais!

— Et où veux-tu que je sois à cette heure-ci? A voir passer les Belges?

Le ton de la riposte, et le coup d'œil, et le visage non moins que les paroles, montraient que la colère était bien nourrie, en cage, et ne perdait point de sa force. Il fallait se taire. Non, le vieux Demeester n'irait pas une seconde fois sur le trottoir du chemin du Brun-Pain, attendre le passage des émigrants quotidiens; mais il entendait que personne, même étourdiment, ne vint lui rappeler la fille indigne, sa honte. N'était-ce pas trop, déjà, cette douleur, qui ne le quittait point, de n'avoir plus une famille intacte, et la rougeur qui lui montait au visage, lorsque les compagnons de la fabrique, ou ceux de la Belle Aventure, demandaient au vieux roi des nouvelles de Mélanie, des nouvelles de Claire, et se gardaient de nommer l'autre?

Une semaine environ après leur aménagement, un soir qu'ils

venaient de souper, Alfred Demeester et Claire entendirent le commandement qu'un homme lançait à des bêtes au travail. Ils ouvrirent la fenêtre de l'ouest, donnant sur l'immense guéret dont leur habitation occupait une infime parcelle en bordure. L'air glacé entra. Un peu de jour, altardé sur la terre, flottait autour des choses; le ciel, très pur, n'avait encore que ses grosses étoiles. Dans le champ, très loin, deux chevaux, une herse, un homme guidant les bêtes, s'avançaient avec lenteur, et descendaient la pente.

— Que font-ils si tard? Ils labourent, grand père? demanda Claire.

— Ils usent bien du temps, ils sont bons ménagers, répondit Demeester.

— Et encore?

— S'il y a un autre homme en arrière, ils font les semailles, et la graine, nous la verrons germer. En attendant, va quérir ton châle; il gèlera cette nuit.

Ils demeurèrent accoudés sur l'appui de la fenêtre; ils virent les deux chevaux gris remonter le champ, et dans les ténèbres presque faites, ils virent encore, à la suite, l'homme au geste en feston, l'homme qui répand la graine sur les guérets brisés.

— Je les estime, ces voisins, répéta le tisserand : ils ne craignent pas leur peine.

Une partie de la nuit, Claire, qui dormait d'une seule traite dans le bruit de Roubaix, fut éveillée par la voix du herseur, qui commandait les chevaux.

Le lendemain matin, dans la courée Vehrée, Marie la malade, ayant regardé le ciel, au-dessus des maisons d'en face, se retourna brusquement vers sa sœur. Elle avait cette pâleur, et ces creux, et ces lignes tendues et dures, dont les moindres émotions travaillaient son visage.

— Marthe! regarde, toi aussi! Le vent de mer! Le vent de mer qui accourt, avec son chargement!

Angoisse de la Flandre habituée, qui devine la tempête! Loin de la rue des Longues-Haies, dans l'atelier de la maison nouvelle, où déjà ses métiers battaient, au même moment, Demeester criait :

— L'enfant! J'allume ma lampe : il fait noir comme dans un four!

Comme il ne recevait pas de réponse, il arrêta les métiers, il traversait les pièces d'en-bas, il montait l'escalier :

— Partie! Un temps pareil!... Elle a du sang d'ouvrier, la petite!... Le travail : ce que ça fait de nous tout de même!... N'y a que la mère qu'était pas brave : c'est ça qui l'a perdue.

Il ne comprenait pas beaucoup de choses, mais il savait le travail. Le vieux se remit au tissage, sous la lampe que l'ébranlement des machines faisait se balancer au bout du fil.

— Mon bateau-phare! grognait le tisserand. Le jour est à la bourrasque : tout tremble ici!

Par la lucarne basse, bien qu'il fût près de neuf heures du matin, aucune lumière ne venait. Seule, la lampe au roulis, en décrivant son arc, jetait, à bout de course, une lueur sur le sable de l'allée. Déjà plus de la moitié du ciel, du côté du nord, était tendue de sombre, et les nuées, sorties de la mer, continuaient d'avancer, et de diminuer les étendues de jour.

— La pluie sera pour Tourcoing, pour Roubaix, et pour Lille, grommelait encore Demeester; la pluie sera pour Erquinghem, et pour Haubourdin, pour l'Hemponpont et pour Gruson où j'ai de la famille. Rien n'échappera. Toute la pêche a dû rentrer dans les ports de la côte. Comme cela monte vite!

Dans les temps d'arrêt des deux métiers, aucun autre bruit que celui du vent, et bientôt des premières gouttes espacées martelant les tuiles, les vitres, et rebondissant. Dans les chemins, aucune voiture : dans les champs, plus un laboureur, plus une gardeuse de vaches, plus un oiseau volant, sous la voûte de nuit en marche et sans fissure. Une crainte avait saisi le monde. Le tisserand s'approcha de la fenêtre. Le verger de la ferme la plus éloignée, le haut verger de poiriers sauvages, plantés sur une butte, était déjà caché par le rideau de gouttes d'eau, coulée de métal qui tombait du ciel bas; le coteau d'en face entraînait dans la pluie, puis la prairie au creux de la pente, puis les maisons plus proches, celle d'un charretier, l'estaminet de la Montagne, l'estaminet de la Tribonnerie, enfin le futur jardin entouré de sa palissade. Alors le toit, les murs, les vitres crépitèrent au choc de la pluie diluvienne. En même temps, un grand souffle ébranlait la maison. Demeester voulut fermer les volets. Mais déjà les vitres cessaient de plier et de gémir; le vent s'apaisait : l'avant-garde de la tempête avait passé. L'averse pressée, fouettante, isolait l'habitation de tout voisinage. Le

vieil homme reprit le travail avec peine, le corps brisé par le poids de cette eau qui cependant ne l'avait pas touché. Il ne put se décider à se risquer dehors, et à faire les cent pas qui le séparaient de l'estaminet de la Montagne, où il déjeunait, d'ordinaire. Les quelques provisions serrées dans l'armoire, en face de la cheminée de la cuisine, lui suffirent. Le soir, quand Claire arriva de Roubaix, trempée, il la reçut avec humeur, et dit :

— Si ça continue, Claire, je dirai à Lepers-Hooghe : reprenez votre maison, moi je retourne à la ville !

Claire était en face de lui, éclairée par la lampe ; elle avait enlevé son caoutchouc ruisselant ; tous ses frisons défaits tombaient sur son front et ses joues ; elle considérait sa robe, ses bottines tachées de boue jaune et qui coulait. Les mots que son grand père prononçait avec rapidité, et comme une chose apprise, récitée à soi-même pendant les heures de solitude, la firent sourire, d'un sourire qui commença petitement, et qui grandit peu à peu. Toute son âme jeune s'épanouit sur son visage mouillé. Cependant, elle ne répondit rien, et monta dans sa chambre.

La pluie ne cessa point le lendemain. Ce fut un jour de ténèbres. Demeester, ayant défendu à Claire de voyager par les chemins jusqu'à la place du Travail, la jeune fille alla chez un voisin, et téléphona à la patronne de la maison de couture, — ce furent ses propres expressions, — qu'il faisait, à la campagne, « un temps à ne pas mettre même une petite main dehors ». Et, comme ce fut dit d'un ton enjoué, elle reçut la réponse qu'elle attendait. Le boulanger vint, ainsi qu'il avait commencé de le faire le 14 avril ; le boucher, qui montait le chemin dans son automobile, fut hélé au passage ; le grand père ne gronda pas, et cette sombre journée, où il ne fut pas seul dans la maison, même une heure, le mit en joie.

La nuit suivante fut détestable. Le vent poussa tous ses hurlements, ceux du lion, et ceux du veau marin, et ceux du chien perdu qui aboie à la lune ; il roula comme le tonnerre, galopa comme un cheval, secoua les tuiles, siffla aux serrures, lança des cailloux dans les vitres ; il appela les morts de la Grande Guerre, et plusieurs des vivants, qui dormaient dans les fermes, éveillés en sursaut, crurent qu'il disait les noms. Dans la maison nouvelle, le grand père et Claire, la jeune, fer-

mèrent à peine les yeux. Quelque chose les épouvantait : le sentiment de la solitude, encore plus que les rafales que la mer envoyait ainsi, à la rescousse, vers la pointe de la tempête déjà rendue bien loin, peut-être au-dessus de Paris, peut-être jusqu'en Provence. Alfred Demeester aurait voulu prendre le bol de porcelaine, comme autrefois, l'appliquer à la muraille de brique, et crier : « Pierre, mon voisin, si tu ne peux reposer, viens jouer une partie de cartes. » Et l'autre aurait répondu : « Merci, il y a encore trop de chemin, de chez moi, chez toi : je me noierais. » Mais on aurait causé : on n'aurait pas connu, dans ce désordre de tout, un abandon pareil.

Et le troisième jour parut. Il était vers cinq heures. Déjà les métiers levaient et abaissaient leurs nappes de fil, déjà les navettes couraient. Demeester entendit une voix, mieux chantante que celle du vent, et qui disait :

— Grand père, on pourra bientôt sortir !

— C'est pas vrai !

Il s'avança pourtant jusqu'à la fenêtre de l'appentis, et vit que le ciel était sombre encore. Mais il n'en découvrait qu'une contrée. De sa chambre, au premier, Claire apercevait d'autres champs, des collines, des lointains vers la vallée de la Marque, et, au-dessus, les nuées en désordre. Ce n'était plus la pièce de laine grise, tissée au grand métier de la mer, et qui se déroulait toujours, toujours. Le vent l'avait rompue enfin ; elle volait par lambeaux plus larges que des îles, et qui couvraient des villes, des villages, des rivières, et qui se succédaient, raccordés l'un à l'autre par des loques de vapeurs tordues, roulant, essayant de s'échapper, rabattues aussitôt et contraintes de suivre les grandes nuées en déroute. Aucune clarté pure, entre elles, même aucune espérance de bleu. Une seconde nappe de nuages coulait au-dessus de la première. La pluie n'avait pas cessé, elle tombait seulement plus fine et moins serrée. Les gouttières de la maison avaient fouillé le sable, et creusé des lits de torrents. Claire, dans le jardin, où le grand père s'était amusé, les premiers jours, à tracer quelques plates-bandes, comptait, au bout du creux des sillons, les flaques d'eau arrêtées par le rempart des terres non touchées : « deux, quatre, six, huit, neuf ». Claire voyait plus loin encore. Elle apercevait, au delà du jardin, la fin du champ labouré et semé, la haie, le pré en forme de carène, et un ruisseau jaune au

milieu, apport de toutes les pentes saturées de pluie. Elle vit alors une chose qui la saisit d'admiration.

— Oh ! dit-elle.

Aussitôt, elle eut peur d'avoir été entendue. Mais le tissier grand travaillait dur. Vers dix heures, la pluie cessa tout à fait. Claire descendit dans la cuisine, et se dirigea vers le perron :

— Où vas-tu, Claire ?

— Une course, tout près.

— Mets tes sabots !

— Je les ai.

— Prends ta cape de laine !

— Je n'en ai plus besoin !

La première rayée de soleil, voyageant entre deux nuées, touchait des mottes, et tout le poli des pierres s'allumait ; elle touchait des herbes, et la transparence du vert caressait les yeux ; elle effleurait la pointe des arbres encore nus, et l'on voyait, au bout des branches, la pourpre des bourgeons gonflés. Claire suivit le chemin, jusqu'au delà de la partie la plus basse, sauta sur le talus, passa par une brèche des épines, et se trouva dans la pâture, qu'elle voyait de sa fenêtre. Droit devant elle, sur l'herbe trempée et glissante, elle s'avança. Il y avait là dix aubépins, reste d'une clôture antique. La terre, entre eux, sous les averses et les gelées d'un siècle, avait fondu, avait coulé sur la prairie. Ils étaient en ligne toujours, mais séparés, fermes sur leurs racines noueuses et dégarnies, et, au sommet de la tige, chacun s'était épanoui en boule, en pyramide, en bouquet de campagne. Claire s'arrêta devant le premier, plus haut qu'elle-même.

— Ah Dieu ! dit-elle, je ne m'étais pas trompée !

Trois rameaux, au-dessus d'elle, sont couverts de fleurs blanches, mêlées aux feuilles naissantes. Elle lève le bras, elle a choisi le plus beau brin, le mieux fleuri, solide, vergué d'épines comme un brick ; elle l'attire, le détache et l'emporte. Un parfum la suit, et la touche au cœur. Elle a le printemps dans la main. Des pétales tombent sur sa robe ; elle a peur de glisser ; elle ne frappe pas sur le pavé du chemin ses sabots bottés de boue. Quelle trouvaille ! Que savent-ils, les Roubaisiens, les Lillois et les Tourquennois ? Ont-ils seulement deviné que l'hiver est fini ? Elle, la petite fille du roi, elle en est sûre : elle a le gage au bout des doigts. C'est fini, pourtant,

d'avoir si froid ! On ne dépensera plus tant de charbon pour chauffer l'étuve ; les hommes et les femmes, le long de la route, là-bas, où triment, matin et soir, ceux de Belgique, n'auront plus l'onglée en pédalant ; les mères, qui ont mis le nourrisson à la garderie des Sœurs, le rapporteront à découvert, sans le cacher sous la laine, comme s'il n'était pas beau à voir ; elles passeront avec lenteur devant les portes des voisines, écartant, chaque fois, du sein qui la tient chaude, la tête de l'endormi, et diront :

— Regardez comme il a bonne mine ! C'est le printemps, mes amies !

Claire a ouvert sans bruit la porte de la maison ; le tisserand travaille toujours ; elle est entrée dans l'appentis ; elle s'est tenue toute droite, entre le grand père et la fenêtre, faisant presque de l'ombre.

Lui, il n'a pas arrêté tout de suite son moteur. Elle venait ainsi, parfois, le voir travailler. Il travaillait, penché. Mais, le parfum de la branche d'aubépine ayant coulé jusqu'à lui, le tisserand s'est détourné tout à coup ; il a étendu le bras, et son dur visage s'est attendri un moment.

— Claire, que c'est joli ! Où as-tu cueilli ce printemps-là ?

— Dans le pré. Je l'ai vu, et j'ai couru.

Alors, il a pris la quenouille blanche, et, ayant reniflé autour, il en a fleuri son métier. Il l'a mise du côté droit, qui était celui de la meilleure lumière ; il l'a placée un peu haut, pour mieux l'avoir dans le regard : il l'a placée tout au bout du grand bâti d'acier, afin que, si elle tombait, elle ne gâtât point la draperie.

— A présent, grand père, je pars pour Roubaix. Tu es content, je le vois !

Il fit un signe de tête, sans se tourner vers elle : un fil de la chaîne l'inquiétait.

— Eh bien ! reprit Claire, quand je reviendrai, je crois que tu auras une autre joie !

Et elle s'échappa en courant. Une autre joie ? Depuis combien d'années ce mot-là n'avait-il point été prononcé devant lui ! Qui donc aurait nommé la joie devant Alfred Demeester ? Elle n'était plus de sa connaissance. L'occasion ne s'était pas trouvée. Qu'est-ce que cette petite avait voulu dire ? Rien sans doute. Ça parle de l'abondance de son cœur, qui est

jeune... Et quand il eut fait cette réflexion, tout de suite, le roi des Archers redevint triste. « Pourvu, pensait-il, pourvu que ça ne soit pas une amourette! A cet âge-là, on appelle du nom de la joie ce qui cause souvent la misère de la vie! Un petit jeune homme, un regard, un mot pour rire. Elles croient le premier qui les trouve jolies. Ah, misère! si elle va me raconter des choses pareilles! Non, ce n'est pas possible : elle n'est qu'une enfant... Mais aujourd'hui!... » Il continua de tisser, peut-être une heure encore. Puis, la lumière entrant, comme pour le contredire, par la fenêtre de l'atelier, il « déclencha » la manette, interrompit le courant et, lui aussi, il prit ses sabots, qui avaient leur place attitrée, à gauche de « l'outil », dans le coin de l'atelier. « J'ai tant fait de mètres de draperie pendant la tempête, songeait-il, que j'ai envie, à présent, de bêcher! » Comme il quittait l'atelier, il voulut mettre à sa boutonnière le bouquet de Claire. Plus que des feuilles et des épines! Il le jeta.

— Ça ne tient pas longtemps, la fleur d'aubépin! Le métier l'a trop secouée : déjà n'en reste plus! La joie de ce soir fera tout pareil.

Le terrain, dans le rectangle entouré de palissades, n'était que de la boue. Un paysan n'y eût pas enfoncé le fer d'une pelle. Demeester, citadin, pas même closier, pas même jardinier, à peine apprenti planteur de salades et de choux dans son enfance, voulait bêcher pour changer d'humeur et sentir sur sa peau le passage d'un rayon de soleil. Car le soleil luisait assez chaud, entre les nuées qui couraient encore, et s'efforçaient de rattraper le gros de la tempête en fuite. L'eau coulait des pelletées de terre que soulevait le tisserand ; il était obligé, au bout de chaque sillon, de vider les creux, comme on vide un bateau. Mais avant midi, robuste comme il était encore, et trouvant, pour cette besogne nouvelle, des muscles frais, il avait défoncé deux jolies plates-bandes, et il avait chaud par tout le corps. Il planta sa pelle dans son bien, au premier coup de midi, rajusta le veston gris, renoua sa cravate, et descendit pour déjeuner à l'estaminet de la Montagne.

— Tiens, dit le cabaretier, le roi jardine, à ce que je vois! N'y a que les rois pour faire ça, quand la terre est noyée.

— Ce qui me plaît, à moi, répondit le bonhomme, c'est d'être maître de mes heures : je ne l'ai jamais été.

Sa liberté lui plaisait tant, qu'il en usa encore. Il défonça une troisième plate-bande. Comme il se reposait un instant, sur le manche de sa pelle, et qu'il s'était tourné vers le pré bas, il vit que les aubépins avaient tous pris du blanc, dans cette première journée d'une saison. La fleur avait hâte de sortir de l'écaille. Le vent n'était pas doux; mais elle ne s'y trompe point : son heure était venue.

Demeester était tout content, lorsque Claire apparut, descendant le chemin, au tournant de la Tribonnerie. Le mot qu'elle avait aventuré, le matin, s'éveilla au cœur du grand père. A peine eut-elle fait tourner le portillon à claire-voie, et pénétré dans « le domaine », que le grand père demanda :

— Eh bien ! la petite, où est-elle ta joie ?

— Viens ! dit-elle.

Viens ! Elle était grave, en disant cela. Il la suivit. Ils entrèrent dans la salle de devant ; Claire enleva son caoutchouc, refit à petits coups de doigts sa coiffure, puis, prenant Demeester par la main, elle le mena dans l'atelier, dont elle ouvrit seulement la porte.

— Grand père, tu m'as bien dit que M. Lepers-Hooghe ferait établir deux autres métiers ici, — elle montrait la place vide entre les métiers de Demeester et la fenêtre, — si tu voulais avancer une partie du prix ?

— C'est même pour cela que l'atelier est double.

— As-tu encore un peu d'argent, pour acheter deux métiers ?

— Pas beaucoup : mais à peu près ce qu'on me demanderait.

— Je t'aiderai : j'ai cent francs à la caisse d'épargne.

— Mais, ma petite, quand je les aurai achetés, les métiers, qui les fera marcher ?

— Moi, grand père !

— Tu n'es pas tisserande.

— Je le suis devenue.

— Quand ça ?

— Depuis trois mois.

— Chez qui as-tu travaillé ?

— Chez ton patron. Et le contremaître de la salle des trente métiers...

— Le bancal?... oui, eh bien ?

— Il a dit que je savais ouvrir, à présent, et que j'avais même les mains tisserandes.

Il la regardait, saisi d'une des plus fortes émotions de sa vie.

— C'est vrai, Claire ? Tu changes d'outil ?

— Oui.

— Pour qui le fais-tu ?

Elle mit un petit instant avant de répondre :

— Pour toi !

— Alors mets en marche toi-même !

Elle le suivit, elle se mit près de lui, à la place que Demeester occupait tous les jours, manœuvra la commande, veilla, répara un fil, puis deux, plus vite qu'il ne l'eût fait lui-même. Ses mains assouplies par le travail de dix générations, ses mains dans les nappes glissaient avec promptitude, faisaient de même le raccord, et ranimaient la machine énorme.

Ce fut Demeester qui arrêta le travail. Là, dans la ruelle ouvrière, il ouvrit les bras à l'enfant, il la serra si fort que Claire devina qu'il pleurait, lui si rude, lui qui se moquait des larmes des autres. L'instant d'après, il s'essuya les yeux, et essaya de rire, pour prouver simplement que c'avait été une faiblesse passagère, cet attendrissement, et qu'il ne fallait point y attacher d'importance. Il demeura dans l'atelier, tandis que sa petite-fille allumait le fourneau de la cuisine, mais une pareille nouvelle, bien qu'il s'efforçât de ne point paraître changé, avait rompu toute sa coutume. Il se sentait incapable, ce soir, de travailler encore. C'était fini ; il fallait penser à Claire tisserande, et peut-être en dire un petit mot à la grand mère Anna Vermeulen, qu'il invoquait en cachette, aux heures graves.

Debout dans l'appentis, et dans cette moitié laissée libre pour recevoir d'autres métiers, il prenait, en marchant, les mesures qu'il savait par cœur : tant de mètres de longueur, tant de largeur, un petit couloir autour. Il s'approchait de la fenêtre. Le vent se calmait. Il y avait, dans le ciel, de la promesse pour le lendemain. Le soleil, près de disparaître, clignait parmi les herbes et les végétations basses, s'amusait à poudrer d'or, là-haut, sur la montagne, tout le bois de peupliers de la Tribonnerie.

Dès que le souper fut achevé, Claire débarrassa la table, l'essuya, en appuyant le torchon afin de faire briller le bois

blanc teinté et ciré, puis apporta l'encrier de la maison, gros comme un dé, avec une feuille de papier à lettre, une enveloppe et un timbre. Le plus pressé n'était-il pas d'écrire à M. Lepers-Hooghe ? Ce fut une œuvre collective. Claire tint la plume, Alfred Demeester dicta. Il y eut des conseils tenus et des différences d'appréciation. Pour le début, le grand père voulait écrire ainsi : « Mon patron » ; la petite-fille proposa de mettre : « Monsieur Lepers » ; elle gagna sa cause. Demeester n'avait point d'entêtement, dans les questions qu'il ignorait. La lettre fut donc ainsi rédigée :

« Messieurs Lepers,

« La nouvelle maison n'est point pour déplaire ; il faut croire qu'on commence à tout âge, puisque je commence à m'habituer. Même, il s'est produit une chose que je dois vous annoncer, et sur laquelle je ne comptais pas. Ma petite-fille Claire a trouvé le tissage à son goût. Elle connaît déjà la pratique. Elle demande deux métiers, dans l'appentis, à côté des miens. Si vous voulez bien les faire monter, dès à présent, elle quittera la couture, et travaillera près de moi : ça me désennuiera de la voir, maintenant que je n'ai plus les compagnons de votre salle des deux cents. »

« Croyez, je vous prie, monsieur Lepers... »

A ce point, Claire proposa d'écrire : « à mes sentiments distingués ». Le vieux tisserand fit une grimace. « Ça se met toujours » répondit-elle. Il fut d'avis que « reconnaissants » ferait bien aussi. Et c'est pourquoi la formule finale assura M. Lepers-Hooghe des sentiments distingués et reconnaissants d'Alfred Demeester.

Le travail de l'esprit, l'émotion surtout de toute la journée, avaient fatigué Demeester. Quand il eut signé le papier, assez habilement, et ajouté aux lettres de son nom une balafre en forme de cimeterre, il demanda :

— Petite Claire, tu me parais avoir envie de dormir ?

Elle sourit, sans répondre. Mais elle se leva. Le grand père l'admirait ; peut-être pour la première fois. Sous la lumière de la lampe, le menton délicat de la jeune fille, la courbe de ses joues, son cou mince et rond apparurent, et, sortant de la haie taillée des cheveux acajou, le bout rose de l'oreille.

— Petite Claire, reprit Demeester, qui contenait sa grosse voix, il me semble que tu portais des pendants d'oreilles, à Roubaix, et encore ces jours-ci ?

— Peut-être bien : du faux corail.

— Tu ne les as plus ?

— Je les trouvais lourds, dit-elle.

Elle riait, à demi détournée vers l'escalier.

— Petite Claire, dit encore le tisserand, voilà que le temps de Pâques est passé : achète-moi donc des craquelins, pour dimanche ?

Elle vit ainsi qu'il était content. Le tisserand ne manquait pas, en bon fils des Flandres, de manger, les jours de kermesse, des « couquebacques » qui sont des crêpes ; de la « coquille » à Noël ; des craquelins à la mi-carême et au delà.

Trois semaines environ après que cette lettre eut été mise à la poste, à Roubaix, deux autres métiers étaient montés dans l'atelier de la maison nouvelle, et Claire Lelu, qui, par sa grand mère était de Tournai, et qui, par son grand père, était de Bruges, descendante d'une vieille race dentellière et tisserande, travaillait quelques heures chaque jour, près du roi des Archers et dans le même rayon de soleil bien souvent : car le grand printemps était venu, auquel le Nord même obéit.

AVRIL A MENIN

Depuis plusieurs mois, Adéline vivait en Belgique, à Menin, l'ancienne porte de France, l'ancienne ville militaire, bâtie sur quelques vagues dominant des terres plates. De la fenêtre de sa chambre, par dessus des toits et des rues, elle découvrait l'étendue sans haies, sans arbres, divisée en rectangles par la couleur des guérets, des semailles ou des moissons, et sur laquelle ne cessait de passer et de repasser le travail des hommes, comme avait fait la mer, autrefois. Belle chambre assurément, tenue propre, décorée de colifichets.

Adéline, à présent, ne venait plus à Roubaix, si ce n'est le dimanche, et quand il lui plaisait. Elle avait donc quitté Lucien, sa fille, son père, sa ville, par dégoût de la misère et du travail. Elle ne tissait plus, recevait assez d'argent pour n'être jamais endettée ; elle s'habillait mieux que les voisines ; allait aux cinémas, même aux théâtres de Tourcoing et de

Roubaix; se défendait de penser à plusieurs choses, disant aux souvenirs : « Je ne veux pas de vous; j'ai refait ma vie; j'en avais le droit; voilà tout. » Ces mots-là, elle les avait lus dans des feuilletons, puis sur la pellicule d'une image, projetée au cinéma de Menin. Heureuse alors? Non. L'homme qu'elle avait suivi, sorte de loup maigre mâtiné de plusieurs races, lui avait plu un moment. Il était de ceux qui peuvent plaire, en effet, parlant bien, — beaucoup mieux que Leleu; — tout frisé, — ce qu'elle aimait, — d'une incroyable audace dans une discussion, par quoi il n'était pas sans influence dans les usines où il passait. Car il ne demeurerait nulle part. Au premier reproche, il redressait sa tête impertinente, et disait, avec un demi-sourire :

— Vous n'êtes pas content? Je m'en vais.

Chaque dimanche, il pariait, soit aux combats de coqs, soit aux concours de pigeons. Elle avait vite cessé de combattre cette passion du jeu, car l'homme ne jouait que de l'argent à lui, et il gagnait le plus souvent. Il était dépensier, très adroit dans son métier d'ajusteur, d'un tour d'esprit souvent drôle, habile comme pas un à flatter les filles. Les plus fines se contentaient de rire; Adéline avait cru en lui. Elle souffrait de lui voir toujours prendre en plaisantant ce qu'elle disait. Il n'était d'ailleurs ni jaloux, ni brutal. Elle aurait parfois désiré qu'il le fût davantage.

Elle souffrait aussi d'être peu considérée, de faire la dame, et d'être ramenée soudain au sentiment de son état, qui n'était pas honorable. Sans doute, les petites femmes du quartier, et les marchandes, lui faisaient bonne mine, en général. Mais le commerce, ou la timidité, empêchait la plupart de celles-là de montrer qu'elles eussent mieux aimé avoir affaire à une femme mariée. Il y avait cependant de vieilles femmes pieuses, et des mères chargées de marmaille, qui ne se gênaient pas pour faire sentir à Adéline qu'elle ne donnait pas le bon exemple, et qu'on a le droit de choisir ses amitiés. Un jour d'hiver, qu'elle arrêta un petit garçon sur la place, l'interrogeant et le caressant, parce qu'il ressemblait à Claire, quand elle était petite, une femme, du pas de la porte entr'ouverte, là-bas, avait crié :

— Il n'est pas à vous, le petiot! Laissez-le donc aller à l'école!

L'image de Claire ! Dans le tiroir d'une commode, sous le cahier de dépenses, Adéline avait mis la photographie de Claire à sept ans. Quand elle était seule, l'après-midi, elle la posait sur le marbre ; elle l'appuyait le long d'une pelote et la considérait avec amour. Et, sans doute, la question se présentait souvent, l'importune question : « Pourquoi l'as-tu quittée ? » La réponse venait aussitôt, bien incomplète : « Ma fille ? Elle est mieux là où elle est ! » Et c'était vrai.

Deux fois, au mois de février, sous la pluie, dans les rues de Roubaix, Adéline et Claire s'étaient rencontrées. Elles s'étaient embrassées. Claire avait répondu aux questions : « Que deviens-tu ? Est-on bon pour toi ? Grand père parle-t-il de moi ? » Mais si la mère interrogeait l'enfant, celle-ci ne faisait, en retour, aucune question. Qu'aurait-elle pu demander sans honte ? Et quel reproche secret dans ces yeux purs ! Quelle émotion inexprimée, en chacune d'elles, quand elles se quittaient, sans pouvoir se dire, ni l'une, ni l'autre :

— Viens chez nous !

Non, les heures de solitude à Menin, tandis qu'elle reprenait, recousait ou repassait, ne ressemblaient point à ce qu'elle avait imaginé, lorsque, ouvrière de tissage, elle enviait les femmes « qui sont à leur ménage, et ne font point la route pour se rendre au travail ».

Ce qui la troublait le plus, ce n'était point la petite estime qu'avaient d'elle celui avec qui elle vivait, ou certaines femmes de Menin ; ce n'était pas même l'éloignement de sa fille ; elle se défendait malaisément, il est vrai, de ces douleurs là, mais elle ne réussissait plus, dans cette vie presque solitaire, à chasser le remords, qui parfois disait : « Où va ton âme, Adéline, où va-t-elle ? » Ce n'est pas en vain qu'elle était née de la mère Anna Vermeulen, qu'elle avait été la première au catéchisme ; et cette fille, molle et pécheresse, demeurerait capable encore d'entendre le cantique pur de sa jeunesse.

Or, depuis la mort de son mari, les trois mots que ce pauvre lui avait légués : « Qu'elle se remarie ! » lui revenaient sans cesse à l'esprit. Se remarier ? Avec qui ? On a beau avoir été la première au catéchisme, on ne sait pas tout. Elle se répondait à elle-même : « avec lui ». Et lui, c'était l'homme encore plus coupable qu'elle. L'idée de vivre toujours avec lui ne lui plaisait qu'à demi. Une autre chose, un désir puissant l'attirait : la

paix. Adéline, s'arrêtant de coudre, la main en l'air qui tenait l'aiguille, regardant la plaine belge où l'herbe de blé et d'orge n'avait point encore d'épi, songeait souvent à la paix. « D'abord, il m'aimera mieux si je suis mariée, il aura plus d'estime. Il ne me laissera pas, comme il peut faire à présent, tout à coup. Nous quitterons Menin, nous louerons une chambre, ailleurs, peut-être à Halluin, qui n'est pas loin, et où il a des amis. Les femmes ne me défendront plus de trouver gentils leurs enfants. Claire ne demande que ça : avoir une mère mariée. Je la laisserais où elle est, mais nous pourrions nous voir. Le père? Oh! je sais bien qu'il n'est pas commode. Il mettrait du temps à s'habituer à « lui ». Peut-être même ne s'habitueraient-ils point l'un à l'autre, mais je ne serais plus sa honte. Je serais pareille aux autres, qui vont, d'un air tranquille, sans s'occuper de ce qu'on pense d'elles. J'aurais mes cartes de visite : « M. et Mme X. » Et je crois que je reprendrais mes Pâques. »

Une fois, « dans les commencements », avant même qu'elle connût les dernières paroles de son mari, elle avait dit à l'ouvrier ajusteur, un après-midi de dimanche qu'il faisait beau se promener :

— Si nous nous mariions?

Il s'était mis à rire, comme d'habitude lorsqu'il était fâché :

— Se marier? Pourquoi faire? Est-ce que je te l'ai promis? Je ne pouvais même pas, puisque tu l'étais, mariée. Laisse-moi tranquille!

Et il l'avait quittée pour boire avec les coqueleux et les couloneux.

Elle se promit d'attendre et d'être plus adroite.

Huit jours avant la fin d'avril, une annonce parut dans le journal :

« Pour la procession du Saint-Sang à Bruges.

« Le lundi 7 mai prochain, a lieu à Bruges la célèbre procession du Saint-Sang, qui chaque année attire de nombreux étrangers dans l'antique cité flamande.

« A cette occasion, la Société des autobus Linsellois organise un voyage vers Bruges. Le nombre des places étant limité, il est utile de prendre les tickets dès à présent et de retenir les places.

« Prix au départ de Linselles, Wervicq, Bousbecque, Roncq

et Tourcoing, 25 francs aller et retour. Heures des départs : Tourcoing, 6 heures; Roncq, 6 h. 15; Linselles, 6 h. 30; Wervieq, 6 h. 35; Bousbecque, 6 h. 40; Menin, 6 h. 55. »

Ce soir-là, elle descendit de sa maison, à l'heure où les autocars, venant de Roubaix, arrivent à Menin. Elle n'avait pas l'habitude d'aller ainsi au-devant de l'ouvrier. Il fut content. Elle se montra gaie. Dans sa main, elle tenait l'annonce qu'elle avait découpée. Et elle marcha ainsi une centaine de pas, jusqu'à ce que les témoins, ouvriers, ouvrières, descendus de la voiture, se fussent dispersés dans les rues de Menin, où le jour était mêlé d'ombre. Le papier lui brûlait les doigts. Sous une lampe électrique, elle ralentit le pas, s'arrêta, ouvrit la main :

— Tiens, dit-elle, lis ceci.

Il lut rapidement.

— Qu'est-ce que tu veux encore, Adéline?

— Je voudrais aller à Bruges?

Il eut l'immédiate intuition qu'elle avait préparé un plan.

— Vas y seule!

— Non, avec toi!

— Je ne suis pas bigot, tu le sais bien; toi, tu vis comme une païenne, mais, au fond, tu as des regrets.

Elle ne voulut pas répondre oui; elle reprit la marche, plia le petit papier, et dit, voyant que l'homme ne s'emportait pas :

— Le 7 mai, c'est un lundi : j'ai regardé sur l'almanach. Nous partirons le dimanche. Il y aura bien une voiture, le dimanche, pour aller à Bruges?

— A quoi bon?

— Écoute, j'ai tout arrangé dans mon esprit, tandis que je raccommodais mon meilleur corsage, cet après-midi. Bruges, le jour du Saint-Sang, a autant de passants que Roubaix a d'habitants. C'est cent mille hommes et femmes qui mouvent par les rues. Toi, tu coucherais à l'hôtel, où dans un jeu de boules, ou dans un garni : un homme, ça se tire toujours d'affaire; tu as été soldat. Moi, j'irais revoir des parentes, la veuve Bolle et ses deux filles, qui sont dentellières. Mon père m'a souvent parlé d'elles. Je suis sûre qu'elles m'offriraient un lit. Le matin du 7 mai, de bonne heure, bien avant ceux qui arriveraient en autocar, ou à pied, ou par le train, j'aurais choisi ma place, et

la tienne, si tu veux, tout au premier rang, pour bien voir passer les chars, et le Saint-Sang.

Il réfléchit un instant. Il n'était pas timide. L'idée qu'il allait jouer une partie contre Adéline ne lui déplaisait pas. Revoir Bruges, il s'en souciait peu. Mais un jour de congé, pour la procession fameuse dans tout le Nord, il était sûr de l'obtenir.

— Soit! dit-il. J'ai faim : rentrons.

La femme, en prévision de la victoire qu'elle venait de remporter, avait acheté un pigeon, et une guirlande de morilles, qui mijotaient au feu. Pourquoi désirait-elle si vivement faire ce voyage de Bruges? Elle n'aurait pu l'expliquer. Qu'espérait-elle? Rien de précis : elle attendait quelque chose. Fille de ces Brugeois qui, depuis des siècles, figuraient les soldats romains ou les disciples du Christ aux cortèges du Saint-Sang, elle songeait que, peut-être, ému par le spectacle et touché par une grâce, cette espèce de loup, dur et ricanier, deviendrait un homme sensé, capable de comprendre la peine d'autrui, et qu'il y aurait ensuite du bonheur pour elle.

La date du 7 mai passait devant ses yeux, entourée de rayons d'or : Bruges! Bruges qui vient!

RENÉ BAZIN.

(La dernière partie au prochain numéro.)

MÉMOIRES

I

LA FIN DE L'EMPIRE (1)

Nous sommes heureux de reprendre, à la date où s'est arrêtée la première série, — la formation de l'Empire libéral, — les Mémoires du duc de Broglie, tour à tour si piquants et de si grande allure. Cette Nouvelle série jette un jour tout nouveau sur la période du gouvernement de M. Thiers et sur l'avènement de la troisième République.

QUELLE attitude le nouvel Empire libéral allait-il prendre à l'égard de tous les membres éminents de l'opposition parlementaire qui venaient d'être pendant dix-huit ans ses adversaires acharnés, et auxquels lui-même avait tenu constamment rigueur ?

On ne pouvait demander ni à ces personnages considérables de passer sans transition à son service, ni à l'Empire lui-même de livrer des fonctions élevées, et de se livrer, par là, à des serviteurs dont l'adhésion était si récente, et le dévouement si douteux. De pareilles transformations ne peuvent s'opérer en un jour, et cependant quelque moyen devait être trouvé pour rapprocher ces éléments si longtemps réfractaires, et préparer leur fusion. Le moyen fut assez heureusement imaginé : ce fut de créer de grandes commissions, chargées d'étudier l'introduction dans le système administratif de la France de réformes importantes, que réclamaient l'opinion publique et surtout l'opinion libérale. On dut placer dans ces commissions les personnalités les plus distinguées de l'état-major parlementaire et leurs élèves. Ce n'étaient pas tout à fait des fonctions publiques, car

Copyright by duc de Broglie, 1929.

(1) Voyez la première série dans la *Revue*, 15 décembre 1924 — 15 novembre 1925.

l'Empire ne leur cédaient aucune part de sa puissance, et ceux qui y prenaient place n'abandonnaient rien de leur indépendance. C'était pour les idées, comme pour les hommes, une manière de se rapprocher sans se confondre, et de préparer pour l'avenir une plus intime et plus complète union.

LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT

De ces deux commissions les deux principales eurent pour objet l'une la décentralisation administrative, l'autre la liberté de l'enseignement supérieur. Le ministre de l'Intérieur était nominalement président de l'une, et le ministre de l'Instruction publique de l'autre : mais la direction réelle dut appartenir aux deux vice-présidents, qui n'étaient pas de moindres personnages que M. Odilon Barrot pour l'une, et pour l'autre M. Guizot. La plus importante des deux, et celle que l'opinion publique réclamait le plus, du moins comme nous autres libéraux nous l'entendions, était certainement la première, car une véritable campagne avait été dirigée pendant tout l'Empire par les libéraux de toute nuance contre la centralisation excessive de l'administration publique, et l'absorption de toute l'activité sociale par la domination de l'État. C'était notre thème favori et notre manière de nous distinguer de l'opposition révolutionnaire, qui a toujours eu un certain goût pour l'omnipotence administrative et demande seulement qu'elle soit exercée à son profit.

C'était surtout pour nous, catholiques, en demandant l'affranchissement de l'Église et le rétablissement de certaines corporations religieuses, une manière de nous justifier de toute apparence de regret d'ancien régime. Nous n'avions pas, je crois, absolument tort de penser qu'aucune vraie liberté publique n'était possible et durable en face d'un pouvoir aussi considérable que celui qui étend son réseau sur toute la surface du pays. Mais la question que nous ne traitions pas volontiers, et qui reste encore à résoudre, c'est de savoir si, quand une grande révolution a fait table rase de toutes les institutions intermédiaires locales, communales, provinciales, qui existaient et s'étaient formées naturellement par le cours du temps, et par une sorte de végétation naturelle, on peut les remplacer arbitrairement par de nouvelles, dépourvues de racine, et si, en

un mot, quand un corps a perdu ses jointures, l'énergie et la souplesse de ses muscles, un corset de force n'est pas la seule manière de le faire tenir encore debout. C'est malheureusement ce que l'expérience m'a appris à craindre, et c'est le point sur lequel nous ne sommes pas aujourd'hui, après vingt-cinq ans, plus avancés que nous n'étions en 1870.

N'ayant pas fait partie de cette commission de décentralisation administrative, et ses travaux, qui ont peu duré, n'ayant pas laissé beaucoup de traces, j'ai peu de choses à en dire. Je sais que mon ami le duc d'Audiffret-Pasquier s'y distingua, et fit connaître là, pour la première fois, la grande éloquence dont il est doué, et qui devait jeter l'année suivante un si grand éclat.

Je fus désigné pour faire partie de la commission qui devait organiser la liberté d'enseignement supérieur. C'était le complément de cette célèbre loi sur la liberté d'enseignement de 1850, la seule œuvre durable de l'Assemblée législative de la seconde République, qui était alors acceptée par tout le monde comme la charte de l'instruction publique, qui ne soulevait d'aucun côté, pas plus de l'Université que d'aucun autre, la moindre réclamation. Il a fallu une nouvelle République pour y porter atteinte, et enlever quelques-unes des garanties libérales qu'elle contenait. Personne n'y songeait alors : on ne pensait qu'à l'étendre, et à faire jouir l'enseignement supérieur des franchises qu'elle avait accordées à l'enseignement secondaire.

Je ne sais trop ce qu'est devenu le projet de loi adopté par notre commission, mais il était certainement plus libéral que l'état de choses actuel, tel qu'il est sorti d'une loi faite par l'Assemblée nationale de 1871, modifiée et restreinte par Jules Ferry et ses amis. Nous avons certainement sur ce point beaucoup reculé en fait de largeur d'esprit, en passant de l'Empire libéral à la République.

La composition de la commission était bien choisie, et formait une réunion originale. Nous avions de vieux universitaires dans la personne de M. Dubois, ancien rédacteur du *Globe* sous la Restauration, puis directeur de l'École normale, et de M. de Rémusat, qui, sans être universitaire de profession, avait partagé toutes les passions du corps pendant la querelle de la liberté d'enseignement sous le gouvernement de Juillet; le clergé était représenté par deux hommes éminents dont le sort a été bien différent, le Père Captier, dominicain, élève chéri

du Père Lacordaire, qui avait une des plus belles et touchantes figures d'apôtre que j'aie rencontrées (je devrais même dire une figure de martyr, car ce fut son sort : moins d'un an après, il était fusillé comme otage par la Commune); l'abbé Perraud, aujourd'hui mon confrère à l'Académie française, évêque d'Autun, presque cardinal (il l'est aujourd'hui). La jeunesse libérale formée sous l'Empire nous donnait Prévost-Paradol et Thureau-Dangin. M. Guizot, bien qu'un peu affaibli par l'âge, nous présidait avec l'autorité de son nom et de sa parole, et on était heureux d'entendre cette belle voix condamnée depuis vingt-deux ans au silence.

Avant de procéder à la discussion, on voulut recueillir des avis autorisés pris en dehors de la commission, et en particulier entendre des professeurs ou des savants qui eussent étudié l'organisation de l'enseignement supérieur hors de France. Ce fut à l'Allemagne surtout qu'on fit la grande place dans cette enquête. Il était entendu alors qu'il n'y avait de véritable développement scientifique, littéraire et philosophique qu'en Allemagne. Nous admettions cette infériorité avec une humilité qui aurait dû toucher les Allemands, et consoler leur vanité de toutes les railleries et de toutes les épigrammes qu'on leur avait autrefois prodiguées. Tout le mécanisme des Universités allemandes nous fut expliqué, d'abord par un témoin qui n'était rien de moins que le célèbre Renan, puis par un M. Hillebrand, professeur à Lille, et rédacteur des *Débats*, qui paraissait savoir à merveille son affaire, et que nous écoutions avec componction, très disposés à suivre docilement ses avis. L'année suivante, quand la France fut vaincue et l'Allemagne triomphante, cet oracle se rappela (ce qu'on ne nous avait pas dit) que, s'il était professeur en France, il était Allemand de naissance; il regagna son ancienne patrie, et publia un tableau des dernières années de notre histoire, empreint de la plus vive hostilité contre la nation qui l'avait reçu, nourri et payé pendant toutes les années de sa jeunesse.

Après l'audition des témoins, la discussion s'engagea, et il y eut vraiment des débats très intéressants. Le plus animé fut celui qui eut lieu sur ce qu'on nomme la collation des grades, c'est-à-dire sur la question de savoir quel serait le jury chargé de conférer aux élèves des Facultés libres les diplômes de bachelier, licencié ou docteur, exigés pour prétendre aux

fonctions publiques. C'était jusque-là (comme c'est encore aujourd'hui) aux professeurs des Facultés de l'État que cet examen était réservé. Mais du moment où on leur créait une concurrence par l'établissement de Facultés libres, il ne semblait pas qu'on pût continuer à leur maintenir cette prérogative qui leur aurait donné le droit de juger les résultats de l'instruction donnée par leurs rivaux. Une partialité naturelle pour leur méthode et leurs élèves était à craindre. C'est une considération qui fut trouvée juste par toute la commission, sans distinction d'origine, par les universitaires comme les autres, et d'un commun accord on chercha au moyen de jurys mixtes, ou de la création d'un jury spécial, à prévenir un soupçon dont les Facultés de l'État devaient sentir plus que personne le besoin de se défendre. Il ne vint à l'esprit d'aucun de nous que la collation des grades fût un droit sacré, une attribution essentielle de l'État dont il ne pût se départir, et qu'il ne pût même partager avec personne sans abdication. Il a fallu, je le répète, être en république, pour avoir vu renaître une prétention de cette nature. Ce partage de la collation des grades avec un jury mixte est en effet le grand reproche qu'on a fait à la loi de liberté d'enseignement supérieur votée par l'Assemblée de 1871, et on a réinstallé avec fracas le droit exclusif des Facultés et de l'État, comme essentiel à la dignité et à l'essence du pouvoir civil. Pour être juste, il faut reconnaître que ces Facultés, plus sages et plus modérées que leurs défenseurs, ont fait de ce monopole un usage équitable, et que les élèves de l'enseignement libre n'ont pas eu à se plaindre jusqu'ici d'un défaut d'impartialité dans leurs jugements.

Je pris part à cette discussion qui fut assez vive, bien que sur le terrain restreint que je viens d'indiquer, en soutenant un système qui parut trop original, et s'écartait trop des idées généralement reçues pour que j'eusse sérieusement l'espoir de le faire prévaloir. Je proposai de laisser à chaque Faculté, officielle et libre, le droit de conférer ses diplômes aux conditions qu'elle aurait jugé convenable de fixer, et d'établir un examen spécial à l'entrée de chacune des carrières pour laquelle le diplôme général est aujourd'hui demandé. Il y aurait eu un examen pour l'administration, un pour le barreau, un pour la magistrature, et ainsi de suite : le diplôme des Facultés n'aurait plus été qu'un certificat purement honorifique, mais dont

la valeur aurait dépendu de la confiance qu'eût inspirée au public l'établissement qui l'aurait conféré. Suivant que chaque Faculté aurait joui d'un renom plus avantageux dans l'opinion publique, le brevet portant son estampille aurait eu plus ou moins de valeur, et été plus ou moins pris en considération par la commission chargée de faire passer les examens spéciaux de chaque carrière. Je crois que ce système eût été véritablement conforme à l'esprit de la liberté et, en pratique, aurait établi entre les divers établissements une concurrence salubre. Mais je reconnais que c'était un procédé à l'anglaise et même à l'américaine, un peu trop éloigné de l'esprit administratif qui prédomine en France. J'eus peu de succès, et ne suis même pas sûr d'avoir été parfaitement compris.

Je crois pourtant que je fus soutenu (plutôt par amitié que par une conviction bien réfléchie) par mon voisin, Prévost-Paradol. Celui-là aussi, comme le charmant et touchant Père Captier, était destiné à être emporté avant la fin de l'année qui commençait par une mort violente, et ce n'est pas le moins triste souvenir qui me reste de cette triste année, que la pensée de ces deux êtres qui étaient là, assis à mes côtés, l'un et l'autre pleins de jeunesse, de vie et de talent, auxquels, dans des sphères différentes, un avenir si brillant paraissait réservé, et qui devaient disparaître tous deux si rapidement dans le même orage : car c'est à l'épouvantable crise qui nous menaçait et aux égarements qui l'ont inaugurée ou suivie qu'il faut attribuer également le suicide de Paradol et le supplice de Captier. C'est une même folie, engendrée par des événements trop forts pour une tête humaine, qui arma le bras de Paradol contre lui-même, et dirigea la balle des bourreaux contre la poitrine de Captier.

L'infortuné Paradol était alors dans un état mental assez inquiétant. Parvenu rapidement, par son admirable talent, à un haut degré de réputation littéraire, admis à trente-cinq ans à l'Académie, pouvant se croire, sans présomption, destiné à devenir le meilleur écrivain de son temps, et pour les temps futurs un véritable classique, il avait pris pour le métier littéraire une véritable répugnance. Il n'aspirait qu'à la vie active des fonctions publiques ou de la politique. Plus d'une fois, pendant la séance de la commission, il me racontait son impatience et son ennui d'être obligé d'écrire pour assurer son existence et

celle de sa famille. Ce n'est pas que le travail littéraire lui coûtât : peu d'hommes ont eu une facilité pareille, il écrivait au courant de la plume, sans ratures, au milieu du bruit, sur un coin de table. C'était parfait, sans effort. Ce n'est pas non plus que son travail fût mal rétribué : entre ses articles du journal des *Débats*, et une correspondance du *Times*, qui ne lui coûtait pas beaucoup de peine (car il écrivait l'anglais comme sa propre langue), il se faisait, je crois, une rente annuelle de 20 000 francs. C'était de quoi vivre pour un homme modestement élevé. Mais il s'était marié jeune, au sortir de l'École normale, et sa femme en mourant lui avait laissé trois enfants. Il avait le goût de toutes les choses élevées et élégantes, aimait le luxe, était brillant cavalier. Bref, il était né pour avoir tous les agréments de la richesse, et ne pouvait se consoler de n'arriver que péniblement à la médiocrité.

Je ne fus donc pas surpris quand un matin, avant la commission, je le vis entrer chez moi pour me dire qu'à sa connaissance, M. Daru désirait beaucoup pouvoir ouvrir à un certain nombre de ses anciens amis, pris parmi les plus jeunes, la carrière diplomatique : il m'engagea à faire en commun avec lui une démarche pour profiter de cette bonne volonté. Rien n'était plus loin de ma pensée. C'était m'exiler de France au moment où j'espérais voir la carrière parlementaire s'ouvrir pour moi. De plus, il m'en aurait extrêmement coûté d'endosser sitôt le harnais impérial : l'idée de me faire présenter à l'Empereur, de devenir son serviteur et même son représentant, me répugnait au delà de toute expression. Je déclinai donc très formellement la proposition d'action commune que le pauvre homme de talent m'avait soumise, et sur laquelle il comptait pour se couvrir aux yeux de ceux qui auraient trouvé sa conversion un peu prompte. Je lus clairement son désappointement sur son visage, et pour ne pas rendre sa déception trop amère, j'insistai sur mes motifs particuliers d'abstention : la perte récente de mon père, et les graves affaires de succession qui en étaient la conséquence, la nécessité de guider les premiers pas de mon fils aîné dans le monde, et je mis de l'empressement à établir que, sa situation étant sur bien des points différente de la mienne, je trouverais tout naturel qu'il adoptât aussi une autre ligne de conduite. Je ne sais si je n'eus pas tort de le mettre si à l'aise ; car il n'a que trop bien profité de mon conseil, et je ne doute

pas que, plus tard, l'idée qu'il avait manqué de dignité en se fiant trop tôt à des espérances, que l'événement devait si cruellement tromper, n'ait été pour beaucoup dans l'accès de désespoir qui a troublé sa raison.

LE CONCILE DU VATICAN

Du reste, il s'en est fallu de peu que je ne fusse, quelque temps après cet entretien, obligé de faire précisément ce que j'avais repoussé avec une répugnance que je croyais invincible; car c'est peu de jours plus tard, que M. Daru, me faisant venir au ministère des Affaires étrangères, me proposa, je dirais volontiers, me somma, d'aller représenter la France impériale auprès du concile du Vatican, et j'ai vu le moment (j'en frémis encore) où j'allais être condamné à accepter cette ingrate mission qui n'aurait rien sauvé des intérêts que j'aurais été défendre à Rome, mais qui m'aurait compromis pour jamais aux yeux de la France aussi bien libérale que conservatrice et catholique.

Le Concile s'était réuni dans les premiers jours de janvier, et s'était trouvé tout de suite divisé en deux fractions assez inégales en nombre : l'une qui avait (personne ne l'ignorait) toutes les préférences et même les affections de Pie IX; celle-là était disposée à faire prévaloir, sur tous les points, les solutions les plus extrêmes, les plus favorables au pouvoir absolu dans l'État comme dans l'Eglise; l'autre à la tête de laquelle se trouva tout de suite placé notre illustre ami, Mgr Dupanloup, et qui inclinait, comme lui, vers les opinions libérales et modérées que nous avions défendues sous sa direction dans le *Correspondant*.

La lutte entre ces deux fractions de l'Eglise et de l'épiscopat avait commencé même avant l'ouverture du Concile par plusieurs lettres que Mgr Dupanloup avait publiées sur la question dont on savait que le Concile pouvait presque immédiatement être saisi : la définition de l'infailibilité pontificale et par suite la condamnation des limites et des réserves que l'Eglise gallicane avait toujours apportées dans sa soumission à l'autorité du siège de Rome. Mgr Dupanloup s'était prononcé très vivement contre le projet d'ériger en dogme une opinion qui n'avait été jusque-là qu'un enseignement théologique et surtout de frapper d'anathème ceux qui la contestaient.

Quoique ses écrits fussent animés par son éloquence et son talent accoutumés, l'effet n'en avait pas été aussi grand qu'il l'espérait, parce qu'il n'avait pas cru pouvoir aborder directement le fond même du débat. Il savait que les opinions gallicanes, dans lesquelles il avait été élevé, avaient perdu presque toute leur autorité en France même. Le parti que l'esprit révolutionnaire dans l'Assemblée constituante de 1789 en avait tiré pour établir la constitution civile du clergé et la réaction naturelle contre ces excès, avait popularisé dans toute la partie ardente et pieuse du clergé les doctrines ultramontaines. Le livre *Du Pape* de M. de Maistre, les écrits de Lamennais (dans la première phase de sa carrière et avant son apostasie) avaient effacé chez la plupart des catholiques les traditions de Bossuet et de Fleury. En s'attaquant au fond même de la doctrine, Mgr Dupanloup sentait qu'il aurait mis contre lui une grande partie même de ceux qui l'appuyaient ordinairement dans sa campagne contre Veuillot. Il s'était donc borné à soutenir que, dans l'état des esprits, la définition de l'infaillibilité, dans quelque sens qu'elle fût faite, était inopportune, parce qu'elle divisait les catholiques et éloignait les protestants.

Ce terrain était faible, peu propre à l'éloquence ; en tout cas, il eût été plus facile de le faire prévaloir dans l'Assemblée même, et surtout dans les conversations particulières et par voie d'influence personnelle. La sienne étant très grande à ce moment, il aurait dû évidemment la réserver et la ménager pour en faire usage et il la compromettait en essayant d'enlever en quelque sorte les suffrages de vive force. Je n'oublierai jamais la preuve que mon père me donna alors (la dernière de ce genre qu'il ait eu lieu de donner) de son grand sens politique. Comme je lui apportais un de ces écrits, dont le talent me ravissait : « Il a tort, me dit-il : l'évêque prend position avant la réunion, il arrivera avec une apparence de parti pris qui lui ôtera de l'autorité. » La prédiction ne tarda pas à être vérifiée. D'arbitre du Concile qu'il eût pu devenir, s'il eût réservé son opinion, il fut tout de suite réduit au rang de chef de la minorité.

Notre position, à nous catholiques réputés libéraux et dont le *Correspondant* était l'organe, devenait assez embarrassante. J'étais le seul qui eût été élevé dans les doctrines gallicanes, qu'en fait j'ai conservées jusqu'à ce qu'elles aient été condamnées par l'autorité du Concile. Tous les autres, dans l'ardeur et

l'entraînement de la jeunesse, avaient suivi le mouvement qui entraînait le nouveau clergé vers les doctrines ultramontaines, Montalembert plus qu'aucun autre, avec l'élan de son tempérament, et l'impétueuse vivacité de son éloquence. Ce qui les avait portés dans ce sens, c'était le souvenir de l'autorité vraiment excessive que l'ancienne Église de France avait laissé prendre à la royauté pour la direction, la surveillance et la police des cultes, domination abusive dont tous les pouvoirs civils depuis la Révolution avaient recueilli et prétendaient conserver l'héritage, et qui paraissait à ces généreux esprits peu compatible avec la liberté religieuse dont ils s'étaient faits les champions. Ils en voulaient à Bossuet de n'avoir résisté au Pape que pour obéir plus docilement au Roi et, confondant l'infaillibilité du Pape avec l'indépendance du pouvoir spirituel, ils s'y étaient rattachés comme à une garantie de la liberté de leur propre conscience. C'était tellement leur état d'esprit qu'avant de m'admettre dans leur groupe, on m'avait fait promettre d'éviter tout ce qui pourrait, de près ou de loin, soulever cette question délicate.

Maintenant leur impression était changée. Ils sentaient bien qu'avec les doctrines qui prévalaient dans les congrégations romaines et dans l'entourage de Pie IX, la proclamation de l'infaillibilité pontificale serait un puissant encouragement pour ceux qui nous combattaient. Il était à craindre que cette décision solennelle ne fût suivie de la promulgation de quelque document de la même nature que le *Syllabus*, c'est-à-dire traitant des relations de l'Église avec la société civile au point de vue de la vérité abstraite et absolue, dans des termes qui seraient peu compris du public en général et rendraient la vie des citoyens difficile dans les nations où, l'unité religieuse ne régnant plus, le principe chrétien n'est plus la base de la législation, c'est-à-dire dans les trois quarts et demi et plus encore de l'Ancien et du Nouveau Monde. C'était là notre crainte, et j'avais essayé dans l'article dont j'ai parlé de prévenir ce danger, tout en restant fidèle à la tradition du recueil.

Le danger que nous redoutions, et qui, à nos yeux, ne devait naître que le lendemain de la décision sur l'infaillibilité, parut tout d'un coup plus prochain que nous ne nous y attendions. Je ne sais quelle indiscretion de la presse fit connaître un projet de décret préparé dans la commission de cardinaux

qui organisait le Concile, et qui, en définissant d'une manière générale la constitution et l'autorité de l'Église, traitait, et dans un paragraphe important du préambule et dans deux canons qui devaient en être la consécration, expressément des rapports de l'Église avec l'État et la société civile. Il y était dit, d'une part, que l'infaillibilité de l'Église n'était pas restreinte aux choses contenues dans la révélation divine, mais devait s'étendre à *toutes les vérités* nécessaires à la conservation intégrale du dépôt de la révélation, et de l'autre que l'Église a le droit de prononcer sur ce qui est licite ou illicite dans les actions *publiques et sociales* comme dans toute autre. C'était reconnaître au pouvoir spirituel le droit de dogmatiser et de légiférer à peu près sur toutes choses, car il n'est aucune action ni même aucune pensée dans laquelle la religion et la morale ne puissent être regardées comme directement ou indirectement intéressées. La distinction des deux domaines temporel et spirituel disparaissait ainsi complètement; c'était, en termes couverts, l'antique prétention à la souveraineté universelle de Grégoire VII et d'Innocent III.

L'émotion fut assez grande non seulement dans le public, mais aussi dans le personnel politique de divers gouvernements d'Europe. Sans doute aucun pays n'étant plus dans l'état de foi religieuse et de puissance ecclésiastique qui avait fait le danger de pareilles théories au moyen âge, aucun souverain n'avait plus à craindre de voir le Pape disposer arbitrairement de sa couronne. Aucun ne pouvait voir cependant sans inquiétude une autorité comme celle de l'Église lui disputer l'exercice de son pouvoir et enseigner aux fidèles que les lois, même en matière purement politique, relèvent d'une autre juridiction que de la leur. Mgr Dupanloup et les prélats qui s'étaient rangés derrière lui, avertis que ce sentiment était assez général dans toutes les régions officielles, y virent un moyen de faire intervenir (comme cela était arrivé bien souvent au moyen âge) les influences diplomatiques et politiques pour tempérer l'ardeur excessive d'une majorité intolérante. Et ce fut naturellement vers le gouvernement français, qui avait à Rome une situation toute particulière, que durent se tourner leurs regards.

Je vais tout de suite au-devant d'une supposition très injurieuse qui a été faite et qui n'a pas le moindre fondement. On a prétendu que, soit Mgr Dupanloup, soit l'archevêque de Paris,

Mgr Darboy, qui marchait avec lui, avait engagé l'Empereur à faire usage de la présence des troupes françaises à Rome pour exercer une pression sur la décision du Concile. Rien n'est plus faux, et ni le gouvernement impérial, ni encore moins les évêques n'ont jamais eu la pensée de menacer du retrait des troupes pour le cas où les décisions du Concile ne seraient pas conformes à leur désir. Cette invasion de la force matérielle dans le domaine le plus élevé des idées morales eût soulevé une indignation générale, et la pensée même ne pouvait en être venue à personne. Mais, sans user de menace, on pouvait user d'influence, et des conseils ou des avertissements donnés par un gouvernement de qui l'existence même du pouvoir pontifical dépendait, et dont la bonne volonté et l'appui étaient demandés à toute heure, pouvaient avoir une action morale, plus puissante qu'aucune action matérielle.

Du reste, l'appel fait aux pouvoirs civils sur des points qui les intéressaient directement était naturel et conforme à tous les précédents de l'histoire ecclésiastique.

Mgr Dupanloup prit donc avec sa résolution accoutumée le parti d'appeler l'attention du gouvernement français sur les questions de nature essentiellement mixte que soulevait le projet intitulé *Schema de Ecclesia* : et il lui fut d'autant plus facile de se faire entendre que le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Daru, était l'allié assez proche de notre ami Cochin et en relations amicales et familières avec lui. Mis en éveil par Cochin, M. Daru se disposa à faire agir à Rome dans le sens que l'évêque indiquait. On savait que je m'étais souvent dans ma jeunesse occupé de ces questions délicates touchant aux rapports de l'Eglise et de l'Etat, et que j'avais même (je crois que je l'ai raconté) écrit quelque chose sur ce sujet. L'idée de s'adresser à moi pour les traiter vint donc tout naturellement à Cochin et à M. Daru et je fus mandé une première fois au ministère des Affaires étrangères pour rédiger une note destinée à être communiquée par l'ambassadeur à Rome, M. de Banneville, au secrétaire d'Etat de Pie IX. Cette note, depuis assez longuement développée, fait le fond du *Memorandum* qui est inséré en appendice dans le second volume de l'histoire du Concile du Vatican d'Émile Ollivier.

Tout allait bien, tant qu'il ne s'agissait que de tenir la plume et de faire parler les autres. Mais je ne sais qui rappela à

M. Daru que, dans les Conciles précédents, et en particulier dans le concile de Trente, tous les gouvernements avaient eu des ambassadeurs accrédités spécialement auprès de l'assemblée et autorisés à se faire admettre et entendre pour défendre l'autorité, les intérêts et les droits de leurs souverains. Ce fut une mission de ce genre qu'il voulut ressusciter et c'est à moi qu'il proposa de la remplir.

Mon embarras alors fut extrême. J'ai dit quelle était ma résistance d'une façon générale à m'enrôler sous l'étiquette impériale. Mais pouvais-je mettre mes répugnances personnelles en opposition avec le service que des amis me demandaient de rendre à nos convictions communes, et à des convictions d'un ordre bien plus élevé qu'aucune de mes croyances ou préférences politiques? Et ces répugnances mêmes, pouvais-je les faire connaître à un ministre à qui nous avions tous conseillé d'accepter la position officielle dont il était revêtu, et qui n'était entré dans le Conseil que comme le représentant de nos sentiments? Pouvais-je dire à M. Daru que ce qu'il avait consenti à faire sur notre demande, mon honneur à moi, plus délicat que le sien, se refusait à le faire à son exemple? Pouvais-je lui dire : Ce qui était bon pour vous n'est pas bon pour moi ?

Je demandai le temps de réfléchir et je sortis de son cabinet fort troublé.

La réflexion, loin de calmer mon agitation, l'accroissait. Je n'arrivais pas à me faire une idée nette de la tâche dont j'allais avoir à me charger. Quelle serait la nature de mes fonctions? Quels rapports pourrais-je avoir avec le Concile, différents de ceux que l'ambassadeur ordinaire aurait avec le Pape? Le terrain, le sujet, le personnel auxquels j'aurais à faire m'étaient également inconnus. Je ne voyais pas clair : aujourd'hui que vingt-cinq ans d'expérience et de pratique des affaires m'ont éclairé sur bien des points que j'ignorais alors, je ne m'étonne que d'une chose, c'est d'avoir accepté une minute la pensée de m'engager dans une voie semée de pièges et hérissée de difficultés inextricables. Je ne doute pas que si mon père eût été alors auprès de moi pour me conseiller, il ne m'eût pas laissé un instant d'hésitation, et trouvé quelque motif valable pour faire comprendre mon refus, sans manquer de parole ou faire offense à personne.

N'ayant pas, pour la première fois de ma vie, le conseil

paternel qui ne m'avait jamais manqué dans aucune des circonstances où j'avais eu de graves résolutions à prendre, j'eus la pensée de suppléer, bien que très imparfaitement, à cette absence de guide, en allant demander l'avis des deux hommes que je regardais comme les chefs du parti auquel j'appartenais dès l'enfance, M. Thiers et M. Guizot. Ni l'un ni l'autre n'hésitèrent à me dire que non seulement je pouvais, mais devais accepter la proposition, que c'était une obligation à remplir envers la cause que je défendais, et à laquelle, à des points de vue différents, ils s'associaient. M. Guizot fut plus décisif encore que M. Thiers. Il est vrai qu'il venait d'accepter pour son fils une position au ministère des Cultes, ce qui lui faisait désirer que des ralliements de ce genre fussent plus nombreux.

Ainsi, poussé par tous mes devanciers et mes supérieurs même dans la politique, j'hésitais pourtant encore. Enfin je me résolus à mettre deux conditions à mon consentement. Je demandai que l'envoi de l'ambassadeur auprès du Concile fût fait avec l'assentiment de toutes les puissances catholiques (Autriche, Espagne, Bavière, Portugal, etc.), et avec l'assurance que si elles ne voulaient pas suivre l'exemple de la France, en se faisant représenter elles-mêmes (ce que j'aurais préféré pour avoir des compagnons d'infortune), au moins elles connussent mes instructions, et me promissent leur appui pour la défense des intérêts communs à tous les pouvoirs civils. J'exigeai ensuite que, sous une forme quelconque, — demande de traitement ou adoption d'un ordre du jour, — le Corps législatif et le Sénat eussent approuvé l'envoi. Je devenais par cette double investiture européenne et parlementaire, le représentant non de la personne seule et du gouvernement de l'Empereur, mais de toute la société civile auprès du pouvoir spirituel. Le rôle prenait de la grandeur, ce qui était nécessaire pour éviter le ridicule qui en était l'écueil.

La seconde de ces conditions fut ce qui me sauva, car la pensée d'accréditer un ambassadeur auprès d'une réunion d'évêques, très naturelle dans le temps où les deux pouvoirs étaient partout unis, et où l'épiscopat avait un rang politique, était entièrement étrangère aux habitudes d'esprit d'aujourd'hui. Aussi n'eut-elle aucun succès dans le public laïque, et au Corps législatif on s'y montra décidément hostile. Je fus averti de ce sentiment par M. Thiers lui-même, qui vint me

dire que, toute réflexion faite, il retirait le conseil qu'il m'avait donné. Le chef véritable du Cabinet, M. Ollivier, après beaucoup d'hésitations, refusa de s'y associer. Le projet tomba ainsi de lui-même et je respirai.

Je remercie encore aujourd'hui la Providence de m'avoir préservé de la faute qu'on allait me faire commettre. J'aurais probablement fait à Rome la plus sotte figure imaginable, et il n'est pas certain que Pie IX, piqué d'honneur par cette apparence de pression trop ostensible, n'eût pas fait mettre précipitamment en discussion la décision même que nous voulions écarter. Tandis que le *Schema de Ecclesia*, renvoyé après la discussion de l'infaillibilité, n'a jamais vu et ne verra probablement jamais le jour. Il n'est donc résulté aucun mal, au contraire, un bien véritable pour la cause à laquelle on me demandait de me sacrifier. Mais moi, que serais-je devenu, compromis auprès de tous les fervents catholiques par l'entreprise de faire intervenir le bras séculier dans une cause spirituelle, auprès des conservateurs par l'échec auquel je me serais certainement exposé, auprès des libéraux, pour avoir pris la livrée impériale? Et c'est dans cette situation misérable que m'aurait surpris la chute de l'Empire, pour lequel je me serais vainement compromis! Je ne crois pas que je me fusse de désespoir brûlé la cervelle comme mon ami Paradol, mais j'en aurais eu vraiment plus de sujet que lui.

Je ne compte pas dans le nombre des désagréments qui m'auraient attendu dans cette voie, celui, — qui eût pourtant été assez grand, — de voir sortir du ministère, avant même que j'eusse pu me mettre en route, le membre du Cabinet impérial qui me donnait, ou plutôt m'imposait cette marque de confiance, et de le voir remplacé par celui qui s'était opposé à la mesure. Peu de semaines après ces pourparlers qui m'avaient donné tant d'ennuis, M. Daru donnait sa démission en même temps que mon ami Buffet, et Émile Ollivier le remplaçait par intérim au ministère des Affaires étrangères.

LE PLÉBISCITE

On sait quelle était la cause de ce changement qui surprit si péniblement ceux qui s'étaient pressés d'adhérer à l'Empire libéral. On était rentré, par la nomination et surtout par l'atti-

tude du nouveau ministère, dans la réalité aussi bien que dans l'apparence du gouvernement parlementaire. Pourtant, c'était le fait plutôt que le droit : les institutions elles-mêmes gardant encore le caractère autoritaire que leur avait donné le gouvernement impérial à son début. La responsabilité collective du ministère n'existait pas ; les Chambres n'avaient pas le droit d'initiative ; le Sénat, dont tout le rôle se bornait à examiner si une loi votée au Corps législatif était contraire ou conforme à la Constitution, n'avait pas les attributions d'une véritable Chambre haute. On demandait assez généralement que cette divergence entre la réalité et la légalité cessât, et le ministère avait à peu près promis de faire régulariser la situation ou par une mesure législative, ou par un sénatus-consulte.

Mais quand il fut sérieusement question de tenir cette promesse, une difficulté ou plutôt un scrupule fut soulevé, je ne sais trop par qui. La Constitution de 1852, qui nous régit encore, avait été rédigée par le Prince président, sur des bases posées dans le plébiscite même qui lui avait confié le pouvoir, et, dans la veine de réaction qui existait alors contre le régime parlementaire, on avait nominalement excepté de ces bases plusieurs des conditions essentielles du système qu'on voulait proscrire. Il était dit en particulier que l'Empereur concentrerait en lui seul la responsabilité politique, les ministres n'étant responsables que de leurs actes personnels et de ce qui regardait leur département. On se demanda si, soit une loi, soit même un sénatus-consulte, pouvait modifier ce qu'un plébiscite avait établi. Une fois la question posée, la solution négative était la seule logique. Il ne restait donc qu'une ressource rigoureusement légale : c'était de recourir de nouveau à un plébiscite pour modifier le premier.

Mais le remède était pire que le mal, et c'était tomber de Charybde en Scylla. Car reconnaître à l'Empereur le droit de modifier les institutions par un appel direct que lui seul avait droit de faire au suffrage universel, et sans que les pouvoirs légaux fussent appelés à s'associer à cet acte d'initiative personnelle, c'est bien cela qui était en réalité la négation et pouvait devenir d'un jour à l'autre la destruction du régime constitutionnel. Le pouvoir exécutif tenait ainsi en main une épée de Damoclès suspendue sur les autres pouvoirs, et qui lui permettait de les faire, en un clin d'œil, rentrer dans le néant. Quel que

fût le chef d'État qui fût investi de cette prérogative, elle eût été dangereuse pour les libertés publiques. Mais aux mains d'un Napoléon, avec le prestige que ce nom avait encore sur les masses populaires, c'était le pouvoir absolu reconstitué en puissance, en attendant qu'il reparût en acte.

Aussi à peine la question eut-elle été soulevée, qu'un double cri s'éleva, un cri de joie de tous les autoritaires, qui regardaient les concessions faites au libéralisme comme la perte de l'Empire, et se voyaient remis en possession d'un moyen de s'en délivrer; un cri d'alarme des libéraux qui se crurent joués et victimes d'une véritable duperie. La discussion devint très vive dans le public, dans la Chambre et au sein du Conseil.

Notre ami Buffet prit la plaisanterie en mauvaise part, et offrit sa démission avec la résolution énergique et obstinée qui est dans son caractère. Pour M. Daru, qui représentait dans le Conseil la même nuance que lui, sa décision fut moins prompte; j'ai toujours eu (et M. Ollivier confirme ce soupçon dans un de ses livres) cette pensée que, dans le Conseil, il avait un peu précipitamment admis l'idée du plébiscite, et je ne suis même pas sûr qu'il ne se fût pas laissé proposer d'en prendre l'initiative. Quand il vit le mouvement qui se produisait parmi ses anciens amis, son embarras devint très apparent. La retraite de Buffet l'accrut : il lui devint impossible de rester dans le cabinet en l'absence du seul collègue qui représentât sa nuance exacte d'opinion. Il y eut à cet égard dans nos rangs une impression très vive, dont je me chargeai d'être l'interprète auprès de lui. Il ne m'en voulut pas trop, et suivit, bien qu'avec quelque regret, mon conseil, laissant ses autres collègues, qui avaient compté sur son concours, et l'Empereur lui-même, assez mécontents.

Avec Buffet et Daru, sortaient du ministère ceux qui offraient quelque garantie à l'ancienne opposition libérale. Les autres étaient d'anciens bonapartistes convertis, sauf Ollivier, que ses anciens coreligionnaires républicains répudiaient, et dont le caractère ardent et inconsistant ne rassurait personne. L'entreprise de l'Empire libéral durait toujours nominale, mais elle avait perdu son prestige, et un vague sentiment d'incrédulité et de méfiance prit le dessus sur l'entrain des premiers jours. Le malaise dura et s'accrut pendant le temps qui précéda le vote plébiscitaire. Naturellement, dans

la forme qu'on avait dû lui donner, on avait compris une confirmation de l'établissement de l'Empire, en même temps que les modifications constitutionnelles. C'était l'Empire rajeuni, mais toujours l'Empire. Beaucoup d'entre nous ne voulurent pas le voter : ceux qui s'y décidèrent, M. Guizot entre autres, qui conseilla publiquement de s'y rallier, furent attaqués et répondirent assez aigrement. En un mot, l'unanimité des premiers jours avait disparu. La lune de miel de l'Empire libéral n'avait duré que trois mois.

Cet incident ministériel eut un singulier contre-coup sur notre petite scène académique (qui, après un quart de siècle, ou peu s'en faut, écoulé, en garde encore la trace). Au moment où le ministère Ollivier prit les affaires, il y avait justement une vacance à l'Académie par suite de la mort de M. de Lamartine. Je ne sais qui songea à offrir ce siège au ministre qui réalisait toutes les espérances du parti libéral. J'ai toujours entendu dire que le premier qui y pensa fut le pauvre Montalembert sur son lit de douleur, qui avait applaudi des deux mains à l'évolution impériale, et qui, s'étant fait présenter Ollivier, l'engagea à se mettre sur les rangs.

Je trouvais bien que c'était un pas bien précipité vers un homme nouveau, orateur encore débutant bien qu'éclatant, et initiateur d'une politique non encore éprouvée. Je n'avais pas tort, car ce fut dans l'intervalle, entre la candidature et la nomination, que survint l'affaire du plébiscite, suivi de la sortie de Buffet, et certainement, si l'engagement n'avait été pris, dans les nouvelles conditions on aurait hésité à y souscrire. M. de Rémusat disait, avec sa finesse ironique accoutumée : « Ne vous semble-t-il pas qu'Ollivier vient de perdre quelques-uns de ses titres littéraires ? » La nomination d'Ollivier a donné bien des embarras à l'Académie puisqu'il n'a jamais pu prononcer son discours de réception, et que ce n'est que l'an dernier qu'il a pu parler comme directeur. Mais son talent a grandi : comme écrivain il a fait ses preuves, qui n'existaient pas alors. Bien que banni de la tribune politique, il a conservé toute sa verve oratoire, et il anime par sa parole nos séances toujours un peu mornes. C'est de plus un aimable et affectueux confrère.

Le vote du plébiscite eut encore une conséquence, je crois, plus fâcheuse que celle de troubler nos petites combinaisons de

constitution intérieure. Je ne puis douter que ce vote n'ait eu une action déterminante sur la grande et terrible crise de politique étrangère qui éclata quelques semaines après.

Cette influence s'exerça, suivant moi, de deux manières. D'abord la majorité très imposante, à peine inférieure à celle des premiers jours, qui vint donner une nouvelle consécration à l'Empire, persuada à tout l'entourage, — resté autoritaire, — de l'Empereur, et surtout de l'Impératrice, que la popularité de l'établissement dynastique était intacte, et que les concessions faites à l'esprit libéral n'étaient nullement réclamées par la masse, il fallait au plus tôt y mettre un terme et saisir la première occasion pour replacer la dynastie sur ses véritables bases. Cette occasion, il était naturel de la chercher dans quelque aventure de politique extérieure. Un grand et heureux coup d'épée, une victoire, il n'en faudrait pas davantage pour faire rentrer dans le néant toutes les billevesées parlementaires et constitutionnelles. De là l'ardeur avec laquelle ce petit groupe, qui était représenté par une fraction de quelque importance au Corps législatif, s'appliqua à relever la provocation que M. de Bismarck n'allait pas tarder à envoyer à la France.

Mais sur M. de Bismarck lui-même, le vote du plébiscite eut certainement un effet plus décisif encore. Je ne sais par quelle aberration le Gouvernement impérial avait conservé l'absurde disposition de la Constitution de 1848 qui permettait aux soldats de voter sous les drapeaux et faisait un compte particulier du vote de l'armée. Or, en faisant ce relevé, qui parut dans les journaux officiels, on ne compta que de trois cent cinquante à quatre cent mille suffrages militaires. C'était dire à la Prusse que nous n'avions que ce chiffre d'effectif présent et réel, le reste de ce qui figurait dans nos statistiques militaires n'étant que des réserves, à peine exercées, et d'une mobilisation lente et difficile. C'était vrai : les difficultés financières, l'opposition assez aveugle du Corps législatif, avaient fait échouer un plan très bien combiné par le maréchal Niel pour égaler nos forces à celles dont la Prusse pouvait disposer. M. Thiers, lui-même, quoique très préoccupé des dangers que la prépondérance de la Prusse nous faisait courir, mais ne sortant pas des vieilles habitudes de guerre du premier Empire, avait traité de chimère les chiffres élevés auxquels on évaluait les troupes prussiennes. Bref, on en était encore à la petite armée d'autrefois, en

face du formidable armement qui nous menaçait de l'autre côté du Rhin. C'est ce que le plébiscite apprit; à quoi, je dois en convenir, personne de nous ne fit la moindre attention, mais ce qui fut soigneusement noté à Berlin, et n'explique que trop l'empressement qu'on mit à profiter de cet aveu.

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

Aussi, pas plus tard que six semaines après, dès les premiers jours de juillet, on apprit que le trône d'Espagne étant devenu vacant par la révolution qui avait fait descendre du trône la reine Isabelle, le régent Prim proposait comme candidat au trône un Hohenzollern, membre de la famille de Brandebourg, et dont le père vivait à Berlin sous la protection et dans la clientèle de la royauté prussienne. Il est impossible de croire que l'Espagne eût songé à un pareil choix, s'il ne lui avait pas été suggéré, et si on ne lui avait pas promis de la défendre contre le déplaisir que la France ne pouvait manquer de ressentir. Il était impossible qu'un Bonaparte s'exposât au reproche d'avoir laissé passer à une puissance, ennemie naturelle de la France, le trône que la Maison de Bourbon avait mis tant de prix à conquérir et à conserver, et que la France laissât se former ainsi par-dessus sa tête une alliance qui l'aurait exposée à avoir au jour du combat, — que tout le monde jugeait inévitable, — à faire face à la fois sur le Rhin et aux Pyrénées.

Le trait partait donc de Berlin, et non de Madrid, et ce fut un réveil très pénible pour le public français qui, avec sa légèreté habituelle, avait à peu près complètement oublié, dans la préoccupation de l'évolution constitutionnelle intérieure, le grave danger que la nouvelle puissance germanique lui faisait courir. N'avais-je pas entendu moi-même Émile Ollivier, pendant qu'il gérait l'intérim des Affaires étrangères, à la place de Daru, me dire que c'était seulement depuis qu'il était là, et qu'il avait des dépêches à lire, qu'il comprenait la gravité de la situation créée par la victoire de Sadowa? Auparavant, il applaudissait comme d'autres à l'unité germanique, produit légitime du principe des nationalités.

Son successeur, le duc de Gramont, ne pouvait prétexter la même ignorance, car il arrivait de l'ambassade de Vienne, et on

devait supposer qu'il avait été entretenu par les vaincus de leurs projets de revanche et s'y était silencieusement associé. Cette pensée donnait une importance extrême à sa présence au ministère des Affaires étrangères. On devait croire qu'il ne jouerait pas, sans une absolue nécessité, une aussi grosse partie que la guerre contre la Prusse agrandie et fortifiée, à moins qu'il ne fût assuré d'être soutenu dans la lutte par l'alliance de l'Autriche. De fait, il semblait déjà le représentant d'une coalition franco-autrichienne.

Bien que j'eusse cette opinion comme tout le monde, je ne vis pas sans inquiétude la manière dont il releva le défi porté par la Prusse sous le masque de l'Espagne : non que je ne trouvasse la résistance de la France à une candidature allemande au trône d'Espagne parfaitement légitime, même nécessaire, et l'intérêt suffisant pour justifier une lutte, quelque dangereuse qu'elle pût être. Mais je fus effrayé de voir le ministre, interpellé à la Chambre, évidemment par un compère, non seulement ne pas éviter une discussion toujours à craindre en diplomatie, mais la provoquer en quelque sorte, en déclarant nettement que la France ne tolérerait pas l'affront qu'on voulait lui faire.

J'étais appelé le lendemain de cette discussion au cabinet du ministre de l'Intérieur, mon collègue à Saint-Gobain, M. Chevandier de Valdrôme. Après m'avoir entretenu d'une question sans grande importance qui faisait l'objet de ma visite, il me demanda ce que je pensais, en ma qualité d'ancien diplomate, de leur attitude dans la question espagnole :

— Je pense, lui répondis-je, que vous avez cent fois raison de ne pas laisser placer un Prussien sur le trône d'Espagne. Mais je vous avoue que c'est la première fois que je vois poser un ultimatum diplomatique à la tribune. Vous ne laissez à votre adversaire aucun moyen honorable de vous céder. Est-ce donc la guerre que vous voulez, et vous croyez-vous dès à présent en état de la faire ?

Il ne me répondit rien, mais je vis un peu de trouble sur son visage. On sait ce qui a suivi. Je me trompais, la bravade de M. de Gramont avait réussi ; sans doute parce que la guerre pour une candidature espagnole n'aurait pas été populaire en Allemagne, et parce que, de tous les cabinets d'Europe, on fit prier le roi de Prusse de ne pas maintenir cette candidature provocante. Le roi Guillaume se décida à céder ; seulement il

chercha une manière de sauver son amour-propre, en faisant intervenir le père du candidat pour lui interdire d'accepter la couronne. C'était un succès diplomatique inespéré, et dont le seul inconvénient était que, l'humiliation de l'Allemagne étant trop grande, probablement elle ne l'aurait pas supportée longtemps. Mais, pour le moment, la victoire était complète.

Par quelle incroyable folie ne voulut-on pas s'en contenter, et imagina-t-on de vouloir arracher le masque très transparent que le roi de Prusse avait pris pour cacher sa mauvaise honte? A qui vint l'idée de lui demander l'engagement pris d'avance de ne jamais laisser reproduire cette candidature malheureuse qui disparaissait d'elle-même? Je ne puis douter que ce fut du petit groupe de l'extrême droite du Corps législatif que sortit cette malheureuse invention. C'est de là en effet que partirent des huées ironiques qui accueillirent M. Ollivier quand il vint, très justement fier de son succès, raconter que le prince Antoine de Hohenzollern avait fait défense à son fils d'accepter le trône; le petit groupe voulait la guerre, pensant qu'un peu de gloire militaire aiderait à en finir avec la réaction libérale. Je m'en étais convaincu en rencontrant le soir au cercle de l'Union, dont je fais partie, quelques-uns de ces pointus, que je connaissais. J'étais effrayé de leur ardeur belliqueuse.

Et, cependant, loin de vouloir précipiter les événements, il aurait fallu gagner du temps. Car, l'année suivante, faisant causer à Londres M. de Beust, qui était premier ministre d'Autriche à ce moment, et qu'on avait envoyé à l'ambassade d'Angleterre en disgrâce, voici ce qu'il me raconta. L'archiduc Albert était venu en visite à Paris au mois de mai, et, causant avec le ministre de la Guerre de nos préparatifs, malheureusement bien insuffisants pour une lutte prochaine, lui avait dit en propres termes :

— Je ne sais ce que vous comptez faire, mais en tout cas, ne commencez pas avant le mois de septembre, nous ne serions pas prêts à vous soutenir auparavant.

Beust m'assura que lui-même avait plusieurs fois réitéré le même avis. Il était donc inappréciable d'avoir trouvé un moyen honorable de gagner encore au moins six semaines, et je ne m'étonne pas que M. de Bismarck, qui savait probablement l'importance de ce délai, ait été comblé de joie quand il apprit par quelle maladresse nous nous privions nous-mêmes de ce bénéfice.

LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

Enfin, voici le 15 juillet et la guerre déclarée : je rentrai ce jour-là dans Paris, après un petit triomphe électoral, qui me faisait entrer au Conseil général. Par une singulière coïncidence, qui fait voir combien nous savons peu ce que nous demandons au ciel, cette carrière politique après laquelle j'avais si longtemps et si vivement aspiré, m'était ouverte, le jour même où commençait la série des malheurs irréparables de mon pays. Que j'aurais été loin de désirer l'obtenir à ce prix-là !

Je trouvai naturellement Paris tout préoccupé des préparatifs de la guerre, mais plus préoccupé qu'inquiet. C'était la troisième épreuve militaire dans un espace de quinze ans : les deux premières avaient si heureusement tourné que personne ne doutait d'un succès, peut-être acheté au prix de beaucoup de sang, mais définitivement assuré. Il y avait bien certaines différences qui rendaient l'appel aux armes plus grave que dans les deux guerres précédentes. Pour la guerre de Crimée et celle d'Italie, on n'avait fait mouvoir que l'armée active : sauf les militaires de profession et leurs familles, il n'y avait de risque et de sacrifice pour personne ; la vie sociale continuait sans interruption sensible. Cette fois, on avait organisé, à l'image de l'Allemagne, un système de réserves qui faisait appeler même les jeunes gens engagés dans les professions civiles. On se sentait donc touché plus généralement. Mais ce système avait été si pauvrement organisé que personne ne le prenait tout à fait au sérieux, et les réservistes, n'ayant été ni réunis, ni exercés, se sentaient tellement impropres à porter les armes, qu'ils ne se croyaient pas enrôlés pour tout de bon. On ne s'attendait pas à les voir figurer sur le champ de bataille. Je partageais personnellement cette confiance et j'en donnai une preuve. Mon fils aîné, ayant eu le prix d'honneur de philosophie au grand concours, était exempt en cette qualité de tout service militaire : je n'hésitai pas à lui donner le conseil de renoncer à ce privilège, et lui-même fut très empressé de le suivre. Mais je ne croyais nullement faire un acte héroïque ; si nous avions cru l'un et l'autre qu'il dût être appelé à affronter les dangers qu'effectivement il devait courir, je ne doute pas qu'il eût mis, lui, le même empressement à se faire enrôler, et je l'aurais

assurément laissé faire, mais je doute que j'eusse eu le courage de l'y pousser moi-même (1). Mon second fils, Amédée, sortant de Saint-Cyr, était envoyé dans un bataillon de dépôt qui ne devait partir qu'en cas de nécessité. Je croyais être à peu près sûr que cette nécessité n'aurait pas lieu, et qu'il ne partirait pas. Enfin, notre confiance était telle que, devant partir pour la campagne avec mes deux autres fils, nous emportâmes une carte d'Allemagne avec des épingles de diverses couleurs pour marquer les mouvements militaires. L'idée de faire la même emplette, pour le même usage, d'une carte de France, ne nous vint même pas. Le sol de France était, à nos yeux, sacré et inabordable.

J'eus pourtant une fois, et pour une heure, un pressentiment sinistre. Mon dernier fils, Emmanuel, était à des eaux d'Allemagne, dans la Forêt-Noire, quand la guerre fut déclarée. Il partit sur-le-champ avec la personne dévouée qui lui tenait compagnie, mais pas assez tôt cependant pour pouvoir rentrer par la frontière de France; il dut faire le détour de Bâle et de Genève. Ne le voyant pas arriver, j'allai plusieurs jours de suite à la gare du chemin de fer de l'Est pour m'informer de sa venue; je tombai dans le départ des militaires qui rejoignaient leur corps d'armée. Je fus confondu du désordre qui régnait dans la manière de les embarquer, et de leur mauvaise tenue. C'était une foule qu'on avait peine à traverser, donnant à la scène entière un aspect plus révolutionnaire que martial. Je revins avec une impression pénible, que la confiance dans l'art que nos soldats ont de se tirer d'affaire, même quand ils sont mal conduits, et (comme ils disent) de se débrouiller, eut bientôt dissipée.

Nous étions établis à Broglie depuis huit jours, et je ne pensais qu'à me préparer à mon entrée dans le conseil général, quand je fus rappelé à Paris par la nouvelle qu'Amédée avait ordre de rejoindre son régiment de hussards à Bitche, et qu'il allait traverser Paris le lendemain matin. Je me hâtai d'aller l'embrasser, et le mettre en route, cette fois avec un véritable serrèment de cœur, car la victoire elle-même sur laquelle nous comptions ne pouvait être achetée que par des sacrifices. Je

(1) Cette appréciation, en ce qui touche Victor de Broglie, fils aîné de l'auteur de ces *Mémoires*, est erronée. En s'engageant dans la garde mobile, il avait la persuasion qu'elle aurait à faire un service militaire très sérieux.

dinai le soir au ministère de l'Intérieur, chez mon collègue Chevandier de Valdrôme. On avait annoncé un petit succès d'avant-garde à l'entrée de l'Allemagne, à Sarrebruck. Je m'attendais à voir tout le monde ravi. A ma grande surprise, tous les visages étaient tristes, et mon ami Cochin, qui dînait avec moi, me dit à l'oreille :

— Cela commence mal, ils sont inquiets.

Le lendemain, après avoir embarqué mon jeune conscrit, j'allai trouver mon ami, M. Gavard, au ministère des Affaires étrangères : son frère était dans l'état-major du maréchal Lebeuf, ministre de la Guerre, qui était à Metz auprès de l'Empereur, et je voulais organiser, avec son aide, un système régulier de correspondances et de nouvelles. Comme je causais avec Gavard, un de ses collègues, M. de Pontécoulant, entra tout bouleversé, nous annonçant que l'on venait d'éprouver un premier échec du côté de l'Alsace. C'était la sanglante et désastreuse rencontre de Wissembourg. Je devais reprendre le soir le chemin de Broglie, où m'attendait mon fils Emmanuel, déjà malade. Je regagnai en hâte la gare du chemin de fer, mais je n'oublierai jamais la physionomie de Paris à cette première heure. La nouvelle venait de circuler : la consternation, mais aussi et surtout la surprise, étaient sur tous les visages. Personne évidemment ne voulait croire que les Français pussent être vaincus. Cela n'était entré dans aucun calcul.

Deux jours après, il fallait bien croire : le sol était envahi, à la fois à l'est, en Alsace, et au nord de Metz, en Lorraine. L'armée que l'Empereur devait commander était obligée de se replier pour ne pas être enfermée dans Metz. Je n'y pus tenir, et je revins à Paris passer ce douloureux mois d'août 1870 qui ne sortira jamais de ma mémoire. Pendant la première quinzaine, on attendait d'heure en heure la nouvelle du retour de l'armée que l'Empereur avait laissée, en quittant Metz, au maréchal Bazaine, et qui devait revenir pour couvrir Paris. On savait qu'un effort puissant était nécessaire pour traverser les lignes déjà interceptées par les Allemands, mais on espérait encore qu'il serait victorieusement accompli, et on avait cette fois raison de l'espérer, car effectivement il y eut un jour, — celui qui porte en France le nom de Gravelotte, et je ne sais quel autre nom en Allemagne, — où, de l'aveu des Allemands eux-mêmes, la victoire nous était restée, et le passage nous

était ouvert. Je n'en puis douter moi-même, car je reçus encore, le soir de cette belle journée, une lettre de mon fils qui y avait assisté, et c'était celle d'un jeune officier qui vient d'être témoin, pour ses débuts, d'une heureuse affaire. Arrêté à Metz, sans pouvoir se rendre à Bitche, où le corps d'armée qu'il devait rejoindre n'était déjà plus, il avait été placé dans l'état-major du maréchal commandant, et fit partie de l'escadron qui dut charger pour le tirer des mains des ennemis qui allaient le faire prisonnier. Il est presque fâcheux qu'ils aient réussi. Canrobert, qui l'aurait remplacé s'il était resté captif, aurait certainement fait, dans les épreuves suivantes, meilleure figure.

Pourquoi Bazaine, s'étant ainsi frayé la route, ne profita pas de la trouée qu'il avait faite, et le lendemain, se décida à rentrer dans Metz, devenue une espèce de souricière, c'est ce qu'en vérité je ne comprendrai jamais, et ce que personne n'a pu m'expliquer. On a beaucoup dit qu'ayant laissé partir l'Empereur, il ne voulait pas se remettre sous son commandement et tenait à rester au poste suprême. C'eût été un bien mesquin et, en même temps, un bien sot calcul. Car, dans l'inquiétude où nous étions, si on avait appris qu'il arrivait avec son armée tirée de peine, même au prix de grands sacrifices, il eût été porté aux nues, et fait dictateur s'il avait voulu. La meilleure explication qui m'ait été donnée était celle de Changarnier, parti comme on sait, volontairement et sans aucun commandement officiel, prendre sa part de peine, et qui par conséquent l'avait vu de près.

— Ce n'est, me dit-il, ni calcul, ni lâcheté, mais tout simplement incapacité. Il était hors d'état de commander cent mille hommes.

Le fait est qu'il était déjà revenu du Mexique avec une détestable réputation à tous les points de vue, intellectuels et moraux. Ce qu'il y a de singulier, c'est que tous les bruits qui avaient couru sur lui avaient fini par être oubliés; car ce fut un contentement général quand on sut qu'il avait pris la place de l'Empereur, et quelque temps même après, Jules Favre l'appelait encore *notre glorieux Bazaine*. Ses camarades du Mexique étaient les seuls qui s'en souvinssent encore, car je tiens de l'un d'eux, très jeune officier qui était dans la chambre de l'Empereur, au moment où il fut désigné pour le remplacer, qu'en entendant prononcer son nom, un des aides de

camp, qui avait fait partie de cette triste expédition, leva les bras au ciel, en signe de surprise et de désespoir.

Quoi qu'il en soit, nous passâmes, comme je l'ai dit, quinze jours, attendant toujours ce succès sur lequel nous comptions encore, et prêtant l'oreille à tous les bruits vrais ou faux qui couraient. La chaleur était accablante. On se réunissait le soir chez M. Thiers, qui, en deuil de sa belle-mère M^{me} Dosne, nous recevait sans aucun apprêt dans un tout petit appartement, au premier étage de son hôtel de la rue Saint-Georges : on arrivait sans toilette, tout poudreux, apportant qui une lettre, qui un fragment de journal allemand, français ou anglais. Je tiens à dire que rien n'était noble et même admirable comme l'attitude de M. Thiers dans cette crise. Cet effondrement d'un gouvernement qui l'avait banni, le désastre qui justifiait trop bien les prédictions qu'il avait faites dans la discussion du Corps législatif, et pour lesquelles on l'avait insulté, honni, presque maltraité dans la rue, — rien de tout cela ne lui inspirait un retour personnel. Il ne paraissait sensible qu'au malheur public. On l'avait mis assez tard dans un Comité de défense créé auprès du nouveau ministre de la Guerre, le général de Palikao. Il ne racontait rien de ce qui se passait dans ces séances, naturellement secrètes. Mais tout ce qu'il disait avait pour but de relever les courages. Aucune pensée de profiter pour lui-même ou pour son parti de la calamité générale ne paraissait même le traverser, et comme c'était aussi mon sentiment, et que d'autres de ses amis présents ne le partageaient pas au même degré, c'était avec moi qu'il causait le plus volontiers. Je ne l'ai jamais vu ni entendu de si près.

Il fut bientôt certain que nous ne pouvions plus attendre Bazaine; il avait pris le singulier parti de se laisser enfermer dans Metz, et la question s'éleva de savoir si l'armée de Mac Mahon qui revenait en déroute d'Alsace, et allait se reformer à Châlons, serait envoyée pour tâcher de le débloquer, ou si on la ramènerait sur Paris, pour défendre la ville et le gouvernement. Je dois dire que l'opinion générale du public ignorant était favorable à celui des deux partis qu'on a pris, et qui en définitive s'est trouvé le pire. Les militaires expérimentés au contraire, et je crois, le Comité de défense étaient favorables au retour sur Paris, trouvant, — et ils n'avaient pas tort, — que l'armée envoyée à Metz serait en l'air, n'ayant aucune base

d'opération, et qu'il n'était pas prudent de mettre au hasard la seule armée qui restât à la France. J'ai su depuis que le parti du retour à Paris avait été arrêté à Châlons, entre l'Empereur qui y avait mis son quartier général, le maréchal de Mac Mahon et le général Trochu, qui devait revenir et revint en effet prendre le gouvernement de Paris.

Mais l'Impératrice, et le ministère dont elle s'était entourée après le renvoi d'Ollivier, ne voulurent à aucun prix que l'Empereur revint à Paris, persuadé qu'il y trouverait un accueil qui compromettrait le sort de la dynastie. On dépêcha M. Rouher à Châlons, et la marche de Mac Mahon sur Metz fut décidée, malgré l'avis du maréchal lui-même. Il y allait avec si peu de confiance qu'au bout de la première journée, il s'arrêta, déclarant qu'il ne croyait pas pouvoir arriver à temps pour devancer le prince Frédéric-Charles qui, déjà assez avancé en Champagne, avait rétrogradé, dès qu'il avait su le mouvement sur Metz décidé! De Paris, on enjoignit de nouveau à Mac Mahon de continuer sa marche, en l'assurant qu'il avait trente-six heures d'avance sur les Prussiens, et en l'accusant, dans des termes presque injurieux, d'abandonner son camarade.

Il raconte lui-même ces incidents, dans ses *Mémoires* qu'il m'a donnés à lire, et il expose, avec son ingénuité accoutumée, ses incertitudes, et les motifs qui le décidèrent à obéir, malgré ses fâcheux pressentiments. Ce sera certainement un des passages les plus intéressants et même les plus touchants de ses *Mémoires*. Mais tout le monde ne sera pas convaincu, au même degré où il le fut, que l'obéissance coûte que coûte et à tout prix, soit l'unique devoir d'un général en chef sur qui reposent la vie et la liberté de deux cent mille hommes.

Ces incertitudes eurent à Paris, où nous vivions toujours dans l'angoisse, une assez singulière conséquence. Quand le général Trochu fut arrivé, il fit une proclamation à l'armée et à la ville, et tout le monde remarqua que le nom de l'Empereur n'y était pas prononcé. Comme on connaissait les sentiments d'opposition du général Trochu, et la défaveur de tout le monde impérial à son égard, on vit là un acte de semi-rébellion, ou du moins de haute inconvenance. Peut-être même les historiens de l'avenir verront-ils dans cette omission le premier symptôme de la conduite qu'il devait tenir un mois plus tard. Il n'en était rien, et le fait avait une explication toute contraire,

Il était parti de Châlons, convaincu que l'Empereur et l'armée le suivaient, et ce fut en arrivant à Paris qu'il apprit le changement de résolution. Sa proclamation était prête, et commençait par ces mots : *J'arrive, devant l'Empereur*. L'Empereur ne venant pas, puisqu'il suivait Mac Mahon vers Metz, il fallut effacer ces mots, et on ne songea pas à les remplacer. Voilà pourquoi il ne fut pas question de l'Empereur.

Mais si Trochu n'avait pas fait l'inconvenance qu'on lui reprochait, il n'en était pas moins vrai qu'il fut très blessé d'avoir été ainsi pris en quelque sorte pour dupe, envoyé à Paris dans de tout autres conditions que celles qu'il avait acceptées, ayant affaire non à l'Empereur, avec qui il s'était réconcilié, mais à l'Impératrice régente et à son entourage, où il était mal vu et suspect. De plus, il augurait très mal de la marche sur le nord : il n'attendit plus que des catastrophes dans lesquelles le gouvernement impérial périrait. Il se gouverna dès lors dans cette prévision, et entra avec la gauche du Corps législatif dans des relations dont on vit, le 4 septembre suivant, la conséquence.

Je fus tout de suite averti de cette inclination, qui le portait, contrairement aux tendances que nous lui connaissions, vers la gauche républicaine, par un petit incident qui me fut personnel. Nos liaisons avec lui étaient devenues assez intimes, surtout dans les dernières années. Sa nuance d'opposition au gouvernement impérial était la même que la nôtre, constitutionnelle et catholique : et se sentant en confiance et en valeur parmi nous, il avait pris l'habitude de venir souvent aux soirées intimes de mon père, et souvent il prolongeait la conversation assez avant après minuit, s'oubliant dans ses récits et dissertations militaires, que tout le monde écoutait avec une sorte de componction. Nous le tenions absolument pour un des nôtres. Quand il revint à Paris, il descendit rue de Lille, dans une maison voisine de la rue de Solférino. Un soir, je ne sais à quelle occasion, je conduisis à sa porte notre amie M^{me} Fourichon, très liée avec lui et avec sa femme : elle me pressa vivement de monter avec elle, me disant que ma visite lui ferait plaisir, et qu'il devait avoir besoin de prendre langue avec ses amis. Je ne sais quel instinct me fit refuser. « Eh bien ! dit-elle, je vais monter seule, je lui dirai que vous êtes là, et vous verrez qu'il vous fera appeler ! » J'attendis : rien ne vint, et

quand elle descendit, elle ne me parla pas du regret qu'il avait eu de ne pas me voir. Je compris qu'il ne s'était pas soucié de causer avec moi, et comme je ne le soupçonnais pas de nous abandonner pour plaire à l'Impératrice, je compris que c'était d'un autre côté qu'il virait de bord.

Nous attendions toujours l'issue de la bataille que Mac Mahon devait livrer pour tendre la main à Bazaine, quand je recus, je ne sais par quel hasard, une sommation de me rendre à Évreux pour faire partie du jury. J'obéis fort à regret, et fis prendre à un de mes amis, M. de Bourgoing, l'engagement de m'avertir, si quelque accident grave survenait. Je trouvai à Évreux tous les hôtels pleins de fugitifs qui quittaient déjà Paris, et je fus très heureux de trouver un gîte chez un de mes amis. J'y étais depuis deux jours, lorsque, pendant le diner, on m'apporta une dépêche contenant ces seuls mots : *Revenez*. Je partis en sortant de table, pour prendre le train du chemin de fer qui passait à minuit. Il faisait une nuit très sombre et orageuse. Pendant que j'attendais à la gare le train montant vers Paris, celui qui en venait arriva, une seule personne en descendit. Je me jetai sur ce voyageur pour savoir ce qui m'appelait. Il me dit d'un air plus hébété que consterné ces seuls mots :

— Nous sommes battus et l'Empereur est prisonnier.

Arrivé à Paris, une lettre de mon ami Cochin m'apprit quelques détails sur cet affreux événement.

Le lendemain dimanche 4 septembre, à la première heure, je courus chez M. Thiers.

BROGLIE.

(A suivre.)

LA GRAMMAIRE DE L'ACADÉMIE

DANS la séance du jeudi 13 décembre 1928, l'Académie française a résolu « d'assurer la rédaction et la publication d'une grammaire, en conformité des articles 24 et 26 de ses statuts ».

Voici le texte de ces articles, arrêté dès les premières séances de la Compagnie, en mars et en avril 1634 :

24. — *La principale fonction de l'Académie sera de travailler avec tout le soin et toute la diligence possible, à donner des règles certaines à notre langue et à la rendre pure, éloquente et capable de traiter les arts et les sciences.*

26. — *Il sera composé un Dictionnaire, une Grammaire, une Rhétorique et une Poétique sur les observations de l'Académie.*

Notre Compagnie serait bien injuste et bien ingrate si elle se plaignait que le public se désintéresse de ses travaux. Elle ne peut délibérer cinq minutes sur le sens propre d'un mot, sans que tous les journaux de Paris, de la province et, dans les occasions, de l'univers, recueillent tout ce qu'ils peuvent attraper de ses délibérations; mais elle est avec cela fort discrète personne, et l'un de nos confrères observait, l'autre jeudi, que c'est peut-être la seule assemblée où l'on n'ait point à déplorer de fuites, quand chacun des membres présents a fait la simple promesse de ne point répéter au dehors ce qui a été dit à huis clos. — Je me demande, par parenthèse, si je ne viens pas de manquer à cette discrétion en rapportant un propos, d'ailleurs honorable pour tous, mais qui a été tenu dans le privé.

L'Académie ne refuse pas à la presse un communiqué hebdomadaire; mais il est toujours fort modeste, d'une réserve

extrême : ce n'est guère qu'un canevas, et qui prête peu aux broderies. Pourtant, ses moindres décisions sont toujours amplement commentées, et non par les seuls journalistes, mais par un public si nombreux que les auteurs dramatiques les plus favorisés de la fortune le lui envieraient, et qui va de ce que l'on appelle encore « le monde » à ce que nos amis d'Angleterre appellent « l'homme dans la rue ».

C'est même cet homme dans la rue qui semble être le plus passionné de grammaire. Il s'accorde en cela avec toute la bourgeoisie moyenne ou petite. Le cercle des amateurs accueillerait aus-i volontiers les gens de lettres, mais ils se retranchent dans leur dignité. Il ne repousserait pas les philologues, bien qu'il s'en méfie; mais la philologie, qui est une science *de facto*, a pris d'elle-même position contre la grammaire, qui est une science *de jure*.

L'Académie n'a donc pas été fort surprise que sa résolution du 13 décembre 1928 ne passât point inaperçue. On ne pense pas non plus qu'elle ait pu être frappée de la nouveauté des commentaires auxquels donnait lieu un événement, que l'on a d'ailleurs, avec politesse, qualifié d'historique. S'il lui arrive, en effet, de reprendre, comme on le voit aujourd'hui, un projet qui date de trois siècles, ce que l'on en dit, soit en mal ou en bien, semble dater de la même époque. Les railleries se rencontreraient déjà toutes dans la trop célèbre comédie des *Académistes* de Saint-Évremond, et elles témoignent, aussi bien que les critiques plus sérieuses, une étrange ignorance de l'objet, des attributions, cependant bien nettement définies, de l'Académie française, de l'étendue et des limites de sa compétence.

On a le regret d'ajouter que l'opinion, même lorsqu'elle se montre déférente et sympathique à l'Académie, n'est guère mieux éclairée. Qu'ont dit les gens de bonne volonté, quand la nouvelle s'est répandue que les Quarante allaient se mettre à l'une des besognes que l'article 26 leur prescrit ?

— Enfin, nous allons avoir une grammaire !

Comme si nous avions attendu pour en avoir une le douzième mois de l'année 1928, et le bon plaisir de l'Académie française ! Mais, pour ces braves gens, qui ne pèchent que par excès de foi, une seule grammaire peut faire loi, celle de l'Académie, et nous vivions donc jusqu'ici dans une anarchie désolante. Ils veulent être gouvernés, ils ne l'étaient pas. Ils

veulent obéir, et ils tiennent que l'Académie seule a le droit de les commander : *ruunt in servitutum*. L'Académie est touchée de cette superstition, mais elle doit la combattre, comme l'Eglise combat la crédulité.

Tandis que les hommes de bonne volonté s'écriaient ainsi *Tholatta! Tholatta!* comme les dix mille de Xénophon quand des hauteurs de Trapézonte ils découvrirent le Pont-Euxin, les hommes de mauvaise volonté souriaient, et murmuraient, avec une ironie trois fois centenaire :

— La grammaire de l'Académie ? Nous sommes bien tranquilles, nous ne l'aurons jamais.

L'Académie, qui a le respect de toutes les traditions, ne s'offense pas de ces plaisanteries classiques sur sa lenteur. Elle compatit aux impatiences avec d'autant plus de sincérité qu'elle sait son avantage de pouvoir être, quant à elle, patiente indéfiniment. Mais, à leur tour, les hommes de la plus mauvaise volonté, les rétifs, ont dit :

— L'Académie veut nous imposer une grammaire ? A quel titre ? De quel droit ?

Et ils ont fait le ferme propos de n'en tenir nul compte, voire de commettre exprès les fautes qui leur seraient signalées par cette puissance qu'ils ne reconnaissent pas.

Si l'on a cru devoir, plutôt qu'entrer d'abord dans le vif du sujet, rapporter ce qu'en ont dit au cours de ces trois semaines des personnes étrangères à l'Académie, rarement informées de ses coutumes, et qui ne sont pas toujours animées en son endroit d'une extrême bienveillance, c'est qu'il n'est pas de meilleur moyen que d'y répondre point par point pour réformer une opinion qui ne hait pas à s'égarer, ni pour faire entendre au public les motifs que la Compagnie a pu avoir de prendre la résolution dont il s'agit, le devoir et le droit qu'elle avait de le faire, et en quoi consiste ce devoir et jusqu'où ce droit s'étend, le genre d'autorité qu'elle possède légitimement en ces matières, et les limites de cette autorité.

Il semble que le créateur de l'Académie française, le cardinal de Richelieu, ait eu d'emblée une idée claire et distincte de ce qu'il voulait que fût sa créature ; et il semble aussi que de très bonne heure, après quelques tâtonnements inévitables, l'Académie se fît d'elle-même une idée qui correspondait fort

exactement à celle de son fondateur. Pour arriver à cette pleine conscience de soi, il lui suffit de trouver deux ou trois formules heureuses, — ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, — et entre toutes celle du « bon usage ».

Ces deux mots magiques lui ont suggéré dès ses enfances la crainte salutaire de ceux qu'en notre langage disgracieux d'aujourd'hui nous nommons les « spécialistes » ou les « techniciens », la crainte d'une science, comme disait Fénelon, trop « curieuse ». Ils traduisaient aussi le mieux du monde et justifiaient le principe selon lequel l'Académie française dès lors était recrutée uniquement parmi les honnêtes gens, — si je puis, après Voltaire, employer sans remords ce verbe *recruter*, que Louis Racine ne rougissait pas d'emprunter à *la Gazette de Hollande*, « au lieu de quoi, lui écrivait sévèrement son père, il faut dire : *faire des recrues* ».

Bon usage est une manière de devise qui signifie que l'Académie française est une bonne compagnie, et qu'elle n'est pas, qu'elle ne doit pas être, ni qu'elle ne veut pas être, un corps savant. Cette définition de l'Académie, si, comme il est vraisemblable, ou plutôt indispensable, elle y entend demeurer fidèle, lui impose à la rigueur le plan, l'esprit et jusqu'aux mesures de cette grammaire dont elle a formé le projet à la fin du mois de mars ou au début du mois d'avril 1634, et qu'elle vient de résoudre qu'elle exécuterait le 13 décembre 1928.

Mais si le public, même bien intentionné et qui se flatte de s'intéresser aux choses de l'Académie, se figure qu'entre ces deux dates si fort distantes le projet de grammaire est resté lettre morte, son ignorance est en vérité extraordinaire.

Dans le temps même de sa fondation, l'Académie française, de qui Chapelain était l'oracle, n'a jamais varié ni sur l'utilité, ni sur l'ordre des travaux où l'obligeait son dessein « de rendre la langue capable de la dernière éloquence ». Elle ne doutait pas que le plus urgent de ces travaux fût la Grammaire, qui comprend « ou les termes simples, ou les phrases reçues, ou les constructions des mots les uns avec les autres » ; mais elle estimait « qu'avant toutes choses il fallait dresser un Dictionnaire qui fût comme le trésor et le magasin des termes simples et des phrases reçues, après lequel il ne resterait, pour achever la Grammaire, qu'un traité exact de toutes les parties de l'oraison et de toutes les constructions régulières et irrégulières, avec

la résolution des doutes qui peuvent naître sur ce sujet ».

Un point était donc hors de conteste, c'est que le Dictionnaire devait précéder et la Grammaire devait suivre; mais l'affaire du *Cid*, qui survint, bouleversa cet ordre du jour. On sait que Scudéry, sans déplaire à Richelieu, avait publié d'assez impertinentes *Observations sur le Cid*, à quoi Corneille répondit par une *Lettre apologétique*.

Après un vif échange de libelles, Scudéry sollicita l'arbitrage de la Compagnie, « qui marqua d'abord, dit Pellisson, beaucoup de répugnance pour ce dessein... Les plus judicieux de ce corps disaient que l'Académie, qui ne faisait que de naître, ne devait point se rendre odieuse par un jugement qui peut-être déplairait aux deux partis, et qui ne pouvait manquer d'en désobliger pour le moins un, c'est-à-dire une grande partie de la France... qu'enfin M. Corneille ne demandait point ce jugement, et que, par les statuts de l'Académie, et par les lettres de son érection, elle ne pouvait juger d'un ouvrage que du consentement et à la prière de l'auteur ».

Sur ce, Boisrobert ayant été dépêché à Rouen, Corneille lui dit d'assez mauvaise grâce : « Messieurs de l'Académie peuvent faire ce qu'il leur plaira. » Richelieu n'en demandait point davantage, et la Compagnie reçut l'ordre de donner son sentiment sur *le Cid*.

Elle s'avisa, en y travaillant, qu'un tel ouvrage n'était pas seulement une leçon de critique, mais aussi une leçon de grammaire, et plusieurs des Quarante estimèrent qu'elle remplirait mieux sa tâche en examinant d'autres pièces de théâtre ou des livres, comme elle avait fait *le Cid*, qu'en composant un véritable traité de l'art de parler et d'écrire correctement. Par malheur, aucun auteur après Corneille ne se souciait de dire : « Messieurs de l'Académie peuvent faire ce qu'il leur plaira. »

Cependant, l'on se souvint que Vaugelas, à qui l'Académie venait de confier la « charge principale » du Dictionnaire, « avait dès son enfance fort étudié la langue française » et fait depuis longtemps sur cette matière « de belles et curieuses remarques », qu'il avait offertes à la Compagnie. La Compagnie ne se borna pas à en agréer l'hommage : elle adopta les *Remarques* de Vaugelas, et persuadée que ces *Remarques* étaient la meilleure des grammaires, elle en donna de nouvelles éditions, après les avoir revisées et complétées d'observations de

Patru et de Thomas Corneille. Elle croyait si fermement à la vertu instructive de ces sortes de recueils qu'elle en commanda deux, de ses propres *Remarques et décisions*, à l'abbé Tallemand et à l'abbé de Choisy; mais elle refusa d'avouer le second, et n'autorisa la publication du premier qu'à condition que l'auteur le signerait, au moins de son initiale.

Ce n'est qu'au début du XVIII^e siècle qu'elle pensa, revenant sur son sentiment, qu'une grammaire doit être une grammaire, c'est-à-dire « un ouvrage de système et de méthode ». Elle reconnut aussi, dit l'abbé d'Olivet, qu'un tel ouvrage « ne peut être conduit que par une personne seule », et elle en confia le soin au secrétaire perpétuel, l'abbé Régnier-Desmarais.

Le *Traité de la grammaire française*, commencé en 1701, achevé cinq ans plus tard, est un gros livre de sept cents pages, fort nourri, mais embarrassé de détails que l'on peut trouver superflus, plein de science et, partant, de doute philosophique, en un mot le contraire justement de ce que doit être une grammaire de l'Académie française. Aussi la Compagnie en laissa-t-elle l'honneur, en même temps que la responsabilité, à l'auteur, qui eut licence de publier son traité, mais dut le signer de son nom; et la grammaire de Régnier-Desmarais ne fut pas encore la Grammaire de l'Académie.

FÉNELON fait visiblement allusion à cet ouvrage, quand il écrit, dans ses *Réflexions sur la grammaire, la rhétorique, la poétique et l'histoire, ou Mémoire sur les travaux de l'Académie française*, à M. Dacier, secrétaire perpétuel et garde des livres du cabinet du Roi, ou, pour le faire court, dans sa *Lettre à l'Académie*: « Un savant grammairien court risque de composer une grammaire trop curieuse et trop remplie de préceptes. »

Par comparaison, il indique un plan de grammaire qui est le plus sage du monde et le plus prudent, disant qu'il lui semble « qu'il faut se borner à une méthode courte et facile. Ne donnez d'abord que les règles les plus générales : les exceptions viendront peu à peu. Le grand point est de mettre une personne le plus tôt qu'on peut dans l'application sensible des règles par un fréquent usage; ensuite cette personne prend plaisir à remarquer le détail des règles qu'elle a suivies d'abord sans y prendre garde. »

Fénelon ajoute : « Cette grammaire ne pourrait pas fixer

une langue vivante; mais elle diminuerait peut-être les changements capricieux par lesquels la mode règne sur les termes comme sur les habits. Ces changements de pure fantaisie peuvent embrouiller et altérer une langue, au lieu de la perfectionner. »

Voilà des ambitions bien modestes, et l'auteur de la *Lettre*, que les vues hardies n'effraient point d'ordinaire, semble pécher ici par excès de précaution oratoire ou de timidité. Quand il affirme une fois de plus la souveraineté de l'usage et, comme par prétérition, le droit qu'ont les habiles de le contrôler, nul ne songe à discuter ces deux points; mais on s'étonne qu'un esprit si clairvoyant n'ait point aperçu d'abord que la souveraineté de l'usage s'exerce de façon toute différente sur le vocabulaire ou sur la grammaire, et, pour tout dire, qu'elle est quasi nulle dans ce dernier domaine.

On ne fixe pas une langue vivante, il est vrai; mais cela doit s'entendre des mots ou des locutions, qui naissent, meurent et, s'ils durent, changent perpétuellement de sens ou de valeur: ces changements sont l'objet de la sémantique, laquelle est une annexe de la biologie. En revanche, on ne voit pas que les règles essentielles de la grammaire aient changé depuis plusieurs siècles, et l'on pouvait bien *a priori* s'attendre à cette immutabilité, vu que les règles de la grammaire correspondent, dans leur humble sphère, à des règles immuables de l'esprit humain.

Les néologismes les plus téméraires y sont soumis. Un adjectif, fût-il né d'hier et barbare, s'accorde en genre et en nombre avec le substantif qu'il qualifie, lors même que ce substantif serait aussi un barbarisme révoltant. Les affreux verbes de la première conjugaison que l'on forge tous les jours sans ombre de nécessité, ne se conjuguent pas moins comme le vieux verbe *aimer*. *Augmenter*, qui n'a pas de rancune, permet à *intensifier*, et même lui enjoint de se conjuguer comme lui; et puisqu'il plaît maintenant aux gens du monde, voire à certains hommes de lettres, de dire: « Cette femme *m'insupporte* », il faudra bien que, s'ils s'adressent à « cette femme » directement, ils lui disent: « Madame, je ne voudrais pas que vous *m'insupportassiez* plus longtemps. »

Les règles de la grammaire ne sont pas toutes si arbitraires ou si étrangères à la raison qu'on le prétend; mais supposé qu'elles le fussent, elles sont certaines. Elles n'ont aucunement varié depuis que la langue a touché son point de perfection,

elles ne sont pas non plus tombées en désuétude; la seule nouveauté est qu'il y a plus de personnes qui les ignorent et qui se croient néanmoins bien élevées et instruites. L'Académie ne vise qu'à les détromper et à les servir, en leur mettant entre les mains un rudiment pour compléter *la Civilité puérile et honnête*, dont beaucoup d'articles sont aussi trop oubliés par le temps qui court.

Cette grammaire « certaine », partant durable, et qu'il n'y aura pas lieu de reviser ni de recommencer toujours comme le dictionnaire, peut sans doute être établie en quelques mois, si l'on suit les conseils de Fénelon, et l'on doit les suivre. Elle doit s'abstenir de tout excès de développement et de toute pédante subtilité. Elle ne doit pas être historique, ni savante, l'Académie française, encore une fois, n'étant pas un corps savant. Elle ne doit pas être niaisement ésotérique comme beaucoup de grammaires récentes, que l'on a le tort de donner aux enfants qui n'y comprennent rien et qui se rebutent : et que l'on veuille bien prendre garde qu'en ces sortes d'études, les enfants ont l'intelligence beaucoup plus ouverte et plus vive que les adultes. La Grammaire de l'Académie ne doit contenir que les principes essentiels et généralement reçus. Elle doit, en un mot, être un code : et ce code, l'Académie n'a point à l'inventer, car il préexiste à l'Académie ; à peine a-t-elle à le rédiger, car la plupart de ses articles sont déjà traduits en des formules excellentes que l'on n'a nul droit de changer pour l'unique plaisir de changer ; elle n'a pas à le discuter, mais seulement à le vérifier, pour le certifier authentique, et en fin de compte elle n'a qu'à le promulguer.

Pourra-t-on dire ensuite que « nul n'est censé ignorer la loi » ? On le souhaiterait, et que ce ne fût pas, comme pour l'autre loi, une pure fiction, d'ailleurs nécessaire à l'ordre des choses.

On souhaiterait aussi que la Grammaire, pour rétablir son autorité, n'eût pas besoin des lettres de l'Académie, « scellées du grand sceau de cire verte, sur lacs de soie rouge et verte ».

La république idéale est celle où régnerait la vertu par le seul pouvoir de l'idée, sans l'aide et protection de lois écrites ; mais un idéal n'est jamais qu'un beau rêve et l'on ne saurait concevoir, hors du système hégélien, un État où, grâce à l'identité des contraires, l'ordre suprême procède de l'anarchie absolue.

Descendons de ces hauteurs : il ne s'agit que de la Grammaire et des balbutiements humains.

A ce niveau, et bien que l'Académie française, nous l'avons dit, proteste la première contre les superstitions dont elle est l'objet, son prestige et son autorité demeureront toujours des pouvoirs au-dessus de la discussion ; mais pour qu'elle en tire, dans l'intérêt du langage français, tout le fruit qui est désirable, il faut que sa grammaire soit effectivement la Grammaire de l'Académie, c'est-à-dire officielle et impersonnelle.

Je n'aurais pas l'impertinence d'insinuer qu'elle a pour la première fois reconnu, le 13 décembre 1928, cette nécessité de l'anonyme ; je demeure persuadé que, si elle a jadis contraint à la signature et l'abbé Tallemant et l'abbé Régnier-Desmarais, il ne le faut imputer qu'aux circonstances et à l'aventureuse originalité de ces deux immortels, dont le travail, considérable, ne répondait pas cependant aux vœux de la Compagnie ; mais enfin, le 13 décembre 1928, elle a si bien compris son devoir de mettre seule en avant sa personne morale une et indivisible, que ceux mêmes de ses membres qu'elle avait désignés pour faire partie de la « Commission de la Grammaire » ont prié que leurs noms ne fussent pas livrés aux reporters.

Il est vraisemblable que, dans ces conditions, aucune autre autorité n'osera plus s'élever contre la sienne, et il était urgent d'y parer, car nous avons eu, voilà tantôt vingt-huit ans, un premier exemple de ce scandale, et il a bien failli se renouveler au cours de l'année qui vient de finir.

La 26 février 1901, le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, qui était alors M. Georges Leygues, « le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu », et l'Académie française étant, naturellement, laissée de côté, a pris un arrêté aux termes duquel la règle de la concordance des temps et celle de l'accord des participes, entre autres, étaient abrogées. Et pourquoi ? Pour que les examinateurs eussent moins de fautes à compter aux candidats, « dans les examens ou concours dépendant du ministère de l'Instruction publique qui comportent des épreuves spéciales d'orthographe ». On sait que les instituteurs primaires avaient tout dernièrement sollicité M. Édouard Herriot de confirmer par un nouvel attentat celui de M. Georges Leygues. M. Herriot, qui a des humanités, a fait la sourde oreille. Au fait, M. Georges Leygues a

aussi des humanités... Mais de quoi se mêle le gouvernement?

Sans doute, les professeurs auront moins de fautes à compter à leurs élèves, si l'on décrète que ce qui était faute hier ne le sera plus demain; mais plutôt que de supprimer la grammaire, ce qui évidemment est trop simple, ne vaut-il pas mieux que les professeurs l'enseignent, que les élèves l'apprennent, et j'ajoute que les professeurs l'apprennent aussi, avant de l'enseigner?

Il ne faut décourager personne, même les plus humbles commençants: j'en demeure d'accord; mais le meilleur, le seul moyen de leur rendre la confiance, c'est de détruire ce préjugé que la grammaire française est d'une absurde complication, qu'elle est un amas d'inintelligibles chinoiseries.

On y rencontre bien quelques chinoiseries en effet, ou plus précisément, si l'on me passe une façon de parler très familière, quelques « colles »; mais la plupart de ces colles ou de ces chinoiseries n'offrent aucun intérêt, et il n'y a rien de déshonorant à les négliger, ou, comme disaient si joliment les vieux Grecs, à leur donner le bonsoir. En revanche, tout ce qui fait le fond de notre grammaire est raisonnable, limpide, aisément compréhensible, et ne demande même qu'une assez courte étude, avec un effort très moyen de mémoire.

J'imagine que c'est cela aussi qui fera le fond de la Grammaire de l'Académie, et d'avance je me la figure, accessible, aimable, assez ressemblante à ces livres tout à fait élémentaires, ingénus, impératifs, où apprirent jadis le français tant d'honnêtes gens qui ne le savaient pas trop mal, tant d'écrivains qui, à l'exemple des honnêtes gens ne se piquant de rien, ne se piquaient même pas de génie.

Il me souvient d'une vieille chanson créole :

Ah! rendez-moi ma Guadeloupe et ma savane,
Et le beau bois de bananiers où je suis né!

Ah! qui me rendra Noël et Chapsal, et Lhomond, et les pauvres grammaires sans prétentions où, petit écolier, j'apprenais avec une piété docile les premiers éléments de la divine langue française?

ABEL HERMANT.

PHILIPPE II A L'ESCORIAL

IV ⁽¹⁾

LA VIE DU ROI A SAN LORENZO

SUR les hauteurs qui dominant le monastère, on montre aux visiteurs un banc taillé dans le roc, qu'on appelle « la Chaise du Roi » : c'est de là, paraît-il, que Philippe surveillait ses ouvriers ou qu'il venait amoureusement contempler son œuvre. Toutefois, il est à remarquer que les chroniqueurs de l'Escorial ne font point mention de ce banc. « La Chaise du Roi » doit être une légende. Mais, si c'en est une, elle ne fait qu'illustrer une vérité historique incontestable : c'est que Philippe II se plaisait infiniment à regarder son monastère de Saint-Laurent et qu'il ne s'en arrachait que contraint par ses devoirs de souverain.

En effet, dès qu'il avait un instant libre, — ce qui est une façon de parler, car il trainait sans cesse et partout avec lui un grand tracas d'affaires, — tout au moins dès qu'il le pouvait, il accourait à l'Escorial. On peut dire qu'il y passait une bonne partie de l'année. Ses séjours coïncidaient habituellement avec les grandes fêtes de l'année liturgique. Quel que fût le temps, même par les froids les plus vifs, — et l'on sait combien l'hiver est rigoureux dans cette région montagneuse, — il venait pour Noël, assistait à tous les offices du couvent et, la plupart du temps, prolongeait jusqu'à l'Épiphanie. Il revenait pour les Cendres, ensuite pour la semaine sainte, mangeait la pâque avec ses moines et ne s'en retournait à Madrid que pour repa-

Copyright by Louis Bertrand, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 décembre 1928, du 1^{er} janvier 1929.

raitre quelques semaines plus tard, à l'occasion de la Pentecôte et de la Fête-Dieu. Alors, il s'installait pour tout l'été à San Lorenzo, célébrait, le 10 août, la fête du grand martyr espagnol à qui il avait dédié son couvent et sa basilique, et ne quittait guère l'Escorial que pour quelques excursions dans la montagne. Enfin, il revenait encore pour la Toussaint et pour le Jour des morts. Il est donc vrai que presque toute l'année y passait : de sorte que non seulement la postérité, mais les contemporains eux-mêmes se le représentent comme l'éternel reclus de son Escorial. On le voit perpétuellement en oraison dans la chambre austère, espèce de cellule monacale, qu'il s'était fait aménager contre la *capilla mayor*, et d'où il pouvait suivre, par une petite fenêtre, tous les gestes du célébrant.

C'est là une erreur : il n'a habité cette chambre que relativement tard, pendant les dernières années de sa vie. D'abord, nous l'avons vu, il descendait, pour ses séjours, au village de l'Escorial, l'Escorial proprement dit, qu'on appelle aujourd'hui *l'Escorial d'en bas*, car il y a aussi *l'Escorial d'en haut* : agglomération urbaine qui a commencé à se développer autour du monastère, dès le début de sa construction. Les moines eurent là, pendant quelques années, leur premier couvent provisoire. Philippe fut d'abord leur voisin dans ce qu'on appelait « la maison du curé », laquelle était fort misérable. En esprit d'humilité chrétienne, il s'en accommoda pendant assez longtemps. Puis il finit par obtenir des religieux qu'on lui ménageât une chambrette sous le chœur, dans la petite chapelle de fortune que leur avait construite l'architecte en chef. Il voulait, sinon vivre absolument en moine, du moins participer, autant qu'il le pouvait, à tous les exercices de la vie monastique. Or les moines ont toujours aimé être chez eux. La présence d'un étranger, d'un laïque, fût-il leur bienfaiteur, surtout d'un maître au regard si perçant, ne pouvait que les enchanter médiocrement. Ils essayèrent de l'en dissuader, lui objectant les inconvénients d'un tel logis : le va et vient, jour et nuit, des choristes, le bruit des chants, le claquement des sellettes sur le bois des stalles. Mais Philippe tenait à son idée. Il répondit très humblement et très dévotement qu'il savait tout cela et qu'il s'en accommoderait fort bien, « en homme qui n'est pas digne de vivre sous la terre que foulent les serviteurs de Dieu ».

Il resta dans cette chambrette jusqu'au moment où les moines déménagèrent pour monter à Saint-Laurent, l'aile méridionale, qu'ils devaient habiter, étant à peu près bâtie. Grand événement, pour les religieux, que ce déménagement. On éteignit les lampes et on transporta le Saint-Sacrement dans la nouvelle chapelle provisoire, en attendant l'achèvement de la basilique. Cela se passait en 1571. Là encore, Philippe voulut être le voisin des Pères hiéronymites. Il se fit aménager un appartement proche de la chapelle. Lui et les personnages de sa suite vivaient, en somme, au couvent : ce qui n'était pas du goût de tous ses familiers. Les grands seigneurs qui l'accompagnaient, écuyers et majordomes, se plaisaient médiocrement à l'Escorial, surtout en hiver, dans ce pays si froid, loin des plaisirs de Madrid. Ils entreprirent d'en déguster le Roi, lui remontrant surtout combien ce climat rigoureux et souvent humide était contraire à la santé d'un arthritique (car Philippe eut, de bonne heure, des attaques de goutte). Tout fut inutile. Il s'obstina à vivre les trois quarts de l'année dans son monastère. C'est seulement à partir de 1592, six ans avant sa mort, qu'il renonça à venir passer la semaine sainte à l'Escorial et, en général, à ses voyages d'hiver !

Il s'y plaisait donc beaucoup, pour une foule de raisons faciles à deviner, mais surtout parce qu'il y trouvait de quoi satisfaire ses goûts, ses instincts les plus profonds, les sentiments les plus élevés de sa nature, — et enfin parce qu'il s'y mirait complaisamment dans sa création.

LES DISTRACTIONS AU COUVENT

POURTANT, il ne faudrait pas croire que Philippe ait mené à l'Escorial une existence rigoureusement et continuellement ascétique, qu'il y ait vécu en chartreux, dans la méditation assidue de la mort. A quoi bon assombrir encore cette sombre figure ? Notons, en passant, qu'il n'y avait rien de farouche ni de dur dans son extérieur, peut-être à la fin de sa vie, une expression de tristesse et de lassitude infinies sur son pâle et maigre visage. Tous les contemporains s'accordent à nous dire qu'il était de physionomie et de tournure agréables et même qu'il avait grand air, quelque chose, dans toute sa personne, qui trahissait l'être de race, le grand seigneur par-

faitement élégant et poli. Avec cela, l'accueil le plus courtois et même souriant.

Ajoutons encore que la vie monastique autorise un certain nombre d'innocents plaisirs. On ne saurait trop y insister : les moines vivaient à l'Escorial, comme dans la plupart des couvents, en pleine nature. Ils goûtaient, sans arrière-pensée, tous les agréments de la campagne. Philippe prenait sa part de ces modestes jouissances et même de quelques autres, qui n'avaient rien de monastique, mais qui étaient parfaitement honnêtes et licites.

D'abord il venait là pour passer agréablement l'été, pour « prendre le frais », — ce qui est une volupté qu'on n'apprécie pleinement que dans les pays méridionaux, — et aussi pour y goûter la solitude, autant qu'un autocrate comme lui, accablé par le gouvernement d'un vaste empire, pouvait s'isoler du monde. Les chroniqueurs de l'Escorial ne tarissent pas sur la fraîcheur de leur couvent durant la saison chaude. Quelles brises délicieuses aux moments les plus pénibles de la journée ! Et comme il fait bon dans ces hautes pièces aux murs épais, revêtus de faïences vernissées, au sol pavé de briques, ou de carreaux d'argile ! De la fenêtre ouverte, on entend le murmure des fontaines dans les bassins, des chants d'oiseaux dans les charmillles. Et quelle volupté de respirer tant d'odeurs exquises, tous ces parfums qui montent des parterres ! Et la vue de toutes ces fleurs plantées ou semées par les jardiniers du couvent, — ces roses, ces giroflées, ces violettes, ces iris, ces lys, ces chèvrefeuilles, ces jasmins ! Rien qu'à les énumérer, les pieux annalistes se gri-ent de leurs couleurs et de leurs senteurs. Et pour exprimer tout l'émoi où les jettent ces humbles beautés naturelles, ils évoquent naïvement les jardins de Babylone et même l'Eden biblique.

Le Roi ne se contentait pas des parterres de San Lorenzo. Tout autour du monastère, il y avait de grandes « huertas », pleines de gibier, de pâturages et de cultures. Il y avait aussi des jardins et des maisons de plaisance, ou, comme on disait, de récréation : la Herreria, la Fresneda, le Quejigal, San Saturnino, le Campillo. La Fresneda était peut-être la plus charmante de ces retraites champêtres. Philippe y avait fait élever un petit palais, avec une maison de repos pour les moines. Il l'embellit par des jardins, les premiers que dessina

et planta Fray Marcos de Cardona, le Lenôtre de l'Escorial. On y voyait des fontaines ornées de statues mythologiques, des cascades, des berceaux et des pergolas, — enfin quatre magnifiques et luxueux réservoirs destinés à l'irrigation. C'étaient de véritables étangs, des viviers poissonneux, d'où l'on tirait une pêche abondante pour le couvent. De longues rangées d'arbres et de beaux ombrages faisaient de la Fresneda un lieu fort délectable en été, encore qu'un peu fiévreux, nous disent les annalistes de San Lorenzo, à cause de l'humidité des étangs.

Philippe trouvait donc dans son monastère une villégiature estivale comme il n'y en avait guère aux environs de Madrid. Quand l'année était particulièrement chaude, il s'en allait, plus haut dans la montagne, passer quelques jours au milieu des pins de Guisando ou de Parracès, — ou bien au-dessus de Ségovie, dans la forêt de Balsain, dans la région où ses successeurs construisirent le château de la Granja. Mais il revenait bien vite à son cher Saint-Laurent, où tout était disposé selon ses goûts, le seul endroit où sa piété exigeante pouvait se satisfaire complètement. En dehors des choses d'art, son unique distraction paraît avoir été le plaisir de la pêche. Philippe II pêchant à la ligne, on aimerait accueillir cette image idyllique et reposante ! La pêche à la ligne est, d'ailleurs, propice à la méditation. Mais je crois qu'il faut en faire notre deuil. Autant qu'on peut le conjecturer d'après les allusions des moines, il se bornait à regarder pêcher, ou à offrir à ses invités, à sa femme et à ses enfants, le plaisir de la pêche. Car il était bon père de famille. Il n'entendait pas faire égoïstement de l'Escorial une solitude à son seul usage. Ce chrétien fervent connaissait ses devoirs. Il pensait aux siens. Il ne voulait point que leur séjour à l'Escorial fût uniquement une pieuse retraite et qu'ils n'en gardassent qu'un souvenir pénitentiel. Autant qu'il le pouvait, il s'efforçait de les distraire.

La chasse alternait avec la pêche, toute la contrée étant fort giboyeuse. Philippe II ne paraît pas avoir été plus grand chasseur que grand pêcheur. Il regardait chasser, comme il regardait pêcher, — du fond de son carrosse, surtout pendant les dernières années de sa vie, lorsque des crises de goutte lui rendaient la marche difficile. En revanche, la Reine, les Infants, les familiers de sa maison y prenaient un vif plaisir. Il y avait quelquefois des chasses dangereuses, aux loups ou

aux sangliers. Un jour, un de ces animaux, rendu furieux, faillit tuer le comte de Fuensalida : il éventa son cheval, d'un coup de boutoir, et l'on eut toutes les peines du monde à sauver la vie du cavalier. Mais, d'habitude, ces chasses de l'Escorial étaient de tout repos. On s'amusait à prendre des lapins de garenne : ces bestioles foisonnaient, paraît-il, dans les fourrés de la Herreria. Les infantes, Catherine et Isabelle-Claire-Engénie, qui étaient bonnes tireuses, s'amusaient à les tirer à l'arc ou à l'arquebuse. Alors, c'étaient de véritables carnages. Ces jours-là, tout le pays mangeait du lapin. Non seulement on en faisait des cadeaux au prieur et aux moines du couvent, mais on en distribuait dans tout le village...

Divertissements rustiques : on n'en connaissait guère d'autres à l'Escorial. Et il faut avouer que la famille royale ne se montrait pas très difficile, ni très raffinée en fait de plaisirs. Quand on n'allait pas à la chasse ou à la pêche, que devenir ? On n'avait d'autres ressources que de descendre aux jardins. Encore fallait-il ne pas troubler les moines dans leurs exercices de piété, en se livrant à des jeux trop bruyants. « Lorsque les religieux étaient à complies, nous dit-on, la Reine, le Prince héritier, les Infantes avec leurs menins et menines, s'ébattaient dans le jardin qui longe la façade méridionale du monastère... » On juge de ce que pouvaient être de tels ébats dans la rumeur de l'orgue et des cantiques, sous la surveillance sévère d'un Philippe II.

Alors, on cherchait dans les plus humbles choses, dans les événements les plus ordinaires, les plus insignifiants, des motifs de distraction. Qu'on médite, par exemple, sur ce trait, d'ailleurs charmant, que nous conte Fray Juan de San Geronimo : « Le susdit 20 mai de l'année 1515, après le dîner et en attendant la visite du Prieur, la reine Anne demanda que les bergers du couvent se missent à tondre leurs moutons et leurs brebis, devant elle et devant ses dames d'honneur, sous les fenêtres de ses appartements... parce que c'était une chose que Sa Majesté n'avait pas encore vue. Les tondeurs étaient une trentaine. Ils chantèrent des chansons un peu rudes, et ils firent les gestes et ils échangèrent les propos qu'ils ont coutume de dire et de faire en se livrant à cette occupation : de quoi Leurs Majestés et leurs serviteurs furent grandement réjouis. On leur donna à goûter et à boire autant qu'ils le voulaient et, comme

le vin était pur, il ne tarda pas à faire sentir son influence aux tondeurs, qui commencèrent à dire mille folies... » Et voilà toute une pastorale en action ! Qu'on se représente la scène : ces bergers, — de vrais bergers, — tondant leurs brebis devant la Reine et ses dames d'honneur (et il semble bien que le Roi, lui aussi, était à la fenêtre, avec ces dames, puisque le bon Père parle de « Leurs Majestés »), ces chansons, ces dialogues campagnards et l'épisode bachique final : on dirait une page de *la Galatée*, ou de *la Diane amoureuse*, qui faisaient alors les délices des beaux esprits... Mais fallait-il qu'on s'ennuyât, à l'Escorial, pour prendre un tel plaisir à regarder tondre des moutons !

Il est vrai que, de temps en temps, de grands divertissements organisés par les religieux, ou les ouvriers de la fabrique, rompaient un peu la monotonie des jours ; bien entendu, des courses de taureaux accompagnaient habituellement ces réjouissances. Au mois de septembre 1576, lors de son passage à San Lorenzo, Don Juan d'Autriche, frère naturel du Roi, donna une grande corrida au village de l'Escorial, — et l'on nous fait remarquer que Philippe n'y assista point. Il paraît bien qu'il avait peu de goût pour ce spectacle barbare et que, plus ou moins secrètement, il le désapprouvait. Mais il assistait volontiers aux représentations dramatiques qui se donnaient à l'occasion des principales fêtes de l'année liturgique, — particulièrement pour la solennité du *Corpus*. On jouait là des comédies et tragédies savantes, écrites en latin, quelquefois par des personnages illustres, et aussi des mystères populaires, des *autos sacramentales*, en langue vulgaire. Les danses des séminaristes agrémentaient ces divertissements. Nous ne voyons plus très bien ce que cela pouvait être. Mais le fait est que ces danses des séminaristes faisaient partie de toutes les solennités de l'Escorial. C'étaient, paraît-il, de jeunes garçons costumés, qui dansaient devant le Saint-Sacrement comme David dansait devant l'arche...

Enfin, pour couronner le tout, il y avait de plantureux et solides repas, ce que les religieux appellent de « fameux goûters ». Ces *meriendas*, si l'on en juge par les menus qui nous ont été pieusement conservés, étaient de véritables festins de Gamache. Ainsi, au goûter qui fut offert par les moines à la famille royale, au mois de septembre 1575, il y eut d'abord : « une salade panachée, flanquée de six melons, quatre chapons

rôtis, deux omelettes avec du jambon frit et des brochettes de foie, huit salmis d'oiseaux, quatre pâtés d'oie, deux gigots fumés, deux grands plats de coings, deux autres grands plats de poires, deux autres de pommes, deux plats de confitures, six saucières remplies de gelée avec des beignets, en plus deux grands et bons fromages avec des raves, en outre trois jambons de porc et deux langues de bœuf. » C'est tout! Frère Jean de saint Jérôme, qui nous copie ce menu pantagruélique, appelle cela : *una merienda solemne*, « un goûter solennel », vraie ripaille de couvent, tohu-bohu de plats, où la quantité supplée à la qualité. Il faut avouer que la famille royale, si elle avait un assez bel appétit pour engloutir tout cela, n'était pas plus raffinée en fait de délicatesses de bouche, qu'elle n'était difficile pour ses plaisirs...

Ajoutons que des visites imprévues, quelquefois pittoresques et amusantes, des événements insolites, des arrivages de curiosités, de raretés exotiques ou d'objets d'art, égayaient cette existence austère et tout unie. C'est ainsi qu'à l'automne de 1584, on vit paraître à l'Escorial, sous la conduite d'un Père jésuite, quatre « cavaliers japonais », tous quatre chrétiens et fils de samouraïs, vêtus du costume national. Ils furent très entourés, très regardés, très interrogés. Ils contèrent leur long voyage, parlèrent de leur pays et de ses usages, dirent leur admiration pour le monastère de Saint-Laurent, avec cette réserve, toutefois, qu'ils l'auraient admiré encore davantage si les matériaux en étaient venus de très loin, tandis qu'à l'Escorial on les trouvait, disaient-ils, à pied d'œuvre. Enfin ils charmèrent tout le monde par leurs réponses, et la sympathie pour eux fut à son comble, lorsqu'on les vit communier solennellement à l'autel des Saintes Reliques.

On vit ensuite deux baptêmes sensationnels, l'un à la basilique de Saint-Laurent, l'autre à l'église de l'Escorial. Le Roi et l'Infante furent parrain et marraine des deux néophytes : un prince marocain et un rabbin de grande réputation, probablement un Juif portugais. Ce rabbin fut baptisé par le futur archevêque de Tolède, Garcia de Loyasa, et il reçut le nom de « don Pablo ». Le Roi, nous dit le Père de Sepulveda, « l'honora beaucoup, parce qu'il est grand lettré ». Et le malin religieux glisse aussitôt cette petite remarque ironique : « On raconte qu'il est très riche et qu'il a beaucoup d'argent. Ce doit être

pour cette raison qu'il est toujours derrière la cour, ou la cour derrière lui... »

D'autres fois, le Roi ménageait à ses enfants, et à sa maison comme aux religieux eux-mêmes, des spectacles moins édifians ou des surprises plus prosaïques. Tantôt, c'était la colossale mâchoire d'une baleine qui était venue s'échouer dans la lagune de l'Albufera et que Philippe, pour son cabinet d'histoire naturelle, avait fait transporter à l'Escorial. Cette baleine produisit une impression profonde. Ou bien c'était un éléphant avec son cornac, que Sa Majesté envoyait de Madrid pour l'amusement des moines. Cet animal savant faisait la révérence et cueillait des fruits avec sa trompe. On le promena à travers les cloîtres, on lui fit monter des escaliers, on l'introduisit dans la cellule du prieur et dans celle du vicaire, comme un visiteur de marque. Enfin l'éléphant fit mille grâces, dont les bons Pères s'ébahirent fort. Après cela, ce fut un rhinocéros que le Roi mit dans ses jardins. On le trouva laid, stupide et d'un naturel peu sympathique. Le rhinocéros n'eut aucun succès.

On s'amusait donc à l'Escorial. Que dis-je? La gaité n'en était point bannie. Je crains même qu'elle n'y fût obligatoire, comme à la cour de Napoléon, — « Messieurs, l'Empereur entend qu'on s'amuse; » — ou dans les couvents, dont la règle exige que les novices aient le caractère gai. On y riait quelquefois, d'un gros rire sain et tout populaire. On riait d'un gros mot, d'une histoire grasse. Les religieux nous décrivant, par exemple, les cérémonies de la confirmation qui eurent lieu à San Lorenzo pendant l'été de 1575, ne peuvent se tenir d'y insinuer ce trait final. « C'était l'aumônier de la Cour, l'évêque de Ségorbe, qui officiait. Il devait confirmer non seulement les petites princesses, mais les enfants du village et de toute la région. Arrivé à un *muchacho*, l'évêque, soit inadvertance, soit pour imprimer plus fortement en cette jeune âme le souvenir du sacrement reçu, lui détacha un soufflet un peu fort. Sur quoi, le gamin, tout en larmes, lâcha un mot de gueule à l'adresse de l'évêque, chose qui réjouit beaucoup, nous dit-on, non seulement les personnes royales qui étaient là, mais les cavaliers et officiers de Leurs Majestés et aussi les religieux de la maison... » Ou bien, c'était au cours d'une chasse aux lapins. Les paysans, formant la chaîne, traquaient les pauvres bestioles qui, tout éperdues, allaient donner de la tête

contre les troncs d'arbre, ou se laissaient prendre à la main. Le gibier fut, cette fois, si abondant, que les rustres ne savaient plus où le mettre et qu'en désespoir de cause, ils le fourraient dans leurs chausses. L'Infante et son frère qui, de loin, observaient ce manège, se tenaient les côtes. « Le fait est qu'il y avait de quoi rire ! » dit le bon Sepulveda, en nous contant cette drôlerie. La même Infante s'en fut, un jour, trouver son frère, le futur Philippe III et, d'un air malicieux, elle lui dit : « Qu'est-ce que Votre Altesse me donnera si je lui apprends une bonne nouvelle ? — Laquelle ? demanda le Prince. — C'est qu'il y a ici une sœur de Votre Altesse ! » Et l'Infante lui conta qu'il venait d'arriver à l'Escorial, sous la conduite de deux curés asturiens, une espèce de folle qui prétendait être la fille naturelle du Roi... Alors, le Prince de rétorquer à l'Infante : « Il me semble, ma sœur, qu'elle est aussi la vôtre ! » Et tous deux de rire de cette bonne histoire et d'en faire des gorges chaudes et des plaisanteries sans fin.

Décidément, on n'était pas difficile à l'Escorial en fait de passe-temps. Quelle différence avec la cour de France ! La vie qu'on y menait n'avait rien de frivole : vie bourgeoise et dévote, réglée comme celle du couvent et coupée, de temps en temps, par d'honnêtes réjouissances et de modestes plaisirs. Le Roi, dans sa sollicitude paternelle, offrait ces plaisirs à ses enfants plus qu'il ne s'y associait. Il les aimait, certes, beaucoup, — et ses lettres le prouvent. Néanmoins, il ne semble pas qu'il y ait eu, entre lui et sa famille, grande communion d'âme ou d'esprit, sauf, peut-être, avec sa troisième femme, Élisabeth de Valois, et sa fille, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, qui, pendant les dernières années de sa vie, devint son Antigone et qui l'assista à ses derniers moments.

En même temps qu'il s'efforçait de distraire les siens, il entendait d'abord les édifier, cela va sans dire, leur donner l'éducation religieuse la plus complète, et aussi les instruire des arts ou des sciences profanes. Il leur montrait ses cabinets d'histoire naturelle, ses ménageries, ses collections de dessins et de gravures, ses plans d'architecture, ses cartes de géographie ou d'astronomie. Il les conduisait à la bibliothèque, à la *Sacristia mayor*, à la Basilique ; il les arrêtait devant un tableau, une statue, un livre rare, et il ne laissait à personne qu'à lui le soin de faire l'explication. Dans sa ferveur de dilettante

et de grand bâtisseur, il avait même rédigé de sa main une sorte de guide pour visiter l'Escorial. Les hôtes de passage étaient astreints, pour cette visite, à suivre un certain ordre. Le maître de la maison tenait à graduer leurs émotions et leurs émerveillements. Il leur imposait les heures les plus propices à l'éclairage et jusqu'aux endroits précis, d'où l'on devait contempler telle fresque ou tel ensemble architectural. Remarquons, à ce propos, qu'il fut imité, en cela comme en beaucoup d'autres choses, par son arrière-petit-fils Louis XIV qui, lui aussi, se plaisait à faire en personne les honneurs de Versailles et qui avait rédigé un guide à l'usage des visiteurs.

Philippe II, en son Escorial, s'occupait donc beaucoup d'autrui, — par devoir, par charité chrétienne. Mais cet homme si fermé, si secret, ne pouvait oublier qu'il venait là surtout pour lui-même, pour vivre dans le silence et la solitude comme un moine et aussi pour jouir, en amateur et en artiste, de toutes les belles choses qu'il avait accumulées dans cette pieuse retraite.

PASSIONNÉ D'ART

Ces objets précieux, il les entourait d'une tendresse jalouse. Il aimait les toucher, les ranger, les cataloguer, les mettre en valeur, comme il aimait manier la glaise, peindre et dessiner, voir ses relieurs habiller ses livres et ses manuscrits de vélins somptueux. On peut dire qu'il a été le premier et le plus grand admirateur de son palais et de sa basilique. L'arrivée d'un tableau ou d'une pièce d'orfèvrerie lui donnait la fièvre. Il ne se sentait pas d'impatience qu'on n'eût ouvert la caisse et déballé l'envoi devant lui.

Un trait singulier, cité par Fray Juan de San Geronimo, nous donne une idée de cette curiosité impatiente et presque malade de toutes les choses d'art... Lorsque le couvent était encore installé dans la petite maison de l'Escorial d'en bas, on apporta aux moines un magnifique antiphonaire, chef-d'œuvre de calligraphie et d'enluminure, qui fut immédiatement placé sur le lutrin du chœur. Philippe éprouvait une furieuse déman-gaison de le voir. Or il couchait précisément sous le chœur, à deux pas du fameux antiphonaire. N'y tenant plus, il attendit que les religieux fussent passés au dortoir et, par une fenêtre qui donnait sur le chœur, il se glissa dans la place. Un

domestique, tenant une chandelle, lui éclairait les pages du missel tout neuf, qu'il se mit à tourner avec complaisance... C'est dans cette occupation qu'il fut surpris par le Prieur, lequel faisait sa ronde nocturne et, entendant du bruit, crut qu'il y avait là un voleur. On juge de la stupeur du pauvre homme, lorsqu'à la lueur de sa lanterne, il reconnut le Roi !...

Sans doute, il voulait s'assurer par lui-même que l'antiphonaire en question était digne de son monastère. La moindre fausse note dans ce bel ensemble lui eût été insupportable. Lorsque la basilique fut terminée, il veilla à ce que les stalles du chœur répondissent à la magnificence du nouvel édifice. Bien qu'il se trouvât alors, en Portugal, à la tête d'une armée d'occupation et obsédé par les mille soucis que l'on devine, il manda au Prieur de lui envoyer des modèles pour ces stalles et il ne se décida qu'après les avoir vus de ses yeux. Et ainsi pour toutes choses !... Des novices, ou des séminaristes, de nouveaux religieux sont-ils arrivés à San Lorenzo ? Le Roi veut les voir défiler deux à deux, juger du bel effet que font les moines, évoluant dans le chœur, sous les beaux habits qu'il a commandés pour eux, — car il les habille de fin drap de Tolède et d'Ajofrin. Il veut les entendre chanter ou jouer de l'orgue. Il faut qu'ils essaient devant lui leurs ornements sacerdotaux. Une aube, ou une chasuble brodée par Frère Laurent de Montserrat, le passementier du couvent, est un petit événement pour le Roi. Il faut, pour mieux en jouir, qu'il voie cette aube ou cette chasuble sur le dos d'un religieux.

A de certains moments, on dirait qu'il fait manœuvrer ses moines comme un régiment. Lui-même leur arrange leurs cellules. Il est présent quand on place les tableaux dans celle du Prieur, et c'est lui qui a indiqué cette place, comme il a réglé d'avance l'ordonnance de toute la pièce. Il s'occupe même des cellules des simples religieux, — de leur linge, des couvertures et des traversins de leur lit. Il y fait disposer des bureaux, des tables et des coffres choisis par lui. Il les décore de gravures et de tableaux de piété qu'il a commandés à des peintres flamands, de même qu'il a fait venir pour eux des chandeliers d'Italie. Les malheureux devaient se sentir accablés de tant de bienfaits, épouvantés d'une telle sollicitude. Le Roi leur imposait la beauté ! Défense de rien changer au bel ordre prescrit par Sa Majesté. De la fenêtre de son oratoire, il sur-

veillait les sacristains qui manipulaient les reliquaires sur les autels. S'ils ne les remettaient pas exactement à la place assignée à chacun d'eux, le Roi envoyait tout de suite un de ses officiers leur donner une semonce... On peut sourire de ces manies que connaissent bien tous les vrais amateurs. Mais, chez cet homme investi de si lourdes fonctions, quel culte de la Beauté, quel amour des choses d'art et quel souci de les mettre en valeur, de leur faire rendre le maximum de leur effet!...

Même souci pour la décoration intérieure du temple, pour les minuties du cérémonial et de la liturgie, enfin pour tout ce qui touchait au culte. Philippe était grand amateur de musique. Ce fut un beau jour pour lui quand on essaya les nouvelles orgues. Et quel spectacle, quand les cinquante autels de la basilique étaient illuminés! Il jouissait de l'émerveillement de ses hôtes. La bâtisse et les travaux intérieurs du monastère étant terminés, sa sœur, l'impératrice Marie, qui était revenue se fixer en Espagne, lui témoigna le désir de venir admirer les splendeurs de l'Escorial. Philippe, tout joyeux, lui répondit qu'elle serait la bienvenue. « Il fit près de deux lieues avec ses enfants pour aller au-devant d'elle, et le cortège arriva à San Lorenzo comme la nuit tombait. Le Roi catholique avait ordonné qu'on illuminât l'église et lui-même avait tracé le programme des illuminations. Le maître-autel, les corniches hautes et basses de la *capilla mayor*, les piliers, les nefs, tout était embrasé. Au même moment, comme Leurs Majestés franchissaient le portique principal, toutes les cloches, les petites comme les grosses, entrèrent en branle. Et lorsqu'Elles pénétrèrent dans l'église, toutes les orgues se déchainèrent... Cette infinité de lumières, si ingénieusement disposées, c'était une chose à voir, dit naïvement le Père de Sepulveda. L'église n'était qu'un brasier, tant il y avait de cierges et de flambeaux. On aurait cru qu'elle était tout en flammes. Certes, ce fut un beau spectacle, qui plut infiniment à l'Impératrice. Sa Césarienne Majesté déclara que, de toute sa vie, Elle n'avait rien vu de pareil... »

Et ce n'était pas seulement la pompe des réceptions solennelles, ou des messes de grandes fêtes qui occupait l'attention minutieuse du Roi, mais l'infime détail des offices journaliers. Il y assistait au chœur, dans sa stalle, confondu avec les moines,

ayant le livre en main et, de chaque côté, un « cérémonial » et un « pontifical ». S'il s'apercevait qu'on sautait un verset, il envoyait avertir le Prieur. Aussi les offices de l'Escorial étaient-ils une perfection en même temps qu'une splendeur. Les moines de San Lorenzo s'en montraient extrêmement fiers. Ils répétaient qu'à Rome ce n'était pas aussi bien.

Tels étaient les plaisirs innocents de Philippe II dans son monastère. Mais sa principale joie, ce fut de le voir grandir d'année en année, de le contempler enfin tel qu'il l'avait rêvé et, après cela, quand le gros œuvre fut achevé, de l'orner avec une complaisance et une prodigalité inlassables. Le rétable et la custode du maître-autel le passionnèrent pendant de longs mois, — la custode surtout, qui est un des joyaux les plus riches du monde : assemblage de marbres, de jaspes, d'agates et de porphyres, d'une rareté et d'une beauté extraordinaires, d'une telle variété et d'un tel éclat de coloration, en même temps si fins et si translucides que l'on dirait des émaux et des pierres précieuses.

Puis, les voûtes, les plafonds sculptés et peints à fresques de la sacristie et de la bibliothèque, vastes et somptueuses galeries, qui ont été plus ou moins imitées plus tard, à Versailles et au Louvre, par les architectes français. Puis, les innombrables peintures, les tableaux de tout genre et de toute provenance, dont il couvrit les murailles de son couvent. Sans doute, on peut lui reprocher d'avoir confié cette décoration à des Italiens médiocres. Mais ce n'est pas sa faute si la peinture italienne était alors en décadence. En tout cas, il eut le mérite d'apprécier, d'acheter, ou de faire copier les œuvres de la grande époque. Titien paraît avoir été son peintre favori, du moins pendant sa jeunesse. C'est à son goût de collectionneur que le musée du Prado est redevable de la plupart de ses chefs-d'œuvre. Pareillement, c'est à son goût de bibliophile que la bibliothèque de l'Escorial doit d'être une des plus fameuses bibliothèques mondiales, — peut-être la plus riche en manuscrits et en incunables.

A-t-il aimé et encouragé le Greco? On pourrait le croire, tellement l'esthétique de ce peintre est voisine, non pas précisément de l'esthétique, mais de la pensée de Philippe II, — et cette opinion paraît d'autant plus vraisemblable qu'il y a, au musée de l'Escorial, un certain nombre de toiles du Greco.

Parmi elles, une composition étrange et fantastique, qu'on appelle *le Songe de Philippe II* : le Roi, d'une correction sévère, tout de noir vêtu, chausses et pourpoint de velours noir, gants noirs, l'épée au côté et gainée, elle aussi, de velours noir, n'ayant de blanc dans son costume que la fraise et les manchettes. Il est agenouillé, sur un riche coussin de brocart, ses mains gantées de deuil sont jointes, et ses yeux, comme désorbités par l'épouvante, se détournent d'une effroyable scène : un pêle-mêle de damnés, corps nus ou squelettes à peine rhabillés de chair, qui se précipitent dans la gueule de l'Enfer, — une véritable gueule de monstre marin, réminiscence possible de la fameuse baleine apportée à l'Escorial par les pêcheurs de l'Albufera. Derrière le monstre, un fleuve ou un lac de feu où tombent des suppliciés, qui semblent détachés des potences, ou arrachés des salles de torture qu'on aperçoit vaguement dans le lointain. Hagard et tremblant, le Roi ne veut pas voir ce spectacle d'horreur. Au milieu des saints, des martyrs et des pieux personnages qui le protègent de leurs prières et que suit le blanc cortège des Élus, il lance une supplication éperdue vers la Gloire céleste épanouie dans les hauteurs et ceinte d'une armée de bienheureux et de chérubins en adoration... J'ignore ce qu'il peut y avoir d'historique dans ce macabre tableau, ce mélange d'apocalypse et d'étiquette espagnole, de paradis et de salle des supplices. Est-ce là la traduction picturale d'un réel cauchemar de Philippe II ? Je crois plutôt qu'il est sorti tout vif de l'imagination ascétique et pénitentielle du Greco. Il est infiniment probable que l'artiste exagère et qu'il trahit ici la pensée du maître : nous verrons bientôt pourquoi. Néanmoins, il est possible que cette sinistre composition ait contribué, comme, plus tard, les vers de Victor Hugo, à fixer la légende de Philippe II, — un Philippe II maniaque et cruel, abêti par la dévotion et par la peur de l'Enfer.

Si l'on comprend ce qui a pu favoriser cette légende, on voit bien aussi, pour peu qu'on connaisse le personnage, combien elle est éloignée de la vérité. Il suffit de songer à l'activité universelle et infatigable de cet homme, à ses curiosités de toute sorte, à son goût d'intellectuel et de dilettante, enfin à son zèle pour la culture sous toutes ses formes. A San Lorenzo, pour mieux y intéresser les professeurs comme les élèves, il assistait aux leçons du collège et du séminaire. Il

présidait les soutenances de thèse. Et ce zèle ne s'enfermait pas dans les murs de l'Escorial. Il fondait des universités et des collèges non seulement en Espagne, mais dans toutes les régions de son vaste empire et jusque dans le Nouveau-Monde. Son œuvre américaine est encore mal connue. Quand elle le sera mieux, on aura de nouvelles raisons d'admirer ce grand fondateur et ce grand bâtisseur. A côté des couvents, des églises et des cathédrales qu'il a fait construire un peu partout, il faut mettre ses travaux d'utilité publique, les ponts, les aqueducs, les fortifications — et aussi les travaux d'embellissement dans la plupart des villes du royaume. Enfin l'organisation de la justice et de l'administration dans les colonies et pays conquis.

Il favorisait les projets des inventeurs et des ingénieurs les plus audacieux de son temps : grâce à une machine élévatoire, il tenta d'amener l'eau du Tage jusque dans Tolède. Il songea même à canaliser ce fleuve, à le rendre navigable depuis Lisbonne et l'Océan. Tolède port de mer fut un de ses rêves. Il dota la Monnaie de Ségovie d'un balancier hydraulique, qui parut une des inventions les plus ingénieuses de l'époque. Et, jusqu'à la veille de sa mort, il se préoccupa de faire reboiser le Guadarrama. La flore et la faune des pays exotiques, les bois, les métaux, les denrées et les fruits des colonies espagnoles, tout cela l'intéressait extrêmement. C'est l'esprit encyclopédique, avec l'activité intensive de la Renaissance. Philippe II fut certainement un des hommes les plus intelligents et les plus cultivés de son siècle. A cet égard, il l'emporte même sur un Louis XIV. Son intelligence était moins superficielle et peut-être plus embrassante, et il paraît avoir eu un sens plus exquis des choses d'art. Dans la lutte implacable qu'il soutint contre la Réforme, la civilisation était certainement de son côté. Pour se persuader du contraire, il faut confondre qualité et quantité. Que nous importe le tonnage des ports de Londres, d'Amsterdam ou de Hambourg au temps de Philippe II, si, à cette époque-là, les Anglais, les Hollandais et les Allemands étaient à demi barbares !...

LES DEVOIRS DE LA ROYAUTÉ

ON est d'autant plus étonné de cette activité de constructeur, d'intellectuel et d'esthète, qu'elle devait se conjuguer avec une activité politique véritablement écrasante. On peut

dire que ses devoirs de chef d'État prenaient à Philippe la majeure partie de son temps : il passait presque toute sa journée à sa table de travail.

C'est que, lorsqu'il était là, tout aboutissait à l'Escorial, comme toutes les affaires de la Chrétienté aboutissaient au Vatican. Les moines le notent non sans orgueil : « Il s'expédiait, ici, plus d'affaires en une seule journée qu'en quatre jours à Madrid, grâce à la vie bien réglée du Roi. » Des courriers venus de toutes les parties de l'Europe et même du monde stationnaient aux portes du couvent. On y voyait fréquemment des ambassadeurs ou des députés des provinces, des solliciteurs, des capitaines, des soldats licenciés, mendiant un arriéré de solde, une pension, ou une audience royale. Philippe ne se laissait pas déborder par les importuns, les indiscrets et les quémandeurs : il travaillait. Très probablement, toutes les grandes décisions du règne, depuis l'organisation de la flotte de Lépante et de l'Armada, jusqu'à l'arrestation d'Antonio Perez et de la princesse d'Eboli, ont été sinon prises, du moins méditées là, en présence de Dieu, dans l'ombre du sanctuaire. Et les moines s'ébahissaient de ce que ce fût le même homme qui réglait l'ameublement d'une cellule et la forme d'un chandelier et qui préparait un plan de campagne, ou qui réunissait tout le matériel d'une formidable expédition.

Porreño, qui nous a transmis sur lui une foule d'anecdotes, le compare à un tisserand assis devant son métier et dont la toile se divise en une foule de fils : « Le tisserand travaille des mains, des pieds et des yeux. De même le Roi travaille sans cesse : des mains, en écrivant ; des pieds, en visitant son royaume ; et son cœur se partage entre les nombreux fils. Il y a un fil en Flandre, un autre en Italie, un autre en Afrique, un autre au Pérou, un autre dans la Nouvelle-Espagne, un autre chez les Anglais catholiques, un autre chez les Princes chrétiens en guerre, un autre dans l'Empire déchiré, sans parler de la grande attention qu'il faut donner à maints gouvernements en péril. Mais voici que le fil des Indes se casse : vite ! il faut le raccommoder ! A présent, c'est le fil des Flandres ! Courons y porter remède !... Et toutes les puissances de son esprit sont fixées sur tous ces fils et sa vie s'y épuise, et, quand c'est la fin, il a encore le courage d'appeler la mort et de la prendre par la main, au jour et à l'heure qui lui sont assignés... »

Il semble, à de certains moments, qu'il ait considéré ses occupations de roi comme quelque chose d'inférieur, mais dont il a le devoir de s'acquitter en toute conscience et en y employant toutes les ressources de son esprit et de sa volonté, du moment que Dieu lui a imposé cette charge. Il est certain, d'autre part, qu'il a demandé à la religion le moyen d'être, dans la mesure où le permet l'humaine faiblesse, un roi parfait. A l'exemple des moines, il a cru devoir s'imposer une véritable ascèse, une ascèse particulière, celle qui convient à son état, si particulier, si différent de celui des autres hommes. Car enfin l'homme qui a de si grandes obligations et de si grandes charges, celui qui peut et qui sait tout, celui qui voit si loin et dont l'action s'exerce si loin, est, somme toute, un être à part. Il a des devoirs envers lui-même, comme il a des devoirs envers autrui. Non seulement il doit s'efforcer d'être juste et bon, et, dans la mesure du possible, de tout voir de ses yeux et de tout faire en personne, mais il doit dominer ses sentiments et ses passions, surveiller les mouvements instinctifs de son caractère et de son tempérament, dont la franchise pourrait être nuisible au bien de l'État : la maîtrise de soi, la dissimulation même sont des vertus royales. Il faut qu'il se fasse une seconde nature, qu'il n'offre aucune prise à la malice des hommes ou aux coups de la fortune. Il doit être prêt à tout, — à toutes les trahisures et à tous les revers, comme à tous les dévouements et à tous les triomphes.

Il était au chœur avec les moines qui chantaient les vêpres, lorsqu'un chambellan, tout tremblant d'émotion, vint lui annoncer la nouvelle de la victoire de Lépante : il ne changea pas de visage, ni de contenance. Seulement, quand les vêpres furent finies, il demanda au Prieur de faire chanter un *Te Deum*. Pareillement, lorsqu'il apprit le désastre et le naufrage de son Armada, il n'eut pas une parole de plainte, ni de récrimination. Il dit simplement : « Je n'ai pas prétendu vaincre la tempête!... »

Il sait bien qu'une volonté humaine ne peut pas grand chose sur les événements. Certes il ne négligera rien pour assurer la victoire. Mais c'est Dieu qui la donne ou qui la refuse. Tout ce qu'il peut faire, c'est de collaborer avec la volonté divine, de tout son cœur et de toute son intelligence. Il s'applique à deviner cette volonté. Et c'est ce qui le rend prudent et temporisateur. Il ne croit guère à l'efficacité des

coups de force et il ne s'y résout qu'à la dernière extrémité : il est convaincu que le temps est le grand maître et que le temps travaille pour lui.

Ne pas se laisser abattre, quoi qu'il arrive ! Ne se laisser décourager ni par la défaite ni par la méchanceté des hommes. Il connaît les hommes, il les voit de près. Il fera comme s'il ne les connaissait pas, il les aimera malgré tout. Il travaillera pour leur bien et pour leur salut. Son modèle favori, qu'il aura sans cesse sous les yeux, jusqu'à l'heure de sa mort, c'est saint Louis de France. Il en imitera non seulement la piété, mais la patience et l'humilité. Comme lui, il voudra être, avant toutes choses, le défenseur de la foi. Il est le protecteur de la catholicité. C'est vers lui que se tournent tous les catholiques et tous les chrétiens opprimés, Arméniens, Grecs, Irlandais et Écossais. Et qu'on ne croie pas qu'il s'agit là uniquement de religion, de zèle confessionnel. Philippe, en assumant ce rôle de défenseur, sauvait, avec le catholicisme, la civilisation occidentale menacée par l'Islam et la civilisation latine menacée par le germanisme.

LES DEVOIRS DE LA RELIGION

Tous ses devoirs de souverain remplis, et cela à grand peine, en refoulant ses sentiments et ses affections, il jugeait qu'il avait le droit de se tourner vers Dieu. Assurer son salut en suivant autant qu'il le pouvait la règle monastique, n'être occupé que de Dieu, vivre le plus possible en sa présence...

Sans doute, on peut estimer qu'il attachait une importance excessive aux rites, à tout le formalisme du culte. Mais il pensait qu'en sa qualité de chef de peuple, il était tenu de donner l'exemple de la plus stricte observance : trop de gens se dispensent, par indifférence ou par frivolité, des pratiques religieuses. Lui, il prétendait vivre la vie chrétienne dans toute sa rigueur, comme dans toute son étendue et dans toute sa beauté. C'est ainsi qu'il venait à l'Escorial pour toutes les grandes fêtes.

Il y passait la Semaine sainte dans un profond recueillement, pour se préparer à la communion pascale. Ces pieuses retraites excitaient l'admiration des moines. Chaque année, leurs annalistes relatent, dans tous leurs détails, ces visites pascales. Le P. de Siguenza nous raconte en ces termes édifiants le séjour

que fit le Roi, à San Lorenzo, pendant la Semaine sainte de 1575 : « Notre fondateur vint ici, le lundi saint, dans une grande solitude, pour passer dans la retraite ces saints jours, pour goûter la paix du recueillement et la beauté des offices divins. Nuit et jour, il passait de longues heures dans l'oratoire de son appartement, *en présence du Saint-Sacrement*, rendant ainsi hommage à son véritable Seigneur et Roi. Il lui présentait et il lui offrait son cœur et sa vie, ses royaumes, ses ouailles, il se remettait tout entier entre ses mains et parfois aussi, il lui demandait de conduire cette œuvre de San Lorenzo au seul bien de son service, car, en l'élevant, il ne se proposait pas autre chose, pas d'autre renom, ni d'autre gloire, que de le glorifier à jamais... Le Jeudi saint, il s'acquitta du *mandato*, c'est-à-dire que, selon sa sainte coutume, il lava les pieds à treize vieux pauvres, il les servit à table, leur distribua des vêtements, des chaussures, et autres aumônes. Et le très pieux Roi faisait tout cela avec tant de joie et de dévotion qu'il me semblait, à moi qui observais son visage, qu'il aurait voulu que ce fût Jeudi saint tous les jours de l'année. Il posait les plats devant eux et les desservait. Et comme il voyait que quelques-uns, soit par attendrissement, soit par honte, ne mangeaient pas, il les priaient de manger. Pendant tout le repas, un religieux faisait une lecture, et beaucoup pleuraient, en voyant dans ce Roi éphémère comme le portrait spirituel de l'humilité et de la charité ardente de ce Roi éternel qui vint pour racheter les péchés des hommes et qui prit leur humanité afin qu'ils mourussent et ressuscitassent avec Lui. Le Vendredi saint, il descendit pour adorer la croix, s'agenouilla, la baisa des yeux et des lèvres. Comme d'habitude, Don Luis Manrique arriva en ce moment et lui remit une liste de condamnés à mort, afin qu'en ce jour de miséricorde, il leur remit leur peine, de même que leurs accusateurs leur avaient déjà pardonné leur crime. Il leur pardonna, leur donna sa bénédiction et l'assurance que personne ne les molesterait. Le jour de Pâques, il vint manger au réfectoire avec ses moines, et, les fêtes passées, il s'en retourna à Madrid... »

Tel était l'ordre accoutumé pour la Semaine sainte. Quand des personnages de marque se trouvaient à l'Escorial, le Roi les faisait assister à toutes les cérémonies. Et lorsque son fils et sa fille furent assez grands pour y participer, il les avait à ses

côtés pour le « mandato », comme pendant toute la durée des offices qui, le Jeudi saint, se prolongeaient jusqu'à minuit. Le jour de Pâques, quand il mangeait au réfectoire avec les moines, on servait, dit le Père de Sepulveda, « deux beaux agneaux rôtis et tout bardés de graisse ». Et le Roi envoyait des morceaux de sa table à tous les religieux qui étaient là. C'était d'une simplicité toute patriarcale et d'une fraternité toute chrétienne. Manifestement, il voulait rappeler les agapes de la primitive Église.

Le 21 mai, jour anniversaire de sa naissance, il faisait célébrer une grand messe dans la chapelle du couvent et, à l'issue de l'office, il montait à l'autel et il offrait au célébrant, qui était, d'habitude, le prieur du monastère, autant de ducats, plus un, qu'il avait d'années. Ce ducat d'anticipation était une sorte d'assurance pour l'année à venir. Puis, c'étaient les grandes fêtes de l'été, la Pentecôte, le *Corpus Christi*, cette dernière solennité, toujours célébrée avec une pompe extraordinaire : le Roi, derrière le Saint-Sacrement et tenant les cordons du dais, accompagnait la procession à travers les cloîtres, où de nombreux repositaires étaient dressés. Après cela, festins suivis de représentations dramatiques, — tragédies et comédies, — le tout agrémenté des inévitables danses des séminaristes. Le 10 août, fête de Saint Laurent, patron du monastère, grand messe, illumination générale des autels et de la basilique : « véritable portrait des gloires célestes », nous assurent les religieux. Enfin les cérémonies de la Nativité et de l'Épiphanie. Philippe se préparait par l'abstinence et le jeûne à ces grandes fêtes liturgiques. Il assistait à tous les offices des moines, y compris les offices nocturnes et les matines. En plein hiver, si rigoureux que fût le froid sur ces hauteurs de l'Escorial, il restait tête nue pendant des heures entières. Tous les ans, le jour des Rois, il avait coutume d'offrir au couvent, en souvenir des trois Rois Mages, trois calices, magnifiques pièces d'orfèvrerie, l'un rempli de myrrhe, l'autre d'encens et le troisième d'or.

Mais tout cela, c'est l'extérieur du culte. Philippe entendait non seulement observer les rites avec une exactitude scrupuleuse, mais pratiquer, dans toute leur étendue et dans la mesure où cela est possible à un souverain, toutes les vertus chrétiennes, notamment la charité et l'humilité. Quoique très éco-

nome, il était extrêmement charitable. Ses fondations de San Lorenzo et ses dispositions testamentaires suffiraient seules à le prouver.

Il donnait continuellement aux couvents et aux églises, surtout à ses moines de l'Escorial, d'une façon générale aux ordres religieux, qui étaient alors à peu près les uniques mandataires de l'Assistance publique. Il aimait les pauvres, comme les enfants privilégiés du Christ et à cause de l'éminente dignité que leur reconnaît l'Église. Entre un grand nombre de traits qui le prouvent, en voici un des plus pittoresques et des plus aimables, qui nous a été conservé par les historiens ecclésiastiques : « Un jour qu'il était à Valladolid, un saint religieux de l'ordre de Saint-Dominique pénétra dans le palais : c'était Fray Geronimo Vallejo que suivait une foule de pauvres. Comme il montait les escaliers avec ce cortège, un premier médecin de Sa Majesté, voyant cela, lui en fit des reproches et se plaignit au Roi, tant des paroles que des procédés de Fray Geronimo. Mais le Roi, avec sa piété et son humilité, répondit que ce religieux avait raison aussi bien dans ses paroles que dans ses actes. Et il ordonna qu'on fit entrer dans son appartement un des nombreux petits pauvres qui accompagnaient le religieux et qu'on lui donnât une aumône. Il voulut même que ce fût son fils, le prince Don Philippe, qui la lui donnât de sa main... »

Surtout, il s'appliquait à être humble. Comme son arrière-petit-fils, Louis XIV, il devait être convaincu que l'humilité est une vertu qui appartient proprement aux Rois, parce que, étant élevés au-dessus de tous les autres hommes, ils ont, plus que quiconque, de quoi s'humilier. Cette humilité voulue de Philippe II n'apparaissait pas seulement dans la cérémonie un peu théâtrale du lavement des pieds, le jour du Jeudi saint, mais elle s'affirmait constamment et dans les circonstances les plus ordinaires, dans des actes secrets qui n'étaient connus que de lui et de Dieu, ou de quelque religieux. Se trouvant à Saragosse le mercredi des Cendres, il voulut les recevoir confondu avec la foule des fidèles et, avec eux, il s'agenouilla sur le pavé, repoussant le coussin ou le carreau que l'on avait disposé pour lui. Le même Philippe, n'étant vu de personne, baisait, en même temps que les reliques, la main du prêtre qui les lui présentait. Pour les Cendres, comme pour les Rameaux, il faisait passer devant lui jusqu'aux enfants du séminaire.

Tout ce qui touchait au sacerdoce était, de sa part, l'objet d'un respect profond. Un prêtre, en tant que prêtre, était, à ses yeux, un être sacré. Cette vénération, bien entendu, s'adressait uniquement au caractère sacerdotal, et non à l'homme avec toutes ses tares et toutes ses faiblesses. Philippe tenait en main son clergé, aussi bien les évêques que les moines. Il y a plus, ce Roi catholique savait résister au Pape, quand il estimait que celui-ci, en matière temporelle, se trompait, engageait la chrétienté dans une voie funeste. Lorsque le terrible Sixte-Quint finit par se rallier à la cause du Béarnais et passer condamnation sur son apostasie, enfin lorsqu'il fut admis par la papauté que la France ne serait pas espagnole, Philippe, considérant cela comme une véritable compromission avec l'hérésie, fit adresser au Pape les remontrances les plus pressantes par son ambassadeur. Celui-ci devait même donner à entendre au Souverain Pontife que son obstination sur ce point pourrait bien amener la convocation d'un Concile national espagnol et aboutir à le faire déposer...

Le respect d'un Philippe II pour le caractère sacré du prêtre n'allait donc que jusqu'à une certaine limite : il était exempt de tout cagotisme. Mais il faut bien avouer que son humilité chrétienne atteignait à des raffinements qui, aujourd'hui, nous paraissent difficilement compréhensibles. Le Père Jérôme de Sepulveda rapporte, à ce propos, un trait qui est des plus frappants et des plus étranges. C'était au moment où un subside extraordinaire de huit millions, réclamé par le Roi, suscitait dans toute l'Espagne une vive résistance et des protestations d'un caractère inquiétant. Le Roi avait dû céder en partie et accorder au moins divers délais pour le paiement de cette contribution. Alors, comme les coffres de l'État étaient en grande pénurie, Philippe accepta l'offre d'un théatin, un certain Père Bartolomé Sicilia, qui lui proposa d'aller de porte en porte, à travers les villes et les villages, demander l'aumône pour lui. *La charité pour le Roi!*... il accepta cette suprême humiliation. Il sied, d'ailleurs, d'ajouter tout de suite que, du moins au début et en principe, cette aumône n'était qu'une avance consentie par les plus fortunés pour obtenir une diminution sur le chiffre global de l'impôt. Plus tard les collecteurs de cette étrange contribution se laissèrent aller à de tels abus et à de telles fraudes que cela devint un véritable don forcé. Il

n'en est pas moins vrai que, tout d'abord, cela se présenta comme une charité faite au Roi et que Philippe ne repoussa point cet expédient.

Un tel procédé avait sans doute la prétention d'être une habileté politique. Il fut sévèrement jugé par les âmes droites et les esprits positifs. C'est ainsi que Frère Antoine de Villacastin, qui n'y allait jamais par quatre chemins, ne cacha pas son sentiment à l'auteur même de ce beau projet, le Père Bartolomé Sicilia : « Ce théatin, dit Sepulveda, vint à San Lorenzo pour tirer une aumône de nos ouvriers et de nos manœuvres. Et, pour cela, il lui parut que ce serait un excellent moyen de se recommander de Frère Antoine de Villacastin... Il lui parla et le pria de réunir son personnel et de l'exhorter à donner l'aumône au Roi. Frère Antoine lui répondit qu'il allait les convoquer. Et tous deux s'en furent dans le bureau où se fait la paie des ouvriers. Ils s'assoient sur deux chaises et Frère Antoine dit à un contre-maitre qui était avec eux d'appeler les ouvriers et les manœuvres. Cet homme s'en fut les appeler et les deux Pères restèrent seuls. Alors Frère Antoine, profitant d'une si bonne occasion, dit au théatin : « Je ne puis pas le croire!... Ce ne peut être qu'un ennemi de Dieu et du Roi, un ennemi de l'État et surtout du Royaume qui a conseillé au Roi une action pareille et qui le couvre d'une telle infâmie! Que vont dire les Turcs, les Maures, les hérétiques, quand ils l'apprendront? » Le théatin se fit tout petit et ne souffla mot. Déjà il se repentait de sa démarche... et, tout le temps que les hommes mirent à venir, qui fut un bon moment, il n'osa pas lever les yeux de terre et fut aussi muet qu'un mort... Enfin les manœuvres et les ouvriers arrivèrent. Le théatin leur fit son petit discours, un discours bien tourné et, depuis le temps qu'il le faisait, bien étudié. Tous donnèrent ce qu'ils purent et, comme ils étaient nombreux, il tira d'eux une fort belle somme... »

La singulière histoire que voilà! Comme toujours, Frère Antoine avait mille fois raison : de telles pratiques discréditaient le Roi. Celui-ci finit bien par s'en rendre compte et, instruit des exactions auxquelles se livraient le théatin et ses records, il fit interdire ces quêtes scandaleuses. Mais le fait subsiste : Philippe consentit à demander l'aumône à ses sujets. Pour quiconque connaît un peu cette âme si profondément

chrétienne, nul doute qu'il n'ait vu là une belle occasion de s'humilier. En somme, cet argent employé à soutenir les guerres contre les hérétiques était donné à Dieu plus qu'au Roi. Et il pensait sans doute que cette mortification librement acceptée contribuerait à lui mériter la victoire...

MAISON DE PRIÈRE

UNE âme religieuse comme Philippe II ne pouvait se contenter ni des pratiques extérieures du culte, ni même des ordinaires vertus prescrites par la morale chrétienne. Ce qu'il voulait, c'était vivre la vie chrétienne tout entière, la vie ascétique et contemplative des moines, autant du moins que cela était compatible avec ses devoirs de souverain. Comme saint Louis de France, son grand modèle, il était au désespoir de ne pouvoir être absolument un moine.

En temps ordinaire, il assistait, de son oratoire, au moins à une des messes dites par les religieux du couvent, sans parler des autres exercices de piété qu'il lui était loisible de suivre. Il avait sa place au chœur, parmi les moines, tout à fait au bas bout, près d'une petite porte conduisant à ses appartements et par laquelle il pouvait s'échapper sans bruit, quand une affaire d'importance le rappelait à son bureau. Aux veilles de grandes fêtes, il siégeait dans la stalle du prieur, où on lui avait dressé son prie-Dieu, le cierge de cire blanche allumé devant lui, tenant son psautier et ayant à portée de sa main un « pontifical » ou un « cérémonial ». Sans épée ni chapeau, en robe et en bonnet, comme un simple médecin, il disait matines avec les moines. Habituellement, il passait quatre ou cinq heures par jour en oraison et en méditation. Sans être un mystique, il s'adonnait à l'oraison vocale comme à l'oraison mentale, qu'il prolongeait parfois jusqu'à une heure avancée de la nuit. Fréquemment, ses domestiques le surprenaient en larmes, les yeux ardemment fixés sur un crucifix ou prosterné devant une image pieuse. Car il avait au moins ce don des larmes qui fut refusé à un saint Louis. C'est ainsi qu'il faut le voir, agenouillé et pleurant, dans cette cellule qu'il s'était fait aménager tout contre la *Capilla mayor* et qu'on montre aujourd'hui aux visiteurs avec un mobilier de fantaisie :

« Il y avait là, dit le Père de Sigüenza, un bureau et une

tablette à mettre les livres, comme celles que nous avons dans nos cellules, ni de meilleure façon, ni de meilleur bois, avec cela quelques bahuts ou bureaux plus petits. La décoration était des plus simples et des plus nues : on voyait bien que notre fondateur venait là, non pas en Roi, mais en religieux des plus observants. Le plafond tout uni, les murs blanchis à la chaux, le carrelage de briques. Pour ainsi dire, rien à remarquer, tant était grande la modestie du très pieux Roi en tout ce qui servait à sa personne. Frère Antoine, l'*obrero mayor*, lui avait fait faire deux tables à écrire avec un marbre venu des Indes et, sans que le Roi les demandât, il les mit dans sa chambre. Sur les murailles quelques images de dévotion, des peintures représentant Notre Dame. Certains prétendent qu'elles sont l'œuvre du fameux Albert Dürer, comme, par exemple, une fuite en Égypte et peut-être bien une Nativité et une Résurrection, ou encore une petite toile qui représente des oiseaux. L'alcôve où il dormait était pleine, à droite et à gauche, de petites images de saints, de sorte qu'il les apercevait de quelque côté qu'il se tournât... »

Les livres qui chargeaient les tablettes de cette cellule monacale étaient presque tous des ouvrages de haute spiritualité. Les religieux nous en ont conservé la liste. C'étaient tout d'abord les œuvres de sainte Thérèse, en leur première édition de Salamanque datée de 1588. Puis le *Mépris du monde* de Louis de Grenade, les *Exercices spirituels* de Fray Garcia de Cisneros, les œuvres du Bienheureux Jean d'Avila, les œuvres complètes de Louis de Grenade, la *Prairie spirituelle* de Basilio de Sanctoro, l'*Art de servir Dieu*, de Fray Rodrigo de Solis, la *Vie du Christ*, la *Fleur des Saints*, sans parler des missels, rituels, bréviaires et autres livres de dévotion.

Philippe II, sans cesse débordé par les affaires gouvernementales, avait-il le temps de lire beaucoup ? Il semble plus probable que la majeure partie de ses heures libres il les employait à prier. Il nous apparaît surtout comme un homme de prière, un des plus extraordinaires qu'on ait jamais vus. On se rappelle de quelle façon prodigieuse il avait organisé, dans son Escorial, la prière pour les morts : la continuité, l'énormité d'une telle intercession, enfin, redisons-le, cette violence inouïe faite au Ciel à quelque chose de surhumain. Mais il entendait qu'on y priât aussi pour les vivants. Avec ses moines,

il priait pour eux et pour lui-même. Dans cette petite chambre adossée à la Capilla mayor et d'où la vue plongeait sur le maître-autel, où le Saint-Sacrement était souvent exposé, au milieu du silence et des ténèbres nocturnes, il s'abîmait dans des méditations et des oraisons ferventes. Le Saint-Sacrement était son grand conseil. Là, agenouillé devant l'autel, il confiait à Dieu ses soucis de souverain, ses hésitations de justicier, ses scrupules et ses cas de conscience. Pour toutes les grandes entreprises du règne, — la répression des Maures, la révolte des Flandres, l'expédition de l'Armada contre l'Angleterre, l'intervention dans les affaires de France et la lutte contre Henri IV, c'est là qu'il venait prendre ses résolutions suprêmes. Voyant la main de Dieu dans les moindres événements d'une vie humaine, convaincu que Dieu seul peut donner la victoire, il considérait la prière comme l'unique moyen de faire fléchir les circonstances et de maîtriser les destins. Dans les moments critiques, au plus fort de la lutte, il voulait être comme un autre Moïse, les mains levées vers l'Éternel, en un geste d'imploration inlassable, jusqu'à la déroute complète de l'ennemi. Mais ce n'étaient pas seulement quelques lévites qui allaient soutenir ses bras, pendant cette prière obstinée, c'était un peuple tout entier. Tous ses royaumes, il les mobilisait en quelque sorte pour l'assaut du Ciel...

Il faut prendre ces mots au pied de la lettre. A plusieurs reprises, quand la guerre contre l'hérétique ou l'infidèle devenait particulièrement angoissante, Philippe a prétendu imposer à tout son peuple cette oraison collective, continue et pressante, comme le cri obstiné et presque furieux qu'on entend à Lourdes autour de la piscine. Pour l'Armada, cela devint quelque chose de formidable. Pendant tout le printemps et l'été de l'année 1588, il y eut, d'un bout à l'autre de l'Espagne, des manifestations religieuses véritablement inouïes.

A Madrid, pour la Saint-Jean, la Saint-Pierre et Paul, et les autres grandes fêtes de la saison, communion générale des fidèles, accompagnée de processions et de cortèges de disciplinants. Tous les jeudis, dans tous les couvents et toutes les cathédrales du royaume, exposition et grand messe du Saint-Sacrement. D'heure en heure, deux religieux en surplis se tenaient agenouillés sur les degrés du maître-autel, demandant à Dieu la victoire pour l'Armada du Roi catholique. Dans tous

les couvents d'hommes et de femmes, oraison perpétuelle de jour et de nuit, sans interruption, devant le Saint-Sacrement, en dehors des heures consacrées aux offices du chœur. On devait établir un roulement, entre les religieux, de manière que l'oraison ne cessât jamais!... A San Lorenzo, procession tous les jours, et, tous les vendredis, discipline. « Tous les jeudis, écrit le Père de Sepulveda, on exposait le Saint-Sacrement avant la messe et la procession se déroulait à travers les nefs de la basilique. Le Roi y assistait avec son fils, le Prince héritier, et avec l'Infante. Quelquefois, empêché par la goutte, il ne pouvait quitter son appartement. Alors, c'est le Prince héritier qui le remplaçait, tenant un cierge comme les religieux de la maison. Au village de l'Escorial, il y eut aussi des processions; particulièrement une fameuse, à laquelle prirent part une foule de disciplinants portant des cierges et des croix et une image très dévote de la mère de Dieu. Ils montèrent en procession à San Lorenzo, et ce fut un beau spectacle. Le Roi, le Prince héritier et l'Infante se mirent à une fenêtre pour les voir. Il y avait deux files nombreuses d'enfants, les filles d'un côté et les garçons de l'autre, qui se flagellaient. Et immédiatement après venaient les disciplinants qui se mettaient les épaules en sang et beaucoup d'entre eux étaient dans un état pitoyable et couverts de plaies : tout cela pour que Notre Seigneur donnât victoire et bon succès à l'armée catholique. Dans toute l'Espagne, on ne s'occupait que de cela. On ne connaissait plus d'autres fêtes que celles-là : ces supplications pour la victoire!... »

Ainsi l'Espagne tout entière, entraînée par son roi, n'était plus, en ces mois tragiques, qu'une immense maison de prière. Quand l'Armada périt, les étrangers, les protestants surtout, en firent des gorges chaudes. Ils disaient dans leurs pasquins, que l'armée espagnole s'était envolée au Ciel avec ses prières.

Ces manifestations publiques, ces dévotions passionnées et quelque peu théâtrales, Philippe s'y croyait obligé comme souverain. De même aussi, comme adversaire de toutes les hérésies propagées par la Réforme, il se croyait obligé de témoigner pour les reliques des saints une vénération extraordinaire et de leur rendre des honneurs tout particuliers, d'un caractère magnifique et triomphal. Dès les premières années de la construction du monastère, il y eut des fêtes populaires, auxquelles nous avons fait allusion, à l'occasion du transfert de diverses

reliques insignes, notamment celles de saint Jacques et de saint Laurent. Ces fêtes se renouvelèrent, à des intervalles plus ou moins rapprochés, jusqu'à l'achèvement définitif de l'Escorial.

La plus belle, la plus colossale, si l'on peut dire, fut la dernière. Elle eut lieu en 1598, quelques mois avant la mort de Philippe II : ce fut en quelque sorte son testament, son legs suprême à son monastère de San Lorenzo. Une idée très haute, très noble, toujours un peu macabre, comme tout ce qui sortait de la pensée ou de l'imagination de cet homme mélancolique, avait guidé sa démarche. Il voulait sauver de la destruction et de la profanation tout ce qui restait encore de reliques dans les pays envahis ou menacés par les protestants : ainsi l'Espagne et, plus spécialement, l'Escorial deviendrait le dernier refuge des saints. Ce serait l'arche de salut au temps de la grande désolation. N'y avait-il pas là comme une anticipation de l'avenir, une vision prophétique de ce qui peut arriver en nos jours troublés : l'Escorial devenant le suprême abri du Pontife romain chassé par la Révolution des vieilles demeures vaticanes ; l'Espagne *fin des terres*, pointe extrême de l'Europe au milieu de l'Océan, recueillant, à l'abri de ses montagnes, les derniers vestiges de la latinité et de la civilisation occidentale?...

Quoi qu'il en soit, Philippe qui, en toutes choses, voyait grand, voulut que ce transfert des corps saints fût une manière d'apothéose. Après la procession des morts, à laquelle il avait fait assister son peuple, ce serait la procession des saints...

Une commission fut organisée par lui à l'effet de rechercher et de recueillir les reliques en péril dans tous les pays du Nord : en Allemagne, en Pologne, dans les Pays-Bas et en Flandre. Elle était composée de quatre ou cinq personnages d'une fidélité et d'une compétence éprouvées : un religieux augustin très savant, un docteur en droit, pour aplanir les difficultés d'ordre canonique qui pourraient se présenter, un commissaire apostolique désigné à cet effet par le Pape, et enfin un major-dome, ou un économiste pour régler les questions d'intérêt.

Au bout d'une année, les chasseurs de reliques en avaient réuni quatre grandes caisses, qui furent scellées et enveloppées de toile cirée, afin de les préserver de la pluie et de la neige. Et la pieuse cohorte, avec son butin, se mit en marche. Le 30 décembre 1597, ils partaient de Cologne, où on leur avait

suscité des avanies et où ils tremblèrent pour leur trésor. Le 4 janvier suivant, ils étaient à Francfort. De là, à travers la Bavière et le Tyrol, ils s'acheminèrent vers l'Italie. Les ossements sacrés, ayant traversé le Rhin, traversèrent les Alpes, au milieu de mille dangers auxquels leurs conducteurs n'échappèrent qu'à grand peine. Ils firent si bien que le 26 du même mois, ils arrivaient à Milan. A partir de cette étape, leur marche devint véritablement triomphale. Depuis Gênes, où ils s'embarquèrent, jusqu'à Madrid, en passant par Barcelone, ce fut une succession de réjouissances et de solennités religieuses. A Madrid, une immense procession se porta au-devant des corps saints, traversa toute la ville et ne s'arrêta que devant le Palais royal, où un somptueux reposoir avait été dressé. Philippe, immobilisé par la maladie, ne put accompagner la procession, mais il se fit porter devant une fenêtre de ses appartements d'où il assista au passage du cortège et où il reçut la bénédiction du Saint-Sacrement...

Après cela, ce fut, pour lui, la joie de contempler son trésor. Comme lorsqu'il recevait une toile de Titien, mais dans un tout autre sentiment, il tint à être là, lorsqu'on ouvrit les caisses. Il toucha de ses mains les miraculeuses reliques, il les baisa de sa bouche, les vénéra des yeux et du cœur : ce fut son dernier grand bonheur en ce monde. Puis, toujours au désespoir, à cause de ses infirmités, de ne pouvoir les suivre lui-même jusqu'à l'Escorial, il les fit transporter à San Lorenzo, où de riches reliquaires les attendaient et où de nouvelles cérémonies, d'une pompe inusitée, se déroulèrent à travers les cloîtres et les basiliques. Il y eut même, pour commémorer ce grand événement, des concours de poésies lyriques en latin et en castillan. Enfin ce fut une de ces solennités dont les moines gardèrent longtemps le souvenir...

UN PROBLÈME HISTORIQUE

L'INTENTION du Roi était de faire de l'Escorial un lieu de sainteté incomparable. Rome même ne pourrait rivaliser avec l'Escorial pour le nombre des corps saints. Ce serait le plus grand reliquaire du monde entier.

Vivre au milieu des saints, parmi tous ces corps vénérables qui avaient été, de leur vivant, les temples du Saint-Esprit,

Philippe se persuadait que c'était une sûre méthode pour se sanctifier lui-même. Car, à l'imitation de son grand modèle le roi Louis de France, — et surtout pendant ses dernières années, — il s'efforçait vers la sainteté. L'observation scrupuleuse des rites, la pratique de toutes les dévotions prescrites par l'Eglise, cela c'est le premier degré, un degré inférieur de la piété auquel Philippe, dans la ferveur de sa foi religieuse, ne pouvait se tenir. Comme les écrivains mystiques de son temps, dont il avait les livres dans son oratoire, il prétendait « expérimenter » l'objet de sa foi et de son amour, le toucher, comme dit saint Augustin, par un bond de toute son âme et de tout son cœur, *toto ictu cordis*... et enfin, pour reprendre une expression courante de la langue dévote de ce temps-là, « entrer en amitié avec Dieu ». Être près de Dieu, ne pas le quitter, ni le jour, ni la nuit, ce violent amour, cette espèce de faim de Dieu expliquent qu'il ait voulu bâtir sa cellule et dresser son lit tout contre le tabernacle. Les dernières années de sa vie, il les a vécues les yeux fixés sur le Saint-Sacrement.

Tous les jours, la messe de l'aube, qui se disait à son intention, le tirait du sommeil. Quelquefois c'était en pleine nuit, ou le jour pointait à peine : il était quatre heures du matin. Les voix fraîches et candides des enfants du séminaire montaient jusqu'à lui des profondeurs ténébreuses de la basilique. C'était, pour cette âme avide de Dieu, comme un réveil en plein ciel. Il y puisait toute une provision de force et de courage pour les dures tâches de sa journée. Et puis, le soir, sa besogne de souverain accomplie, c'était l'isolement farouche dans l'ombre de la cellule où il s'enfermait, seul devant son crucifix, ce crucifix qu'il tenait de l'Empereur son père et qu'il pressait, à ses derniers moments, contre son cœur et ses lèvres. Une oraison ardente, un colloque passionné, des baisers et des larmes : il ne cessait cette pieuse contemplation que lorsqu'il tombait, vaincu par la fatigue...

Il est peu probable qu'il ait connu les états mystiques d'une sainte Thérèse ou d'un saint Jean de la Croix. Cependant il paraît bien que, sur son lit de mort, quelque temps avant d'expirer, il ait eu une véritable extase. Les prélats qui l'assistaient, l'archevêque de Tolède, Garcia de Loyasa, et son confesseur, Fray Diego de Yépès, en jugèrent ainsi, à voir l'altération singulière de ses traits et, en même temps, l'expression

tendre et comme enivrée de son visage. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il se sentit plus mal, il dit à ceux qui l'entouraient : « Quand mon heure viendra, avertissez-moi, afin qu'à ce moment-là, je sois en conversation avec Dieu et tourné tout entier vers Lui... » *Hablar con Dios*, parler avec Dieu : tel fut le dernier vœu de ce mourant.

Sa mort fut quelque chose d'admirable et d'atroce. Au milieu de souffrances inouïes, dans l'infection et la décomposition effroyable de tout son corps, il sut garder une patience et une sérénité d'esprit presque surhumaines. Aux pires moments, il montra un visage souriant. Lui-même parlait de sa mort comme d'un départ joyeux. Aussi les moines de San Lorenzo, qui le virent mourir avec autant d'humilité que d'héroïsme, ne doutèrent-ils point qu'il ne fût un saint. Assurément, ces bons religieux prodiguent un peu la sainteté : çà et là, dans leurs mémoires et leurs annales, ils nous parlent avec éloge de tel personnage qui s'est laissé aller à commettre tel méfait pendant : à leurs yeux, ce n'en est pas moins un saint. Mais une sainte Thérèse n'a pas de ces indulgences. Or, dans ses lettres, elle appelle Philippe II, « ce saint Roi ». Les plus hautes autorités ecclésiastiques du royaume pensaient évidemment de même. A peine Philippe eut-il rendu le dernier soupir que l'archevêque de Tolède nomma une commission dirigée par le propre chapelain du mort, le licencié Cervera de la Torre, afin de recueillir les exemples de vertu et de piété donnés par le Roi au cours de sa vie. Philippe II, pour ceux qui l'avaient connu, était un personnage édifiant et exemplaire. Et cette enquête, ordonnée par l'archevêque de Tolède, c'était un commencement de canonisation.

Rome se fût-elle prêtée à cette consécration suprême de sa mémoire ? On pourrait le croire, si l'on ajoute foi aux paroles que prête au pape Clément VIII un historien espagnol contemporain : « En consistoire public, écrit Don Pedro Salazar, le 9 du mois d'octobre de l'an 1598, dès qu'on apprit la mort du Roi, le Pape, qui se trouvait alors à Ferrare, prononça que sa vie entière n'avait été qu'une lutte perpétuelle contre les hérétiques et qu'en récompense d'un tel mérite, et aussi de ses héroïques vertus, il croyait que le Roi jouissait de Dieu, et que, sauf les saints canonisés, on ne pouvait le comparer à personne... »

Telles furent la vie et la mort de Philippe II à l'Escorial, — une vie et une mort à tout le moins extraordinaires. Il avait réalisé là ce à quoi il tenait le plus au monde : glorifier Dieu, exalter l'idée de Dieu. Et en même temps, il y avait développé les instincts les plus nobles et les plus élevés de sa nature. Dans ce cadre grandiose et sévère de l'Escorial, il est incontestable que Philippe nous apparaît avec un prestige que nul souverain n'a possédé à un pareil degré. En lui resplendit un type tout à fait supérieur d'humanité.

Comment concilier un type de cette envergure avec le fourbe et le criminel que nous représentent encore beaucoup d'historiens? On me dit à cela : « Nous sommes des monstres : le meilleur et le pire se mêlent constamment en nous. Et les psychologues de nos jours se font un jeu et comme un plaisir de déceler, sous les eaux dormantes des âmes les plus paisibles et, en apparence, les plus inoffensives, les pires pourritures morales et les amorces des plus violentes et des plus hideuses passions... » Cela est bien possible : un empoisonneur et un assassin peuvent, à la rigueur, faire bon ménage avec un dévot. Mais avec un chrétien sincère, profondément religieux, à la conscience dévorée de scrupules et qui se pique, avant tout, d'être un justicier?... Voilà le difficile, lorsqu'on s'occupe du cas de Philippe II. Peut-on admettre qu'avec cette conscience, ce continuel souci du juste et du bien, sans parler de ses autres préoccupations d'un si haut caractère, ce Roi ait été le bas criminel, l'ignoble tyran que l'on dit?...

Faut-il croire qu'une fois sorti de son Escorial, il changeait de nature, au point de devenir un autre homme?... Nous allons le voir à l'œuvre dans une série de circonstances et dans toute une longue affaire où il s'est engagé à fond, avec une obstination et une rigueur qui ressemblent à l'accomplissement d'un devoir : je veux dire cette romanesque et tragique aventure, où sombra la fortune de son secrétaire, Antonio Perez, et qui, exploitée par des adversaires acharnés et sans scrupules, le couvrit d'infamie et même de ridicule aux yeux de toute l'Europe...

LOUIS BERTRAND.

FEMMES D'AUJOURD'HUI

II ⁽¹⁾

INGÉNIEURS

Dix-huit cents mètres carrés d'un terrain vague, agité comme une dune de plis et de mouvements, ceint d'une palissade, boursoufflé de cratères où fume la chaux vive, creusé de flaques en forme de souliers à clous. Là-dedans, une cinquantaine de terrassiers : Parisiens à la ceinture rouge, aux reins fiers, racés jusqu'à la casquette généreuse ; Italiens dorés aux minces poignets d'acier, souples sous le poids du pic ; Mahométans de Biskra au crâne oblong et tondu, le visage verdâtre, les gestes amollis par l'Afrique. Et ces termites humains abattus sur ce chantier le perceraient, le creuseraient, le cribleraient de trous en silence, si la machinerie ne venait à la rescousse en imitant les plus horribles bruits de la nature, tonnerre, avalanche, bourrasque, mascaret. Voici la perforeuse électrique. Un ouvrier parisien l'enlève, trois fois plus lourde que lui ; deux fois plus haute ; il fiche la mèche en terre ; le courant part : alors c'est le vacarme d'un bolide qui passe, du grand rapide sous le tunnel. Voici les tours barbares à pilonner le béton dans les puits, un échafaud de catapulte en madriers grossiers et branlants d'où le pilon tombe sur le pilotis régulièrement avec une apparence, en même temps, d'accident et d'horlogerie. Voici des machines à vapeur de quinze chevaux étiques, boueuses, rouillées, qui grincent et ferraillent. Voici les pompes au halètement infernal pour épuiser l'eau dans les

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} janvier.

puits, commandées par des hommes bleus, comme dans les jouets mécaniques.

Un petit taxi dont le roulement s'est fondu dans ces bruits de cataclysme, s'arrête devant une ouverture de la palissade, et il met à terre une jeune fille en tailleur gris coiffée d'un feutre mou, bottée de cuir assorti, une serviette sous le bras.

Dans cet endroit inhumain où l'unité de mesure est la tonne, où règnent le fer, le feu et les muscles, elle s'aventure, poids-plume.

Aussitôt, les bras qui tournaient les manivelles, les reins ceinturés de rouge qui suivaient la parabole de leurs pioche, les Parisiens qui portaient leur perceuse comme un stylo, les hommes bleus des machines à vapeur, les hommes en combinaison jaune des machines électriques, et ces maîtres du rythme qui actionnent la pompe à bras se sont arrêtés net. Le pilon est resté suspendu dans son échafaud, la machine à forer a éteint son tonnerre. Un grand silence a bourdonné et les visages retournés ont dit ce mot qui sent tout son Paris :

— Tiens, la voilà, la Joconde !

Elle est pour la Société des entreprises de forage. Elle vient pour les pilotis. Elle avait rendez-vous avec l'entrepreneur des ravaux. Il lui a manqué de parole. Elle se trouve toute seule devant la Force. Elle approche, évitant les flaques, posant le bout de son soulier ouvragé, — du 36, — sur les places sèches.

Contre sa frêle personne se dresse le monde le plus infatué de sa supériorité virile, et l'on peut à peu près certifier que la même idée se glisse dans ces cinquante cerveaux : « Elle ne saurait même pas reprendre des chaussettes ! »

Ce qui est faux.

Un vent de 89 soulève l'orgueil sous ces pectoraux conscients. Le contrôle, la critique, le pouvoir, le commandement haïssables ont pris les traits de la créature secondaire. Il y a là une mascarade de l'ordre établi, une comédie, un genre de guignol. Comme, avec ses airs précieux, elle est charmante, on se contente de rire ; et l'ironie de leurs propos accapare tout le dynamisme qui se dépensait, il y a cinq minutes, dans « la terrasse ».

La jeune fille a entendu. Cela lui est égal. Elle appelle cet état d'âme « la résistance des matériaux humains ». Elle vient pour les pilotis, un point, c'est tout. Et elle va droit à la pre-

mière cour où le pilon est demeuré en l'air, tandis que le tube à béton émerge encore du puits de deux mètres au moins.

Elle aborde les ouvriers de la machine :

— Voudriez-vous remettre en marche ? demande-t-elle gentiment.

Eh ! bien, oui, on va remettre en marche pour lui faire plaisir, parce qu'elle a vingt-cinq ans, un joli sourire et ces beaux yeux qui plaisent aux Parisiens.

— Mais, pense le mécanicien, pour ce qui est d'obéir à une femme, macache !

Et malgré tout, on ouvre la vapeur, les chevaux étiés se remettent à tourner, le piston va et vient, les bielles, comme un bras de Sénégalais à la poigne robuste, s'élançant en avant pour actionner le treuil du pilon, là-haut. Il retombe : ses coups de bélier accompagnent l'asthme bruyant de la machine. La jeune fille, sans souci du tintamarre, fait mesurer à la règle géante l'enfoncement du tube à chaque coup. Elle ouvre sa serviette, se reporte à ses calculs, il y a une perte en centimètres. Sa jaquette enlevée, les mains nues, elle retourne à la motrice, l'arrête d'autorité, démonte une bielle.

Autour des quatre planches qui forment l'abri de la machine, dix à quinze terrassiers se sont rassemblés, le coude sur l'outil, pour la regarder travailler. Le genre de leur sourire a changé. Ils hochent la tête, ne disent plus rien, épiluchent ses gestes irréprochables de bonne mécanicienne. Ils essayent un procès. Ils perdent. La « Joconde du chantier » est précise, rapide, sûre d'elle. Et puis, il y a cette serviette bourrée de calculs où, leur travail, elle l'a fait idéalement, avant qu'ils ne se colletent avec la terre, avec cette Seine insidieuse qui vient jusqu'ici mouiller le sous-sol. L'ordre spirituel leur apparaît. Ils s'entre-regardent en clignant de l'œil comme autour d'un enfant prodige...

Les femmes ont été admises pour la première fois à l'École centrale en 1918. Depuis lors, elles s'y sont succédé au nombre de trente-cinq. Elles ne sont que cinq en 1928. Leur nombre annuel se maintient sans augmenter.

Les garçons de cette docte maison furent bien quelque peu surpris la première fois qu'ils virent au cours, à côté d'eux, certaine gamine aux cheveux fous que je croyais jusque-là plus

fêrue de cyclisme que de théorèmes, une amazone de la pédale, parcourant les routes de ma campagne à toute vitesse, faisant corps avec sa roue d'acier, comme une petite Fortune sans ailes. Est-ce que l'altitude où se hausse l'école, vis-à-vis de l'univers, n'était pas rabaissée du fait que des jeunes filles à la mine aussi espiègle que M^{lle} Alice y pouvaient parvenir ?

Il en vint une, puis deux, puis trois. Ces demoiselles travaillaient ferme. Ma jeune amie Alice, sortie de l'École dans les soixante-quinze premiers, malgré ses cheveux fous et ses capricieuses randonnées à bicyclette, a épousé l'un de ses camarades de promotion, ce qui est un fait-divers assez fréquent à l'École centrale. La dot de ces jeunes filles est un parchemin, — papier monnaie qui en vaut bien un autre. Quelquefois ils dorment sans servir dans l'armoire de la mariée.

Alors c'est une prime d'assurance.

Mais, depuis dix ans, quelque chose a changé imperceptiblement dans l'atmosphère de l'École. C'est un je ne sais quoi Des riens : une cravate mieux nouée, les souliers plus reluisants. Une gaité plus civile. Des coquetteries de l'esprit. De la retenue De la tenue. Un grain de cette vertu aimable, la discrétion.

Quand deux ou trois cents garçons se trouvent rassemblés dans une vie commune, c'est une masse humaine. Mais qu'une femme paraisse, c'est une société qui s'organise sur-le-champ.

Érasme a mis dans la bouche de la Folie ce joli discours : « Faites une femme, dis-je à Jupiter, et donnez-la à l'homme pour compagne. Il est vrai que la femme est un animal extravagant et frivole, mais il est aussi agréable et plaisant, et, vivant avec l'homme, elle saura tempérer et adoucir par ses folies son humeur chagrine et bourrue. »

Et voilà comment l'École centrale s'est heureusement ressentie de la venue des femmes dans ses amphithéâtres et ses laboratoires.

QUAND ce grand diable de G... C..., si fameux alpiniste, sortit de l'Institut électrotechnique de Grenoble, il trouva dans cette Société de construction une place d'ingénieur. C'était au temps où la S. A. C. (Société Anonyme de Construction) allait jeter sur la Durance ce petit pont de ciment armé, pareil à un arc bandé pour lancer les trains sur l'autre bord. Il trouva là une douzaine de techniciens qui, en sa qualité de dernier venu,

l'envoyaient à leur place sur les chantiers sans intérêt. Mais quand il revenait au bureau d'études, parmi les têtes des dessinateurs, il voyait des cheveux châtons, tirés sur les tempes, à la Vierge, pour former un magnifique chignon démodé ; il voyait des yeux sans fard, des joues sans poudre, une bouche sans rouge : une jeune fille semblant sortir de l'Exposition de 1900. Cette tête brune ne se relevait pas souvent. G... C... s'informa. On lui dit que c'était M^{me} X, et qu'elle était chargée des calculs pour le pont. Alors la Durance l'intéressa. Il se fit montrer les projets de la construction sur papier bleu. Il les vit en mille lignes blanches, en plan, en coupe et dans l'élévation que d'un coup de crayon lui en fit avec bonne grâce M^{me} X.

Ce pont sans pile suspendu à un mince arceau de ciment dont la corde égalait la largeur de la Durance, cette parabole de béton le sidéra, et il osa en discuter la possibilité. M^{me} X... fut fâchée. Son pont lui était cher. Sous les ordres de l'ingénieur en chef, elle l'avait étudié. L'ingénieur en chef l'avait conçu, mais elle lui avait donné la substance des chiffres, ses dimensions, sa résistance, sa solidité, plus la sécurité des milliers de trains qui passeraient la rivière. Elle refit ses calculs pour ce grand diable de G... C... qui ne l'écoutait pas, qui cherchait à accommoder les deux étrangetés de cette fille, si belle technicienne et si 1900.

Il dit à un ami :

— C'est singulier, elle ressemble à un portrait de ma mère, jeune !

Cette usine se trouve en pleine campagne et les ingénieurs devaient faire popote ensemble. G... C... revoyait donc sans cesse M^{me} X... Comme ils étaient pauvres, tous les deux, ils recouraient aux mêmes économies, sur le dessert, sur le café, et s'en apercevaient en souriant. Au bout de six mois, lui, qui s'était juré de n'épouser qu'une femme munie de ressources personnelles et qui pût continuer de vivre, s'il venait à mourir, la demanda en mariage. Elle aimait les souvenirs d'autrefois, se reporter aux générations précédentes, recommencer les gestes des aïeules. Elle rêvait de ces conserves qu'on fait cuire à l'automne pour l'hiver ; de ces lessives pour lesquelles on opère une mobilisation de femmes ; du blanchissage des rideaux à Pâques ; du calorifère allumé à la Toussaint ; du

camphre dont on saupoudre l'été les vêtements : des plats rituels à certaines fêtes de l'année. Elle témoigna le désir de quitter le bureau d'études en se mariant. Un homme ne contredit pas à une telle exigence...

Pendant qu'ils organisaient leur ménage, on construisait le pont. C'est en amateur qu'elle alla le voir au cours de son voyage de noces. Elle le trouva plus beau que son rêve, dressé comme un arc-en-ciel de lumière blanche sur l'azur, et le tablier suspendu à l'arc-en-ciel, avec ses balustres de ciment, son horizontalité inflexible, architecture aérienne dégagée de toute pesanteur. Et elle frémit un peu, elle qui en connaissait la biologie, la substance comme une chair pétrie de ses chiffres et de ses équations.

Puis elle revint dans sa maison où elle ne s'occupe plus que du linge, de la cuisine, des encaustiques savantes, du poli des cuivres.

C'est quelques semaines plus tard que G... C... me présenta sa femme, et que je fis connaissance avec cet air si calme de madone, ces cheveux tirés sur les tempes, ces joues rougies du seul coup de vent de la rue. Quand je lui demandai si elle ne s'ennuyait pas chez elle à présent, elle me répondit :

— Je suis trop heureuse de diriger ma maison et de n'en jamais sortir.

Cette charmante jeune femme ne m'en voudra certainement pas d'avoir conté ici sa belle histoire, que je dédie aux personnes que ce mot de femme-ingénieur terrifie comme le néologisme le plus inquiétant de l'évolution féminine.

L'INGÉNIEUR MÉCANICIENNE

UNE soirée de juin au Quartier Latin. Ce seul mot dit mille choses que vos sens ajouteront : odeurs de bocks, un peu chauds, d'anis et de cigares, la pente si intelligente du boulevard Saint-Michel aux arbres roussis ; la lumière violette des lampadaires éclairant la promenade des étudiants tchécoslovaques ou siamois, — les Français se trouvant ou au café, ou dans leur chambre de la rue Cujas, de la rue Monsieur-le-Prince, à traduire Lope de Vega ou à évaluer des parallépipèdes.

Près de moi, deux yeux noirs flambent dans la nuit et une

voix intime, secrète, passionnée de femme apôtre ne cesse, durant la lente descente de cette pente latine, sacrée depuis cinq siècles par le pèlerinage des élites du monde, de me chanter le cantique de la Machine :

— La machine est vivante, elle a une respiration, une circulation, une chair sensible, une physionomie qui parle, qui nous émeut, une majesté, comme les animaux nobles allongés dans le désert ou les palais. Une cruauté, comme les rapaces. Une humeur secrète. Une fantaisie. Des antipathies. Un mystère.

« Une machine à vapeur n'est-elle pas plus que de la matière avec sa palpitation, ses mouvements plus onctueux que ceux d'une baigneuse dans l'eau; les gestes de ses membres articulés plus harmonieux que l'épaule d'un fauve en marche? Voyez la bielle, la roue et l'excentrique, — formule créée par l'esprit humain, multiplicateur de la force mécanique dont la machine est animée. Et dites si le fluide même de l'homme créateur ne l'habite pas?

« C'est un règne nouveau, le quatrième, qui s'insère entre l'animal et le végétal, entre les œuvres de Dieu. Et les hommes ne l'ont pas compris. Ils dominent la machine comme un minéral inerte, et quand la machine souffre d'un grain de sable, d'une bielle usée, d'une grande soif d'huile, la réparent en la méprisant. Mais la femme qui témoigne d'un goût tout particulier pour le tangible, le concret, est plus près des applications de la science que de la science pure. Un philosophe l'a dit : « En vertu de ses préoccupations affectives, la femme est toujours dirigée vers la réalisation immédiate et spéciale. » Avez-vous vu jamais une femme démonter et remonter une machine? Rien de plus curieux, elle a des gestes de tendresse, des gestes maternels. C'est que, voyez-vous, elles aiment leur machine, leur sensibilité s'accorde avec celle de la machine. Elles ne blesseront jamais un engrenage, ne bloqueront pas une bielle, ne forceront pas un écrou.

« Et ne me dites pas que la machine est le domaine exclusif de l'homme, qu'elle évoque l'obligation d'un travail de force. Oui, tant que le machinisme n'était pas venu remplacer en partie la main-d'œuvre, tant que l'électricité n'avait pas, de ses contacts tournants, opéré des prodiges, l'industrie demeurait fermée à la main féminine, mais lorsqu'il n'est que de presser

un bouton pour élever à plusieurs mètres, sans effort, un poids de tonnes, une femme peut opérer aussi bien qu'un homme.

« Aussi, parmi les branches de plus en plus nombreuses de la carrière d'ingénieur, c'est l'électromécanique où les femmes peuvent le mieux réussir, parce qu'à cette intuition sentimentale de la machine, elles joignent la délicatesse et la subtilité. N'est-ce pas à cette subtilité de la femme qu'on demande souvent dans les usines d'automobiles et d'aviation d'éprouver, au son, les moteurs? Dans ces chambres infernales où 10, 12 moteurs, à peine sortis de la main qui en assembla les pièces, commencent leur vie trépidante, en proie aux convulsions cadencées des explosions d'essence, pendant six, sept jours sans arrêt, afin que l'essai soit probant, on voit une femme en observation, prêtant l'oreille, vérifiant la régularité des palpitations, la justesse du rythme, pareille à une doctoresse qui ausculterait un cœur.

« Vous les retrouverez encore dans les laboratoires, où l'on procède aux mesures et aux étalonnages d'appareils électriques, dans les fabriques d'appareils de T. S. F. et de téléphone, dans les ateliers de fabrication, de bobinage ou de lampes qui utilisent la main-d'œuvre féminine.

« Et ce n'est pas seulement leurs qualités de patience, de minutie, de ténacité qu'on y apprécie, mais leurs vertus morales.

« Ce rôle de l'ingénieur d'usine est délicat ; il exige beaucoup de tact, de diplomatie envers le personnel. Là encore l'amour de la justice, le sens du travail, le désir de rendre heureux, la compassion, qui sont choses inhérentes à la femme lui assurent une place prépondérante. L'usine n'est-elle pas une grande famille où tout doit vivre en harmonie? La place de la femme ingénieur à l'usine est indispensable, parce qu'elle est l'agent de liaison entre ouvriers, ouvrières, contremaîtres et patrons. Éventuellement, cette organisatrice du travail peut contribuer à l'apaisement des conflits entre ouvriers et patrons. Enfin l'influence, le rayonnement d'une femme dévouée à la tête d'un atelier d'hommes peut décupler son autorité normale.

« J'ajoute que la femme a le génie inventif plus que l'homme. Il paraît qu'elle a inventé presque tous les arts précieux dont nous faisons usage : elle enseigna le moyen de tisser la fibre de lin, de chanvre, de laine. Elle indiqua la façon de plier

l'osier pour la confection des corbeilles, de cuire la terre au soleil.

« Elle inventa les cataplasmes, les onguents, découvrit les herbes médicamenteuses, domestiqua le ver à soie, trouva les couleurs pour teindre. Du jour où l'industrie a passé de la maison à l'usine, la femme n'eut plus l'occasion de s'ingénier comme autrefois. Mais aujourd'hui qu'elle fait partie de l'usine, il n'est pas dit qu'elle ne reprendra pas la place qu'elle occupait.

Ce n'est pas une héroïne de roman, un personnage en quête d'auteur qui, dans cette nuit intellectuelle de juin, me murmurerait à peu près en ces termes sa fantastique théorie. C'était la bien vivante et très remarquable M^{me} Marie-Louise Paris, licenciée ès sciences, ingénieur diplômée de l'Institut électrotechnique de Grenoble, fondatrice de l'Institut électro-mécanique féminin à Paris.

Après avoir travaillé deux ou trois ans dans l'industrie, cette vaillante jeune fille, si sensible et si poétique, ayant connu le contact de cette machine qui l'envoûta, fut frappée de l'amitié qui semble préexister entre cet être d'acier et la femme. C'est sur ce rapport psychologique entre la femme et l'engin mécanique qu'elle fonda l'idée de l'École dont elle est aujourd'hui l'intéressante directrice. La voici provisoirement installée dans un amphithéâtre des Arts et Métiers où, aidée par des professeurs de l'École centrale, elle prépare ses jeunes filles à la conquête du diplôme d'ingénieur que l'État l'autorise à conférer.

Par principe, devant une machine à expliquer, c'est au sentiment de ses élèves qu'elle s'adresse. Elle personnifie la formatrice, fait don d'une âme à la dynamo, humanise le moteur. Ces demoiselles prennent des leçons de poésie sans le savoir. Son enseignement est méthodiquement féminin. « Il ne faut pas, dit-elle, instruire les filles comme les garçons que l'on farcit de lois abstraites avant qu'ils n'aient touché un levier, un moteur, une bobine. Avec la femme, c'est toujours du tangible qu'on doit partir. Mettez-les d'abord à une dynamo, à une turbine. Donnez-leur l'amour de cette vie secrète : éveillez leur curiosité, faites-leur goûter le mystère; puis démontez-leur les pièces détachées; analysez l'organisme qui haletait tout à l'heure, et alors, vous les initierez à des lois déjà à demi suggérées, vous matérialiserez les équations, vous objectiverez

les définitions. Et vous obtiendrez des techniciennes aussi éclairées qu'éprises de leur métier. »

Une première conséquence de ce sentimental enseignement, c'est que les chefs de l'industrie électromécanique, qui ne manquent certainement pas d'ingénieurs, attendent avidement chaque année la promotion des élèves de l'Institut pour leur offrir des places de techniciennes. Sans aller jusqu'à la foi fervente de M^{lle} Paris qui voit un peu grand, quand il s'agit de la femme, et lui attribue par exemple des vertus de justice, d'équité, de commandement, voire le génie d'invention qui ne me paraissent pas choses particulièrement féminines (attendu que l'autorité des « patronnes » est généralement redoutée, et que, jusqu'à nouvel ordre, l'ingéniosité a été le fait de l'homme), ces chefs d'industrie apprécient en elles ce soin affectueux de la machine qui en fait d'excellentes ingénieurs du matériel. Elles en sont un peu comme les sages-femmes très savantes, intuitives, divinatrices, qui joignent à la science du docteur le modeste dévouement de la praticienne et ses humbles exigences pécuniaires.

L'INGÉNIEUR AGRICOLE

LINE, Edith, Marie tenaient une ferme à L. dans le Calvados. Line portait des chapeaux chapeliers et des costumes tailleur. Edith se mettait en toile blanche avec, au cou, une régates noire. Marie s'habillait avec quatre-vingts centimètres de cretonne imprimée de pavots, de pivoines, les bras et les jambes comme Joséphine Baker. Elles ne comptaient guère, à elles trois, plus de soixante années printanières, et vivaient seules dans cette maison de ferme isolée, à mi-côte d'une de ces vallées verdoyantes et rectilignes de la Basse-Normandie où passe toujours un chemin de grande communication.

Elles étaient dévorées de caprices, élevaient des chats siamois dans leur chambre à coucher, avaient un poste de T. S. F. dans la laiterie, faisaient du 120 sur la route de Caen si l'idée leur chantait tout à coup d'aller entendre le soir *Madame Butterfly* au théâtre ou d'avoir le lendemain des pamplemousses à leur premier déjeuner.

Elles n'avaient qu'une domestique, mais quelle cuisinière ! Vieille Parisienne ayant servi dans les villas de Saint-Cloud ou

de Saint-Germain, puisant à la source même la crème d'Isigny, les œufs des poules anglaises, le pur froment, le beurre chair de noisette, un miel olympien, elle en composait à chaque repas des entremets pour ces trois chattes.

Ce soir, elles lisaient Proust jusqu'à minuit en attendant leur tour de baignoire au cabinet de toilette. Elles avaient les ongles faits, le corps oint, le linon le plus fin, les plus derniers romans, les revues les plus internationales, la meilleure cuisine, la plus rapide marque d'auto, les fleurs les plus singulières, tous les raffinements, toutes les délicatesses, toutes les libertés,... sauf celle de quitter cette ferme solitaire où elles passaient leurs journées dans un âpre travail, austères comme trois religieuses généreusement sécularisées.

Cinq cents poules blanches d'Angleterre, sélectionnées, les pattes baguées et chiffrées, se dandinaient mécaniquement dans un pré vert entouré de barrières vernissées. Tous les matins, à six heures en été, à sept en hiver, ou Line, ou Edith, ou Marie, car ces aimables filles si diverses s'interchangeaient à leur fantaisie, descendaient leur composer une pâtée tiède et scientifique.

Je connus Edith, avec sa régale noire et son air de jouer au tennis, fort anxieuse de la naissance d'un petit veau. Ce fait accompli, au bout d'une semaine, on ôta le nourrisson à sa mère dont on ne voulait pas perdre le lait magnifique et les trois sœurs l'adoptèrent. A tour de rôle elles allèrent à l'étable pour l'alimenter d'un doigt trempé dans une bouillie spéciale. Ainsi le petit veau tэта successivement les ongles roses de Line, d'Edith et de Marie.

Marie, que le jeune taureau pie regardait d'un œil torve quand elle passait toute vêtue de tulipes ou de pivoines écarlates, d'où sortaient ses sombres bras, était enragée de politique. Elle réclamait tous les jours le barattage du beurre à l'heure du journal parlé de la tour Eiffel. La mécanique de l'écrémeuse déroulait son mouvement d'horlogerie dans la grande laiterie ripolinée de blanc, où les seaux étamés regorgeaient d'un lait neigeux, où cela crème fraîche et fluide prenait à peine une teinte d'ivoire, où il sentait le beurre à trente francs le kilo, et où un homme absent parlait d'une voix sonore. Marie parfois lâchait la manivelle de la baratte; sa personne ocrée s'encadrait dans la fenêtre verte et elle interpellait :

— Line ! Edith ! le président du Conseil a posé un ultimatum à la Chambre cette nuit à vingt-trois heures. — Edith, Line, le radical-socialiste n'a pas passé à Angoulême, à Pontarlier. — Vous ne savez pas ? Le délégué boche à la Société des nations a déclaré que l'Allemagne voulait bien passer l'éponge...

Et il sortait de ce fatras un beurre d'une chair fine et fondante qui laissait au palais une cascade de goûts d'une fleur de plus en plus fine. Chaque jeudi, ces demoiselles en entassaient les mottles rectangulaires à l'effigie d'un cygne, — leur marque de fabrique, — dans de grands paniers, les couvraient de serviettes blanches comme du pain béni, et le chef de culture arrimait le tout dans l'auto à côté des corbeilles de ces œufs britanniques que dégorgeait chaque jour, à pleines hottes, le pré aux barrières blanches.

A ce moment, il y avait toujours une dispute pour le volant entre les trois sœurs interchangeable. Mais Edith ayant brisé un jour un des leviers, et Marie mené ses sœurs droit au fossé par excès de vitesse, Line, de par l'autorité de son costume tailleur, s'empara généralement de la direction.

A grand tapage de klakson, elles opéraient dans le marché une trouée sensationnelle.

C'était à Montchaux l'Éventé, la foire si fameuse, nourrice de Paris, où viennent pomper tous les intermédiaires pour ce qui concerne les becs fins de la capitale. Parmi les longues blouses bleues repassées comme des surplis, et ces bonnets de broderie si plats et si bas qu'ils écrasent le front des femmes, ces trois filles qui semblaient aux paysans issues d'un journal de modes, débarquaient leur marchandise. Des cultivateurs millionnaires et coiffés de la haute casquette antique, piqués de voir la prospérité des demoiselles de la ville, se divertissaient en catimini de leurs chapeaux brodés, de leurs souliers damasquinés, ou bien leur tournaient d'affreux compliments sur leurs dents, sur leur bonne mine. Mais elles, droites devant leurs paniers de beurre et d'œufs étalés, se bornaient à répondre d'un petit refus cassant aux intermédiaires de Caen ou de Bayeux qui proposaient de raffer leur cargaison entière à trois sous, à deux sous au-dessous du cours. Elles s'avaient même parfois, — attentatoires à l'économie politique, — de faire monter par amusement de cinq sous, de sept sous, parfois de

dix, le taux du marché, rien qu'en réservant une heure durant leur marchandise enviée.

Edith, en s'introduisant pour le retour dans la torpédo, serrait trois ou quatre billets de mille francs dans son petit sac en peau de crocodile, « parce que, disaient ses sœurs, c'est le sien qui ferme le mieux ».

Vers la fin du mois on entendait sortir des exclamations, des protestations du petit bureau vert pomme, au rez-de-chaussée. Leurs trois têtes sur un registre, elles faisaient des comptes. Edith, cachant sa nichée de chats siamois dans son tablier, s'effarait de la note du vétérinaire, de la prime d'assurance, de la facture du Lancashire pour trois coqs à quatre cents francs l'un, des gages de la fille de basse-cour, du prix du grain, des tourteaux, de l'essence, des billets de théâtre et des pamplemousses. Line, consciente des responsabilités encourues, ouvrait avec une sueur froide le coffre-fort, froissait dans ses doigts des billets de banque tels qu'on n'en voit plus qu'à la campagne, fripés, n'en pouvant plus, incapables même d'un cri

— Ça s'équilibre ! s'écriait-elle joyeusement.

— Alors, nous faisons venir le dernier « Conrad » sur Ribes ? demandait Edith.

— Moi, je veux les discours de Poincaré, réclamait Marie.

— Donne-nous plutôt Londres, reprenait Line ; j'ai besoin d'entendre les Sisters Hamilton chanter leurs fox-trots.

Tant pis si vous trouvez un peu folles ces Trois Grâces cultivatrices. Moi, je les juge plus sages que n'importe qui de s'être rendu possibles à elles-mêmes cette réclusion, ce sevrage de toute société, de tout plaisir citadin, de tout commerce de l'esprit, de tout contact avec le monde, de toute agitation divertissante, enfin, ce fameux retour à la terre dont tout le monde parle et que personne ne voudrait entreprendre.

Leur sagesse et leur génie n'auront pas été d'asseoir leurs principales recettes sur les pondeuses d'Angleterre en tirant de ces gallinacées britanniques la plus grosse production d'œufs qu'on eût jamais connue à L. ; ni de faire rendre à leur lait le maximum de crème en menant paître leurs vaches monumentales à même la petite avoine en vert ou le sarrasin en fleur ; mais de fournir à leurs vingt ans avides de quoi tenir avec bonne humeur dans une existence à laquelle ne les prédispo-

saient ni leur éducation, ni leur tempérament. Voilà ce que j'ai trouvé en elles de plus intelligent. La T. S. F. les maintenait en liaison avec la vie ; l'auto leur donnait l'espace. Elles n'étaient privées ni de théâtres, ni de concerts, ni des gourmandises de l'esprit, ni de celles des yeux ni de celles du palais. Loin de prendre les habitudes rudes et dures, toutes trois, sans concessions, du contact de la terre, de la boue, du fumier sauvegardaient précieusement leurs personnes renchérées, tout en travaillant comme quatre dans leur Thébàide.

La formule n'est pas mauvaise. Les grands casuistes catholiques qui s'y connaissent et savent le danger de se trop mortifier, ne prohibent pas une sollicitude affectueuse envers soi-même et qui permette à la guenille de supporter d'autres sévérités. Telles ces religieuses que je sais, soumises à une règle austère, à des laudes nocturnes, à des matines, à des jeûnes, à la macération, et qui se confectionnent, le cas échéant, de fines chatteries, peignent et brodent des merveilles, chantent avec délectation la plus belle musique, traduisent le plus beau latin et cultivent les plus belles fleurs pour la plus adorable chapelle du monde.

Quel tort j'aurais fait à l'agriculture près des jeunes filles cultivées qui rêvent des champs, si j'avais dit : « La femme qui se consacre à la terre doit renoncer à tout plaisir intellectuel, à toute coquetterie, à toute élégance, à tout amusement, à toute délicatesse, à tout ce qui constitue le charme de la vie civilisée. »

Il y a donc des jeunes filles de la société qui se consacrent à la terre ?

De plus en plus, et fortifiées du plus solide enseignement agricole, sachant analyser les engrais, reconnaître les terrains, sélectionner des grains ou des animaux, faire de la médecine vétérinaire, manipuler les couveuses artificielles, diriger un élevage, tenir une comptabilité. De véritables ingénieurs agronomes.

N'est-ce pas l'an dernier qu'une jeune fille est entrée avec le numéro 1 à l'Institut agronomique de Paris, vraisemblablement animée de l'idée d'enseigner un jour à d'autres l'hydrographie ou la chimie agricole ?

de Saint-Germain, puisant à la source même la crème d'Isigny, les œufs des poules anglaises, le pur froment, le beurre chair de noisette, un miel olympien, elle en composait à chaque repas des entremets pour ces trois chattes.

Ce soir, elles lisaient Proust jusqu'à minuit en attendant leur tour de baignoire au cabinet de toilette. Elles avaient les ongles faits, le corps oint, le linon le plus fin, les plus derniers romans, les revues les plus internationales, la meilleure cuisine, la plus rapide marque d'auto, les fleurs les plus singulières, tous les raffinements, toutes les délicatesses, toutes les libertés,... sauf celle de quitter cette ferme solitaire où elles passaient leurs journées dans un âpre travail, austères comme trois religieuses généreusement sécularisées.

Cinq cents poules blanches d'Angleterre, sélectionnées, les pattes baguées et chiffrées, se dandinaient mécaniquement dans un pré vert entouré de barrières vernissées. Tous les matins, à six heures en été, à sept en hiver, ou Line, ou Edith, ou Marie, car ces aimables filles si diverses s'interchangeaient à leur fantaisie, descendaient leur composer une pâtée tiède et scientifique.

Je connus Edith, avec sa régates noire et son air de jouer au tennis, fort anxieuse de la naissance d'un petit veau. Ce fait accompli, au bout d'une semaine, on ôta le nourrisson à sa mère dont on ne voulait pas perdre le lait magnifique et les trois sœurs l'adoptèrent. A tour de rôle elles allèrent à l'étable pour l'alimenter d'un doigt trempé dans une bouillie spéciale. Ainsi le petit veau teta successivement les ongles roses de Line, d'Edith et de Marie.

Marie, que le jeune taureau pie regardait d'un œil torve quand elle passait toute vêtue de tulipes ou de pivoinés écarlates, d'où sortaient ses sombres bras, était enragée de politique. Elle réclamait tous les jours le barattage du beurre à l'heure du journal parlé de la tour Eiffel. La mécanique de l'écrémeuse déroulait son mouvement d'horlogerie dans la grande laiterie ripolinée de blanc, où les seaux étamés regorgeaient d'un lait neigeux, où cela crème fraîche et fluide prenait à peine une teinte d'ivoire, où il sentait le beurre à trente francs le kilo, et où un homme absent parlait d'une voix sonore. Marie parfois lâchait la manivelle de la baratte; sa personne ocrée s'encadrait dans la fenêtre verte et elle interpellait :

— Line! Edith! le président du Conseil a posé un ultimatum à la Chambre cette nuit à vingt-trois heures. — Edith, Line, le radical-socialiste n'a pas passé à Angoulême, à Pontarlier. — Vous ne savez pas? Le délégué boche à la Société des nations a déclaré que l'Allemagne voulait bien passer l'éponge...

Et il sortait de ce fatras un beurre d'une chair fine et fondante qui laissait au palais une cascade de goûts d'une fleur de plus en plus fine. Chaque jeudi, ces demoiselles entassaient les mottles rectangulaires à l'effigie d'un cygne, — leur marque de fabrique, — dans de grands paniers, les couvraient de serviettes blanches comme du pain béni, et le chef de culture arrimait le tout dans l'auto à côté des corbeilles de ces œufs britanniques que dégorgeait chaque jour, à pleines hottes, le pré aux barrières blanches.

A ce moment, il y avait toujours une dispute pour le volant entre les trois sœurs interchangeable. Mais Edith ayant brisé un jour un des leviers, et Marie mené ses sœurs droit au fossé par excès de vitesse, Line, de par l'autorité de son costume tailleur, s'emparait généralement de la direction.

A grand tapage de klakson, elles opéraient dans le marché une trouée sensationnelle.

C'était à Montchaux l'Éventé, la foire si fameuse, nourrice de Paris, où viennent pomper tous les intermédiaires pour ce qui concerne les becs fins de la capitale. Parmi les longues blouses bleues repassées comme des surplis, et ces bonnets de broderie si plats et si bas qu'ils écrasent le front des femmes, ces trois filles qui semblaient aux paysans issues d'un journal de modes, débarquaient leur marchandise. Des cultivateurs millionnaires et coiffés de la haute casquette antique, piqués de voir la prospérité des demoiselles de la ville, se divertissaient en catimini de leurs chapeaux brodés, de leurs souliers damasquinés, ou bien leur tournaient d'affreux compliments sur leurs dents, sur leur bonne mine. Mais elles, droites devant leurs paniers de beurre et d'œufs étalés, se bornaient à répondre d'un petit refus cassant aux intermédiaires de Caen ou de Bayeux qui proposaient de raffer leur cargaison entière à trois sous, à deux sous au-dessous du cours. Elles s'avisait même parfois, — attentatoires à l'économie politique, — de faire monter par amusement de cinq sous, de sept sous, parfois de

dix, le taux du marché, rien qu'en réservant une heure durant leur marchandise enviée.

Edith, en s'introduisant pour le retour dans la torpédo, serrait trois ou quatre billets de mille francs dans son petit sac en peau de crocodile, « parce que, disaient ses sœurs, c'est le sien qui ferme le mieux ».

Vers la fin du mois on entendait sortir des exclamations, des protestations du petit bureau vert pomme, au rez-de-chaussée. Leurs trois têtes sur un registre, elles faisaient des comptes. Edith, cachant sa nichée de chats siamois dans son tablier, s'effarait de la note du vétérinaire, de la prime d'assurance, de la facture du Lancashire pour trois coqs à quatre cents francs l'un, des gages de la fille de basse-cour, du prix du grain, des tourteaux, de l'essence, des billets de théâtre et des pamplemousses. Line, consciente des responsabilités encourues, ouvrait avec une sueur froide le coffre-fort, froissait dans ses doigts des billets de banque tels qu'on n'en voit plus qu'à la campagne, fripés, n'en pouvant plus, incapables même d'un cri

— Ça s'équilibre ! s'écriait-elle joyeusement.

— Alors, nous faisons venir le dernier « Conrad » sur Ribes ? demandait Edith.

— Moi, je veux les discours de Poincaré, réclamait Marie.

— Donne-nous plutôt Londres, reprenait Line ; j'ai besoin d'entendre les Sisters Hamilton chanter leurs fox-trots.

Tant pis si vous trouvez un peu folles ces Trois Grâces cultivatrices. Moi, je les juge plus sages que n'importe qui de s'être rendu possibles à elles-mêmes cette réclusion, ce sevrage de toute société, de tout plaisir citadin, de tout commerce de l'esprit, de tout contact avec le monde, de toute agitation divertissante, enfin, ce fameux retour à la terre dont tout le monde parle et que personne ne voudrait entreprendre.

Leur sapience et leur génie n'auront pas été d'asseoir leurs principales recettes sur les pondeuses d'Angleterre en tirant de ces gallinacées britanniques la plus grosse production d'œufs qu'on eût jamais connue à L. ; ni de faire rendre à leur lait le maximum de crème en menant paître leurs vaches monumentales à même la petite avoine en vert ou le sarrasin en fleur ; mais de fournir à leurs vingt ans avides de quoi tenir avec bonne humeur dans une existence à laquelle ne les prédispo-

saient ni leur éducation, ni leur tempérament. Voilà ce que j'ai trouvé en elles de plus intelligent. La T. S. F. les maintenait en liaison avec la vie ; l'auto leur donnait l'espace. Elles n'étaient privées ni de théâtres, ni de concerts, ni des gourmandises de l'esprit, ni de celles des yeux ni de celles du palais. Loin de prendre les habitudes rudes et dures, toutes trois, sans concessions, du contact de la terre, de la boue, du fumier sauvegardaient précieusement leurs personnes renchérées, tout en travaillant comme quatre dans leur Thébaïde.

La formule n'est pas mauvaise. Les grands casuistes catholiques qui s'y connaissent et savent le danger de se trop mortifier, ne prohibent pas une sollicitude affectueuse envers soi-même et qui permette à la guenille de supporter d'autres sévérités. Telles ces religieuses que je sais, soumises à une règle austère, à des laudes nocturnes, à des matines, à des jeûnes, à la macération, et qui se confectionnent, le cas échéant, de fines chatteries, peignent et brodent des merveilles, chantent avec délectation la plus belle musique, traduisent le plus beau latin et cultivent les plus belles fleurs pour la plus adorable chapelle du monde.

Quel tort j'aurais fait à l'agriculture près des jeunes filles cultivées qui rêvent des champs, si j'avais dit : « La femme qui se consacre à la terre doit renoncer à tout plaisir intellectuel, à toute coquetterie, à toute élégance, à tout amusement, à toute délicatesse, à tout ce qui constitue le charme de la vie civilisée. »

Il y a donc des jeunes filles de la société qui se consacrent à la terre ?

De plus en plus, et fortifiées du plus solide enseignement agricole, sachant analyser les engrais, reconnaître les terrains, sélectionner des grains ou des animaux, faire de la médecine vétérinaire, manipuler les couveuses artificielles, diriger un élevage, tenir une comptabilité. De véritables ingénieurs agronomes.

N'est-ce pas l'an dernier qu'une jeune fille est entrée avec le numéro 1 à l'Institut agronomique de Paris, vraisemblablement animée de l'idée d'enseigner un jour à d'autres l'hydrographie ou la chimie agricole ?

Voici à Bellevue, dans la vallée de Chevreuse, l'École d'agriculture pour jeunes filles du monde, fondée et dirigée par M^{me} Thome. Un château Louis XIII converti en Institut de fermières dans le plus spirituel paysage, le plus inspiré, le plus frémissant encore du grand siècle, et là-dedans des filles de l'aristocratie en uniforme de toile rose qui font alterner avec les cours d'agronomie abstraite l'art de charger galamment une charrette de fumier.

Leurs aieules du xvii^e lanceraient les plus pittoresques exclamations de les voir dans cet équipage, non contentes du divertissement bucolique de traire les vaches qui, à tout prendre, fut embelli par les peintres, les poètes, et qui a tenté des mains royales, mais obligées chaque matin de nettoyer les étables, les écuries, de harnacher les chevaux de labour, de les conduire aux champs, d'atteler la charrue, le brabant ou la herse, et, cramponnées au manche de l'instrument, de tracer un sillon droit.

Ces jeunes filles aux reins forts, aux bras musclés, dont le pied semble mordre dans la terre quand vous les voyez arc-boutées à la charrue ou chargées de ces seaux de lait qui donnent aux femmes un port altier et un noble mouvement de la hanche, n'ont peut-être rien de l'idéal poudré de leurs devancières en ce château. Elles peuvent s'écarter du type de la dame. Elles ne dérogent pas aux lois de la nature et de la beauté qui n'ont jamais interdit qu'une femme eût les épaules robustes, un tantinet de biceps, les hanches rondes, les reins flexibles et des jambes de chasseresse.

Et si, d'aventure, en vacances, ou retournées chez leurs parents, vous retrouvez ces jeunes filles à tel bal, à tel thé dansant, vous ne les distinguerez pas des autres, si ce n'est à plus de santé, à plus de certitudes, à leurs belles mains de Cérès plaquées sur l'habit noir du danseur, aux balancements plus souples de leurs tangos, aux réflexes plus prompts de leurs shimmeys, à leur rire net, à la franchise de leur coquetterie, à cette vérité que donne la Force.

Ce mélange des grandes possibilités physiques, dont sont douées les paysannes, avec une haute culture morale et intellectuelle, produit des résultats qui ressemblent sensiblement à l'accomplissement de la femme. Ce ne fut jamais une qualité

pour elle, tout au plus un charme benêt aux yeux de certains hommes, d'être craintives, incertaines, incapables et embarrassées. Les travaux agricoles ont vite fait d'armer les filles à toute éventualité.

Au château de Bellevue, une nuit, lors des derniers étés très secs, le feu prend dans les greniers à fourrage. Les maîtresses se rendent compte d'où part la fumée. Grand branle-bas. Toutes les jeunes filles hors du lit. On téléphone aux pompiers de la ville la plus voisine et l'on fait descendre dans les cours toutes les élèves de l'établissement qui comprend, outre les jeunes filles du monde, un orphelinat où sont préparées d'excellentes filles de culture ou servantes de ferme. Ces orphelines n'ont pas plus tôt aperçu la fumée lourde sortant des toits, qu'on les voit prendre à travers les champs une course affolée, cependant que les élèves de l'École commencent par filer droit aux étables et aux écuries voisines du sinistre pour en faire sortir les animaux et les garer.

Ces bergères, vous le voyez, possédaient une belle pratique de leurs bêtes et savaient les manier, car ne tire pas qui veut, en pleine nuit, de leurs box pleins de paille cent vaches endormies.

Cependant le foin brûle toujours et nous ne sommes qu'au début de l'histoire. Les pompiers eux aussi dormaient, avec plus de dignité, mais non moins de profondeur. Les ôter à leur lit ne peut être l'affaire d'un instant ; les coups de téléphone se multiplient. Mais le foin encore dans sa fraîcheur fait sentir une fumée de plus en plus âcre. Et voilà ces demoiselles se concertant, car l'on a déjà aperçu des coulevres de feu se glissant sous les corniches des toits voisins. Chaussées de leurs bottes, leur sarrau rose noué à la taille, les mains aux hanches, elles décident :

— Nous n'allons pas attendre les pompiers.

Deux d'entre elles courent à la lance d'arrosage du potager, et par une échelle se juchent sur un toit menacé et dirigent un jet modeste, mais continu, sur la partie du bâtiment déjà échauffée, le refroidissent, l'inondent, puis, s'avancent vers le foyer et l'attaquent.

Mais déjà une chaîne des dames s'est organisée, des seaux passent de main en main, l'eau circule et incessamment vient fouetter la façade en combustion.

La suie, la fumée, l'eau, la boue, le danger, rien ne les trouble. Ombres d'amazones défendant parmi les ténèbres leur petite cité, elles risquent le froid, les flammèches, l'écroulement d'un pan de mur, et seules, leurs directrices tremblent, sidérées et orgueilleuses, devant tant de détermination et de bravoure.

Au bout d'une heure, on vit des casques luire dans la nuit; on entendit la trompe à deux notes d'une auto impérieuse; mais de jeunes voix accueillirent le tout :

— Messieurs les pompiers, tout est éteint.

Ce qu'elles deviennent?

Peut-être héritières d'un nom très lourd, mais d'une « terre qui meurt », leurs frères dans l'armée ou les ambassades, sans dot, le château se lézardant, au lieu de recourir à un régisseur onéreux et inconnu, elles prennent en mains l'exploitation infécondé.

Ce n'est plus ici la châtelaine que l'on trompe sur la récolte, sur les veaux, sur les fruits que l'on vole, sur les machines agricoles, à qui l'on en fait accroire sur les foin, mais le chet qui peut exiger, car il sait.

Ces machines, c'est elle qui va les acheter, seule, à la manufacture. Les céréales, c'est elle qui en choisit l'espèce parmi les échantillons du courtier. C'est elle qui arpente les champs, délimite les cultures, ordonne les emblavures, dépiste les terres en friche, ne laisse de repos à aucun journal de terre, presse le sol de payer toutes ses redevances. Elle connaît les bœufs, les chevaux, les poules. Elle envoie vendre les bêtes à la foire, mais elle va elle-même quérir ses poulinières ou ses vaches de race aux pays d'origine. Et toutes ces choses, ce sont ses doigts alourdis de pierreries héréditaires qui en tiennent registre sur un livre de comptabilité commerciale en partie double, où aucun gérant infidèle ne fourre son nez.

Parfois, c'est dans les terres de son mari qu'elle exercera sa technique. Et alors, quelle fortune elle lui apportera en même temps que sa main vide, peut-être !

Certaines des élèves de Bellevue se sont mises à la tête de fermes abandonnées comme il en est tant dans le sud-ouest de la France, où l'on m'a cité telle jeune fille qui, dans le Gers ou la Dordogne, a fait une exploitation prospère d'un domaine demeuré depuis des années improductif.

LES écoles d'agriculture pour les femmes sont en passe de développement. Voici l'Institut d'Économie fermière dépendant de l'Institut agricole de l'Université de Toulouse. Voici l'École ménagère et agricole de jeunes filles de Saint-Pierre de Vaneline-Doubs. Voici l'École agricole de Londignière-Seine-Inférieure, voici la ferme école des Andelys-Eure; celle de Fayence-Var; l'École ménagère agricole de Sainte-Philomène à Angers. A mesure que les classes inférieures se détachent de la terre, les intellectuels s'en rapprochent. Beaucoup de jeunes filles de la bourgeoisie, forcées de gagner leur pain, sont attirées par la nature, le jeu des saisons, l'asservissement des forces végétales, la collaboration avec le sol. Plus prudentes, plus raisonnables, plus circonspectes, plus réfléchies, plus ordonnées que certains jeunes bourgeois brouillons devenus cultivateurs pour échapper aux études abstraites ou aux humanités inaccessibles, moins avides surtout de gros gains hâtifs, elles sont très capables de faire, même citadines nées, des cultivatrices moyennes, peut-être même davantage, à condition que leur préparation ait été suffisamment longue et pratique et qu'elles sachent, comme Line, Édith et Marie, ne pas couper les ponts entre leur campagne solitaire et la vie civilisée.

COLETTE YVER.

(A suivre.)

LA FRANCE SUR LE RHIN

III⁽¹⁾

LA LEÇON DU PRÉSENT

LES RELATIONS ENTRE ALLIÉS

Le caractère interallié de l'occupation et les débats politiques qui ont présidé à l'institution de la Haute-Commission n'allaient pas sans compliquer le jeu de ses rouages.

Une administration interalliée est en effet une lourde machine, au maniement délicat. Qu'il s'agisse de détails administratifs, — nomination d'un concierge, règlement des heures d'ouverture des bureaux, — ou d'affaires importantes, c'est à des comités tripartites (comportant en outre, au début, un observateur américain) qu'il appartiendra de se prononcer. On devine ce qui a pu se produire, lorsque des crises graves mirent aux prises les politiques respectives des Puissances occupantes et que des événements graves réclamaient des solutions d'urgence.

Il apparut, dès l'abord, qu'une règle s'imposait en toute circonstance dans les relations entre alliés : celle d'une loyauté absolue, qui est, sans doute, la plus sûre des diplomaties. Il est à l'honneur des Hauts-Commissaires et des Commandants en chef des armées alliées que, depuis dix années, et malgré bien des traverses, la sûreté et la loyauté de leurs relations personnelles aient permis de maintenir, sur le Rhin, intacte la politique d'entente, intacte l'amitié américaine, intact l'accord interallié.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1^{er} janvier

C'est que les représentants des gouvernements alliés en Rhénanie se sont toujours attachés à comprendre, à « réaliser » le point de vue du voisin, et à rechercher les solutions d'accord, avec le souci, non seulement de régler les difficultés du jour, mais encore de réserver les possibilités lointaines ou les nécessités politiques de l'avenir.

Le soin apporté par les Puissances au choix de leurs mandataires sur le Rhin est à l'origine de ces résultats. Aux côtés du Haut-Commissaire de France, président de droit de la Haute-Commission, la Belgique fut représentée par le baron Rolin-Jacquemyns, après le départ du sénateur Digneffe, délégué pour la période d'armistice. Jurisconsulte éminent dont l'opinion fait autorité en matière de droit international, ancien secrétaire de la Conférence de la Paix, le baron Rolin-Jacquemyns devait, par sa longue expérience, sa haute conscience, son caractère à la fois ferme et pondéré, rendre à la Haute-Commission de précieux services. Il résigna ses fonctions au mois de juillet 1923, appelé par la confiance du Roi à participer, comme ministre de l'Intérieur, au gouvernement de son pays. Il a été heureusement remplacé par M. Forthomme, diplomate de carrière et homme d'État, ancien ministre de la Défense nationale de Belgique.

Après la période d'armistice, la Grande-Bretagne continua d'être représentée en Rhénanie par sir Harold Stuart, puis par son adjoint, M. Robertson, qui dut aux qualités de son caractère, à son esprit fin et cultivé d'être appelé peu après aux fonctions d'ambassadeur au Brésil. Son successeur, lord Kilmarnock, earl of Erroll, haut-connétable héréditaire d'Écosse, pair du Royaume-Uni, décédé en février 1928 dans l'exercice de ses fonctions, a laissé le souvenir d'un grand seigneur et d'un diplomate d'une parfaite loyauté. Lorsqu'au cours des sanctions de 1923, la politique britannique s'écarta de celle des gouvernements français et belge, il sut, par son action discrète et efficace, tout en respectant les instructions de son gouvernement, rechercher les solutions compatibles avec les intérêts confiés à ses collègues alliés, et permit ainsi à la Haute-Commission de surmonter, sans dommages irréparables pour l'avenir, la redoutable crise politique. Sa succession a été confiée à M. Seeds, également diplomate de carrière, actuellement en fonctions.

Les liens d'estime et d'amitié qui ont uni les Hauts-Commissaires des Puissances alliées ont caractérisé également leurs relations avec les chefs militaires de l'occupation, contrairement à ce que les négociateurs du Statut rhénan auraient pu sans doute redouter (si certains ne l'ont pas quelque peu souhaité...), en instituant, au-dessus du commandement militaire, un organisme civil. Les généraux commandant en chef, le général Degoutte d'abord, puis le général Guillaumat, n'ont cessé d'entretenir avec les Hauts-Commissaires alliés les rapports les plus confiants. L'un et l'autre ne participent-ils pas, d'ailleurs, de cette illustre lignée de grands soldats qui, dans tous les temps et sous tous les régimes, ont honoré la France en la servant non seulement sur les champs de bataille, mais aussi dans les tâches de diplomatie, d'administration et de politique, qui leur ont été confiées dans toutes les parties du monde? L'un et l'autre, avant la guerre, avaient affirmé dans l'œuvre coloniale l'indépendance de leur caractère, le libéralisme et la générosité de leurs tendances personnelles.

Laissant de côté l'exposé des difficultés qui furent heureusement surmontées pour le maintien de l'entente britannique lors des événements de la Ruhr, nonobstant la politique divergente des Puissances occupantes, nous nous bornerons à quelques exemples touchant la zone américaine.

L'occupation américaine. — La non-ratification par les États-Unis du Traité de paix et de l'Arrangement rhénan avait placé le corps d'occupation américain dans une situation particulière à l'égard du statut de l'occupation. La Haute-Commission, en effet, qui tenait tous ses pouvoirs des textes que les États-Unis n'avaient pas ratifiés, ne pouvait, par suite, les exercer dans la zone américaine. La situation était d'autant plus paradoxale que le siège de la Haute-Commission avait été, sur l'invitation même du représentant des États-Unis, fixé à Coblençe, quartier général de l'armée américaine, et que la Haute-Commission risquait ainsi de ne pouvoir faire appliquer ses ordonnances dans le secteur même où elle siégeait.

La question fit, dès l'entrée en fonctions de la Haute-Commission (janvier 1920), l'objet de négociations délicates à Coblençe, entre le président de la Haute-Commission et ses collègues alliés, et les représentants américains. Dès ce moment,

apparut la difficulté de concilier les concepts juridiques, si éloignés les uns des autres, des diverses nations occupantes. Les juristes attachés à l'armée américaine, consultés, firent connaître leurs scrupules. Ils soutenaient que le commandant américain ne pouvait renoncer aux prérogatives que lui conférait l'état de siège, les États-Unis se trouvant toujours, sous le régime de l'armistice, légalement en guerre avec l'Allemagne.

Le Président de la Haute-Commission proposa alors de décider que les ordonnances de la Haute-Commission seraient promulguées en zone américaine dans leur texte même, sous forme d'arrêtés du général commandant en chef l'armée des États-Unis. Ce régime exceptionnel devait fonctionner sans heurts jusqu'à la fin de l'occupation américaine (1).

À la vérité, il en résulta parfois quelque infériorité pour les intérêts britanniques, et surtout belges et français, lorsque se produisirent certains incidents inhérents à toute occupation. En effet, les incidents survenant entre la population et les troupes américaines étaient discrètement réglés dans une Commission dite « d'Armistice » dont les Alliés ne faisaient pas partie, alors que le représentant américain avait été admis à siéger à la Haute-Commission, à titre officieux, et se trouvait ainsi avoir à connaître des incidents survenus dans les autres zones. Or, les autorités et la presse allemandes, si conciliantes et si discrètes quand les troupes américaines étaient en cause, ne laissaient passer aucun incident imputable aux troupes françaises ou belges sans le porter devant la Haute-Commission et l'exploiter largement pour les besoins d'une propagande malveillante.

Dans la pratique, toutes les difficultés qu'aurait pu faire naître la situation exceptionnelle et un peu privilégiée de l'armée américaine se trouvèrent écartées grâce à la parfaite loyauté des représentants des États-Unis.

Animé d'un idéal pacifique élevé, ami personnel du président Wilson et homme d'extrême bonne foi, le commissaire américain, M. Noyes (2), ne tarda pas à se lier d'amitié avec

(1) Cette solution fut facilitée dans la pratique par le concours de l'éminent juriste de l'armée américaine, M. Davis.

(2) M. Noyes, comme beaucoup d'Américains, dont la jeunesse s'emploie d'abord à édifier leur fortune, s'est attaché dans son âge mûr à cultiver les dons de son esprit. Dans un livre récent, *Le Géant blême, Histoire d'hier et de demain*,

ses collègues, particulièrement avec le Haut-Commissaire de France. Sans doute ses idées sur l'occupation, dans laquelle il voyait une source de difficultés préjudiciables au rapprochement de la France et de l'Allemagne, n'allaient pas sans contrarier sur bien des points la doctrine française. Mais, après avoir abandonné ses fonctions, par suite de l'échec de la politique wilsonienne, il eut le rare courage de déclarer publiquement aux États-Unis que l'occupation de la Ruhr, qu'il regrettait par ailleurs, et la politique suivie dans cette circonstance par la France, n'étaient que la conséquence logique et justifiée de la défaillance américaine dans la ratification de l'accord tripartite qui portait la signature du président Wilson.

L'armée américaine quitta la Rhénanie au mois de février 1923. On a dit inexactement que l'occupation de la Ruhr avait été la cause de son départ. En réalité, les effectifs américains avaient été déjà progressivement réduits, et il faut rechercher la raison véritable de leur retrait définitif dans l'échec de la politique wilsonienne aux États-Unis. Le départ du commissaire américain, M. Noyes, déjà survenu le 2 juin 1920, lors de la signature du traité de paix séparé avec l'Allemagne, avait été la première manifestation de la volonté des États-Unis de se retirer de la politique européenne.

Au cours des mois qui précédèrent le départ définitif des forces américaines, les autorités alliées, et particulièrement les autorités françaises, s'attachèrent amicalement à sauvegarder le prestige américain dans la zone qui avait été attribuée aux États-Unis dès l'armistice. Le général Degoutte, à mesure que les relèves diminuaient l'effectif de l'armée américaine, remplaçait les troupes rapatriées par des unités françaises. Celles-ci furent, par un geste de haute courtoisie et de camaraderie militaire, placées sous les ordres directs du général Allen. Ainsi, jusqu'au bout, le commandement américain exerça sur le Rhin un rôle actif, digne de la grande nation qui avait combattu à nos côtés.

Le commandant en chef et son état-major demeurèrent à Coblenz jusqu'au départ des dernières unités. Le jour ultime, toutes les troupes françaises qui relevaient la garnison améri-

sorte de conte romantique tout inspiré d'un pacifisme sincère, M. Noyes a utilisé, sous une forme voilée et qui ne manque pas d'attrait, ses souvenirs personnels sur la Conférence de la paix.

caine prirent les armes pour rendre un honneur suprême à leurs camarades de combat. Sur la plus haute terrasse d'Ehrenbreitstein, l'immense drapeau américain que tant de citoyens des États-Unis étaient venus saluer sur le Rhin, allait être amené solennellement. Les Hauts-Commissaires alliés et les généraux en chef étaient présents; des détachements français et américains, face à face, rendaient les honneurs.

L'immense bannière étoilée, lourde comme une voile de navire, descendit lentement, recueillie sur les bras athlétiques de vingt pionniers qui avaient peine à s'en saisir, tandis qu'aux derniers accords de l'hymne américain, montait le drapeau tricolore. Une émotion poignante étreignait les assistants à la pensée que venait de se clore l'un des plus nobles et glorieux chapitres de l'histoire du peuple américain.

LES RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS ALLEMANDES

Lors de leur entrée en Rhénanie, à l'armistice, les autorités alliées étaient fondées à se demander quel gouvernement représentaient les fonctionnaires demeurés à leur poste, — de même que le maréchal Foch, recevant dans le wagon de Rethondes les parlementaires ennemis, leur avait demandé qui ils étaient et au nom de qui ils parlaient.

Il eût été légitime, puisque les Puissances alliées avaient solennellement déclaré qu'elles ne consentiraient pas à traiter avec les Hohenzollern et les autres maisons royales de l'Allemagne, que nos représentants en Rhénanie se refusassent à entrer en contact avec les serviteurs de l'ancien régime.

Soucieuses de sauvegarder les intérêts des populations et de ne pas contrarier la marche régulière des affaires publiques, les armées alliées se bornèrent à exiger, indistinctement, des divers personnels administratifs en fonctions, une collaboration qu'elles espéraient loyale.

Cette attitude témoignait d'une bienveillance et d'une confiance d'autant plus remarquables que la Révolution allemande est la seule dans l'histoire qui se soit gardée avec soin de changer les fonctionnaires investis par le régime déchu de la représentation directe de l'autorité publique. Ce n'est que beaucoup plus tard que quelques déplacements, fort bénins, sont intervenus; on ne saurait s'étonner que, dans ces condi-

tions, la consolidation du régime républicain ait été en Allemagne fort lente et malaisée.

Le pouvoir central avait, il est vrai, des raisons particulières et traditionnelles pour ne pas procéder, dans les territoires occupés, à ce qu'on appelle en France l'« épuration », après un changement de régime. La longue histoire de l'emprise prussienne et bavaroise sur le Rhin se résume, en effet, en l'organisation de cette armature particulièrement forte, destinée à maintenir dans l'obédience de la Prusse et de la Bavière des populations qui, historiquement, économiquement et ethniquement, sont sans relations avec les Gouvernements lointains dont elles relèvent. Ce corps de fonctionnaires maintient jalousement le peuple rhénan dans le rite de l'obéissance et dans l'exclusion des fonctions publiques dont il conserve le privilège.

Une telle situation n'était pas pour faciliter la tâche des autorités d'occupation, d'autant que l'attitude des autorités allemandes allait être bien différente de celle observée en 1871 par les fonctionnaires français, conformément aux instructions précises du gouvernement de M. Thiers.

Il n'est nullement question de contester ici l'attitude généreuse du général de Manteuffel. Bien au contraire, les études d'archives auxquelles a fait procéder le Haut-Commissariat de France en Rhénanie, — en particulier dans les fonds préfectoraux et municipaux de la ville de Nancy, — ont jeté une nouvelle lumière sur la noblesse de caractère de Manteuffel, sur sa bienfaisance occulte, ses luttes avec Bismarck et l'entourage militaire de Guillaume I^{er}, la largeur de ses vues politiques, la loyauté de ses relations avec M. Thiers, chef du pouvoir exécutif, et avec le comte de Saint-Vallier, commissaire français de l'occupation.

Mais qu'aurait pu faire le général de Manteuffel, s'il n'avait pas rencontré la collaboration constante et loyale des autorités françaises? Tout d'abord, M. Thiers ne tendait-il pas toutes les forces de la nation pour payer, sans discussion ni délai, l'indemnité de guerre imposée? En outre, la correction, la courtoisie, la cordialité du chef du gouvernement français et de son représentant à Nancy, l'attitude conforme qu'ils prescrivirent et surent imposer aux fonctionnaires français des départements occupés, ont été d'un grand secours pour le chef de

l'occupation allemande. Visites, vœux de fêtes, invitations à diner, il n'y avait pas de marques d'attention que M. Thiers et le comte de Saint-Vallier n'eussent pour le général de Manteuffel.

Dès la prise de possession de ses fonctions par la Haute-Commission, le Haut-Commissaire français, s'inspirant de ces traditions, pressentit le commissaire d'Empire, M. von Starck, de son intention de le recevoir à diner ainsi que ses collaborateurs, afin que fût affirmé aux yeux de la population rhénane le caractère de courtoisie que les Alliés désiraient donner à leurs relations avec les autorités allemandes. Ainsi pouvait-on espérer voir s'estomper, de part et d'autre, les redoutables souvenirs des années de guerre. M. von Starck répondit avec embarras qu'il ne lui était pas possible d'entrer dans cette voie. De fait, la Haute-Commission apprenait peu après l'existence d'instructions gouvernementales secrètes, notifiées à tous les fonctionnaires des territoires occupés, quel que fût leur rang et leur grade, depuis le président de province jusqu'aux instituteurs, facteurs et forestiers, d'avoir à s'abstenir systématiquement de toute relation courtoise avec les occupants, alors même qu'il s'en était déjà établi spontanément au cours de l'armistice.

Les fonctionnaires allemands des territoires occupés, pour la plupart d'une grande valeur technique et d'une haute tenue morale, ont été ainsi amenés à prendre à l'égard des autorités d'occupation une attitude regrettable d'hostilité et d'obstruction. Loin de faciliter la mission de l'occupation, leur tâche semble avoir été de surveiller et d'interdire tout rapport entre la population et les Alliés, et de provoquer systématiquement les réclamations et les demandes d'indemnités. On sait comment nos troupes ont été, au cours des manœuvres, constamment accueillies en Rhénanie par les populations rurales et ouvrières, avec une touchante et chaleureuse cordialité, jusque dans les plus humbles demeures. Les femmes s'empressent aux menues réparations du linge. Le matin, les troupiers trouvent au départ la maisonnée debout pour leur offrir le confortable et traditionnel café au lait. Or, les Landrat et bourgmestres ont reçu l'instruction, non seulement de refuser, lors du départ des troupes, le certificat de bien vivre, mais encore d'appeler la population à réclamer des indemnités qui seront portées à notre compte. Il est même prévu des réclamations

pour l'usure des pavés du fait du passage des batteries d'artillerie...

Combien éloignées d'une telle politique étaient les instructions données par M. Thiers, en 1871, aux préfets et sous-préfets des départements occupés ! Il leur avait formellement prescrit d'accepter et de rendre les politesses qui leur seraient faites, d'éviter soigneusement tout conflit, et il veillait à ce que ses instructions ne restassent pas lettre morte. « J'ai déjà donné, mandait-il aux préfets, en 1872, et je réitère l'ordre formel d'éviter soigneusement tout conflit avec l'armée allemande et ses chefs ; cet ordre importe au plus haut degré à la sûreté de l'État et à l'allègement des souffrances de l'occupation. » Et s'il advenait qu'un de nos administrateurs hésitât, par scrupule patriotique, à se plier à ces instructions, il était immédiatement déplacé par le gouvernement français.

Or, jamais, depuis dix ans, les gouvernements du Reich, non plus que ceux des États, n'ont consenti à déplacer un seul de leurs fonctionnaires pour des motifs de cette nature.

En revanche, lorsque les autorités d'occupation se sont ainsi trouvées dans l'obligation de procéder elles-mêmes au déplacement ou au renvoi d'un fonctionnaire dont l'activité était, non seulement incorrecte, mais préjudiciable aux intérêts de l'occupation, les autorités allemandes ont saisi les puissances par la voie diplomatique d'incessantes réclamations, et elles ont généralement récompensé les fonctionnaires déplacés ou renvoyés en Allemagne non occupée.

L'attitude observée par les fonctionnaires allemands en Rhénanie ne pouvait d'ailleurs que s'inspirer des exemples qui leur furent, en plusieurs circonstances, donnés sur place par les membres du gouvernement allemand eux-mêmes. Il advint que certains d'entre eux, ayant franchi subrepticement la limite des territoires occupés, vinrent prononcer des discours injurieux jusque dans les villes mêmes où résidaient les généraux commandant les armées alliées. C'est dans ces conditions que, le 15 novembre 1920, le docteur von Simons venait prononcer à Cologne, quartier général de l'armée britannique, un violent discours de propagande. De Cologne, il se rendait, avec le chancelier Fehrenbach, à Aix-la-Chapelle, quartier général de l'armée belge, et s'y livrait à des attaques intolérables contre les clauses du traité relatives aux cantons d'Eupen et de Malmédy. Dès qu'il eut connaissance des déclarations faites en

zones britannique et belge par le docteur von Simons et le chancelier Fehrenbach, le Haut-Commissaire de France notifia au Commissaire d'Empire, que, si les ministres se rendaient en zone française et s'y livraient à des déclarations analogues, ils seraient arrêtés. Les deux ministres quittèrent d'ailleurs Aix-la-Chapelle le soir même, puis rentrèrent rapidement à Berlin sans passer en zone française et sans laisser aux autorités alliées le temps d'intervenir, abandonnant aux fonctionnaires locaux les responsabilités de l'incident. Les trois Hauts-Commissaires et le représentant américain décidèrent, unanimement, d'adresser à leurs gouvernements respectifs une protestation commune. Le 6 décembre, les cabinets de Paris, Londres, Bruxelles et Washington firent faire, par leurs ambassadeurs, une démarche à Berlin, marquant nettement leur volonté de s'opposer au renouvellement de tels procédés d'excitation qui mettaient la paix publique en péril et constituaient une véritable provocation à l'égard de l'occupation. Il fut, en outre, notifié au gouvernement allemand que, dorénavant, lorsqu'un ministre désirerait se rendre en territoire occupé, la Haute-Commission ou son délégué local devrait en être avisé. Celui-ci serait en droit de rappeler, en termes mesurés, à l'intéressé, qu'il devait, pour prévenir des incidents, s'efforcer de tenir compte de la situation locale et des intérêts de l'occupation.

Par ailleurs, il apparut bientôt que les répercussions qu'avaient en Rhénanie les difficultés qui s'élevaient entre les successifs gouvernements de Berlin et les gouvernements alliés : — obstruction systématique pour le paiement des réparations et pour la mise en œuvre de l'arrangement rhénan, développement des associations nationalistes et militaires, attitude de la presse à l'égard de l'occupation, — rendaient illusoire le bénéfice qu'on avait pu attendre de l'institution du Commissaire d'Empire, accrédité diplomatiquement auprès de la Haute-Commission par le gouvernement du Reich et ceux des États.

Ainsi, le 6 mai 1921, les Hauts-Commissaires alliés durent-ils demander à l'unanimité, à leurs gouvernements, le retrait de l'agrément donné à M. von Starck. Le 30 mai 1921, celui-ci donnait sa démission.

Après un court intérim, le gouvernement allemand informa les Puissances occupantes, le 30 juin 1921, de son désir de voir appeler le prince de Hatzfeld à la succession de M. von Starck.

au poste de Commissaire d'Empire. Les gouvernements alliés subordonnèrent leur agrément à l'acceptation par l'Allemagne de conditions précises : collaboration avec la Haute-Commission ; dissolution des associations secrètes ; suppression des indemnités allouées aux personnes condamnées par les tribunaux militaires ; livraison des Allemands inculpés par la justice militaire et réfugiés en Allemagne non occupée. Ces conditions ayant été formellement acceptées par le gouvernement du Reich, le prince de Hatzfeld entra en fonctions le 15 octobre 1921.

Grand seigneur et diplomate de carrière, possesseur d'une grande fortune terrienne, fils de l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Londres, ayant occupé lui-même des postes diplomatiques dans les principales capitales de l'Europe, le prince de Hatzfeld-Wildenburg apportait personnellement à Coblenze le souci d'établir avec les Alliés des relations que sa courtoisie et sa haute éducation lui rendaient naturelles, indépendamment de toute opportunité politique. Mais il ne tardait pas à se heurter aux mêmes obstacles et aux mêmes prescriptions que son prédécesseur. Les événements de la Ruhr vinrent mettre un terme à sa mission, pour des motifs de politique générale évidemment extérieurs à sa personnalité. De nouveau, pendant plusieurs mois, le Commissariat d'Empire resta sans titulaire.

A la suite des accords de Locarno et de la détente des rapports entre l'Allemagne et les Alliés, le gouvernement du Reich proposa à l'agrément des Puissances S. E. le baron Langwerth von Simmern, ambassadeur d'Allemagne à Madrid. Les Alliés, en donnant, le 6 novembre 1926, leur agrément à cette désignation, exprimaient le vœu que le nouveau représentant allemand dans les territoires occupés ne cessât de s'inspirer dans ses fonctions de l'esprit qui a dicté les accords de Locarno.

De fait, aucune difficulté ne semble avoir troublé les rapports entre le nouveau commissaire d'Empire et les Hauts-Commissaires alliés. Diplomate avisé, de vieille famille rhénane, propriétaire de vignobles fameux près du Johannisberg, le baron Langwerth et ses adjoints, le comte Adelman et M. Heberlein, diplomates et administrateurs distingués, entretiennent avec leurs collègues alliés les relations courtoises qui sont de tradition dans la vie diplomatique. De haute culture intellectuelle, ainsi

que sa femme, le baron Langwerth exerce heureusement son action dans le sens d'un rapprochement utile aux deux pays, — et sa tâche apparaît singulièrement difficile, si l'on observe que ce représentant diplomatique ne semble pas avoir reçu de pouvoirs effectifs à l'égard des fonctionnaires des divers États intéressés.

INSTRUCTIONS A LA TROUPE ET POLITIQUE D'OCCUPATION

Dès lors que, par suite des instructions allemandes, les autorités d'occupation ne pouvaient compter sur une collaboration confiante du corps administratif, non plus que sur une action effective du Commissaire d'Empire, elles s'efforcèrent d'établir elles-mêmes, par des contacts directs et très divers, l'atmosphère d'apaisement indispensable à l'œuvre qu'elles entendaient réaliser.

Quelles ont été tout d'abord les instructions données à la troupe et les principes préalablement affirmés?

Le jour même de son entrée en fonctions, la Haute-Commission a publié une proclamation dont les termes doivent être soulignés, car, depuis dix années, et malgré les circonstances diverses traversées par l'occupation, elle a entendu y demeurer constamment fidèle :

S'inspirant des instructions des gouvernements alliés, la Haute-Commission désire rendre aussi légère que possible, aux populations rhénanes, les charges de l'occupation, à la seule condition que le gouvernement allemand s'applique à poursuivre les réparations dues aux peuples victimes de la guerre.

La Haute-Commission garantit aux populations rhénanes l'exécution, dans son esprit et dans son texte, du statut de l'occupation, dont le régime particulièrement libéral est sans précédent dans l'histoire...

La Haute-Commission espère que le contact entre les troupes des nations alliées et les populations rhénanes, sera non une cause de friction, mais un moyen pour les peuples de se mieux connaître et de s'acheminer, dans le rapprochement du travail, de l'ordre et de la paix, vers l'avenir d'une humanité meilleure.

D'ailleurs, dès l'armistice et au lendemain même des combats, les généraux commandant les troupes alliées avaient

tenu à affirmer les principes qui régleraient les rapports des armées avec la population. « La France reste fidèle à ses glorieuses traditions, disait, le 14 décembre 1919, le général Fayolle aux notables qu'il avait réunis à Mayence lors de l'entrée des troupes françaises; les armées de la République ont traversé votre pays sans y commettre le moindre dégât... Les habitants du Palatinat et les Mayençais, dont les grands-parents ont fait partie autrefois de la patrie française et ont combattu à nos côtés, ont reconnu la générosité naturelle et le moral élevé des soldats... Vous n'avez donc rien à craindre, ni pour vos personnes, ni pour vos biens, à condition toutefois que vous vous placiez sans réticence à la disposition des autorités militaires françaises. Acceptez loyalement, dans votre propre intérêt, une situation qui n'est que la conséquence des erreurs, des fautes et des défaites de l'Allemagne, et estimez-vous heureux d'avoir affaire à un peuple qui, sans oublier le sort que vous lui réserviez, au cas où vous vous en seriez rendus maîtres, restera, dans la victoire, fidèle aux principes de justice qu'il a toujours défendus dans le monde. »

Le général Mangin, dont on sait la générosité, la haute culture et les larges vues inspirées d'un patriotisme éclairé, avait adressé, d'autre part, le 30 novembre 1919, à ses troupes qui allaient pénétrer en Rhénanie, l'ordre suivant :

« Vous allez poursuivre votre marche triomphale jusqu'au Rhin. Vous borderez et dépasserez en certains points cette frontière qui fut souvent celle de notre pays. Vous allez vous trouver en contact avec des populations nouvelles qui ignorent les bienfaits passés de la domination française. Personne ne peut nous demander d'oublier les abominations commises par nos ennemis durant quatre années de guerre, la violation de la foi jurée, les meurtres de femmes et d'enfants, les dévastations systématiques sans aucune nécessité militaire... Mais partout vous resterez dignes de votre grande mission et de vos victoires. Sur la rive gauche du Rhin, vous vous souviendrez que les armées de la République française, à l'aurore des grandes guerres de la Révolution, se comportèrent de telle sorte que les populations rhénanes ont voté par acclamation leur incorporation à la France. Et les pères de ceux que vous allez rencontrer ont combattu côte à côte avec les nôtres sur tous les champs de bataille de l'Europe pendant vingt-trois ans... Soyez dignes de

vos pères et songez à vos enfants, dont vous préparez l'avenir. Point de tache aux lauriers de la X^e armée, tel doit être le mot d'ordre de tous. »

RAPPORTS AVEC LA POPULATION

Pour l'application des principes ainsi affirmés, le Haut-Commissaire de France, s'inspirant des instructions généreuses données par le maréchal Pétain, s'est préoccupé des mesures à prendre pour que tous les éléments militaires participant à l'occupation, depuis les commandants d'unité jusqu'aux simples soldats, fussent éclairés sur l'attitude qu'ils devaient observer dans leurs rapports avec la population.

Si les combattants de la grande guerre avaient compris d'instinct le devoir qui s'imposait à eux et avaient répondu à l'appel de leurs chefs, il convenait d'éviter que les troupiers des jeunes classes, appelés par le jeu des relèves à leur succéder, — qui n'avaient pas fait la guerre, mais dont beaucoup avaient connu l'occupation allemande, — s'abtinssent de représailles indignes de nos drapeaux. A cet effet, le Haut-Commissaire de France, d'accord avec le général Degoutte, prit l'initiative de faire prescrire dans les unités, jusqu'à l'échelon compagnie, des « leçons » portant sur les devoirs de la troupe en pays occupé, devoirs que dictaient à nos jeunes soldats les grands souvenirs de leurs ancêtres.

De fait, la discipline des armées occupantes, depuis dix ans, a été rigoureusement assurée. Si la propagande allemande ne s'est pas fait faute d'exploiter et de diffuser dans le monde entier les quelques incidents qu'aurait d'ailleurs connus, dans des conditions analogues, toute ville de garnison allemande ou française, le peuple ne s'y est guère trompé qui, ouvrier ou paysan, a constamment entretenu avec nos troupiers de fraternelles relations.

Conférence de Coblenz. — Désireuse, on l'a vu, d'établir des contacts directs avec les véritables dirigeants du peuple rhénan, la Haute-Commission, sur l'initiative de son président, a organisé des consultations solennelles, — sortes d'États généraux, — sous forme de conférences entre les Hauts-Commissaires alliés et les représentants des grands intérêts moraux,

intellectuels, politiques, économiques et sociaux de la Rhénanie. Aux mois de mars et décembre 1921 notamment, dans la grande salle du palais de la Présidence à Coblençe, en présence des Hauts-Commissaires, de leurs collaborateurs, et du Commissaire d'Empire, furent reçus et entendus successivement les prélats délégués des archevêques et évêques de Cologne, Spire, Trêves et Mayence, les présidents des synodes et consistoires protestants, les recteurs et doyens des Universités de Bonn et Mayence, puis les directeurs des grands quotidiens publiés en territoire occupé et, enfin, les délégués des Chambres de commerce et des associations économiques, des Syndicats patronaux et ouvriers, des Chambres d'agriculture et Syndicats agricoles. Au cours de ces conférences, qui furent suivies de réceptions intimes chez le président de la Haute-Commission, les représentants qualifiés de la population furent mis à même d'exprimer leurs vœux et de formuler leurs suggestions. Les recteurs de Bonn et Cologne tinrent à rendre hommage à la correction des autorités alliées et à les remercier de la bienveillance dont elles avaient fait preuve à l'égard des Universités. Ces consultations caractérisées, de part et d'autre, par une parfaite courtoisie, eurent sur l'opinion rhénane l'effet le plus favorable à la politique de rapprochement.

Action intellectuelle. — L'autorité française s'est constamment efforcée de substituer à l'action coercitive des règlements, l'influence directe tendant à prévenir les incidents par l'apaisement des esprits. La nécessité apparut, particulièrement dans la zone française, d'une politique de rapprochement intellectuel, destinée à faciliter la compréhension entre occupants et occupés, et la connaissance de leur langue et de leurs cultures réciproques, — œuvre d'autant plus nécessaire que quatre années de guerre avaient profondément creusé le fossé intellectuel entre les deux peuples.

Indépendamment des établissements scolaires nécessaires à l'éducation des enfants du corps d'occupation, dans lesquels l'enseignement de l'allemand et la connaissance de l'Allemagne ont été largement diffusés, — deux grands lycées de garçons et de filles à Mayence et à Dusseldorf, des collèges secondaires à Bonn, Trêves et Coblençe, dont l'effectif atteignit 1 400 élèves, une école technique pour la formation des spécialistes de

l'Armée à Kaiserslautern, une école d'agriculture pour les soldats agriculteurs, et, enfin, des établissements primaires, dans toutes les garnisons, — l'enseignement supérieur est représenté à Mayence par une école de droit et une école de commerce ouverte aux Rhénans, et, surtout, par un Centre de hautes études germaniques, école supérieure destinée à permettre aux fonctionnaires et officiers, — notamment aux candidats à l'École de guerre, — et aux étudiants germanisants, de poursuivre l'étude de la langue, de l'histoire, de la philosophie et de l'économie de l'Allemagne ancienne et moderne. Cette institution a servi directement l'œuvre de rapprochement, en mettant une élite française à même de comprendre le développement intellectuel, moral et social du grand peuple au milieu duquel elle est appelée à vivre.

En même temps, de nombreuses publications, — ouvrages documentaires et d'archives, — étaient éditées par le Haut-Commissariat. Certaines étaient destinées à combattre dans la population rhénane, — en lui donnant un aperçu de nos tendances politiques, artistiques et littéraires, et en fournissant les éléments d'une mise au point objective, — les effets des campagnes d'excitation et de propagande haineuse poursuivies par les officines nationalistes : *Revue rhénane*, bibliothèques et salles de lecture, cours de français destinés aux Rhénans et largement fréquentés par eux (ils comptèrent parfois plus de 18 000 auditeurs par jour), exposition d'art français ancien et moderne à Wiesbaden en 1921, qui apparut comme la préface de notre Exposition des Arts décoratifs, tournées théâtrales de la Comédie-Française et du Vieux-Colombier, auditions musicales de nos meilleurs artistes français, autant d'efforts destinés à atteindre les élites ou les masses, et qui auraient dû, semble-t-il, ne pas rencontrer d'obstruction officielle, dès lors qu'il s'agissait avant tout d'éviter, par une compréhension réciproque, les incidents qui peuvent naître, soit de la différence des langues, soit de la divergence des sentiments et des cultures.

La *Frankfurter Zeitung* ne signale-t-elle pas, dans un article récent, que les incidents survenus en territoire occupé sont imputables aux malentendus linguistiques? Elle en tire argument pour réclamer l'évacuation. Il eût été plus équitable de regretter que les efforts faits par les autorités d'occupation

pour y remédier aient constamment rencontré l'obstruction des gouvernements allemands. Les bourgmestres et instituteurs de Rhénanie s'étaient, dès le début, intéressés à cette œuvre et prêtaient les salles d'écoles, dont ils assuraient le chauffage et l'éclairage, encourageant les habitants à assister aux cours de français ainsi créés avec leur concours. Ils ont reçu l'ordre de reprendre leurs locaux et de ne pas persister dans cette attitude bienveillante.

Dans le même esprit, les autorités françaises pensèrent qu'il était utile, pour contrebalancer les effets des campagnes de dénigrement contre la France, de mettre les personnalités rhénanes de toutes classes, bourgmestres, ecclésiastiques, membres des associations patronales et des syndicats ouvriers, en mesure de se rendre compte sur place des dévastations causées en France par la guerre et de l'effort que notre pays accomplissait pour son redressement. Des tournées furent, en conséquence, organisées dans nos régions dévastées. L'attitude des autorités et des populations françaises à l'égard de ces enquêteurs bénévoles fut pleine de correction. Dans les cimetières du front où dorment les anciens adversaires, eurent lieu les touchantes manifestations d'une commune piété.

Les résultats de cette politique, peut-être les trouve-t-on dans ce fait que, les trois premières fois qu'un ministre français a été accueilli par les élites intellectuelles allemandes, — à Francfort pour l'Exposition de la musique, à Bonn pour les cérémonies du centenaire de Beethoven, à Cologne pour l'Exposition internationale de la presse, — ce fut (serait-ce un triple hasard?) en des villes que nous avions occupées.

Action sociale. — Parallèlement à cette œuvre intellectuelle, les autorités d'occupation ont poursuivi une politique de rapprochement social, d'autant plus nécessaire que, dans une région aussi fortement industrialisée, la plupart des conflits sociaux affectent la marche des grands services publics (chemins de fer, postes, eau, gaz, électricité) et intéressent ainsi directement l'entretien et la sécurité des troupes d'occupation.

Dès le début, la Haute-Commission a institué des procédures de conciliation et d'arbitrage qui entrent en jeu, dans l'hypothèse où les instances prévues en la matière par la législation allemande auraient échoué. A diverses reprises, les

bureaux de conciliation interalliés eurent le bonheur de régler de graves conflits sociaux à la satisfaction des parties. En 1921, notamment, l'Allemagne s'est trouvée, par trois fois, en présence d'une grève générale des chemins de fer, qui paralysait l'activité du pays. La Haute-Commission a épargné aux territoires occupés cette redoutable épreuve, grâce à des pourparlers directs avec les cheminots, et à une intervention équitable auprès de leurs dirigeants.

D'ailleurs, les autorités alliées ont constamment tenu à cœur de ne pas se désintéresser du sort de la population ouvrière, particulièrement dans les périodes de grande misère sociale. Après avoir ravitaillé, pendant l'armistice, les populations éprouvées par le blocus, l'occupation a multiplié les œuvres secourables; soupes populaires, dans les garnisons importantes et les centres ouvriers, allocations en nature aux œuvres de bienfaisance allemandes et à la Croix-Rouge française, secours aux enfants dans le grand centre chimique d'Hoechst, sous la direction de M^{me} Sallandrouze de Lamornaix, œuvres de dames visiteuses, de secours de travail, instituées pendant la période de dénuement par un Comité de dames rhénanes et françaises, sous la direction de M^{mes} Roussellier et Silhol et de la marquise de Lillers (1). Par l'intermédiaire de ces œuvres multiples, l'occupation a secouru, non seulement les ouvriers chômeurs et leurs familles, mais les petits rentiers et pensionnés réduits à la misère par la politique de résistance passive dirigée contre nous.

Il a fallu d'autre part maintenir la paix publique, en présence de mouvements politiques ou sociaux de forme révolutionnaire.

LES MOUVEMENTS SÉPARATISTES

Les armées alliées ont eu à faire face aux répercussions des conflits politiques qui ont agité l'Allemagne au cours de ces dix années : *putsch* nationalistes et monarchistes en Prusse ou en Bavière, agitations consécutives à l'assassinat des chefs républicains, — Erzberger, Rathenau, — insurrections rouges dans les régions ouvrières de Cologne et du Palatinat, séditions

(1) Voyez la *Bienfaisance française en territoires occupés*, par le marquis de Lillers, dans la *Revue* du 1^{er} septembre 1926.

révolutionnaires et combats de l'armée rouge avec la Reichswehr aux confins de la Ruhr, troubles séparatistes de 1919 et de 1923..

Dans ces circonstances tragiques, les autorités alliées se sont attachées à éviter tout au moins d'inutiles et cruelles représailles, quel que fût le parti qui l'emportât.

On n'a pas oublié ce que fut, en 1920, l'effroyable insurrection de la Ruhr. Poussée par l'extrême misère, la population ouvrière tout entière se constitua en armée rouge. La Ruhr, où les Allemands s'étaient abstenus, en temps de paix, d'établir des garnisons, regorgeait d'armes, abandonnées sans doute par les troupes allemandes en retraite, et qui permirent d'équiper rapidement les bataillons et les régiments de l'armée révolutionnaire. La Reichswehr entrant avec de puissants effectifs et une artillerie nombreuse dans la zone limitrophe des territoires occupés, au mépris du Traité de Versailles, étouffa, par une répression sanglante, la révolution naissante. On sait que la France et la Belgique répondirent à cette violation du traité par l'occupation de Francfort et de Darmstadt. Les troupes de l'armée rouge, après de durs combats, furent rejetées dans les territoires occupés aux limites desquelles la Reichswehr fut obligée, en présence de nos troupes, de cesser sa poursuite. La Haute-Commission ne souffrit pas que les territoires qu'elle administrait, devenus lieu d'asile, fussent violés. Les 15 000 hommes de la Reichswehr, qui étaient passés en territoire occupé, furent désarmés. Plus de 20 000 ouvriers rouges furent recueillis par les autorités d'occupation, qui les couvrirent de leur protection, jusqu'à ce que fût prononcée l'amnistie qui a été accordée à ces malheureux.

La situation d'un corps d'occupation, responsable de l'ordre et soucieux de ne pas entraver le jeu des libertés publiques, est délicate lorsque viennent à se produire des mouvements à forme révolutionnaire, insurrectionnelle ou simplement politique, qui se réclament par exemple du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La difficulté est apparue plus grande encore lorsqu'il s'est agi de mouvements, — séparatistes, autonomistes, fédéralistes ou régionalistes, — se réclamant à la fois de la liberté pour les habitants d'assurer leur propre destin, — faculté prévue et réservée par l'article 18 de la Constitution de Weimar, — et animés, en outre, d'intentions pacifiques et amicales à l'égard des Puissances occupantes.

A la conférence de Londres, les gouvernements alliés et allemands sont tombés d'accord (article 7) pour prononcer une amnistie générale, répudier toutes représailles et mettre fin, dans un désir d'apaisement nécessaire, à des commentaires inutiles touchant les mouvements politiques en Rhénanie. Il ne saurait donc être question ici de réveiller d'inopportunes controverses. Cependant, l'attitude du corps d'occupation ayant été mise en cause, on se bornera à des observations d'ordre très général sur les difficultés rencontrées par lui à l'occasion de ces incidents, à deux reprises, en 1919 et en 1923.

L'action des généraux français, — celle du général Mangin comme celle du général Gérard, — a été mise en cause, on le sait, pendant la période d'armistice. Il suffit de rappeler les circonstances du moment, l'incertitude de la Rhénanie sur son sort, la division de l'Europe en États nouveaux, l'effondrement de l'Allemagne, pour comprendre qu'une fermentation spontanée, conséquence au reste de lointains facteurs historiques, ait alors soulevé la question rhénane. Le général Mangin a-t-il, comme on l'a dit, montré trop de bienveillance envers ceux qui, de bonne foi, croyaient servir leur patrie rhénane et affirmaient alors leur désir d'entente et de paix avec la France? Cette attitude de confiance était bien dans son tempérament de chef, d'historien, de grand colonial fondateur d'Empire. Sans doute a-t-il surestimé la valeur de leur influence. Mais les commentaires malveillants dont son attitude a été l'objet au dehors sont inadmissibles. La France n'avait pas alors apposé sa signature sur le Traité, la question européenne était entière, et, si un engagement a été par la suite méconnu, ce n'est pas de notre côté qu'est venue la défaillance; c'est nous qui avons subi les suites douloureuses d'une négociation inachevée. Des actes de force ont, à cette époque, trouvé ailleurs plus d'indulgence : il est vrai que le général Mangin n'était pas poète lyrique et que les eaux du Rhin ne se mêlent pas à celles de l'Adriatique...

Les circonstances en 1923 furent à la fois semblables et différentes. S'il y eut parmi ceux qui s'y trouvèrent mêlés, — à des titres très divers, — quelques aventuriers ou ambitieux peu estimables, en revanche, la majorité, la grande majorité comprenait des hommes qui, dans le péril extrême de leur pays, cherchèrent de bonne foi une solution que les circon-

stances de force majeure ne permettaient plus, sans risque de catastrophe, de différer.

On a, bien à tort, mis en cause par la suite le patriotisme de personnalités rhénanes qui eurent alors le courage de sortir d'une tranquille réserve et d'une prudente abstention pour s'efforcer, non sans risques, de sauver la chose publique. Les critiques vinrent après. Elles sont injustes. Qui en France a jamais songé à suspecter le patriotisme de M. Thiers pour s'être, dans le péril, mis en courtoises relations avec l'occupation allemande? Dès lors, le geste de personnalités respectées comme le cardinal Schulte, archevêque de Cologne, comme l'oberbourgmestre Adenauer, venant, entouré de tous les chefs de partis, depuis le socialiste docteur Solmann, jusqu'au populiste professeur Moldenauer, s'efforcer de régler avec le représentant français une situation troublée, n'aurait pas dû, semble-t-il, valoir d'injustes suspicions à ceux qui, avec une entière dignité, cherchaient le bien de leur pays.

Quant à l'intervention prétendue du corps d'occupation, il n'est pas besoin de la mettre en cause pour expliquer des événements qui trouvent ailleurs leur origine. Il suffit en effet de rappeler l'état de misère et de désespoir où les populations rhénanes se trouvaient jetées par l'inexorable politique de résistance passive prescrite par le gouvernement de Berlin à l'encontre de l'action interalliée dans la Ruhr. Prises entre les ordres des autorités alliées chargées d'exploiter les gages et les ressources du pays, et les interdictions prononcées par les autorités allemandes, ces populations semblaient devoir être les victimes forcées de la lutte. Les fonctionnaires allemands, obéissant à ce que paraissaient leur commander leur patriotisme et leur devoir professionnel, s'ingénierent à faire prévaloir la résistance prescrite par un gouvernement qui siégeait loin du théâtre de la lutte. Mais la population regardait avec indignation les cheminots, grévistes par persuasion, recevoir de larges salaires avec mission de paralyser les transports et d'affamer ainsi les malheureux que la chute monétaire, conséquence d'une telle politique, achevait de plonger dans la misère. Déjà des cortèges d'hommes en armes parcouraient les campagnes, enlevant de vive force, dans les fermes, vivres et bétail. La Régie franco-belge des chemins de fer parvenant, au prix d'efforts héroïques, à assurer pour la population le service des

trains ouvriers et des vivres, interdiction est faite à la population d'en user. Au paroxysme de la crise, on apprend que Berlin songe à abandonner les pays rhénans à leur sort, à sauver le corps de l'Empire en coupant le membre menacé.

Cette *Versackungspolitik* a fait, par la suite, l'objet de polémiques véhémentes. Des personnalités rhénanes, dont certaines ne nous étaient guère favorables, envisageaient alors, puisque leur pays était menacé, de le sauver elles-mêmes. Il n'est pas besoin de chercher ailleurs les causes des mouvements populaires.

AVANTAGES ET DÉSAVANTAGES DE L'OCCUPATION

A en juger par les doléances abondamment répandues par la presse allemande en toutes langues et en tous pays, l'occupation constitue une charge écrasante pour la Rhénanie. Il convient d'examiner ce qu'il en est des divers postes passifs de ce bilan, et si rien ne peut vraiment figurer à son actif.

On ne saurait contester que le logement chez l'habitant constitue une charge pénible dans son principe. Aussi, dès l'année 1920, le Haut-Commissaire français, prévoyant que l'occupation serait de longue durée, vu la politique d'aterrissement alors pratiquée par l'Allemagne au regard du paiement des réparations, prescrivait l'adoption de mesures destinées à réduire le plus possible les charges de logement imposées aux habitants, et à orienter l'existence commune des occupants et des occupés vers une vie de garnison, normalement pratiquée en tous pays. D'ailleurs, du fait de la misère où se trouvèrent plongées les classes bourgeoises pendant les années qui suivirent l'armistice, il apparut bientôt que le paiement en or, largement consenti, du logis des occupants, constituait pour la plupart des familles rhénanes la plus sûre et souvent la seule ressource. Il convenait, néanmoins, de ramener au minimum, vu la durée de l'occupation et aussi le rétablissement monétaire, la pratique du système de logement à domicile. Certaines frictions sont inévitables, — l'expérience le prouve, — lorsque la cuisine est commune ; c'est là, tout naturellement, que l'huile tombe sur le feu. Se séparant nettement de la pratique de l'occupation allemande en France, qui exigeait le logement à domicile, même pour la troupe, et

refusait l'emploi des casernes françaises, la Haute-Commission, d'accord avec le commandement militaire allié et l'administration allemande, adopta un vaste programme de constructions urbaines dans toutes les villes de garnison, à l'effet de satisfaire aux besoins de l'occupation, et de résoudre du même coup la crise du logement. Ce résultat est aujourd'hui atteint, et il est difficile de nier, au spectacle des magnifiques quartiers neufs qui ont agrandi et embelli les villes rhénanes, que l'occupation soit en droit d'en porter quelque chose à son actif.

Par ailleurs, les dépenses effectuées par les corps d'occupation alliés en territoire occupé constituent pour le pays un important afflux de richesses. Il ne faut pas oublier que les frais des armées d'occupation (solde, logement, entretien, transports, etc...) sont intégralement prélevés sur les annuités des réparations, et pour la plus large part dépensés sur place, dans les territoires occupés. La Rhénanie, de ce seul point de vue mercantile, se trouve être la seule région d'Allemagne qui ait conservé sa garnison d'avant-guerre et les profits commerciaux qui en résultent. On estime à environ 400 millions de francs par an le bénéfice que la Rhénanie réalise ainsi du fait de l'occupation.

Mais les territoires occupés reçoivent directement et administrativement d'autres avantages pécuniaires et budgétaires fort importants, depuis que le gouvernement du Reich qui, aux sombres époques de la Ruhr et de la crise monétaire, envisageait, pour sauver l'Empire, d'abandonner les Rhénans à leur sort (ce fut, on l'a vu, la *Versackungspolitik*), s'est mis en devoir de faire oublier ces pénibles souvenirs et de manifester par ses largesses l'intérêt qu'il porte aux populations rhénanes. Celles-ci savent en user. Subventions aux villes, aux associations publiques ou privées, aux théâtres, travaux publics, expositions, dépenses somptuaires et festivités de toutes sortes, des centaines de millions de marks déferlent ainsi sur la Rhénanie pour la « défense de la culture germanique et du *Deutschtum* dans les marches frontières ». Souhaitons que ce flot d'or n'aille pas plus loin.

Il ne faut donc pas trop s'étonner si l'on a vu récemment la presse allemande commenter avec aigreur les propos de ceux qui, comme Georg Bernhard ou le *Berliner-Press-Dienst* (1),

(1) *Trierische Landes Zeitung* du 6 octobre 1928.

publient tout uniment « qu'il est incontestable que des milieux rhénans qui tirent avantage de l'occupation ont cherché à influencer les délégués allemands à Genève et à faire valoir leur point de vue, à savoir qu'il n'y a pas lieu de trop hâter les négociations pour l'évacuation »... Nous voilà loin des charges écrasantes...

Mais des documents plus probants sont à retenir, — également de source allemande. On sait que la rive gauche du Rhin est jalonnée de stations thermales ; l'industrie balnéaire est une des richesses du pays, la science allemande ayant rationnellement réparti les maladies, hélas ! nombreuses, qui affligent le genre humain, entre les diverses agglomérations rhénanes qui, presque toutes, peuvent ainsi s'enorgueillir d'un *Kurhaus* et d'une hôtellerie prospère. Or, il advint qu'à force de voir publier et répéter par le monde que les horreurs de l'occupation désolaient le pays rhénan et que les nègres y pourchassaient les honnêtes femmes, les hôteliers s'avisèrent que c'était là pour eux mauvaise réclame et propagande bien mal conçue. Dès lors, tous les journaux allemands, au besoin dans les mêmes numéros, affirment que l'occupation ne gêne en rien la prospérité des villes d'eaux rhénanes, que la cure s'y fait en tout repos ; et, comme la statistique doit toujours intervenir elle établit incontestablement que le chiffre des touristes et des baigneurs dépasse, et de beaucoup, celui de 1913.

Plus intéressants encore, les résultats de l'exploitation ferroviaire. Les gouvernements alliés ayant formulé de sérieuses objections à l'exécution de certains grands travaux dont le caractère stratégique est fort inquiétant, l'Administration des chemins de fer a produit, pour en justifier la nécessité économique, un mémoire appuyé de statistiques abondantes et officielles, établissant qu'aucune région de l'Allemagne ne connaît un développement et une prospérité économique comparables à ceux de la Rhénanie. L'activité de toutes les branches de l'économie rhénane (industrie, commerce, agriculture, élevage, viticulture, exploitations forestières, etc.) dépasse partout la situation d'avant-guerre. Le nombre des wagons de marchandises mis en service était, en 1913, de 5 900 000. Il est, en 1927, de 6 640 000. La quantité de marchandises reçues et expédiées était, en 1913, de 73 900 000 ; elle était, en 1927, de 81 000 000. Sans même tenir compte de

l'accroissement de la capacité moyenne de transport des wagons, portée de 12 à 17 tonnes, on relève que le nombre des trains de marchandises circulant entre Coblençe et Mayence, sur les deux lignes latérales du Rhin, passe de 127 par jour à 132. Le trafic des voyageurs passe de 97 000 000 de billets délivrés en 1913 à plus de 102 000 000 en 1927, et l'intensité du mouvement des voyageurs est, en fait, trois fois supérieure à la moyenne accusée par l'ensemble des chemins de fer du Reich.

Du moins est-on en droit de conclure que l'occupation, — qui a assuré l'ordre et la paix publique, — n'a vraiment pas entravé le développement économique de la Rhénanie.

LES RÉSULTATS

Les relations de nos troupes avec la population, la courbe en a varié, passant successivement, — selon les phases politiques, — par des maxima et des minima dont les coefficients furent, pour les Rhénans, les probabilités de permanence de notre présence sur le Rhin, les valeurs monétaires relatives et les bienfaits de la sécurité en présence des troubles révolutionnaires qui agitaient l'Allemagne.

En 1918, le choc opératoire consécutif à la défaite, l'anarchie révolutionnaire à Berlin, à Munich, l'incertitude de leur sort portaient les Rhénans vers les occupants dans un maximum de confiance. L'échec de la thèse française devant le Conseil suprême à Paris marqua un recul, suivi, du fait de la défaillance américaine à ratifier le traité et de la carence allemande dans l'exécution des obligations imposées, de la croyance générale en Rhénanie à la permanence de l'occupation. Tous les chefs du gouvernement français ne déclarèrent-ils pas alors solennellement que les délais n'ont pas commencé de courir?

Cette impression est bientôt confirmée par la politique d'intervention de la France et de la Belgique dans la Ruhr, et par la tendance qui se manifeste à Berlin de s'opposer à la politique alliée et, au besoin, d'abandonner la Rhénanie. D'ailleurs, le mark-papier s'effondre. Il faut, à tout prix, se rattacher à un système monétaire plus solide. Or, les autorités d'occupation viennent d'émettre le franc-régie gagé sur les chemins de fer rhénans qu'elles administrent avec succès et que

sans doute elles n'abandonneront pas. Elles ont même préparé, en collaboration avec les grandes banques rhéno-westphaliennes et les établissements financiers de France et de Belgique, un projet de banque d'émission d'une monnaie rhénane-or, (qui servira de modèle à la future *Rentenbank*). Phase de confiance maxima qui se traduit, — les statistiques le prouvent, — dans toutes les écoles françaises par une brusque poussée des auditeurs rhénans. Elles se vident lorsque l'arrivée des experts à Berlin annonce la restauration financière de l'Allemagne et que la Conférence de Londres rend derechef à l'Allemagne, sur l'acceptation du plan Dawes, ses chemins de fer, et à la Rhénanie, ses fonctionnaires expulsés.

Ce recul s'accroît lors de l'évacuation de la zone de Cologne et de la suppression des délégués dans les cercles, mesure politique qui marque pour les Rhénans la précarité de notre présence et la nécessité pour eux de se garer des représailles dont ils pourraient être l'objet après évacuation. En outre, c'est maintenant la monnaie française qui s'effondre et, avec elle, notre prestige extérieur. La courbe de notre influence descend à son plus bas point.

Enfin, phase ultime, le redressement politique et monétaire de la France vient soudain affirmer aux yeux du monde la pérennité de l'énergie nationale, en même temps que la volonté pacifique du pays, traduite dans des accords solennels, permet aux occupants de renouer en Rhénanie les liens ainsi relâchés ou rompus.

Les efforts accomplis depuis dix ans, l'immense tâche réalisée en Rhénanie et dans la Ruhr par nos soldats, nos cheminots, nos administrateurs sont, en France, aujourd'hui oubliés. Ils sont mieux appréciés en Allemagne. Que l'on sache, du moins, que les officiers et soldats de l'armée du Rhin, les administrateurs de l'occupation rhénane ont su sentir et comprendre les devoirs que leur dictait un grand passé de gloire et qu'ils se sont montrés dignes des traditions de leurs ancêtres.

Les buts concrets de l'occupation ont-ils été atteints ? Garantie de paiement, garantie de sécurité, garantie générale de l'exécution d'un traité qui a refait la carte de l'Europe, l'occupation rhénane a répondu, jusqu'ici, au triple objet qui lui était assigné.

L'occupation a permis, malgré bien des traverses, des attermoiements, des moyens dilatoires de toutes sortes, d'obtenir le paiement des réparations réclamées pour dédommager les victimes de la guerre. Il est avéré que le succès des opérations de gages et d'exploitation des ressources économiques du pays, au prix de l'effort formidable fourni par ceux qui en reçurent la difficile mission, et que d'aucuns, particulièrement les Allemands, jugeaient irréalisable, a amené l'Allemagne et aussi les Puissances alliées à l'acceptation du plan Dawes, et assuré par suite le bénéfice de ses substantiels paiements. L'occupation a réussi, échappant à un difficile dilemme, à exercer une pression politique et économique sur l'Allemagne, tout en ménageant la Rhénanie, et elle a mis en pleine lumière l'immense valeur d'échange que nous avons ainsi entre les mains.

Plus généralement, l'occupation a, depuis dix ans, garanti l'exécution des dispositions politiques du traité de paix dans leur ensemble. La présence des armées alliées sur le Rhin a permis de confirmer la carte de l'Europe nouvelle en assurant l'existence encore précaire des nations appelées à la vie au lendemain de la guerre mondiale, et que des réactions ou des conflits eussent sans doute étouffée.

Au regard de l'Allemagne, l'occupation des provinces du Rhin par les forces militaires des Puissances alliées a consolidé, par le jeu des mêmes ressorts, le nouveau régime républicain, encore bien chancelant, en inspirant des réflexions salutaires aux partis de droite si fortement organisés et aux associations nationalistes armées. Que serait-il advenu, sans ce contrepois politique et militaire, des *putsch* qui ont menacé, à diverses reprises, l'existence de la jeune et si pâle république allemande?

Ces conséquences de politique générale méritent attention et viennent renforcer, au point de vue spécifiquement rhénan, les répercussions et les résultats de l'occupation sur la politique intérieure de l'Allemagne, et les garanties d'équilibre et de stabilité pacifique qui en peuvent résulter, — on peut du moins l'espérer. Car c'est un fait que la Rhénanie, si constamment écartée dans le passé de la conduite politique du Reich, — jalousement détenue et exercée par l'élément prussien, — est brusquement arrivée aux leviers de commande. Menaces de scission, occupation poussée jusqu'à l'exploitation des res-

sources générales du pays, désir légitime de ne pas servir de futur champ de bataille et de dévastation, enfin et surtout, contact prolongé avec les représentants des anciens adversaires dont elle a pu mesurer tant les intentions pacifiques que le sincère désir d'entente, autant de facteurs qui ont eu pour effet, depuis dix ans, d'amener la Rhénanie à prendre conscience de son importance politique, de sa force, de sa richesse, de sa mission, et à jouer, en fait, le premier rôle dans la conduite des affaires de l'Empire.

Quant à l'action politique de la Rhénanie dans les conseils du Reich, on peut en mesurer l'efficacité et en discerner le sens si l'on observe que les consultations politiques y ont constamment donné la majorité aux partis qui soutiennent une politique de paix, et d'entente avec la France. Par ailleurs, — et ceci confirme que l'occupation a contribué à désarmer bien des préventions, — chaque fois qu'à Berlin les partis de résistance ou de revanche ont tenté d'imposer leurs solutions de force, des voix fermes se sont élevées de la Rhénanie attentive, pour que ne soient pas rompus les liens pacifiques si difficilement tissés.

A défaut de la solution d'un État rhénan autonome, peut-être verra-t-on s'établir, au bénéfice de la paix européenne, une formule d'équilibre, de répartition politique tripartite entre les trois Allemagnes : l'Allemagne du nord, constituée par la Prusse moderne, évoluée de ses anciennes tendances féodales et militaires vers les pratiques de la démocratie, l'Allemagne du sud, agrégée autour de la Bavière conservatrice et traditionnelle, l'Allemagne de l'ouest, dont la Rhénanie serait l'armature, jouant par sa puissance industrielle et financière un rôle pondérateur à l'intérieur de l'Empire, et constituant un pont pacifique avec l'Occident.

Les hommes d'État rhénans, les Rhénans eux-mêmes, auront-ils la volonté et la force d'atteindre ces fins ? C'est le secret de l'avenir. Mais d'un avenir qu'il nous appartient de diriger. On a coutume de dire que cet avenir relève de l'évolution incertaine de la « question allemande ». En vérité, pour qui a observé l'Allemagne et les possibilités de ses relations futures avec la France, il n'y a pas de question allemande ; il y a une question française. L'Allemagne, éprise d'ordre et de

travail, justement consciente et fière de sa culture et de sa valeur sociale, ne s'allie qu'à ceux qu'elle juge à sa taille et dont elle estime la puissance d'affaires et la force effective.

Les instituteurs allemands, s'ils nous sont hostiles, ont du moins ce mérite d'apprendre aux jeunes garçons l'amour du travail et de la grandeur de la Cité, aux filles le triple devoir du foyer, de la vertu, de la famille. On peut ironiser sur les trois *K* de la femme allemande, *küche*, *kirche*, *kinder*, la cuisine, l'église, les enfants. Nous ferions mieux d'y réfléchir...

Ceux qui, à juste titre, veulent écarter à jamais le spectre affreux de la guerre, doivent s'affirmer dans cette conviction essentielle : l'Allemagne ne se rapprochera sincèrement que d'une France forte matériellement, équilibrée socialement, saine moralement et intellectuellement, et qui apparaîtra, aux yeux du monde, fidèle à ses traditions séculaires, digne de son passé de gloire, confiante dans ses destins.

Et, ici, l'Allemagne a raison.

Au carrefour des routes, la France, — qui ne peut vivre sans idéal, — a choisi le plus élevé, le plus généreux. Elle a proposé aux peuples la fraternité humaine. Pour atteindre aux cimes sereines, mais escarpées, de l'altruisme, qu'elle sache qu'il lui faut conserver, au plein de leur puissance physique et morale, les facteurs traditionnels de l'énergie nationale.

NOS MISSIONNAIRES

MÈRE JAVOUHEY

BIENFAITRICE DES NOIRS

II ⁽¹⁾

LES SÉJOURS EN GUYANE : LA COLONISATION DE LA MANA (1824-1843)

L'ARRIVÉE A CAYENNE

On aurait pu croire, lorsqu'en 1824 Mère Javouhey rentrait de Saint-Louis à Paris, que le Sénégal était devenu pour son âme une patrie nouvelle. Mais il était de son devoir de supérieure d'avoir un cœur innombrable pour les innombrables noirs des autres colonies, noirs de Guyane, noirs de la Guadeloupe, pour lesquels, en 1822, elle avait elle-même, à Rochefort, organisé de petits essaims de religieuses. Il était de son devoir de supérieure, aussi, d'envoyer à ces lointaines religieuses des instructions qui les prépareraient à remplir leurs devoirs à l'endroit des noirs. Elle insistait beaucoup sur un point : « Pas de visites oiseuses, par manière de récréation, de distraction ou pour prendre l'air : pas de parler inutilement. » Que le parler fût désert autant que possible, c'était là le rêve de Mère Javouhey pour ses communautés.

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} janvier.

Se transportant par la pensée sous ces lointaines latitudes, Martinique, Guadeloupe, Réunion, elle songeait que le parloir, les visites, les relations mondaines, exposaient les Sœurs à certaines compromissions avec la vie sociale des planteurs, avec tout un ordre de choses reposant sur l'oppression systématique de ces nègres dont elles devaient être les institutrices. L'esprit du monde, à la Réunion ou bien aux Antilles, c'était pratiquement l'esprit d'esclavagisme : Mère Javouhey, par ses instructions très précises, protégeait dans sa congrégation, contre toute influence hostile ou paralysante, les libres et souveraines impulsions de l'esprit chrétien, qui commandait aux Sœurs d'avoir « un cœur vraiment maternel pour tous les malheureux noirs ». Cette supérieure générale qui, dans Paris, par devoir d'état, avait des conversations avec le monde administratif et politique, voulait que sur leur terrain même d'action, l'autonomie de ses religieuses, — une autonomie qui ne pouvait être à ses yeux que la plénitude d'obéissance aux maximes du Christ, — ne fût jamais exposée, par les furtives pesées de l'opinion mondaine, à des débuts de capitulation.

Cette grande éducatrice de religieuses allait être conviée par le gouvernement à devenir une éducatrice de colons, puis une éducatrice de noirs, sur le sol redouté de la Guyane.

Le nom de la Guyane sonnait douloureusement à beaucoup d'oreilles françaises. On se rappelait toujours les douze mille colons volontaires, Alsaciens et Lorrains pour la plupart, que Choiseul voulut fixer sur les bords du Kourou ; ils avaient coûté trente millions à la France, et presque tous avaient lamentablement succombé, par suite de l'imprévoyance des organisateurs ; de cette funèbre expédition, il n'avait subsisté qu'une soixantaine de familles, vivant tant bien que mal du produit de leurs bestiaux. Les impressions publiées par quelques-uns des anciens déportés de Fructidor avaient ravivé ce souvenir et l'avaient aggravé.

D'outre-tombe, les morts de Kourou et les morts de Sinnamary semblaient signifier à la France de la Restauration que l'emploi de la main-d'œuvre blanche, en Guyane, exposait la métropole aux plus âpres déceptions, et le conseil colonial de Cayenne, interprète des planteurs, s'attardait lui-même dans ce préjugé, que la culture de la terre était une besogne d'esclaves, bonne pour les nègres... Mais cette main-d'œuvre

noire, on la sentait destinée à se tarir, puisque depuis longtemps, parmi la population servile de la colonie, les décès étaient en excédentsur les naissances, et puisque la suppression de la traite ne permettait plus aux planteurs de renouveler périodiquement leur contingent d'Africains.

Tour à tour le gouvernement de la Restauration essaya d'envoyer des jaunes, des gens de la Louisiane, des Alsaciens, des Jurassiens ; rien ne réussissait.

Était-ce une raison de désespérer ? Chabrol, ministre de la Marine, songea que ces sœurs de Cluny, qui déjà en Guyane se montraient bonnes hospitalières, pourraient devenir des colonisatrices. Il manda Mère Javouhey, et lui proposa cette œuvre. Elle accepta de se mettre à l'étude. Elle aimait les orphelins, souhaitait leur être bienfaisante : ils étaient nombreux en France, surtout dans ces campagnes de l'Est qu'avaient ravagées les dernières guerres napoléoniennes ; c'est parmi eux que Mère Javouhey songeait à recruter les éléments d'une colonisation.

Pour préparer leur installation, elle allait tout d'abord partir avec un convoi de cultivateurs et d'artisans. Ainsi fit-elle le 26 juin 1828, accompagnée de neuf sœurs de chœur et de vingt-sept converses. Le 10 août, elle arrivait à Cayenne ; et à quelques lieues de là, sur ces bords de la Mana, où tout rappelait la faillite des précédentes expériences, elle allait faire œuvre d'organisatrice. Au bout de quelques mois, la colonie possédait son école, où l'on faisait classe pour les petits enfants, classe pour les sœurs converses, et puis, deux heures par jour, classe pour les jeunes colons, — pour les Frères, comme Mère Javouhey les appelait ; elle possédait son hôpital où dix sœurs étaient employées ; elle possédait ses ateliers, ses scieries, où l'on allait débiter les bois superbes de toutes couleurs qu'offraient les forêts vierges du voisinage ; elle possédait ses cultures de bananes, de manioc, sous la direction de Pierre Javouhey ; et dans les prairies paissaient déjà deux cents têtes de bétail, qu'on espérait porter à mille.

« J'espère, écrivait la Mère dès le 10 septembre 1828, que nous ferons un nouveau Paraguay où le Seigneur sera servi et glorifié. » Un règlement précis disciplinait les énergies : messe à quatre heures et demie, du matin, pour que les colons y pussent assister, s'ils le voulaient ; prière en commun, sous la

présidence d'une sœur, à cinq heures et à dix heures; travail de six heures et demie à dix heures et de quatorze à dix-huit. Il était obligatoire d'obéir au règlement; mais nul n'était forcé de rester colon.

APÔTRE ET INGÉNIEUR

L'organisation de la Mana était assez avancée dès 1829, et les santés des colons demeuraient assez solides, pour que Mère Javouhey n'eût aucun scrupule à s'éloigner un instant, et pour qu'elle pût deux mois durant, avec quelque calme d'esprit, s'en aller faire visite aux sœurs de la Guadeloupe.

Mais en l'absence de la Mère, des conseillers coloniaux de Cayenne se présentaient comme enquêteurs, abordaient les colons : comment ceux-ci fussent-ils demeurés insensibles aux doctes propos de ces visiteurs sur la condamnation à mort dont était frappée, sous ces latitudes, « toute créature ayant une enveloppe tégumentaire de coloration blanche », ce genre d'enveloppe, disait-on, ne permettant pas aux organes de se décharger de l'excès de calorique ! On avait observé qu'à la suite de pareils discours, dix colons avaient déclaré leur intention de rompre leur engagement. Devant la fécondité de l'exploitation, qui démentait leur pessimisme, les enquêteurs ricanaient : « Ce n'est pas étonnant que les terres rapportent tant, les Sœurs disent des patenôtres à chaque plant qu'elles mettent en terre. » Des Français laboureurs, les conseillers coloniaux n'en voulaient pas; il leur semblait, par surcroît, que Mère Javouhey leur faisait tort à eux-mêmes en obtenant de l'État un secours pécuniaire. Que ne leur donnait-on cette somme, à eux, pour aider à la culture de leurs propres terres par la main-d'œuvre noire ?

On sentait la Mère moins contente des colons, dans ses lettres, qu'elle ne l'était naguère. Elle persistait pourtant à pronostiquer : « L'esprit d'association fera ici des miracles. » Et déjà ses regards s'élevaient au delà des horizons de la Mana, vers le beau plateau de l'Acarauany, où l'on pourrait faire de grandes cultures avec l'aide d'un flot d'immigrants.

Il n'échappait pas à Mère Javouhey que l'avenir de prospérité économique qu'elle entrevoyait entraînerait la construction d'une route entre la Mana et Cayenne : elle parcourait elle-

même les deux cent vingt kilomètres qui la séparaient de Cayenne, pour étudier les possibilités futures. Le voyage fut très dur ; sans cesse à pied, par de mauvais sentiers, ou bien sur le dos des Indiens, qui l'aidaient à franchir les cours d'eau. Comme abris pour les nuits, de misérables cases, où les moustiques sévissaient. Elle allait gaiement, toute réjouie de l'aide qu'on pourrait apporter aux pauvres gens de cette région, quand la route existerait. Elle songeait à un canal, aussi, pour faire communiquer la Mana et le Maroni. L'extraordinaire bonne sœur ! C'était un voyage d'ingénieur et d'arpenteur, et c'était un voyage d'apôtre, notant au jour le jour les beaux endroits du trajet, où des villages pour orphelins pourraient s'édifier.

Mais la Guyane n'était pas seulement une terre à exploiter, c'était une terre à évangéliser. Si rares étaient les prêtres, et si fugitifs étaient leurs séjours ! A la Mana, on fut sans prêtre, en 1829, de Pâques au cœur de l'été ; il arriva parfois à Mère Javouhey de faire vingt-cinq lieues à la tête d'un certain nombre de ses Sœurs, pour aller attendre au passage quelque prêtre missionnaire, qui ne pouvait descendre jusqu'à la Mana.

Mère Javouhey pensait à tout : les lointaines conquêtes où son imagination l'entraînait ne lui voilaient pas les périls prochains que l'âpre réalité lui ménageait. Il fallait des bras pour cette prometteuse Mana : si le gouvernement différait le départ des convois d'orphelins, et si d'autre part les manœuvres des gens de Cayenne induisaient beaucoup de colons de la Mana à ne point renouveler leur engagement, qu'adviendrait-il de tant de beaux rêves ? Mère Javouhey, tout doucement, s'assurait les éléments d'une autre main-d'œuvre, d'une main-d'œuvre noire, pour la culture de la Mana.

Elle put croire, un jour de 1830, que Dieu lui-même les lui amenait, les lui présentait. Vingt esclaves fugitifs, traqués par leurs maîtres, traqués par la police, vinrent un jour se blottir sur ses terres ; ils savaient par ouï-dire que la propriétaire était une très bienfaisante personne ; ils avaient confiance. Quelques-uns d'entre eux, évadés depuis fort longtemps, étaient passibles de mort. Mère Javouhey voyait l'administration, elle voyait leurs anciens maîtres ; elle les rachetait, en s'engageant à les libérer au bout d'un certain temps. Le gouverneur Jubelin lui en montrait d'autres, qui avaient vu grésiller et brûler, devant une cheminée, le corps d'un de leurs camarades cruel-

lement arrosé d'huile, et qui s'étaient enfuis. Les voulez-vous? disait-il à la Mère. Ceux-là aussi, elle les prenait. Et à la suite d'un troisième achat, elle disposait, sur ses terres, d'un total de trente-deux esclaves.

SÉJOUR EN FRANCE

La Révolution de 1830 la privait de toute subvention de l'État; les colons blancs s'effaçaient peu à peu, il n'en restera que douze en 1832; mais Mère Javouhey tenait bon : « Avec trente-deux nègres, à nous, observait-elle, et la communauté composée de quarante personnes, nous resterons à la tête du plus bel établissement qu'on pouvait espérer dans un temps si court. »

Les Sœurs, en ces lointaines colonies, étaient aux écoutes des échos tardifs que l'on recevait des commotions parisiennes; et Mère Javouhey leur suggérait, d'ailleurs, de se tenir au courant, par la lecture de *la Quotidienne* ou de *l'Ami de la Religion*. Il était naturel que les imaginations trottassent, à commencer par la sienne, complétant les nouvelles du mois précédent, devant celles du mois suivant; on était plus assombri par la pensée de ce qu'on ne savait pas encore que par l'impression de ce qu'on savait déjà. « Je suis bien aise, songeait Mère Javouhey, que la Providence nous ait envoyées à Mana, ce sera peut-être une retraite pour les serviteurs de Dieu et notre chère société. » Elle voyait déjà son cher petit séminaire d'Africains émigrant de France en Guyane. « Nous le placerons au milieu des forêts, loin des méchants, et nous laisserons passer l'orage. Je me plais à croire que Mana sera l'asile le plus sûr, le plus tranquille pour pratiquer notre sainte religion, nous sommes si éloignés du monde, des affaires... au milieu des forêts. »

On travaillait d'ailleurs, à la Mana, comme si aucun nuage ne troublait les sérénités. « Les terres défrichées produisent toutes les denrées coloniales dans un degré supérieur aux terres ordinaires de la Guyane », écrivait Mère Javouhey à Taboureau, directeur des colonies, avec la même apparence de confiance, avec le même luxe de détails, que si elle se fût adressée à un fonctionnaire de Louis XVIII ou de Charles X. Elle inaugurerait même des cultures : celle de la canne à sucre,

celle du tapioca. Elle avait un moulin pour broyer les cannes, elle échafaudait une petite distillerie pour fabriquer le rhum de la Mana.

En 1833, Mère Javouhey reprenait le chemin de la France, et Jubelin, gouverneur de la Guyane, grand admirateur de son effort, le reprenait aussi : tous deux comptaient insister auprès du ministre pour que le gouvernement expédiât bientôt à Mana des convois d'orphelins.

Entre Guyane et France, la Guadeloupe s'offrait comme une halte : l'administration, profitant du passage de Mère Javouhey, lui demandait qu'elle établît des écoles pour la race de couleur, dans tous les quartiers de l'île. Que signifiait ce vœu ? De quelles préoccupations était-il le symptôme ? Sa vieille et indestructible idée, d'être l'éducatrice des noirs, allait-elle donc trouver l'actif appui de ce gouvernement de Juillet qui trois ans plus tôt lui inspirait quelque effroi ? Confusément confiante, mettant toujours sa volonté propre à la merci de Dieu, elle naviguait vers la France, incertaine et curieuse de ce qui allait lui être demandé.

Le 15 août 1833, elle revoyait ses sœurs de Brest. La petite Sénégalaise dont elle aspirait à faire sa secrétaire, Florence, n'était plus là pour l'attendre. Florence était morte l'année d'avant, et la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph ne pouvait plus espérer donner au monde chrétien ce symbolique spectacle : une authentique noire, installée près d'une supérieure générale blanche, comme greffière et interprète de ses volontés. Mère Javouhey se plaisait à songer que Florence lui rendait ailleurs la protection qu'ici-bas elle avait reçue d'elle. Et ce deuil même enracinait dans son cœur la tendresse pour cette race noire, qui pouvait, — Florence l'avait prouvé, — enrichir la chrétienté de quelques âmes d'élite.

Mère Javouhey, naguère, avait écrit à Mère Marie-Joseph : « Le plus grand plaisir que vous pourriez me faire, ce serait de me permettre de revenir mourir dans les forêts de Mana. » Elle rapportait en France le mystérieux sentiment qu'elle n'en était, là-bas, qu'à la première étape de son œuvre.

Elle s'enquérât tout de suite de ce petit séminaire Africain qui lui tenait tant au cœur. La tuberculose, rapidement, avait commencé de sévir ; un élève y avait succombé. D'urgence on avait transporté le séminaire sous un climat plus méridional,

à Limoux. On l'y avait installé dès la fin de 1829, tout à côté d'une colonie agricole, destinée aux jeunes noirs chez qui l'on ne sentait aucun attrait pour le sacerdoce. Mère Javouhey apprenait que, dans leur nouveau gîte, ces petits noirs faisaient figure d'humanistes : les autorités civiles et religieuses, et même l'évêque de Carcassonne en personne, venaient présider leurs exercices littéraires. Mais bientôt la mort forçait les portes : en trois ans et demi elle faucha neuf élèves du séminaire de Limoux. « *Fiat, fiat!* s'écriait Mère Javouhey, ce serait en vain que nous regimberions contre la main d'un père, qui sait ce qu'il fait dans l'intérêt de ses enfants. » Lorsque la mort eut ainsi prélevé son tribut, d'autres exigences survinrent : c'étaient celles des parents qui, du Sénégal, rappelaient leurs fils ; il y en eut cinq qui s'éloignèrent.

Mère Javouhey d'ailleurs se rendit bientôt compte qu'un établissement comme celui de Limoux, qui préparait les Sénégalais au service de l'autel ou au maniement de la charrue, ne répondait en rien aux conceptions nouvelles de la monarchie de Juillet, ni aux idées personnelles du nouveau gouverneur du Sénégal. Il ne restera bientôt plus dans cette maison que trois jeunes noirs qui voulaient se faire prêtres, Moussa, Fridoil et Boilat. « David, avait dit à ce dernier Mère Javouhey, je ferai de toi un missionnaire apostolique. » Il se rappellera toujours ce propos, et le citera en 1897, lorsque, plus qu'octogénaire, il déposera devant le tribunal ecclésiastique chargé d'instruire le procès de sainteté de la Mère.

Mais en face de cette détresse spirituelle qui durait au Sénégal et dont Mère Javouhey venait de souffrir en Guyane, en face de cette disette de clergé dont nos colonies offraient le spectacle, que pourraient trois noirs pour apporter une aide ? Mère Javouhey, sans renoncer à son dessein de faire catéchiser les noirs par d'autres noirs, allait se mettre en quête de moyens plus immédiats pour l'évangélisation de ces nègres du Sénégal de ces nègres de Guyane, que désormais elle enveloppait dans une même tendresse.

Elle entretenait le ministre d'une association de prêtres et de frères, — les Pères de Saint-Joseph, — qui allait se former au diocèse de Carcassonne avec des statuts pareils à ceux des sœurs. Elle leur assignait deux métropoles, avec deux séminaires : l'une était Limoux dans l'Aude ; et l'autre, bientôt,

serait Mana. Oui, Mana ! c'est à Mana qu'elle songeait à établir leur maison généralice. Ils s'occuperaient des soins spirituels à donner aux sœurs, ils pourvoiraient, d'autre part, à l'instruction de la jeunesse et au salut des noirs. Et déjà, dans l'Aude, se groupait un noyau de cinq prêtres, et de treize diacres, sous-diacres et élèves de philosophie ; les petits Africains qui restaient, et que Mère Javouhey acheminait vers le sacerdoce, prendraient place un jour parmi ces Pères de Saint-Joseph.

Les Pères du Saint-Esprit ne lui avaient pas caché que son projet les inquiétait, qu'ils en verraient le succès avec peine ; mais il lui semblait que leurs propres affaires allaient bien mal, qu'ils n'avaient presque personne à envoyer dans les colonies, et que les Pères de Saint-Joseph leur seraient une aide. « Si c'est l'œuvre de Dieu, concluait-elle, elle s'accomplira malgré tous les obstacles. » Les dépenses ne la faisaient pas reculer ; pour « former de saints prêtres qui eussent l'esprit religieux », pouvait-on reculer devant aucun sacrifice ? Son imagination, déjà, installait à la Mana un prélat désigné par le Saint-Siège, et duquel relèverait le clergé colonial.

LA QUESTION NOIRE

La question noire se dressait devant le ministère de la Marine, comme un problème épineux, angoissant. Cette nonne qui préparait, pour les noirs, des sœurs et même des clercs, était fêtée comme une auxiliaire par ce gouvernement voltairien : en ces premières années de la monarchie de Juillet, où l'idée religieuse était l'objet d'une disgrâce politique, Mère Javouhey et ses deux croix, dont l'une barrait sa poitrine, et dont l'autre pendait à son rosaire, étaient les bienvenues dans les bureaux officiels. On avait laissé renverser beaucoup de calvaires, sur le sol de France ; mais dans les colonies, on admettait que la croix régnât. On l'admettait parce qu'on avait peur. A la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane, l'heure était proche, on le sentait, où il faudrait émanciper les esclaves : que feraient-ils de leur liberté ? Introduits brusquement dans une civilisation qui, jusque-là, leur avait à peu près laissé ignorer ses lois morales, quel rôle y joueraient-ils ? Sentant s'éloigner d'eux les contraintes qui, de génération en génération, les avaient fait fléchir, à quels soubresauts

s'abandonneraient-ils, sans nul souci des secousses, des ébranlements et des ruines ? Le libéralisme qui les voulait libres sentait pourtant la nécessité d'une initiation qui les rendrait dignes d'être libres ; il se tournait vers Mère Javouhey pour que ses sœurs donnassent cette initiation. Des écoles pour les enfants de couleur allaient s'ouvrir dans les diverses îles, afin qu'ils sussent épeler, avec la cédula qui affirmerait leur liberté, le Décalogue qui devait régir cette liberté ; et le vicaire apostolique de la Trinidad, à son tour, demandait et obtenait des sœurs pour cette colonie britannique.

En Guyane, une question plus urgente encore se posait : il y avait à Cayenne cinq cents noirs naguère saisis sur les bâtiments négriers ; en vertu d'une loi de 1831, on avait dû tout de suite les déclarer libres ; mais on avait provisoirement restreint et encadré cette liberté théorique, en les engageant comme travailleurs, pour sept ans, dans les ateliers publics de Mont Joly et de Baduel, où le fouet continuait à s'abattre sur leurs épaules de libérés. Pourquoi ne pas les envoyer en Afrique ? disaient les conseillers coloniaux, affolés d'ores et déjà par l'échéance fatale de 1838, où cette sombre tourbe, la bride sur le cou, se disperserait dans Cayenne et peut-être mettrait tout à sac. Mère Javouhey, pourtant, disait qu'à la Mana elle avait eu beaucoup de contentement de tous ses noirs, soit que le gouvernement royal les lui eût fournis, soit qu'elle les eût achetés elle-même : « Ils sont dirigés comme s'ils étaient libres, observait-elle, et ils travaillent très bien. » Puisque cette bonne Sœur était si experte à manier la main-d'œuvre noire, l'idée vint au ministère de lui offrir ces cinq cents autres nègres devant lesquels d'avance les gens de Cayenne tremblaient. Elle les dirigerait comme si déjà ils étaient libres, et elle les préparerait ainsi au bon usage de leur prochaine liberté.

L'idée la séduisait fort, et tout de suite elle édifiait des plans : « Nous ferons venir des femmes du Sénégal, écrivait-elle dès le 22 janvier 1834, pour légitimer les mariages et améliorer les mœurs ; on leur fera des instructions suivies sur la religion. Il n'y aura aucun mélange de blancs, tous seront noirs. » Seul le « protecteur » devait être un blanc, et ce protecteur, ce serait son cousin Louis Javouhey. Elle projetait de les grouper en villages de cent ménages, qui auraient leurs

sœurs de Saint-Joseph, leurs pères de Saint-Joseph. Pas d'administration civile; des lois religieuses tout simplement, comme jadis au Paraguay. Pas de soldats, pas de gendarmes : elle avait assez de confiance en ces lois, pour se charger de faire régner l'ordre. Elle n'acceptait l'intervention d'aucune commission d'enquête : seul le gouvernement pourrait exercer son droit de contrôle.

Elle remarquait, au début de 1834, que jamais « le ministère ne s'était montré plus favorable ». « Si quelqu'un nous est contraire, disait-elle, on ne l'enverra pas dans les colonies. » Et lorsque, peu de mois après, le ministre de la Marine sera l'amiral Duperré, elle sortira très contente de l'audience de cet « homme simple », qui avait aidé naguère à l'installation des sœurs à la Guadeloupe, et qui ressemble, disait-elle, à un patriarche. Il n'était pas jusqu'aux députés des Antilles, qui, voyant qu'au ministère on lui voulait du bien, ne parussent eux-mêmes mieux disposés pour les sœurs de Cluny. Elle n'espérait point d'ailleurs qu'à tant de sourires et de réelles marques de confiance succédassent de grandes générosités gouvernementales.

Par une lettre officielle adressée le 1^{er} août 1834 à l'amiral Duperré, elle acceptait formellement sa proposition : « J'ai vivement partagé, écrivait-elle, les espérances qu'a fait naître ce projet sous le rapport de la religion et de l'humanité. Je crois en effet que j'aurais les moyens de former au travail et à la liberté cette nouvelle classe dont la présence pourrait devenir dangereuse à l'ordre public, si le changement que doit subir prochainement leur condition n'avait lieu dans une localité éloignée des habitations et de leurs ateliers. » On était d'accord en principe ; mais les détails donnaient lieu à d'épineuses discussions.

Le gouverneur Jubelin, qui se trouvait à Paris, était consulté par le ministre. Il savait assez la « capacité » de « Mère Javouhey », la « noblesse de son caractère », la « pureté de ses vues », pour se montrer propice au projet ; il ne méconnaissait nullement qu'en ce qui regardait « la partie morale de l'œuvre », l'intervention des sœurs serait plus efficace que « les soins directs de l'administration ». Mais il n'était pas d'avis, — ainsi qu'il l'expliquait plus tard à son successeur Laurens de Choisy, — de supprimer le poste militaire de la Mana ; il esti-

mais que ce n'était pas « sur une population aussi peu éclairée encore, que l'autorité morale pouvait être suffisante ». Et d'autre part, il eût souhaité que, « pour ce qui concernait les intérêts matériels, Mère Javouhey fût soumise à un contrôle permanent établi sur les lieux mêmes, et que, « sans la gêner en rien dans les détails d'exécution, le gouverneur pût statuer provisoirement sur les cas graves ».

Il était impossible qu'on n'accordât pas quelque poids aux avis de Jubelin, qui venait de là-bas, qui allait y retourner, et Mère Javouhey constatait, le 27 février 1833 : « Le gouvernement a bien de la peine à nous accorder une parfaite indépendance de toute administration séculière, et moi, je suis persuadée que sans cela il n'est pas possible de réussir. »

Elle attendait, non sans impatience, les décisions définitives du gouvernement.

L'APPUI DE LAMARTINE

Les débats mêmes auxquels le projet donnait lieu la mettaient très en vue, beaucoup trop pour son goût. « Ah ! mon Dieu, s'écriait-elle, quand serai-je donc dans les forêts de la Guyane, occupée de Dieu et de ses noirs enfants ! »

Cela lui déplaisait, d'« être la bête curieuse pour bien du monde ». « Les plus grands génies de l'époque, avouait-elle, nous montrent un intérêt qui m'embarrasse très souvent. M. et M^{me} de Lamartine sont de nos vrais amis ; leurs connaissances veulent aussi nous connaître, tout cela me gêne bien quelquefois. » Ces lignes se lisent dans une lettre du 13 avril 1833, adressée à Mère Marie-Thérèse. Huit jours plus tard, Lamartine, député depuis la fin de 1833, montait à la tribune pour parler de l'esclavage. Il glorifiait l'Angleterre qui venait de l'abolir, et qui avait « racheté au prix de cinq cents millions le principe, sans prix aux yeux d'un peuple chrétien, de la liberté et de la dignité des enfants de Dieu ». Il constatait que dans les colonies espagnoles l'esclavage n'était « plus qu'un mot », que l'esclave pouvait « s'y racheter tous les jours » ; et il en faisait honneur à « une religion qui s'interpose au nom de Dieu entre le maître et l'esclave pour tempérer les tyrannies de l'un et adoucir la résignation de l'autre ». Lamartine ensuite ramenait ses regards vers les colonies françaises : il voyait les

conseils coloniaux s'agiter, craindre la contagion de la liberté, réclamer des crédits pour la défense des blancs. « Vous aurez payé, s'écriait-il, pour retenir dans les fers, dans l'oppression, dans l'immoralité, dans le concubinage, dans la privation de tout ce qui constitue l'humanité, trois cent mille esclaves, plus qu'il ne vous aurait coûté pour appeler toute une race d'hommes à la liberté, au travail volontaire, à la famille, à la religion, à la civilisation et à la vertu. »

Lamartine se refusait à croire à cette prétendue nécessité des crimes sociaux; et son discours s'achevait par ce cri : « Nous souffrons, comme le Sybarite, du moindre pli de servitude qui pourrait nous blesser ou nous gêner seulement dans le tissu de nos législations. Que le contre-coup de notre liberté se fasse sentir à nos esclaves! »

Serait-il téméraire de retrouver, dans ces accents du tribun, l'écho des propos qu'avait pu lui tenir cette religieuse qui sentait en lui un « ami vrai » ? Non pas qu'il eût besoin d'elle pour s'éprendre de la cause des esclaves; il y était naturellement entraîné par cette maxime que « l'homme doit son service, son courage, sa lumière à l'homme, tous les jours, sous tous les régimes, sous tous les drapeaux ». Mais dès qu'il avait connu Mère Javouhey, dès qu'il l'avait écoutée, ces esclaves avaient commencé de lui apparaître sous un autre aspect que celui de la déchéance; il avait entrevu leur première ascension vers la dignité d'homme, vers la civilisation, et le récit qu'elle lui avait fait des expériences de la veille n'avait fait qu'aviver cette flamme d'idéalisme qui brûlait toujours en lui.

Quelques semaines se passaient, et Lamartine étudiait de plus près ces expériences. On l'avait nommé rapporteur d'une commission interministérielle que présidait le procureur général Dupin, et qui devait jeter les bases de l'accord entre le gouvernement et Mère Javouhey. Il concluait que les plans de la Mère devaient être adoptés, et qu'il fallait lui laisser toute liberté d'action. « La conduite des nègres de Mana, déclarait-il, n'a donné lieu à aucun reproche, et ils sont devenus, sous l'influence du régime doux, religieux, charitable, auquel les soumet M^{me} Javouhey, des hommes honnêtes, paisibles et laborieux. » C'étaient des faits acquis, pour Lamartine, que « l'efficacité du système de cette femme supérieure, et l'empire qu'elle avait su prendre, par le seul ascendant de son caractère

et de son esprit de bienveillance, sur les noirs confiés à sa direction ».

Avec Lamartine pour avocat, les idées de Mère Javouhey devaient triompher devant la commission; et l'amiral Duperré les accueillait complètement par une décision ministérielle du 26 juin 1835. Il expliquait, dans son rapport au Roi, que des administrateurs coloniaux seraient forcés de soumettre les libérés à une obéissance passive, et que ce dont il s'agissait au contraire, c'était de créer chez les noirs l'esprit de famille, de leur inspirer le goût et le besoin du travail. « On sait, rappelait l'amiral, que les ordres religieux qui existaient autrefois dans nos colonies d'Amérique y possédaient des habitations où les esclaves étaient traités avec une grande douceur; le maronnage y était pour ainsi dire inconnu, et les naissances y compensaient les décès. » Une congrégation de femmes existait, qui, par « des exercices religieux, par l'enseignement des principes de la morale, par des exemples continuels de soumission et de travail », pouvait accomplir l'émancipation morale et intellectuelle des noirs : c'était la congrégation des sœurs de Cluny.

Mère Javouhey, le 9 août 1835, écrivait joyeusement à Mère Marie-Thérèse : « Nous serons maîtresse absolue, il n'y aura aucun agent militaire ni du gouvernement; » et le 9 septembre, elle notait : « Le gouvernement nous remet cinq cents noirs pour les instruire et les préparer à la liberté dans deux ans. J'emmène douze religieuses et deux prêtres, un troisième est déjà parti. Nous avons une entière liberté pour les instruire; aucun blanc ne sera admis dans l'établissement sans notre autorisation. » Elle avait définitivement cause gagnée : le soin lui était remis, — c'étaient les termes exprès de l'amiral Duperré, — de former aux bonnes mœurs et au travail les noirs libérés de la Guyane, et, s'il y avait lieu, ceux des autres colonies.

Une lettre arrivait à Mère Javouhey du fond de la Bretagne : « J'aurais été heureux, déclarait le signataire, de vous exprimer l'admiration que m'inspirent les œuvres de charité vraiment chrétienne auxquelles votre vie entière a été consacrée avec un dévouement si infatigable. Que Dieu, Madame, vous bénisse et vous récompense pour tout le bien que vous faites aux hommes ! Vous rencontrerez des obstacles, des contradictions de toute sorte, ne vous en effrayez point. La Providence ne les permettra que pour éprouver votre constance. La

doctrine de Jésus-Christ est une doctrine d'amour ; mais on ne sait point aimer, et c'est pourquoi on ne la comprend pas. » Cette lettre portait le timbre de la Chesnaie. Elle était signée F. de Lamennais. Le fossé, déjà, s'était douloureusement élargi entre l'auteur des *Paroles d'un croyant* et cette Église dont il avait été l'apologiste : cette lettre à Mère Javouhey est probablement la dernière qu'il ait écrite en l'honneur d'une initiative d'origine catholique. Elle apparaît, dans le recul, comme un dernier geste de respect à l'endroit de l'Église, de la part de l'apologiste d'hier, qui serait l'ennemi de demain. Pour son action fille de son *Credo*, cette admirable femme obtenait les sourires d'un État peu à peu résipiscent à l'endroit de l'Église, et l'hommage suprême du penseur que l'Église voyait au contraire s'éloigner. Au seuil de l'édifice, la force d'attrait que possède la charité chrétienne attire ceux qui s'approchent et retient un instant ceux qui s'en vont.

LA SYMPATHIE DU ROI

Là-bas, en Guyane, les contradicteurs dont parlait Lamennais s'agitaient et complotaient : « Sottes et méchantes gens », disait le baron Roger. Mais leur sottise et leur méchanceté l'inquiétaient. Le bruit courait que le ministère, pour ménager leurs susceptibilités, indiquerait dans une lettre au gouverneur, plutôt que dans l'arrêté officiel, le droit qu'avait Mère Javouhey à une complète indépendance d'action. « Comment ! protestait Roger dans une lettre à la Mère, le ministre n'ose pas vouloir contrarier les Cayennais, et l'on croit que le gouverneur aura plus de courage et de force que le ministre ! Les colons, vous dit-on, sont hostiles à l'entreprise, et voilà pourquoi l'on faiblit ; belle raison vraiment ! Et c'est précisément, au contraire, parce que les localités vous préparent toutes sortes de résistances et de contrariétés, que vous avez besoin d'être soutenue et de voir hors de discussion tout ce qui se rattache à votre entreprise. » Mère Javouhey tenait bon, et les conseillers coloniaux de Cayenne allaient apprendre, par le texte même de l'arrêté ministériel, qu'ils étaient exclus de tout droit de contrôle sur l'œuvre de la Mana.

Ils avaient une influence dans la presse parisienne : Mère Javouhey, au cours de novembre, était l'objet d'un article

calomniateur. La *Société pour l'abolition de l'esclavage* s'émouvait : Lamartine et Roger y prenaient la défense de la Mère, et la Société la convoquait, par l'entremise de Lamartine, à venir parler de l'éducation des nègres. Visiblement, sur le terrain de Paris, elle était victorieuse des gens de Cayenne; mais que serait-ce sur le terrain même de la Guyane? Le préfet apostolique Guillier lui adressait, d'outre-mer, une lettre singulièrement alarmante : il y traitait « d'aveugle » et de « capricieux » le « blâme universel » dont il disait qu'elle était l'objet; mais il insistait avec une visible complaisance sur la difficulté qu'elle éprouverait « à lutter contre l'opinion de toute une population ». Guillier, de toute évidence, pensait de la question nègre ce qu'en pensaient les conseillers coloniaux. Il lui disait : « La population noire que vous allez réunir sera-t-elle libre ou esclave? Libre, sans doute; alors comment vous y prendrez-vous pour la faire travailler? Les nègres ne se croient libres qu'autant qu'ils ont la faculté de ne rien faire. La raison ne peut rien contre la paresse et l'ignorance. » Et Guillier craignait fort que ces nègres ne désertassent et qu'ils ne s'en fussent rejoindre ceux de Surinam. « Vous me parlez du moyen de la religion, continuait-il, mais jusqu'ici, on en a plutôt fait abus avec eux qu'on n'en a usé. On les a baptisés, pour un certain nombre, sans qu'ils comprissent rien aux engagements de leur baptême. » Non moins sceptique à l'endroit de leur esprit chrétien qu'à l'endroit de leur vaillance au travail, le préfet apostolique continuait : « A la vérité, Dieu est tout puissant, son bras n'est pas raccourci. Mais le succès de votre projet sera, à mes yeux, un aussi grand prodige, que la conversion du monde par le moyen de douze pêcheurs. »

Si bienveillante que fût la lettre, Mère Javouhey, à la veille de son embarquement pour la Guyane, avait le droit de se demander si elle trouverait toujours là-bas, auprès de l'autorité religieuse, le réconfort spirituel dont elle aurait besoin.

Le dix-neuvième siècle allait forger en faveur des noirs les lois qui ratifieraient leur dignité d'hommes; il allait s'imaginer que cette dignité était une trouvaille de fraîche date, remontant tout au plus aux philosophes; il allait un peu naïvement leur rapporter la gloire de cette prétendue découverte, et trop aisément oublier que ce XVIII^e siècle tant vanté avait eu pour l'esclavagisme beaucoup de complaisances. Mais

avant de forger ces lois, il faisait du moins au christianisme, représenté par Mère Javouhey, l'honneur de le considérer comme seul capable de substituer au joug de la force les disciplines de la morale, seul capable de préparer les noirs à faire, par leurs mœurs mêmes, bon usage de leurs lois, seul capable de leur révéler l'idée même de loi. En dépit des illusions du XVIII^e siècle, administrateurs et législateurs se reconnaissaient impuissants à créer l'âme d'un peuple, par des articles de code ou par des paraphes ministériels. Quarante ans après les utopistes de la Constituante, qui vaguement espéraient rendre à l'homme sa bonté naturelle en promulguant les Droits de l'homme, la France de la monarchie de Juillet se tournait vers le vieux *Credo* des missionnaires pour le charger de faire l'éducation d'une race. Et comme les missionnaires manquaient, la France de la monarchie de Juillet appelait à l'aide une congrégation de femmes, un de ces groupes que les légistes, issus de la Révolution, persistaient encore à considérer comme des écoles de servilité, incompatibles avec le libre développement des individualités humaines; et elle priait cette congrégation de s'en aller tenir, pour les nègres, école de liberté.

En ces décisives semaines de 1836, l'Église du Christ, dans la personne d'Anne-Marie Javouhey, recevait du gouvernement de Louis-Philippe cet hommage suprême qui consista dans l'assignation d'une tâche. Et Mère Javouhey, acceptant comme un indice de la volonté divine la besogne qui s'offrait, se préparait au départ.

La seconde quinzaine de décembre devait sonner l'heure de l'embarquement. Toute une semaine durant, à Paris, pour « arrêter les plans relatifs à la libération des noirs », Mère Javouhey avait des entretiens presque quotidiens avec Louis-Philippe. Elle se présentait aux Tuileries, accompagnée de sa secrétaire Sœur Bathilde. Furtivement, par des couloirs intérieurs, on l'introduisait au cabinet du Roi. Les Cayennais pouvaient avoir des intelligences dans la place; on ne voulait pas que ces deux nonnes fussent remarquées. Il était convenu, aussi, qu'elles se tairaient sur ce que Sa Majesté leur dirait. Mais Louis-Philippe, lui, ne cachait pas l'impression que produisait sur lui Mère Javouhey : « Madame Javouhey, s'écriait-il devant son entourage, mais c'est un grand homme ! »

Ce « grand homme » recevait des dons de la Reine, et de M^{me} Adélaïde, et du duc d'Orléans, pour la Mana; et la veille même du jour où Mère Javouhey devait quitter Paris, le Roi fit dire une messe pour ce « grand homme » qui, par son nouveau voyage, allait attester qu'entre la civilisation de la France et les populations noires il ne pouvait y avoir d'autre pont que le Christ. Mère Javouhey, Sœur Bathilde, toute la famille royale s'agenouillaient; et ce jour-là, aux côtés de Mère Javouhey, Louis-Philippe en personne entendait la messe.

Il s'offrait même à entrer discrètement en rapport avec l'évêque d'Autun pour arranger d'épineuses difficultés que ce prélat suscitait à Mère Javouhey. Mais celle-ci déclinait cette offre, craignant que l'évêque ne fût mis en mauvaise posture et que la presse ne pût s'emparer de l'incident.

Le 26 décembre, elle s'embarquait à Brest. « C'était une rude femme, dira plus tard l'amiral Trehouart, qui commandait le vaisseau; c'était mon plus vieux matelot! » Lui aussi, comme Louis-Philippe, parlait d'elle au masculin : ainsi témoignaient les lèvres humaines pour la magnifique virilité de cette âme d'apôtre.

LES PROGRÈS DE LA COLONIE DE LA MANA

Mère Javouhey, cette fois, sur la route de Mana, faisait escale au Sénégal; elle s'était promis d'y retourner dès 1825, elle avait onze ans de retard. Elle y resta peu, le temps d'acheter, avec l'obole de M^{me} Adélaïde, six négrillons dont elle voulait faire, à Mana, des chrétiennes et des mères de famille, et le temps de transmettre aux parents de ses petits « Africains » l'annonce de leur futur sacerdoce.

Le 11 février 1836, elle débarquait à Cayenne. A peine arrivée, elle demanda les noirs libérés qu'on voulait lui confier. Cette « grande Madame » leur plut : tous voulaient la suivre tout de suite. Il y avait cinquante-trois petits négrillons et cinquante-huit fillettes, deux cents femmes et deux cents hommes de dix-huit à trente ans. Et les vieillards suppliaient qu'on leur permit de venir à la Mana. « Pouvoir être utile à un peuple si doux et si malheureux » la transportait de joie : elle disait n'avoir « aucun regret d'avoir suivi l'inspiration divine ». Déjà elle leur assignait leur place dans la chrétienté :

tout fils de Cham qu'ils fussent, ils « remplaceraient tant de mauvais chrétiens qui avaient été leurs bourreaux, et toujours un sujet de scandale pour eux ».

Les ennemis de l'œuvre guettaient; ils dénoncèrent en elle, comme le rappellera plus tard le préfet apostolique Guillier, « l'agent et l'instrument d'une société connue en France et en Angleterre sous le nom d'abolitionnistes, négrophiles, philanthropes »; ils auraient été enchantés qu'elle eût à se débrouiller sans délai avec ces cinq cents noirs, tant ils eussent aimé à la voir tâtonner, s'enlizer, renoncer ! Le gouverneur Jubelin leur refusa cette facile victoire : il fit sept groupes de noirs qui devaient partir successivement, dans l'espace d'une année. Le 3 mars 1836, cinquante ouvraient le cortège.

Si terrible était leur réputation, que le capitaine de la goélette, s'épouvantant d'une telle cargaison, réclamait qu'il y eût à bord quelque maréchaussée. Ils sentirent que vous avez peur, objectait Mère Javouhey, et nettement elle s'y opposait. Elle adjoignait simplement au timide capitaine, pour partager le péril, une jeune religieuse; et la parfaite docilité des noirs, au cours du voyage, montra que ceux qui, jusque-là, n'avaient tremblé que devant la force étaient capables de respecter la faiblesse. Nous voulons partir, s'en venaient redire souvent à Mère Javouhey les noirs restés en arrière, et douloureusement ils insistaient, maltraités qu'ils étaient par les chefs d'atelier, qui persistaient à souhaiter qu'avant d'être prête à les accueillir, la Mère fût obligée de se charger d'eux. Mère Javouhey déjouait ces calculs, en priant Jubelin de mettre un terme à de tels abus.

A la Mana, manioc, bananiers, rizières s'enseménçaient : en cet été où partout dans la colonie sévissait la disette, on aurait de quoi faire vivre les « sept cents personnes » dont la Mère était chargée. A deux heures de Mana, à la Terre Rouge, site salubre et par surcroît charmant, allait s'ouvrir le premier village de noirs. Elle-même s'improvisait architecte, et, en juillet 1836, demandait au gouverneur quelques charpentiers. Un mois plus tard, elle écrivait à l'amiral Rosamel, ministre de la Marine, que la santé de la colonie était très bonne, que l'œuvre marchait à grands pas, que les nègres « sentaient le bonheur de leur position ». De règlements écrits, il n'y en avait pas encore. Jusqu'à présent, expliquait-elle, « je me suis

placée comme une mère au milieu de sa nombreuse famille, l'ordre règne par le seul effet de la persuasion ». Deux nègres avaient volé; quinze coups de fouet les avaient châtiés; elle espérait n'avoir plus besoin à l'avenir de cet instrument de correction, et que « la religion et la morale suffiraient pour maintenir tous les membres de cette famille dans la route du bien ». Déjà elle avait pu faire baptiser un grand nombre de ces nègres; elle les avait menés jusqu'à la première communion; une fois les villages fondés, elle s'occuperait des mariages.

Elle songeait trop sérieusement aux âmes de ces malheureux pour ne point s'intéresser à leurs cœurs. Or la bureaucratie paraissait oublier qu'il y avait des couples noirs qui s'aimaient : on inscrivait l'un des conjoints sur la liste de départ pour la Mana, et l'on gardait l'autre à Cayenne. Au sujet des liens de famille dans la classe servile, le conseil colonial de la Guyane professait d'abominables doctrines. Liens prétendus familiaux, liens prétendus conjugaux, tout cela, en dépit de l'Église, était méconnu par le statut social des colonies, tellement méconnu que le mariage n'était pas considéré comme un sacrement pour les esclaves. En 1835, il y avait à la Martinique un mariage pour 5577 esclaves; à la Guadeloupe, quatorze mariages pour 96 803 esclaves; à Bourbon, zéro mariage pour 69 296 esclaves; et bientôt l'ancien préfet apostolique Castelli poussera un cri de pitié en faveur des « cœurs de noirs, toujours vides, toujours souffrants ».

Mère Javouhey, dans sa lettre au ministre, revendiquait les droits des cœurs, non point au même sens et dans le même esprit où les revendiquait à la même époque la romantique George Sand, mais au nom de l'Évangile, au nom des disciplines de l'Église. Elle connaissait dans Cayenne de pauvres petites négresses que l'Administration faisait pleurer, en expédiant sans elles à Mana des nègres, dont on leur avait promis qu'ils deviendraient leurs maris. Mère Javouhey voulait que l'amiral eût un cœur sensible pour tous ces cœurs inquiets qu'enfermaient des poitrines noires.

De Cayenne, le gouverneur Laurens de Choisy l'observait; l'entreprise, après quelques mois d'expérience, lui paraissait fort bien engagée et sur la voie du succès.

Le 3 février 1837, il expédiait un rapport à Paris. « Le Roi, déclarait-il, en confiant à M^{me} Javouhey le soin de préparer

à la liberté les noirs esclaves, ne pouvait faire un choix plus convenable, plus digne. » Il ne partageait pas les craintes de Jubelin; il estimait au contraire que le ministère, en laissant toute la liberté possible à la Supérieure, en ne la soumettant pas aux entraves administratives, en comptant « sur son génie seul », — Laurens de Choisy risquait ce mot, — pour fonder ce nouvel établissement, faisait preuve d'une haute sagesse.

Une visite survint en février 1838, qui eut la portée d'une manifestation. Le jeune prince de Joinville, qui croisait dans le sud de l'Atlantique, comme aspirant de marine, venait voir la Mana. « Je dois me renseigner complètement, disait-il à la Mère, parce que la Reine s'intéresse fort à votre œuvre. » On lui présentait les nègres; on le menait au village déjà mis en culture, qui se construisait à trois lieues de Mana; on le promenait dans les terrains de défrichement, on lui montrait la sucrerie. Il voulait voir, même la léproserie. On lui avait parlé d'une certaine sœur Alexis Denfert, toute rabougrie, les épaules hautes, qui n'avait assurément rien d'une Diane, et qui pourtant améliorerait l'ordinaire de ses lépreux en chassant dans les grands bois avec un mauvais fusil : le prince, au passage, lui faisait cadeau d'une belle arme toute neuve. Les noirs étaient très fiers de cette apparition d'un grand de la terre; il semblait que la famille royale, quinze mois après les entretiens de Mère Javouhey aux Tuileries, eût voulu, dans la personne du jeune prince, lui rendre ses visites.

Quelques semaines plus tard, Mère Javouhey adressait à l'amiral Duperré, redevenu ministre de la Marine, un long rapport sur l'état de la Mana. « La tâche que je me suis imposée, lui rappelait-elle, tend à résoudre deux questions d'un haut intérêt : celle de l'aptitude des noirs à jouir sans trouble pour les colonies des bienfaits de la liberté, et celle de savoir si le travail libre ne peut avec succès remplacer celui des esclaves. » Elle croyait pouvoir, dès maintenant, regarder le succès comme certain. Cés « noirs du Roi », qu'on lui donnait, avaient toujours « croupi dans un état d'ignorance et d'abrutissement ». Ils étaient venus de partout, ramassés par les négriers dans les peuplades les plus diverses : ils étaient demeurés des épaves; entre eux, aucun lien, hormis les chaînes qui les rivaient tous au travail. Fallait-il tout d'abord légiférer pour eux? Mère Javouhey ne l'avait pas pensé. Elle se déclarait convaincue que

les lois eussent échoué faute d'être comprises, et qu'elle aurait trop souvent à punir. Elle ne serait pas plus législatrice que saint Vincent de Paul n'avait été législateur. Elle avait tout d'abord voulu les grouper, non pas en une cité, mais en une famille, où la puissance qui s'exercerait serait celle de la bienveillance, dont les sœurs de Saint-Joseph étaient « les grands-parents, et la Mère supérieure le chef ».

Elle avait déjà fait quatre-vingt-cinq mariages; et grâce aux mesures qu'on prenait pour la protection des jeunes filles, les naissances illégitimes étaient en très petit nombre. Pour le dessèchement des terres basses et les autres travaux d'installation, il fallait que tous ces noirs besognassent ferme; un petit verre de tafia les récompensait de leurs corvées; mais le petit verre était soigneusement dosé, l'ivresse était impossible. Le temps n'était plus où on les abrutissait de travail: Mère Javouhey tenait à réserver, chaque jour, le temps nécessaire pour l'éducation de leurs âmes; et chaque jour aussi, elle leur laissait quelques loisirs pour pêcher, chercher les fruits sauvages, améliorer leurs cases. Nul besoin de punition ni même de menace, pour les contraindre à l'accomplissement de leurs devoirs religieux, ou bien au travail. La détention plus ou moins prolongée, et très rarement le fouet: telles étaient les pénalités. Déjà ils étaient assez civilisés, assez imbus de la notion de société, pour que Mère Javouhey, en mars 1838, pût former, sous la présidence d'un commandant de vaisseau, un jury de huit noirs, chargé de juger un voleur. « Vous apprenez, leur disait le commandant, à appliquer la loi qui doit vous régir à l'avenir. Vous commencez à jouir des droits attachés à la liberté, vous commencez par le plus beau peut-être de ces droits. »

Cent quatre-vingt-cinq noirs allaient être libérés: chacun allait recevoir une concession, partie en terres basses, partie en terres hautes. On continuerait à les surveiller activement; ils sont trop neufs dans la civilisation, disait-elle, pour pouvoir se passer des instructions qui doivent les diriger dans leur nouvelle vie. Les cases étaient toutes prêtes, cases qu'occuperaient les ménages, cases où se grouperaient à quatre les hommes célibataires; il y en avait cent cinquante, formant deux larges rues perpendiculaires à la rivière. Elle voulait maintenant, pour les prochains bénéficiaires d'une liberté complète, arborer des règlements écrits: elle avait prié l'ordonna-

teur de la Guyane d'en préparer un projet, sur lequel elle se réservait de faire ses observations. Elle voulait que ces règlements fussent clairs, précis, peu nombreux, « tels enfin, disait-elle, qu'il convient à une société dans l'enfance, qui, si elle a encore peu de vertus, n'a pas non plus la majeure partie des vices inhérents à la civilisation ». Mais si elle projetait un règlement, elle n'acceptait aucune maréchaussée : « Le rétablissement d'un poste à Mana, expliquait-elle au ministre, est absolument inutile pour la sûreté, et le contact des soldats blancs ou noirs aurait les résultats les plus fâcheux pour les mœurs et le bon ordre. » Triomphalement, elle rappelait que neuf ans plus tôt, les habitants de Cayenne craignaient pour les ateliers de noirs le contact des engagés blancs qu'elle avait amenés à la Mana, et qu'aujourd'hui la question était renversée, que c'était pour les noirs de la Mana qu'il fallait redouter le contact des esclaves et celui même des blancs. Mère Javouhey concluait : « Les résultats déjà obtenus sont immenses, surtout quand on considère la nature des éléments et la jeunesse de la colonie. Les noirs ne sont sourds ni à la voix de la morale et de la religion, ni à celle de la civilisation ; fils du Père commun, ils sont hommes comme nous. Ceux de la Mana vivent sans trouble, dans la paix la plus profonde, sous les ordres d'une femme qui n'a que la force morale. Plus tard, ils prouveront que l'intérêt personnel, bien compris par eux, suffira pour les porter à un travail productif. »

Ainsi rayonnait dans les messages officiels de Mère Javouhey sa pleine confiance dans l'avenir, tandis qu'à Cayenne les membres du conseil colonial continuaient de « parler d'elle avec fureur », et de vouloir renvoyer les Sœurs, et de vouloir détruire tout ce qu'ils pourraient pour se venger de la réussite de Mana.

DE L'ESCLAVAGE A LA LIBERTÉ

Le 21 mai 1838, jour où expirait leur engagement de sept ans, cent quatre-vingt-cinq noirs étaient solennellement libérés ; on leur distribuait soixante-quinze hectares de terres ensemencées ; tout se passait avec « gravité et simplicité ». Brièvement, le 4 juillet, Mère Javouhey en rendait compte au ministre : « on est parvenu, lui affirmait-elle, à faire des hommes utiles à eux-mêmes, des chrétiens, des citoyens,

qui sentent et comprennent leurs devoirs civils et religieux. » Elle lui exposait le projet de nouveaux défrichements, pour lesquels elle souhaitait 25 000 à 30 000 francs. « La population de Mana, ajoutait-elle, sera doublée dans moins de quatre ans. C'est alors que Mana, s'élevant au milieu des forêts de la Guyane, avec ses habitants, son industrie, sa liberté, serait digne de fixer un instant les regards des colons, de suspendre la haine qu'ils lui ont vouée... Et moi, pauvre et humble instrument d'une si belle œuvre, je voudrais pouvoir dire à Sa Majesté : « Sire, la tâche que vous m'avez imposée est remplie, je la remets en vos mains libérales. »

Le 3 août, le gouverneur Ducamper arrivait : on groupait, pour lui faire fête, les noirs libérés. La messe était célébrée, puis il les haranguait : « J'ai vu avec satisfaction, déclarait-il, que le sol de la Mana a été fertilisé par les soins de M^{me} la Supérieure, et par les travaux de la population qui l'entoure. La sollicitude du gouvernement doit lui faire espérer que la nouvelle population libre contribuera, par de nouveaux efforts et par sa bonne conduite, à faire fructifier ce même sol. » Le gouverneur apportait les actes qui consacraient l'émancipation des cent quatre-vingt-cinq, « leurs papiers de liberté », comme ceux-ci disaient; devant lui, les noirs défilaient; chacun prenait le papier officiel qui ratifiait son avènement à la dignité humaine. Mais ces papiers, aucun ne les conservait, tous les confiaient en garde à Mère Javouhey. Le geste était symbolique : elle était celle qui les avait fait baptiser; leur introduction dans la cité de Dieu, où toutes les âmes sont d'équivalente dignité, avait précédé l'accueil qui leur était fait dans la cité humaine. Elle ratifia cet accueil et centupla leur joie, en leur offrant à tous des chaussures; être chaussés comme des blancs, c'était, pour eux, l'indice suprême de leur liberté. Leurs pauvres pieds tout déformés s'évertuaient à entrer dans ces carcans qu'étaient les chaussures fournies par la civilisation; mais ensuite, comment marcher? Ils s'y essayaient, grimaçaient, luttaient mal contre la gêne, crânaient un instant, comme il convenait à ces libertés toutes fières d'elles-mêmes, et finalement déposaient ces chaussures, vraiment trop douloureuses.

Le gouverneur Ducamper, dans le rapport que le 1^{er} septembre il adressait au ministre de la Marine, glorifiait la « patience sans bornes », la « bienveillance continue », la persévérance

inébranlable » dont avaient fait preuve Mère Javouhey et ses sœurs. « Les hommes, constatait-il, sont doux et soumis envers elle; ils sont même très confiants; la jeunesse est vraiment religieuse. Quant aux produits de l'établissement, ils ne sont encore qu'amplement égaux aux besoins de la population; mais il serait bien possible que dans peu d'années la colonie devint productive. Le problème que M^{me} la Supérieure avait à résoudre est donc résolu d'une manière satisfaisante, au moins pour tout le temps que les habitants de la nouvelle colonie resteront sous la direction qui a contribué par tant d'efforts à les amener à cet état de première civilisation. »

Deux ans plus tard, Mère Javouhey, dans un rapport à l'amiral Rosamel, analysera finement l'état d'esprit des libérés. Elle expliquera qu'au moment où elle les avait enrôlés, la future vie d'hommes libres leur apparaissait de loin comme une vie de paresse; mais aujourd'hui, devenus propriétaires, ils cherchaient à s'arrondir, défrichaient aux alentours; ils avaient compris, en un mot, que la vie de travail s'imposait à leur liberté. On observait seulement que s'ils travaillaient pour un salaire, la conscience faisait parfois défaut, comme au temps où ils besognaient pour le profit d'un maître. Ils n'étaient, quand elle les avait recrutés, que de pauvres sans-patrie, que l'insécurité même de la condition servile dissuadait de s'attacher à aucun coin de terre; aujourd'hui, ils commençaient à reconnaître comme une patrie cette terre qui les nourrissait. « Il n'entre pas dans le plan de mon rapport, disait la Mère, de décider si les autres noirs qui n'ont pas été élevés comme ceux de Mana, sont ou non capables de recevoir le bienfait de la liberté. » Elle concluait cependant, des succès obtenus à Mana, que « les dispositions des noirs n'étaient pas entièrement négatives, que leur race, que leur couleur, n'est pas totalement dépourvue de ces qualités qui font l'homme de la société ». « On peut donc juger par là, osait-elle affirmer, que l'affranchissement des esclaves n'est pas impraticable. »

Et sa lettre, avant de s'achever, prêtait une éloquence aux balbutiements des noirs, pour traduire à l'amiral ce qu'elle savait lire au fond de leurs cœurs. « Permettez-moi de vous faire entendre la voix des enfants dont je viens de vous entretenir. Ils vous disent : nous avons reçu un immense bienfait, celui de la liberté... D'esclaves que nous étions, voués au mépris et

à l'abandon, vous nous faites parvenir au rang d'hommes, participer aux droits de la société, au bonheur de la civilisation. Puisse l'assurance que nous vous donnons de notre gratitude et de notre dévouement contribuer à attirer sur nos frères qui gémissent dans l'esclavage la bienveillance dont nous avons été l'objet ! Et lorsque pour eux aussi aura sonné l'heure qui les appellera à la liberté, lorsqu'on aura prononcé ce mot qui doit les rendre à eux-mêmes et à leur qualité d'hommes, alors nous nous lèverons de nouveau tous ensemble, pour remercier et exalter le gouvernement du Roi qui nous a fait cette faveur, et le ministre qui a travaillé à l'obtenir. »

Un an plus tard, dans une lettre à l'amiral Duperré, redevenu ministre de la Marine, elle esquissait avec autant de précision que d'ampleur de vues un grand projet d'éducation des noirs, œuvre de longue haleine, œuvre d'avenir.

On avait obtenu, disait-elle, que les nègres libérés fussent « soumis, dociles, travailleurs » ; on avait « donné le change à tous leurs penchants en faisant naître et en entretenant en eux l'idée de chercher à se procurer tout le bien-être dont était susceptible leur position ». C'était beaucoup déjà, et Mère Javouhey n'attendait rien de plus ; on ne pouvait demander à ces hommes, naguère abrutis par l'esclavage, et dont beaucoup comprenaient mal notre langue, qu'ils apprirent à lire. Mais la génération qui suivait suggérait beaucoup plus d'espérances ; on la prendrait en main dès l'enfance, dans une salle d'asile ; on l'instruirait, on pourrait ainsi plus facilement lui faire acquérir « cette moralité de la religion, dont le pouvoir est si efficace dans l'essai de la civilisation des peuples ». Telles étaient les résolutions qu'avait prises Mère Javouhey, pour le terrain de la Mana, et qui commençaient de s'appliquer.

Mais elle savait que le gouvernement projetait la fondation de nombreuses écoles gratuites, primaires et professionnelles, dans les diverses localités. Avec son expérience de la Guyane elle se demandait : les jeunes noirs répondront-ils à l'appel ? A Cayenne, où l'on avait essayé pour eux des catéchismes réguliers, un petit nombre seulement s'y étaient montrés, et n'avaient pas persévéré. Qu'en serait-il dans les quartiers de la colonie où les esclaves éparpillés devaient obéir à des maîtres qui aimaient à les maintenir ignares pour retarder l'heure de leur libération ? Le seul moyen, pensait Mère Javouhey, — et

elle l'expliquait à l'amiral Duperré, — ce serait que l'État rachetât immédiatement les trois mille enfants esclaves, et qu'il les réunit dans un seul établissement, pour leur instruction primaire et agricole. La Mana était là, « rivière magnifique et paisible, avec ses bois superbes, ses terres étonnamment fertiles » : Mère Javouhey se déclarait toute prête à entreprendre cette tâche, moyennant cent soixante-quatorze mille francs pour chaque millier d'enfants. A vingt et un ans, on les émanciperait ; à leur gré, ils chercheraient fortune ailleurs, ou s'installeraient à la Mana même, sur un lopin de terre que Mère Javouhey leur procurerait.

Elle s'effrayait à la pensée de ce peuple noir que l'on allait, sans éducation préalable, élever « à un rang dont il ne connaissait ni les droits ni les devoirs ». Il n'en serait pas du commun de ces noirs comme de ceux qu'après la préparation nécessaire elle avait émancipés à la Mana ; ceux-là, une fois libres, risquaient d'éprouver une répugnance invincible pour toutes sortes d'ouvrages, et de considérer tout contrat de travail comme un retour déguisé vers l'ancien asservissement ; et leurs enfants, à leur école, hériteraient de ces craintes et de ces préjugés. Mère Javouhey, de toute son âme ardente, aspirait à faire de ces milliers d'enfants, devenant la grande famille de la Mana, une sorte de peuple neuf, et à montrer ainsi que « le christianisme seul est capable de produire ces grands effets de civilisation que la philanthropie se contente de rêver dans son impuissance ». Elle était impatiente d'une réponse ; elle espérait que Dieu, qu'elle regardait comme l'inspirateur du projet, disposerait les choses « de manière que son nom en retirât autant de gloire que possible » ; elle réclamait des prières dans toute la congrégation, pour cette expansion de son œuvre. « Il lui semble, disait Mère Rosalie dans une circulaire, que c'est par là qu'elle doit terminer à la Guyane sa mission de charité. C'est bien là notre chère Mère ; son activité ne connaît de bornes sur la terre qu'à l'entrée du ciel. »

UN DÉPART TRIOMPHAL

A l'époque où le ministère se mettait à l'étude et les communautés en prières, on inaugurait solennellement, à Mana, la nouvelle église, le nouvel hôpital. Le gouverneur Charmasson,

le préfet apostolique, étaient présents. Le gouverneur visitait Mana, constatait que l'ordre y régnait, que « les idées de confortable commençaient à s'introduire chez les noirs », que la mortalité était moins grande que dans les autres quartiers de la Guyane, que la santé et la joie des enfants « faisait envie », que les scandales de mœurs étaient tout à fait rares; il en rapportait tout l'honneur à « l'intelligence supérieure de Mère Javouhey », et à la décision qu'elle avait prise d'isoler du reste de la colonie les noirs de la Mana.

L'économiste Lechevalier parlait d'elle, au printemps de 1842, devant la commission de colonisation de la Guyane française. Il parlait en témoin, ayant passé quarante-huit heures à Mana. M^{me} Javouhey, expliquait-il, opère avec 100 000 francs par an et c'est avec ce capital qu'elle doit entretenir le travail de cinq cents noirs. Il lui rendait cet hommage insigne, que dans de pareilles conditions, le succès tenait surtout au caractère personnel de la fondatrice. Et Lechevalier proclamait : « M^{me} Javouhey est assurément ce que j'ai vu de plus remarquable dans nos colonies, par l'énergie de la foi qui est en elle, et par l'habileté de la direction qu'elle imprime à sa petite colonie. Si la France avait vingt-cinq colonisateurs de cette espèce, elle obtiendrait des résultats rapides et certains. M^{me} Javouhey possède cinq cents travailleurs pleins de force et de santé; elle en obtient l'obéissance, sans recourir à la force armée; ils sont dociles et religieux. » Tout de suite, sous sa plume d'économiste, survenait cette réserve : « Ils prient plus qu'ils ne travaillent. La Mana ne peut pas être considérée comme une colonie de travail : c'est plutôt une école de civilisation pour les noirs. Mère Javouhey a compris que les hommes de cette race étaient plus faciles à gouverner que les blancs, et elle ne veut pas de colons européens dans son établissement. Tous les ordres religieux qui s'établissent dans ces contrées ont, du reste, le même sentiment : tous écartent la race blanche. » Tel quel, le témoignage ne laissait pas d'être glorieux pour celle qui, comme le constatait Lechevalier, avait tout fait par elle-même, et toute seule...

Oui, toute seule, car du séminaire de petits Africains dont elle avait rêvé, il ne restait finalement que trois prêtres, dont aucun ne venait en Guyane; et le long conflit canonique qui chaque jour s'exacerbait entre elle et l'évêque d'Autun ne pou-

vait que la paralyser. La paralysie même lui parut très dure, quand le préfet apostolique Guillier, le jour même où s'était inaugurée l'église de Mana, vint lui signifier que, par ordre de l'évêque d'Autun, elle était privée des sacrements.

Elle dut se rendre compte, en 1843, qu'il fallait laisser s'évanouir sur son horizon l'attrayante vision de ces trois milliers de petits nègres dont elle eût voulu faire une nation neuve, une parcelle toute fraîche de « chrétienté ». Galot, le nouveau directeur des colonies, redoutait un soulèvement du conseil colonial de Cayenne s'il inscrivait pour la Mana les crédits nouveaux qu'exigerait un tel projet.

Il ne paraissait pas dès lors que l'œuvre de Mère Javouhey dût s'élargir : aucune tâche urgente n'exigeait plus sa présence. Le 18 mai 1843, elle s'embarquait pour la France. Sur le quai, toute la population l'escortait. Les mères lui tendaient leurs enfants à bénir ; les pères encombraient sa goélette de toutes sortes de petits cadeaux, animaux captifs, oiseaux rares, petits ouvrages fabriqués, fruits et légumes. Et lorsque avec toute cette cargaison le bateau se fut éloigné, les pirogues la suivirent pendant douze kilomètres, puis, en de savantes évolutions, en firent trois fois le tour. Et ce fut ainsi aux cris de « Vive notre chère mère », retentissant de barque en barque, que Mère Javouhey, peu à peu, vit s'effacer à l'horizon les grands bois où ses peines s'étaient confiées à Dieu, et l'oasis de civilisation que désormais, grâce à elle, ces grands bois ombrageaient.

Elle traversa Cayenne, sans que, devant elle, le tabernacle se rouvrit. Elle le verra se rouvrir, le 4 septembre 1843, sur l'ordre de l'évêque de Meaux, dans la maison de ses Sœurs de Fontainebleau : ce sera dans cette ville, où jadis l'abbé Liautard avait tenté de faire s'installer son petit séminaire de Sénégalais, qu'elle retrouvera l'accès de cette table eucharistique vers laquelle elle avait guidé les noirs de la Guyane, et vers laquelle, de longs mois durant, elle les avait vus s'acheminer, sans pouvoir s'en approcher elle-même.

GEORGES GOYAU.

(A suivre.)

désertes, la nouvelle répandit la consternation. Car si, depuis quatre ans, ces officiers et ces matelots vivaient dans une gêne proche de la misère, s'ils s'imposaient encore une discipline rigoureuse, c'était uniquement dans l'espoir de garder intact ce noyau de flotte pour la Russie ressuscitée.

Or, le gouvernement des Soviets allait évidemment réclamer tôt ou tard, à la nation qui venait de le reconnaître, ces bâtiments que les équipages de Wrangel avaient, au péril de leur vie, emmenés en exil, pour leur éviter la souillure du drapeau rouge.

L'inquiétude à Bizerte grandissait chaque semaine, alimentée par toutes les prévenances officiellement prodiguées aux Soviets sous la pression de la seconde Internationale.

Afin de ne point donner ombrage à Moscou, l'école navale de Djebel Kebir dut être débaptisée et s'appeler désormais *Orphelinat russe* : Paris n'avait véritablement pas le sens de l'ironie.

L'idée, peu à peu, prit corps, dans l'esprit des officiers, d'empêcher la livraison de leurs bâtiments par tous les moyens. Ils n'en avaient d'ailleurs qu'un seul en leur pouvoir, c'était de les couler sur place pour éviter la reddition : l'escadre allemande à Scapa-Flow avait donné l'exemple, — il est vrai un peu tard.

Les dispositions étaient prises, quand, au matin du 30 octobre, le lieutenant de vaisseau Solovief, qui exerçait brillamment auprès du préfet maritime de Bizerte les fonctions d'agent de liaison, vint prévenir l'amiral Behrens de rassembler à quatre heures tous ses officiers sur le pont d'un torpilleur : le préfet maritime désirait entretenir les Russes d'un sujet qui leur tenait à cœur.

A l'heure fixée, une soixantaine d'officiers et d'aspirants se trouvaient rassemblés dans leurs dolmans verdis, sur la plage arrière du contre-torpilleur *Dersky*, se demandant entre eux quel nouveau coup du sort allait leur être annoncé.

Des yeux perçants dans un visage aux traits rudes qu'encadrait une barbe brune et courte, parurent à la portière de l'automobile qui s'arrêta sur le quai : un homme en descendit, petit, trapu et vif, le vice-amiral Exelmans, alors préfet maritime.

Tous les marins le connaissent ; certains peuvent ne pas

approuver toutes ses idées, mais tous conviendront que si jamais officier de vaisseau sut ce qu'exige à tout moment l'honneur d'un pavillon, c'est bien celui-là.

L'amiral Behrens s'avança au-devant de lui, et le conduisit au milieu du groupe des officiers russes qui le saluèrent avec un respect affectueux, car ils n'ignoraient pas tous les efforts qu'il avait tentés pour leur venir en aide et adoucir leur exil.

D'une voix sourde, l'amiral Exelmans commença de parler, s'arrêtant après chaque phrase pour que Solovief la traduisit à ses auditeurs.

« Messieurs,

« Il faut que vous sachiez combien je comprends tous vos sentiments dans les épreuves que vous traversez. Je viens vous apporter aujourd'hui des paroles de profonde sympathie, mais aussi des paroles de sagesse.

« Ce que deviendront vos navires, je l'ignore; mais qui d'entre vous pourrait affirmer qu'il ne les reverra jamais arborer le glorieux pavillon de Saint-André auquel jusqu'au bout vous avez été fidèles?

« La Russie est opprimée, blessée, dispersée, mais elle n'est pas morte. Ces navires sont sa propriété; elle les a payés de son or, défendu de son sang. Vous ne les détruirez pas.

« Je vous le demande pour Elle. Je vous le demande aussi pour moi, car j'en ai la responsabilité morale, autant qu'officielle, et je sais bien que cette considération, si faible qu'elle soit par rapport à l'autre, parlera aussi à vos cœurs.

« J'ai fait disposer pour vous recevoir avec vos équipages les logements disponibles du centre d'aviation de Karouba. Des remorqueurs vous y transporteront dès que vous serez prêts. A terre vous serez absolument libres, et je prends sur moi de vous assurer ce que vous pourrez demander dans l'abri que je vous offre, aussi longtemps que vous n'aurez pas trouvé de nouveaux moyens d'existence, à quoi je vous aiderai de mon mieux.

« Personne ne montera sur vos navires avant que vous les ayez quittés. Quant à votre pavillon, vous l'amènerez vous-mêmes, et vous l'emporterez vous-mêmes, en attendant qu'un jour, s'il plaît à Dieu, la Croix de Saint-André soit hissée à nouveau. »

La voix de l'interprète se brisa en traduisant la dernière phrase.

Un silence stupéfié se prolongea, interminable.

Alors l'amiral Exelmans, avec des gestes raides qui trahissaient sa poignante émotion, vint se placer devant l'amiral Behrens, et, lui tendant la main, lui dit seulement : « Est-ce promis ? » Des yeux, l'amiral Behrens, si pâle, engagea sa promesse.

L'amiral Exelmans continua d'avancer, serrant la main de chaque officier, de chaque aspirant, et soixante fois la promesse muette fut échangée, de gentilhomme à gentilhomme.

Et toutes les paroles furent tenues.

Mais quand se fut éloignée la voiture du préfet maritime, et quand les rangs furent rompus, on vit plusieurs officiers russes sangloter comme des enfants, tandis que d'autres, d'un même geste, lançaient par dessus bord leurs sabres dorés et désormais inutiles.

L'AMIRAL Exelmans avait accompli son devoir de gouverneur, en empêchant les Russes de couler ces navires dont il avait la garde, et de semer autant d'épaves dans les bas fonds du lac de Bizerte. Il l'avait accompli simplement, avec tout son cœur de marin, mais il est de ces hommes qui n'ont jamais fini de remplir leur devoir.

Encore bouleversé par la scène qu'il venait de vivre, il regagna son bureau pour y examiner sa conscience. Sur sa table de travail, des journaux et des dépêches s'amoncelaient, commentant les démarches soviétiques pour obtenir la remise de la flotte impériale, annonçant l'arrivée prochaine en Tunisie d'une délégation de Moscou, chargée de prendre possession des bâtiments au nom de la troisième Internationale.

A la place du pavillon de Saint-André qu'il venait de faire lui-même amener par devoir, il se représenta le pavillon rouge hissé avec insolence sur les unités qu'il avait sauvées.

Il n'eut pas de peine à imaginer combien ce spectacle troublerait l'âme des marins français dont il avait le commandement, les encouragements qu'y puiseraient tous les semeurs de haine et de révolte. Dans une Tunisie où l'émeute couvait, n'était-ce pas une folie que de recevoir officiellement des représentants communistes ? Au nom de quelle autorité réprimerait-

on dans l'armée ou dans la marine les menées soviétiques lorsque des honneurs officiels auraient été rendus au pavillon de Moscou? Pouvait-il, lui, le petit-fils de l'Exelmans de la Grande Armée, après une carrière toute de droiture, se prêter sans déchoir à cette réception humiliante que déjà la presse annonçait?

Il fallait du moins que quelqu'un avertisse ce gouvernement de Paris, qui semblait n'avoir pas d'oreilles, du danger que son geste regrettable allait faire courir à la Tunisie, à l'escadre, à toute la marine enfin. Mais, pour se faire entendre, suffirait-il d'un de ces rapports ordinaires qui vont dormir dans les archives, et ne servent qu'à couvrir plus tard, quand les événements tournent mal, celui qui les a rédigés? Il fallait évidemment un avertissement plus solennel et l'amiral n'hésita pas à mettre dans la balance tout ce qu'il avait de plus cher au monde : sa carrière de marin.

Il écrivit au ministre toutes les raisons que son esprit venait d'évoquer, et il termina :

« Je vous conjure de ne pas admettre une délégation bolchéviste à Bizerte. Si vous croyez devoir le faire et persister dans vos intentions premières, veuillez me relever d'abord de mon commandement. »

Voilà une phrase que le ministre de la Marine n'a point accoutumé d'entendre !

Qu'était donc cet amiral qui se permettait d'avoir une conscience différente de celle de son gouvernement? Quel luxe! L'affaire fut trouvée presque drôle. Le ministre se frotta les yeux et demanda par télégramme une confirmation de cette dernière phrase. Le texte de la réponse ne permettait aucun doute.

« Eh bien ! fit le ministre qui n'arrivait pas à comprendre, qu'on le relève de son commandement. »

L'AMIRAL disgracié va quitter Tunis dans une heure.

Il est en costume civil et n'a plus droit à aucun honneur. Les torpilleurs ne lui feront pas escorte jusqu'en haute mer, ni les escadrilles d'avions ne viendront raser le paquebot qui l'emmènera, en décrivant les mêmes courbes que la main qui s'agite en souhaitant bon voyage.

Et pourtant, jamais le quai du départ n'a vu foule plus nombreuse.

Sans s'être donné le mot, tous les officiers, tous les fonctionnaires de la Régence, sont venus et entourent l'amiral d'une haie silencieuse d'admirateurs, connus ou ignorés, qui veulent témoigner par leur présence qu'ils pensent tout bas ce que ce chef a dit tout haut.

Mais derrière la foule qui l'entoure, l'amiral a aperçu un homme petit, très pâle, aux vêtements usés, qui se tient modestement à l'écart. C'est vers lui que l'amiral Exelmans s'avance, vers l'amiral Behrens, le dernier commandant en chef de la Marine impériale.

De grosses larmes coulent sur les maigres joues de l'amiral Behrens, qui est bien trop ému pour prononcer une seule parole; mais il tend timidement d'une main qui tremble, à l'amiral disgracié, tout ce qui reste de son escadre : une poignée de rubans sur lesquels sont inscrits les noms de tous les bâtiments abandonnés.

IL y a aujourd'hui, dans un coin du lac de Bizerte, toute une flotte qui n'est plus que ferraille sans âme, puisqu'elle n'a plus de pavillon.

Il y a dans un village du pays de Léon, en Bretagne, un amiral dont la carrière brisée avant l'heure paraît à tous plus glorieuse que bien des carrières déroulées sans à-coup jusqu'au moment de la retraite.

Il y a de par le monde, groupés dans chaque capitale, des milliers de marins russes qui mangent tout juste à leur faim, mais qui ne désespèrent pas de revoir flotter un jour la Croix de Saint-André, et c'est pour eux que nous avons écrit ces souvenirs dans l'espoir qu'un moment la vie leur paraîtrait moins rude.

LOUIS GUICHARD.

DMITRI NOVIK.

LE LIVRE DE RAISON

XVI ⁽¹⁾

MEUBLES DE FAMILLE

Maria de Brunet, fille de Josille et de Jeannine, petits propriétaires, fiancée à François Platiou, est venue m'inviter à la bénédiction de son lit de mariée. Par delà le bois du Lémou, le ruisseau de l'Izote, une colline gravie, vers le sud, Josille et Jeannine sont mes premiers voisins. Quand nos bœufs s'échappent, on est sûr de les retrouver chez eux, et les leurs, chez nous. C'est une habitude. Nous nous les ramenons mutuellement pour économiser le temps, pour qu'il n'y ait qu'un homme à les chercher; nous les poussons à grands cris du bœuvier, à grand aboi du chien, espérant faire entrer par là dans le crâne massif des animaux la défense de vagabonder. Le chien, lui, c'est presque un homme...

Un de mes gens vint frapper à ma porte : « Maria de Brunet veut parler Monsieur » (pour parler à). Tout le pays sait que ce n'est point là son nom de famille, mais celui du bien. Cependant on les appelle toujours ainsi, parents et fille, et le garçon en ce moment au régiment. Depuis si longtemps qu'ils possèdent ce bien et le travaillent, tout le monde les regarde comme incorporés à cette terre, comme issus d'elle. Je répondis : « Faites venir Maria de Brunet. »

C'était un des premiers jours de l'automne, le matin. Le vent d'est, qui règne ici à cette époque, soufflait par bouffées fraîches, épurant le ciel brumeux de moment en moment, et

(1) Voyez la *Revue*, 15 mars 1922 — 15 février 1923.

rebroussait les feuilles des Blancs de Hollande de la pelouse avec un bruit d'eau vive. Les grands arbres n'étaient plus qu'un frémissement d'argent dans l'air bleu, et, frappés de lumière, ils faisaient courir des rellets étincelants à leurs pieds, jusque sur mon perron de briques roses... La jeune fille parut... Je n'en dirai qu'un mot. Grande, svelte, souple, la peau ambrée, la lèvre forte, le nez écrasé un peu, les cheveux en ondes lourdes, et des yeux verts immenses, sur qui, si longs, les cils semblaient trainer, elle était toute arabe, restée marquée du passage des nomades.

— Bonjour, Maria.

— Bonjour, monsieur.

— Que vous faut-il ?

— Oh ! rien. Je venais vous inviter à la bénédiction de mon lit de mariée, demain, après-midi, à trois heures ; à la bénédiction, et au coup de vin, avec M. le curé. Papa m'a dit : « Va vite, le Monsieur est premier voisin, de plus de mon temps. »

— Certes, les deux ; je viendrai.

— Au revoir, monsieur.

— Au revoir, Maria...

Elle partit, sans toucher terre presque, comme avec des ailes, les ailes de son printemps, les ailes de son amour...

En arrivant, le lendemain, j'éprouvai la surprise appréhendée : celle d'un changement dans le logis. Non point des murs massifs, bien sûr, difficiles à déplacer d'un coup de truelle ; non des pièces, distribuées et destinées de même après vingt ans peut-être où je n'avais plus passé ce seuil : mais du mobilier presque entier. Les dernières années ont enrichi le paysan. Celui surtout qui trouve sa main-d'œuvre parmi les siens. C'était, ici, le cas. Les économies avaient été mises en meubles neufs, modernes, du premier bazar venu, alimenté par séries, et le lit à bénir reluisait, tout de cuivre doré...

Le prêtre entra à son tour, suivi de ses deux « drôles », ses enfants de chœur. Ils venaient pour les répons ; aussi pour porter, l'un, le surplis et l'étole, l'autre, le panier du pâté traditionnel offert à la cure. D'argent point, bien entendu ; en casuel ou étrenne, le présent le remplace. Au reste, les petits galopins qui en profitent le plus ne le troqueraient à aucun prix ; ils reniflent la pâtisserie dès l'abord.

On gagna la chambre... carrelée, murs tapissés; avec une commode, une armoire à glace, une toilette de marbre gris, et le lit resplendissant, poussé en long, dans le fond. Le prêtre se vêtit, fit taire les deux drôles, commença de prier. On lui tendit le laurier des Rameaux, trempé dans une assiette à soupe à fleurs, ruisselant d'eau bénite. Il aspergea les assistants, les murs, les meubles, le lit. Puis il parla en quelques mots des fils de l'homme qui naissent là pour accroître le nombre des élus; de ce torrent des êtres qui ne doit point tarir jusqu'à la consommation des siècles; dont Dieu écoute monter la voix comme un hymne, le plus beau qu'il puisse entendre... Il quitta étole et surplis. On sortit. Les grandes personnes, recueillies, après ce coup d'œil sur la terre et le ciel: les enfants en bondissant vers la cuisine, comme des chats.

On s'attabla beaucoup plus pour causer que pour manger et boire, malgré les pâtisseries à croûte d'or, le vin d'or aussi, le piquepoult, mais d'or pâli tant il était chargé d'ans, qui teintait à peine le verre comme le premier rayon de jour le cristal du firmament... Dépaysé, j'inspectais du regard. Josille me dit :

— Que cherchez-vous, monsieur?

— Les anciennes choses, Josille.

— C'est la jeunesse, le fils et la fille qui m'ont demandé ces changements. Le fils doit vivre plus longtemps que nous ici.

— Elles étaient si vieilles, monsieur! Les vers s'y mettaient; et l'air si fané, si triste. On n'a pas de moment chez nous pour les entretenir, les cirer. Quant à les réparer... il n'y a plus d'ouvriers...

Jeannine interrompit :

— Ne dis pas ça, Maria. Elles auraient tenu bien plus longtemps que nous et vous. Je les frottais. Les vers n'en mangeaient pas comme un pois par an. Dis que vous aimez mieux les meubles d'aujourd'hui.

Je repris :

— Moi, qui ne dois pas vivre ici, je regrette la vieille pendule, la vieille table, la vieille armoire, le vieux lit : objets familiers, transmis de génération en génération, de cœur de chêne comme les races. La vie domestique allait de l'un à l'autre. Ils pliaient aux mêmes gestes, aux mêmes habitudes, servant aux mêmes usages, demandant les mêmes soins. Ils

s'emplissaient de souvenirs. Ils avaient vu les gens, assisté aux événements intimes, concouru au bien-être, à la joie. Ils étaient le passé, mais resté vivant, dans ce qu'il a d'indestructible, parce qu'ils réveillaient la mémoire des fils envers les pères, et ils aidaient à peupler le toit de présences aimées, de l'apparence des êtres disparus.

— Oh ! monsieur, la pendule ne marchait plus, ou si mal. Les poids avaient l'air de s'être usés à force de monter et de descendre. Ils n'entraînaient plus l'aiguille. Nous retardions d'une heure par jour.

— Pas tant, Maria.

— Que si, papa.

— Pas tant. Elle n'avait pas plus d'âge qu'un grand vieillard. Mon père la vit acheter. Il me l'a raconté. Quand elle arriva dans sa longue boîte, haute à toucher les poutrelles, enfermant sous le verre, en haut, le mécanisme et le cadran, en bas, sous le bois, les poids de plomb, au bout de leur corde, empaquetés, et cloués aux parois, on la regarda avec étonnement. On l'entra doucement, couchée sur les bras. On la plaça debout, en montant sur des bancs, là-bas, dans le coin ; on l'y fixa, et l'on se recula pour l'admirer. Le bois de la caisse la cachait comme une robe, et elle avait un bouquet de fleurs de cuivre au-dessus du cadran. Installée, on débarrassa les poids, on la monta. Il était midi. Alors, elle sonna les douze coups. On n'avait jamais entendu encore sonner l'heure dans la maison. Tout le monde l'écouta, comme on écoute l'*Angelus* au bord du champ...

— Ce fut, Josille, comme une voix nouvelle au foyer.

— Vous dites bien, monsieur. Jusque-là, autour de nous, la cloche de l'église s'entendait seule.

— Je sais. Avant celles pareilles à la vôtre, les pendules étaient de bois : aiguilles, cadran, rouages. Il n'y avait point de caisse. On les fichait au mur telles quelles, nues ; les poids pendaient à l'air libre. On employait du nélier ou du corbier. Le bois qui se polit le mieux en durcissant le plus. Le même que pour l'arbre et l'engrenage des anciens moulins à vent. Celui de Benquet, au fond de l'horizon, garde encore un débris d'axe. Il n'y a plus que la tour, tendue de lierre. Le ronflement des grandes ailes s'est tu, et le grincement de la charpente. Les hiboux, seuls, crient dans la ruine... La pendule, elle, ne

faisait aucun bruit de marche : tant l'ajustage et l'équilibre en étaient parfaits. On la huilait soigneusement, fréquemment, et on la remontait tous les samedis, parce qu'elle avait aussi achevé sa semaine. Un seul défaut, Maria, à l'admirable ouvrage : la pendule était muette. C'est pourquoi on la plaçait en face du jour, et de sorte qu'on pût lire l'heure à la fois assis à table ou au coin du feu, en levant seulement le regard. On savait tout de suite s'il fallait partir pour le travail. Les chiffres étaient arabes.

Le curé se mêla aux propos.

— Mon confrère de Monlezun d'Armagnac, octogénaire presque, m'a appris que ces pendules étaient toutes faites ici sur le même modèle. Celui de l'horloge de son église, achetée ou donnée par on ne sait qui, ni quand. Elle n'existe plus. Un horloger ambulant, étranger au pays, venait la visiter de loin en loin, et descendait du clocher dans les maisons. Mais toutes n'en possédaient pas.

— C'était le meuble de luxe, dit Josille, le dernier que l'on achetait.

Maria se mit à rire.

— Mais, quand la pendule s'arrêtait ? Mais, la nuit ?

— Il restait dans les maisons aisées comme la vôtre le cadran solaire, de très vieil usage, que l'on conservait. Soit perpendiculaire, fixé au mur, d'ardoise ou de plomb : soit horizontal, sur pied et de pierre. Tous deux portaient des chiffres romains, en demi-cercle. L'ombre de l'aiguille triangulaire plantée verticalement au milieu ne dépassait pas cette courbe. On les orientait vers le sud. Ils recevaient le plus tôt le rayon d'est, et le plus tard, celui d'ouest... Pour ceux qui n'avaient ni pendule, ni cadran, il restait le soleil.

— Oh ! fit Josille, on leur mâche tout maintenant, monsieur. Ils ne font plus attention aux choses.

— Le soleil et son rayon de dix heures, de midi, de quatre heures. L'arbre, le chêne que l'on plantait chez nous, partout, au coin de l'aire en bâtissant la maison, qui vivait des siècles, marquait de son ombre, sans erreur possible, la position de l'astre. De génération en génération, le père apprenait à son fils à mesurer la marche du temps. De là l'antique proverbe gascon : « Chacun voit midi à sa porte ». Rien qu'en mettant le pied sur le seuil. Pour le soir, les bêtes mêmes le sentent

venir, oubliées ou cherchées trop tard, qui rentrent seules à l'étable. Et les petites pâtres se hêlaient à la chute du vent, annonciatrice du crépuscule. Ce signe entre cent. Tout renseignait le paysan, dont la nécessité aiguësait l'observation. Jusqu'à l'état de la thuie qu'il coupait. Elle durcit avec la montée du soleil et s'attendrit en fin de jour sous la sueur du sol.

— Mais la nuit, monsieur ?

— Vous le demandez, vous une fille de la terre?... Tout parle aussi la nuit. Le hibou familier de nos toits qui ulule quand l'ombre est faite; le chien du pailler qui aboie au lever de la lune; cette lune blanchissant l'aire; le ruisseau qui accentue son bruit à mesure que la nuit s'avance; l'eau sauvage du ravin; le grillon de l'âtre qui attend le silence; le coq qui chante d'heure en heure à la basse-cour; l'air lui-même qui se refroidit à l'approche du jour, ou que le gel rend plus sonore l'hiver; enfin l'étoile, toujours exacte, toujours fidèle. Il y en a une, bien connue autrefois, qui apparaît dès avant la petite aube. On l'appelait : « la lumière du Bouvier... » Elle est peut-être sœur de l'étoile du Berger... Elle touchait la vitre... Le bouvier se levait; il courait à l'étable pâturer ses bêtes à la main. Au grand jour elles étaient repues et prêtes à partir pour le travail.

— Je me souviens, c'est bien ça. Moi, Josille, j'ai pâture, voilà quarante ans!... On ne sait plus aujourd'hui si l'étoile se lève...

— Vous le voyez, Maria. On vivait sans entendre tinter les heures. Elles arrivaient toutes, cependant. Les promis ne se trompaient pas plus qu'à présent sur celle du rendez-vous : car elle sonne dans le cœur.. Toutefois, la pendule fut un grand pas de fait. Et puis, j'y reviens, elle anima d'une voix nouvelle le foyer. Comme on aimerait à l'écouter toujours la même !

Jeannine qui vaquait, s'approcha.

— C'est bien parlé, monsieur ; mais, il faut boire. — Elle versa deux grands jets du vin pâli dans chaque verre. — Il faut manger. — Elle distribua des tranches de pâté, compactes comme des pierres.

Chacun remercia. Les drôles lampèrent leur vin d'un coup et s'esquivèrent, leur pâtisserie aux doigts, las d'être assis en silence.

Josille ramena la conversation sur les tables anciennes. Mes souvenirs réveillaient les siens.

— C'est comme cette table-ci, monsieur... jolie certainement, de bon bois, du châtaignier long veiné. Mais ronde, sans tiroirs, sur un seul pied. On s'y appuie mal; et puis il faut se lever pour la moindre chose qui manque; enfin on n'oserait la charger.

— Que voulez-vous de plus? Elle me semble garnie, ne fût-ce qu'avec ce pâlé comme une roue de char.

— Peuhl! monsieur le curé... L'autre avait trois mètres de long sur un de large, et deux doigts et demi d'épaisseur. Montée sur trois pieds en croix, un au milieu, un à chaque bout, elle portait en dessous des tiroirs triangulaires, à volets, qui les reliaient. On y mettait son assiette, son couvert, son verre, et les restes. Assis on ne bougeait plus, ayant tout sous la main. Elle était de chêne le plus fin comme les bancs qui l'accompagnaient. On ne se servait pas de chaises, mais de ces bancs, sur lesquels on tenait plus de monde. J'ai compté autour de cette table seize personnes, accoudées.

— J'ai connu mieux, Josille.

— Je ne dis pas non, monsieur le curé.

— Connu... je m'avance trop... J'en ai vu le dessin chez mon grand père, menuisier à Ségos. Je suis de là. L'ancien est allé comme ceux de son temps qui n'en finissaient pas de vivre ni de mourir... Il n'exerçait déjà plus dans mon enfance. Mais il avait conservé les dessins. Il me les montrait. Il y avait une sorte de table énorme, faite comme un buffet, avec un dessus débordant d'une main, longue aussi de plusieurs mètres, et large en proportion. Elle était arrêtée à hauteur de ceinture d'homme. Des portes s'y ouvraient des deux côtés, hautes comme elle, donnant sur des compartiments garnis de paille où l'on mettait tout, comme dans la vôtre, et encore la vaisselle entière, des cruchons pour le vin, le pain et le linge de cuisine de la semaine. C'était massif à souhait, lourd comme la maison, impossible à remuer une fois en place. On s'asseyait tout le long sur des tabourets, parce qu'ils permettent d'écarter les jambes. Il ne fallait pas songer à joindre les genoux. Mon grand père, jeune homme, en construisit plusieurs de ce modèle.

Maria s'amusait beaucoup.

— Je préfère ma table et mes chaises aux bancs de papa, aux escabeaux de M. le Curé. J'y suis mieux assise et appuyée.

— N'empêche, ma fille, qu'on vient de moins en moins autour de vos tables. Vous êtes toujours dehors, maintenant. Le dimanche, la maison est vide... Le dimanche, du temps de ta mère et du mien, on allait chez les voisins, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. La cuisine s'emplissait; il aurait fallu deux tables pour asseoir les hommes, pendant que les femmes causaient au coin du feu, ou sortaient, les beaux jours.

— Oui, dans ce temps, c'était toujours partie de plaisir pour les hommes.

— Il n'y avait presque pas de cabarets; seulement des billards de quilles où l'on trinquait entre les jeux. Alors, on faisait cabaret chez soi. Chacun apportait sa bouteille. On s'asseyait face à face. On buvait. Oh! pas pour boire; pour goûter, pour sentir le parfum du vin, le faire luire au bout des doigts en le montrant, pour le comparer. Chacun voulait avoir le meilleur. L'un disait : « Tu sais, il vient du Majouret, du coteau vers le soleil, tout en terrebouc; il chauffe comme du feu. » L'autre : « Le mien, rien que du pacherin, soutiré deux fois : c'est presque de l'eau-de-vie. » Ou bien : « du vieux Tanat, venu des gravières de l'Adour ». Car on ne connaissait que des cépages purs. Pas de plants étrangers encore. C'est le malheur qui nous les a amenés... Cependant, il faut leur tirer son coup de béret : ils nous ont sauvés.

— Vous étiez, Josille, un fin palais. On m'a conté que vous reconnaissiez l'année d'un vin, rien qu'à en rouler quelques gouttes sur votre langue.

— Ça dure encore, monsieur... Les bouteilles vides, on jetait les cartes. On jouait à la « cézette » ou à la « bourre ». On n'entendait plus rien que « donne » ou « prends ». On réfléchissait pour ne pas perdre, bien qu'on ne jouât rien. Quelquefois, l'un de nous se levait, courait à la cheminée, et apportait un charbon au bout des pincettes. Il le promenait pour allumer les cigarettes. On fumait avec plaisir parce qu'on fumait peu. Beaucoup de nous seulement là, le dimanche, autour des verres et des cartes. On épargnait cet argent dans la semaine... Après le jeu, on s'accoudait sur la table, on parlait sans fin de la terre... Les femmes revenaient. Elles prenaient deux doigts de vin en choisissant, pour rire... Et la maîtresse de maison ouvrait la fenêtre, à cause de la fumée et de l'odeur du tabac. Elle n'était pas habituée à les respirer...

A cet instant, François Platiou parut sur le seuil, la cigarette aux lèvres. On ne le poussa pas dehors. Il la jeta. C'était un beau garçon, moyen, musclé, l'air tranquille, le visage aquilin, de poil blond. Les Platiou ont ce type de fils du Nord, on ne sait pourquoi. Il salua :

— Bonsoir à tous, monsieur le Curé, monsieur, la compagnie.

Il s'excusa :

— J'arrive tard, je voulais finir de tailler un fossé avant les pluies : sans compter que j'ai envie d'aller demain à la foire de Barcelonne avec Maria.

La jeune fille regarda sa mère. Jeannine fit oui de la tête.

— Je parie que vous n'irez pas en vous tenant par le petit doigt comme jadis.

— Ce serait dangereux, monsieur. Nous irons dans le « caoutchouté » de François. Il conduit, et le cheval est vif.

On ne prenait pas cette petite sans vert.

François Platiou saisit une chaise et s'assit près de Maria, sans un mot de plus, sans lui tendre la main, sans la toucher, l'effleurer même. C'est l'usage. Il la regarda seulement d'un long regard ; elle s'épanouit...

Mais Josille tenait à sa vieille table. La neuve ne faisait décidément pas son affaire. Il dit :

— Tout à l'heure, j'ai parlé de charger ce meuble-ci. — Et il le secouait de son poing resté fort. — Dans mon enfance, la mode après en passa, la fête du cochon s'achevait sur la table. L'animal échaudé, épilé, raclé, lavé, vidé, paré quoi, tout blanc et propre comme un enfant baptisé, on l'y portait, on l'y couchait de son long, maintenu ouvert par des bâtons croisés. Il pesait quelquefois deux cent cinquante kilos, ou mieux... Alors comme aujourd'hui, on invitait voisins et voisines au tue-porc. L'animal en place, on en mangeait le foie, et quelques lèches prises des deux côtés du cou, on buvait une rasade de vin neuf : les hommes assis aux coins, laissés libres par l'énorme bête, les femmes auprès du feu, pieds aux tisons... Histoire de se donner des jambes !... Car, ça durait peu ; vite, vite, on se prenait par la taille, par les bras, les grands, les petits, les jeunes, les vieux, pour danser, excepté la plus ancienne qui chantait l'air de la danse. On tournait autour de la table et du cochon, on tournait jusqu'à ce que

la tête se perdit ou que la vieille fût fatiguée... Parfois, elle se taisait, mais continuait à battre la mesure en frappant dans ses mains... Avec les pauses, on allait jusqu'à la nuit. L'hiver, elle vient tôt. A la nuit on partait, après avoir aidé à suspendre la bête à la maîtresse poutre; on reprenait sa route hors d'haleine et contents à siffler... Je ne vois pas bien ta table, Maria, avec le cochon mort dessus, quoiqu'il soit petit, cette année.

Jeannine attisait le feu du soir. Elle se retourna.

— Vous n'avez jamais pensé qu'à rire, Josille. Vous n'avez mémoire que du vin, des cartes, des amusements. J'ai d'autres souvenirs de la table... Et Jeannine rappela que c'était sur elle que penchés, ayant choqué leur verre pour conclure les accords, son père et celui de Josille avaient arrêté leur mariage. Sur elle que son repas de noces s'était donné, suivant la coutume : on l'avait réservée aux mariés et aux parents proches, tendue d'une belle nappe épaisse, piquée de fleurs; ce repas de noces où on lui avait chanté ses devoirs futurs de femme et de maîtresse de maison, où elle s'était sentie changer de cœur et d'âme devant eux. Sur elle où elle avait si souvent cousu et ravaudé des veillées entières, plié, compté le linge, taillé la soupe pour les gens, apprêté la pâtée pour les petites bêtes, si soucieuse de les contenter tous. Sur elle que mère, tardivement, elle avait eu tant de plaisir à repasser les vêtements étroits de Marie, tandis que l'enfant balbutiait dans son berceau; tant plaisir, plus tard, à lui apprendre à marcher tout du long en la tenant par le bout des doigts, sans être obligée de se baisser, en l'appelant à soi comme un poulet de grain!... Ce qui lui était arrivé, ce qu'elle avait fait, était arrivé de même à celles entrées avant dans la famille, avait été fait pour les mêmes raisons, et la table le disait rien qu'en étant là.

— Vous nous avez touchés, Jeannine. Vous faites mentir le proverbe : « la table est le meuble de l'homme, si le lit est celui de la femme. »

— Ne faut-il pas tout partager, monsieur ?

Le prêtre se leva pour prendre congé. Il remercia de l'accueil respectueux et cordial. Josille voulut l'accompagner jusqu'à la route.

— Non, restez. Je m'en voudrais de vous interrompre.

Il gagna la porte et frappa dans ses mains pour appeler ses

deux drôles. Ils étaient à la basse-cour où des jeunes coqs se battaient sans pouvoir l'emporter l'un sur l'autre. Jeannine tendit le panier garni au plus grand des enfants, et le groupe décrut dans le sentier de la vigne.

Jeannine me demanda :

— De qui tenez-vous le proverbe, monsieur ?

— De Marinette Bédât, une grand mère du temps passé. femme de cet Antoine Bédât dit « l'ainat », l'ainé. Il l'était de huit enfants, quatre garçons, quatre filles, magnifique équipe de métayers. Devenu maître, cet ainat se mettait plus souvent à table qu'à la charrue. A la saison des chasses, il l'emplissait d'amis ; le dimanche tombait trois ou quatre fois chez lui par semaine... Ce diable d'homme avait cependant ses terres en état... Le proverbe paraissait inventé pour lui...

— Pour d'autres aussi, monsieur... mais il manque quelque chose : l'armoire.

— C'est juste, Jeannine. Ce qu'on appelait : « le cabinet ». Le lit et le cabinet ne faisaient qu'un : meubles propres à la femme. Elle y touchait seule, et, tenez, voici ce que Marinette m'a appris autrefois sur eux. Elle venait souvent laver à la maison.

— Je l'ai connue, monsieur. Je me souviens maintenant.

— Je ne croyais pas, Josille.

— Si ; une petite, grasse, ronde comme une courge. A la fin elle ne marchait plus, mais « causait » toujours.

— Le cabinet de ce temps était un meuble vaste, avec un tiroir au milieu, et deux portes à pointes de diamant, une en haut, une en bas. Derrière, deux planches comme rayons, ce qui faisait trois étages avec le fond. On en possédait deux ou trois ou plus suivant sa fortune ; dont une toujours réservée à la chambre des époux. On y empilait vêtements et linge... tous filés à la maison, venus du bien. On les portait de là chez le tisserand.

— J'ai connu aussi le dernier du pays. Souvenez-vous, monsieur, de Broua... Il était sur le chemin de l'école. Nous nous sommes souvent arrêtés pour voir courir la navette.

— En effet, Josille. Et parfois, un camarade laissait en passant quelque écheveau... Ils abondaient dans les maisons : de laine, de fil ou d'étoupe ; pour les habits, le linge, les draps et les torchons. Les brebis tondues, le lin broyé, des hommes

venaient laver et peigner poils et filasses à demeure, à tant la livre, et les abandonnaient ensuite aux femmes. Chez les « petits », la mère et la fille filaient l'hiver, au coin du feu; chez les « grands », des commères se chargeaient du travail. Telle était plus habile pour la laine, telle pour le fil. Toutes avaient également soif (il faut alimenter la salive), et le vin à donner se débattait dans le prix. On reconnaissait les fileuses à la chaleur de leur teint... D'admirables écheveaux sortaient de leurs mains : ou floconneux, mousseux; ou lisses, dépouillés au possible. Le tisserand en tirait des pièces inusables. Tous les vêtements étaient de laine plus ou moins lourde; le linge, de fil de lin. Cependant, dans les métairies, les chemises de femmes se tissaient avec deux fils : de lin pour le corps, d'étope de la taille aux genoux.

— Comme les draps de bœufs ! Et les femmes le voulaient ?

— Elles n'en étaient pas moins jolies dessous, ma fille...

— Par exemple, vous n'avez pas honte, Josille... à votre âge... vous devriez vous taire !

— Jolies comme vous-même, femme. Sans cela je ne vous aurais pas épousée.

Ce fut Jeannine qui se tut, de peur d'en provoquer plus long.

Je repris :

— Et savez-vous combien demandait le tisserand ?... Quarante sous par jour ; des journées, commencées à la première lueur, finies à la chandelle. Et le tailleur ? payé à l'abonnement et en nature... Il habillait trois hommes pour un demi-hectolitre de blé et un demi de maïs. Lorsqu'on était content à la livraison, faite à domicile, on y ajoutait une bouteille de piquepoult.

Chacun s'extasia sur la bonhomie et la facilité de cette vie du passé.

— Oui, trois hommes et le petit pâtre par-dessus le marché... A ce prix, et c'était celui de toutes choses, le cabinet débordait d'effets et de linge. Oh ! bien empilés, rangés par espèces et usages, embaumés de la lavande du jardin. Voici un chiffre. Dans une habitation voisine où, enfant, j'allais jouer comme chez moi, on comptait 120 paires de draps, le reste à l'avenant ; et parmi quoi du linge damassé en nombre, où dessins et fleurs bombaient dans l'épaisseur de la pièce ; et des services d'apparat,

pour la montre seulement, dont on n'usait jamais. Quand on aérail cet amas aux changements de saisons les haies, au loin, autour de l'habitation, en étaient couvertes comme d'une floraison subite d'aubépine... C'était partout de même en proportion, dans toutes les maisons jusqu'aux dernières métairies. Dès qu'une fille naissait, on commençait son trousseau. Achevé, les voisins et les voisines étaient conviés à venir l'admirer. Les lits, les bancs en étaient chargés, la table surtout où s'étalait le linge fin de corps. Ce jour-là, les hommes de la maison mangeaient sur le pouce, debout, à l'ombre du chêne de l'enclos. Le mari disait de sa femme : « Elle fait la fière aujourd'hui... » Si, par malheur, la jeune fille mourait avant de l'emporter (ces coups affreux arrivent), le trousseau restait pour la génération future... Ainsi parfois la vieille armoire avait des coins de reliquaire, entourés de soins émus...

Le feu mordait ardemment les bûches. De longues langues de flamme montaient sans baisser d'une ligne et le bois commençait à chanter. C'était du hêtre de l'année, resté tard sur la coupe à sécher au soleil, qui paraissait devoir se consumer en ne laissant qu'une pincée de cendre. Comme la fumée s'était éclaircie au point de n'être plus que buée, et que tout se changeait en rayonnement et chaleur, Jeannine approcha du foyer le pot de la soupe, plein d'une eau limpide jusqu'au bord. Le feu y plongea ses éclairs. Jeannine se hâta de la couvrir.

— Rasseyez-vous, maman, dit Maria. Il ne bout pas encore. Vous avez le temps d'y mettre les choux. Laissez-nous raconter le lit de Marinette. Le voulez-vous, monsieur ?

Maria paraissait, cette fois, intéressée.

— Le sien, en effet, après avoir été celui de sa grand mère et de sa mère : trois générations de femmes s'étant succédé chez elle. Contrairement à la coutume, elle l'avait apporté à son mari. C'était un meuble de milieu, de deux mètres sur deux mètres, avec de hauts dossiers de même taille, sur lesquels reposait le ciel de lit. Élevé d'un pied environ au-dessus du carrelage, clos de rideaux, tendu d'étoffe à l'intérieur, il formait une vaste alcôve au sein même de la pièce, il avait figure de monument. Un bénitier de terre-cuite vernie à gauche, un crucifix à droite l'encadraient... Marinette regardait ce lit comme sa propriété exclusive. Je l'entends encore me déclarer : « Personne n'entrerait dans la chambre sans y être invité. Le

défunt lui-même (elle survécut à Bédat), ne venait m'y rejoindre que le soir. Jamais il ne fit là sa sieste. Le seul jour où il resta sans moi dans le lit, ce fut pour mourir... Il venait pieds nus et lavés dans des sandales propres. Pendant toute notre vie ensemble, nous ne nous sommes pas couchés une fois sans les pieds lavés, de peur de souiller les draps et même la chambre où je ne voulais pas une tache. Ce respect se devait pour nous-mêmes et les choses saintes du mariage. Et moi, en m'étendant, je faisais le signe de la croix avec l'eau du bénitier, et, quoique nous sachant seuls, nous fermions les rideaux.

— Les anciens respectaient plus la famille que nous, monsieur. et le secret de la vie à deux pour toujours.

— Peut-être bien, Jeannine... Depuis, j'ai beaucoup songé à ces paroles de Marinette. Cette chambre était pour elle comme un sanctuaire. Elle y avait appris, connu, souffert, donné la vie. Il faut se mettre à sa place, à celle de toutes les femmes de ce temps austère. Là seulement elle trouvait le lieu et le moment, le huis-clos nécessaire à ses soucis domestiques, le soir, après la journée faite, passée en commun sans pouvoir en dérober un geste; elle avait son libre-parler à propos des gens et des choses, du bien, des enfants à élever. C'était sa retraite. Là seulement elle soufflait, le jour, lorsque trop lasse elle ne voulait pas cependant qu'on la vit fatiguée : elle se reposait à la nuit pleine, après tous, la maison en ordre pour le lendemain, contente d'arrêter ses mains et son esprit : car on ne prévoyait jamais assez dans la solitude des champs d'alors. Elle se reposa surtout à la naissance de ses enfants. Lorsqu'on lui rendait son fils ou sa fille baptisée, qu'elle l'embrassait à ce moment pour la première fois délivré du péché (les femmes de ce temps n'embrassaient pas avant leur enfant), et qu'elle couchait le petit être à son côté de longues heures, et bâtissait en esprit son avenir, en l'écoutant respirer. Ce furent les quelques haltes de sa vie de labeur... Là seulement elle savait qu'elle était aimée... Les hommes d'aujourd'hui se laissent aller à leurs sentiments. S'ils se tiennent un moment, la tendresse l'emporte vite. Ceux d'autrefois ne se permettaient jamais un geste d'intérêt ou d'amitié envers leur femme, devant qui que ce fût. Ils ne consentaient pas à paraître avoir été charmés. Ils parlaient d'affaire : d'arrangement heureux pour eux. Ils s'attachaient dans la chambre conjugale. Les deux époux s'y

abandonnaient l'un à l'autre... La femme dans la conscience obscure de son attrait et de son pouvoir; le mari dans un élan de reconnaissance pour la joie promise à son cœur et à sa chair... J'ai entendu un vieil homme, indifférent et impérieux en public comme un maître étranger, avouer : « Dans la chambre, la femme fait de tout comme elle veut. »

Josille se mit à grommeler :

— Elles commandent partout, maintenant.

Jeannine sourit. Maria regarda son fiancé en dessous pour voir ce qu'il en pensait; il ne soufflait mot.

J'achevai :

— Dans cette chambre, Marinette s'isola pendant son veuvage. Elle fut veuve comme sa mère. Peu à peu, elle se retira de la vie commune, elle quitta tout à fait la veillée pour la passer dans ce coin privé, dont elle connaissait seule l'intimité. Dans ce lit, elle devint de plus en plus impotente avec l'âge. A la fin, à force d'y rester, d'y remâcher des souvenirs, les siens et ceux des deux chères femmes qui s'étaient blotties là même où elle se réfugiait, elle ne distinguait plus dans sa mémoire leurs trois couples, comme s'ils n'en avaient formé qu'un, confondus par le sang, l'habitude et le but de la vie... Quand elle mourut, leurs noms revenaient sans cesse sur ses lèvres, deux par deux, comme ils avaient été unis devant les hommes et devant Dieu; elle expira en murmurant le sien et celui de son mari : « pauvre Marinette, pauvre Antoine », tant elle les sentait tous présents autour du lit familial... Il l'était, en effet, symbolisant depuis si longtemps la stabilité et la perpétuité d'une race, renaissant à la même place, victorieuse de la mort. Familial et, de plus, sacré : pour avoir abrité ces amours bénies, indéfectibles jusqu'au tombeau; pour avoir recueilli ces souffles d'agonie, que des soins passionnés essaient en vain de retarder... Les gens d'autrefois ne se séparaient jamais d'un lit hérité. Lorsqu'ils voulaient exprimer qu'un malheureux, une malheureuse surtout avait atteint l'extrémité de la détresse et de la misère, ils disaient : « Elle s'est vendu le lit... »

Je me levai pour partir. La fenêtre en face de moi commençait à s'obscurcir et je savais le crépuscule hâtif en cette saison. Je dis au revoir. Josille me salua sur la porte, les jeunes gens voulant me faire un bout de conduite jusqu'à la route. Nous

primes une grande sente herbeuse qui contournait la maison, François Platiou à ma gauche, Maria à ma droite. Devant nous, le soleil se couchait.

Il touchait déjà la terre. Son orbe, de pourpre sombre, reposait sur le bord lointain de la plaine, rayonnait à peine, et l'œil pouvait le fixer longuement sans perdre la vision des objets alentour, comme il arrive lorsqu'il étincelle. Le ciel, jusqu'au fond, s'était teint de rouge à son contact, et les arbres, les maisons, les eaux vives ou stagnantes dans la campagne. L'izote, aperçu entre les feuillages, semblait un flot de sang. Cependant il descendait ligne à ligne, répandant à mesure un calme infini. Tout en était envahi : l'espace sans un souffle, les bois sans un frisson, les champs sans un bruit... Une femme invisible jeta seulement quelques cris d'appel prolongés, et se tut... On sentait que la nuit n'aurait rien à gagner, à endormir, tant la paix régnait.

Nous cautions en marchant. Je demandai :

— Quand vous mariez-vous ?

— Dans huit jours, au retour du fils du régiment, répondit Platiou. Il ne fallait pas enlever tous les bras à la maison.

— Il nous a bien aidés cet été, monsieur, dit Maria.

— Je le devais.

Nous avions atteint la route. Je leur serrai la main. Je vis que Maria voulait parler et n'osait.

— Quoi donc, Maria ?

— Je vous ai bien écouté, monsieur. Ne croyez pas que je sois insensible... Et j'ai pensé que les meubles, en vieillissant, en les gardant comme les autres, pourraient aussi se charger de souvenirs pour la famille...

— Continuez à le penser. Tout prend du prix par ce qui s'y attache.

Je les quittai. Le soleil disparut. Il ne laissait dans le ciel que quelques trainées éteintes. Mais il l'avait rempli de lumière et de chaleur tout le jour, comme un amour unique emplit une vie jusqu'au bout : je souhaitai ce destin au couple qui allait s'unir.

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LA CLEF DES SONGES⁽¹⁾

« Une pièce qui n'a pas sa pareille depuis *Faust*. » —
« Une date dans l'histoire de la scène américaine, un abrégé
de l'humanité pareil aux *Frères Karamazoff*. » — « Des passions
d'une grandeur cosmique. Cet *Interlude* d'O'Neill rejoint la
tragédie d'Eschyle et de Shakspeare. » — « Le monde vient de
recevoir un chef-d'œuvre. »

Je sais que la presse est la presse et que la réclame améri-
caine est, en particulier, un mégaphone assourdissant. *Greatest
in the world!* La première chose qui se voit quand on arrive la
nuit dans la rade de New-York, paysage célèbre et vraiment
saisissant, est (ou était du moins de mon temps) une immense
affiche lumineuse qui vous jetait aux yeux en caractères gigan-
tesques une réclame de savon. Seulement, ce n'est pas tout que
d'attirer le client et de lui faire dresser les oreilles : il est sage
de ne pas trop promettre, si l'on ne veut s'exposer à de trop
grands mécomptes. Vanter son ours est bien, mais gare la
déconvenue !

Je confesse que je ne connais de M. O'Neill que deux pièces,
sur une quinzaine qu'il a déjà fait jouer : il est vrai que ce
sont les plus considérables. On dit grand bien de l'*Empereur*

(1) Eugène O'Neill, *Strange interlude*, Boni et Liveright édit., New-York, 1928.
Lazarus Laughed, a play for an imaginative theatre, 1927. Cf. Régis Michaud,
Littérature américaine, Paris, Kra édit., 1928.

Jones et du *Grand Dieu Brown*, comme aussi de *Marco Polo*, mais on n'en disait pas moins du *Rire de Lazare*, hélas ! Quant au *Strange interlude*... L'auteur n'a pas encore quarante ans. C'est un enfant de la balle, qui jouait *Monte-Christo* avec son père dans les provinces et a fait un peu tous les métiers (j'emprunte ces renseignements à M. Régis Michaud, dont le livre me paraît très au courant) : il a pas mal roulé au Honduras, en Afrique et à Buenos-Ayres, comme matelot ou comme prospecteur, et doit à cette expérience une connaissance singulière des âmes primitives, des marins et des nègres. En somme, un type d'existence assez américaine, très irlandaise aussi : l'aventure, l'appel du large, l'envoûtement de la mer ou de la forêt, le désir d'infini, la grande nostalgie qui forme le leit motif de la plupart des petits drames, la *Lune des Caraïbes*, le *Long retour*, *Vers Cardiff*, *Par delà l'horizon*, qui ont fondé la réputation de ce jeune auteur dramatique.

Il paraît que la femme (c'est toujours M. Michaud qui le dit) ne jouait guère dans tout cela qu'un personnage fort effacé. L'auteur s'est bien rattrapé dans le *Strange interlude*. Ce n'est guère cette fois qu'une immense étude de femme, une pièce où l'éternel féminin joue, si je puis dire, le rôle d'élément, de fluide, de flot berceur et orageux, que l'auteur jusqu'à présent avait prêté à l'Océan. La mer est femme, c'est le secret de ses enchantements : elle incarne le trouble et les tourments qui agitent notre cœur ; elle est passion, caresse, caprice, colère, langueur, sourire, promesse, désir. La Grèce fit naître Aphrodite de l'écume de la vague. Et, s'il n'a pensé à ce mythe, M. O'Neill n'est pas sans avoir lu *la Dame de la mer*.

Il s'agit donc ici d'une femme, Nina, ou plutôt de la femme en soi ou, pour mieux dire encore, du phénomène féminin, en tant qu'il est lié à certaines fonctions : car il est clair que dans cette pièce l'héroïne manque tout à fait de physionomie personnelle. C'est une planche d'histoire naturelle, une physiologie de la femme aux divers âges de l'existence : trente ans ou la vie d'une femme. *Amante au premier acte et duègne au dernier* (il faut dire qu'il y a neuf actes. Pourquoi pas ?) La pièce commence au lendemain de l'armistice, très précisément dans l'été de 1919, et se termine aux environs de 1930 : cette circonstance n'a du reste aucune espèce d'importance, le temps étant ici un facteur exclusivement physique, complètement

étranger aux événements du dehors, et en particulier aux accidents de la politique. C'est un temps du corps, si je puis dire, une sorte de temps animal, uniquement mesuré par des phénomènes organiques. Nina n'est pas une femme, ni même exactement la femme; elle est le sexe, pour parler comme le bon Legouvé. Ah! quand ces puritains s'y mettent!... Le premier trait qu'on nous signale, quand l'héroïne paraît en scène, ce n'est pas qu'elle est blonde et qu'elle a les yeux bleus (vous ne le voudriez pas), mais c'est qu'elle a « de longues hanches minces » et « des jambes magnifiques ». Voilà qui écarte aussitôt les vaines sensibleries. Nous savons tout de suite que la chose essentielle dans cette belle figure, ce n'est ni le cœur, ni la tête.

Étrange en vérité, bien étrange intermède. En Amérique, évidemment, on trouve cela très fort : fort n'est pas assez dire, on le trouve scientifique. (Le succès de ce drame est d'ailleurs un fait qui en dit long sur le public américain et sur l'état d'esprit de la nouvelle génération.) Le raisonneur de la pièce est un nommé Marsden, un romancier mondain qui a passé sa vie à faire la cour aux préjugés et à écrire pour les vieilles dames des histoires édulcorées. Il s'oppose à l'homme d'affaires, Sam Evans, le mari de Nina, qui est d'ailleurs un type de sympathique Jocrisse, ce qui ne l'empêche pas de mourir milliardaire, comme tout le monde, et à Ned Darrell, le biologiste qui, lui, est le monsieur supérieur, le héros nouveau jeu qui a remplacé, dans le théâtre américain, le maître de forges à la Ohnet. Ce trio représente, en face de Nina, le côté des hommes, et tous les trois, l'ami, le mari et l'amant, sont plus ou moins liés à Nina par le cœur ou les sens. Or, au début de la pièce, nous voyons le romancier distingué marquer tout son dégoût pour Freud et la psychanalyse. Au huitième acte, il est converti. « Ah! j'ai besoin de me nettoyer les poumons, de crier un bon coup. Il faut que je darde un jet de soleil sur toutes ces ombres et ces mensonges. (*Je suis fâché que ces métaphores ne se suivent pas mieux.*) Je leur dirai à tous : Voici de la vie, voici de la chair, voilà de la passion, de la haine, du regret, de la joie, de la douleur, de la béatitude, voici des hommes et des femmes, des garçons et des filles qui ont des cœurs de force et de faiblesse, et du sang dans les veines, du vrai sang et non pas de la tisane ou du sirop. »

Au fond, M. O'Neill s'exagère peut-être le scandale de sa découverte. Il y a quelque temps qu'on se doute que l'amour mène le monde, et que l'amour est un nom du désir. En lisant sa pièce faite du rapport de Nina et des trois hommes qui l'aiment, je songeais à un curieux plateau florentin de la collection Arconati-Visconti : on y voit le triomphe de Vénus. Elle est debout au milieu du plat, et des rayons lui partent du ventre comme d'un soleil ; chacun de ces rayons frappe les yeux d'un cercle d'adorateurs suspendus autour d'elle et qui forment comme les jantes d'une roue dont elle est le centre. Tout dépend d'elle, tourne autour d'elle, axe et pivot du monde, *Hominum divumque voluptas*. M. O'Neill exprime avec moins de grâce cette vieille vérité.

ACTE I. — Nina a vingt ans. Elle est encore chez son père. Elle lui fait une tête effroyable parce que son fiancé, Gordon Shaw, a été tué à la guerre ; son avion est tombé en flammes la veille de l'armistice. Ce qui la torture, c'est l'idée qu'elle n'a pas été sa femme, même une heure, qu'elle n'a pas fait tout ce qu'elle pouvait, qu'elle ne l'a jamais rendu heureux. Ce remords devient son idée fixe. Mon Dieu ! Je ne dis pas que ce ne soit pas humain, mais j'imagine que cela pourrait se dire avec moins de crudité, sans tomber dans la pruderie. Il faut être délicat, comme dit le bon Flaubert, qui pourtant n'était pas pudibond. Cette jeune fille qui crie sur les toits qu'elle ne se console pas de ne pas s'être donnée, n'est pas intéressante. Nous voyons trop clair dans son cas ; c'est une hystérique refoulée. Sa passion contrariée se tourne en besoin de sacrifice et d'immolation. Elle se sent un cœur d'infirmière, de sœur de charité et elle part pour un hôpital afin de réparer.

ACTE II. — Nina ou la folle par amour revient à la maison, rappelée par la mort de son père. Dans quel état, grands dieux ! Dans sa soif d'altruisme et de réparation, ce n'est pas donnée qu'il faut dire, la malheureuse s'est prodiguée ; elle s'est offerte à la ronde, à qui voulait, à tour de bras, à tout un dépôt d'éclopés, d'invalides et de blessés. Bref, comme le dit Ned Darrell, le médecin-chef de la maison, ce n'était pas une infirmière, c'était une malade ; c'était même une possédée. Encore une fois, je ne dis pas que ce n'est pas possible, mais je dis : « Voilà une pièce de l'ancien Théâtre Libre, sur une donnée baroque et bien désagréable. » Enfin, il faut tirer de là

cette Gribouille femelle, et le docteur Darrell est d'avis de la marier. Un ancien copain de Gordon, qui adore Nina les yeux fermés, se trouve là juste à point. Il épouse, et c'est lui qui sera chargé de réparer.

ACTE III. — La pièce est finie là. Mais voici que l'auteur en commence une seconde qui sera bientôt suivie d'une troisième et d'une quatrième. Un auteur adroit aurait résumé ce prologue et mis le spectateur au fait en deux minutes de conversation. Il reste que cette pièce n'est peut-être pas du théâtre, mais nous verrons.

Le troisième acte se passe à la campagne, chez la belle-mère de Nina. La jeune femme est heureuse, les vœux de la nature sont comblés, tout le passé est oublié. Sur quoi la vieille révèle à Nina un horrible secret de famille : son mari est mort fou, la grand mère aussi, il y a là-haut une vieille tante qui n'a plus bien sa tête à elle. C'est la fatalité, le malheur de la maison ; les Evans sont maudits, ma fille ! Il ne faut pas qu'il y ait d'enfant. Du reste, continue cette vieille extraordinaire, je ne vous empêche pas d'être heureuse, du moment que mon fils ne sait rien. « Si j'avais su, c'est ainsi que j'aurais fait moi-même. Le bonheur, voyez-vous, il n'y a que cela. » La jeune femme écoute atterrée, révoltée et enfin persuadée, et elle se résout, la mort dans l'âme, à une opération pour tout réparer.

ACTE IV. — Le ménage est dans le marasme. Le jeune Evans n'a le cœur à rien et ne se sent bon à rien ; il fait de la neurasthénie, l'humiliation de son impuissance tourne à la maladie. Sa femme d'ailleurs ne va guère mieux, mais comme elle sait à quoi s'en tenir, c'est elle qui prend l'initiative de s'ouvrir au docteur Darrell. Cet acte devrait s'appeler la consultation, comme dans *les Thibault* de M. Martin du Gard. Le docteur opine fort posément qu'il faut à Nina un enfant dans l'intérêt de tout le monde, et comme il est l'ami du mari et qu'il a du goût pour la femme, c'est lui qui se dévoue et qui prend sur lui de faire le nécessaire ; il exécutera lui-même l'ordonnance ; encore une fois, il réparera. C'est *l'Amour médecin*, mais c'était plus gai dans Molière.

Comme on voit, c'est de plus en plus fort. Ce qui est curieux, par exemple, c'est le tour que prend l'auteur pour faire passer cette situation. Une scène de passion aurait eu peu

de chance de convaincre des Américains. M. O'Neill institue un débat médical et quasi juridique, une controverse où les deux parties agitent la question et se décident pour des raisons en apparence très objectives; on a toujours le droit, et peut-être le devoir, d'obéir à l'hygiène. Le public n'excuserait pas une faiblesse, mais une femme qui trompe son mari par ordonnance de la Faculté, pour faire le bonheur de ce mari et assurer le sien par la même occasion, lui semble vraiment moderne et digne de sympathie. Cette délibération où deux personnes décident d'être amants pour le bon motif, cette casuistique où la science remplace le confessionnal, où les deux héros discutent leur cas et se défendent de céder à un entraînement, me semble un bel exemple de morale scientifique. L'auteur se doute-t-il à quel point c'est comique? Il n'y aurait qu'un coup de pouce à donner pour pousser la chose au style bouffe et pour en faire une scène de *Knock*, la farce magnifique de M. Jules Romains. Mais l'auteur est sérieux, hélas! et très sérieux, et s'il fait rire, c'est malgré lui.

ACTE V. — Tout est rentré dans l'ordre et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. La nature, la morale, les dieux et les hommes sont satisfaits : Nina a un petit Gordon, son mari est éperdu de joie; il a repris confiance, ce n'est plus le même homme. Il commence à étonner la terre par son audace. Il va sans dire qu'il ne s'est jamais douté de rien : sa femme et son ami conspirent pour son bonheur et en reçoivent en retour la douce récompense. C'est l'accord parfait. « J'ai le meilleur des maris, le meilleur des amants », s'écrie naïvement la jeune femme : pour que rien ne lui manque, Marsden, son amoureux transi, qu'elle chérit comme un père, vient se joindre au concert. Elle se sent vraiment en famille. Elle promène sur le trio un regard de triomphe, et l'embrasse avec une complaisance attendrie : « Mes trois hommes », murmure-t-elle, et elle ajoute : « Dieu est une mère ».

(Drôle d'idée, mais M. O'Neill y tient : ce drame « eschylien » tourne de plus en plus au vaudeville.)

Au sixième acte... Mais à quoi bon poursuivre? C'est l'histoire de la famille de Polichinelle. Je suppose qu'à elle toute seule, elle aurait paru ce qu'elle est, un monument d'extravagance et un amas de banalités, qui n'ont pas le sens commun. Ses proportions démesurées n'étaient propres qu'à la

rendre encore plus assommante, si l'auteur ne s'était avisé d'un artifice qui lui a valu un succès de curiosité.

Tout le monde sait que le langage est un outil très imparfait, un truchement qui représente de la manière la plus incomplète la vie réelle de l'esprit. La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, cette maxime va plus loin que ne le soupçonnait son auteur : qui parle ment, ou du moins choisit, dissimule, extrait d'une masse de choses vagues, diffuses, indécises, un rapport, une formule claire à laquelle échappent nécessairement une foule de nuances qui seraient la vérité vraie. On ne peut jamais communiquer qu'une partie infime de la vie spirituelle. Le vocabulaire, qui est fait pour des usages pratiques, échoue presque toujours à rendre l'individuel. Seul le poète, à force d'art, par un système de rythmes, par une magie d'incantation, arrive à restituer à ces vocables de *Berlitz School* quelque chose de ses émotions intimes, à leur donner le caractère d'une musique nouvelle, d'un langage unique et créé à la mesure de son cœur. C'est le miracle de cette sorcellerie divine. Combien en sont capables ? Chacun a éprouvé, et jusqu'à la douleur, cette impuissance de s'exprimer, et justement dans l'instant même où l'on aurait à dire les choses les plus importantes : on ne trouve que des phrases toutes faites, des mots qui dépitent et découragent à mesure qu'on les prononce, des expressions qui s'égarent ; cette trahison du langage, cette dérision des mots est une des choses qui rendent si cruelles les querelles des amants, et qui parfois les blessent au vif dans le moment où leurs cœurs cherchent à se rapprocher. Presque toutes les conversations sont des malentendus.

De plus en plus, l'art moderne s'attache à rendre saisissable ce jeu des portions obscures de notre âme. La pensée claire ne l'intéresse plus : il s'inquiète des raisons que la raison ne connaît pas. C'est dans ces cavernes secrètes, dans ces bas-fonds de l'instinct qu'il promène sa lanterne sourde et se plaît à découvrir et à chasser des monstres : il reconnaît dans cette vase la faune primitive, les vieux bataillons du désir. L'inconscient est le mystère moderne. Tout le théâtre de Curel, celui de Lenormand, sont bâtis sur cette idée : c'est elle qui en constitue l'*aura*, le principe sacré, l'atmosphère d'horreur tragique. Il est admis aujourd'hui par les plus intelligents de nos auteurs dramatiques que le vrai drame n'est pas celui qui est écrit, mais

l'autre, celui qui gronde entre les lignes, en dehors des répliques, l'orage intérieur qui se déroule en silence, quand les acteurs ne parlent pas.

Nous savons tous maintenant que la vie orale, la vie telle qu'elle s'exprime par des propositions et des discours organisés, n'est qu'une partie insignifiante d'un prodigieux pullulement interne, d'un immense chaos fluide, d'un torrent de sensations viscérales, musculaires, optiques, sensorielles qui traversent sans arrêt nos nerfs, mêlées de souvenirs, d'images, d'associations d'idées, de remous et de réactions, de courants sentimentaux ou de poussées volontaires. Notre passé agit continuellement dans le présent. Nous pensons avec toute notre machine, avec des milliards de cellules qui forment en nous des républiques en perpétuelle activité. La vie n'est qu'un rêve du corps, un rêve qui ne s'interrompt jamais, qui embrasse à la fois notre perception de l'existence et celle de l'univers, dont notre mémoire fait partie comme la sensation présente, et dont il est clair que la parole ne peut exprimer jamais que des parcelles misérables.

C'est dans ces infinis trésors du subconscient, dans ces riches ombres de la vie que le roman moderne trouve depuis un demi-siècle ses principales richesses et ses perspectives nouvelles. Déjà les maîtres de la Salpêtrière avaient inventé la méthode qui leur servait à isoler les maladies mentales, les obsessions, les idées fixes, à les réduire enfin et à les dissiper. Le roman, à la suite de l'immense Dostoïevsky, était arrivé de son côté à des effets inouïs d'analyse, de profondeur et d'hallucination. La vie paraissait faite d'une matière nouvelle. On sait les conséquences que devait tirer de ce genre d'observations l'auteur du *Temps perdu* et du *Temps retrouvé*. Un Joyce s'attache à reproduire, dans son *Ulysse*, le flot même de l'existence, le fonctionnement complet d'un vivant, la réalité totale d'une journée de l'individu Bloom, corps et âme, cerveau, visions, habitudes, sensations, nourriture, idées, paroles, reminiscences, dans un immense capharnaüm, un pêle-mêle inextricable d'imaginaire et de réel, d'émois et de sensualité, de cauchemar et de vertige : ce Bloom devient grand comme le monde. Que dis-je ? Il est le monde. Le poète l'a dit il y a longtemps : *somnium vitæ*. Étoffe de songe.

Ne croyez pas, en effet, que ces états profonds, que la science

catalogue aujourd'hui, aient échappé aux poètes. Les poètes l'ont toujours su, car ils savent même ce qu'ils ignorent. Tous ont attribué une importance énigmatique à ces enfants de la nuit, visiteurs tristes ou souriants que les dieux envoient aux humains par la porte de corne ou la porte d'ivoire. Toujours ces puissances du rêve qui s'emparent des mortels et livrent le secret des heures noires, les ont inquiétés comme une ouverture sur l'Érèbe. Il y a, dit Shakspeare, des âmes si lâches,

*There are a kind of men so loose of soul
That in their sleep will mutter their affairs.*

Qui ne se rappelle la pâle Macbeth faisant sans arrêt le geste de se laver les mains et murmurant : « La tache... la tache... », et son mari pétrifié devant le spectre de Banquo ? Notre gentil Brantôme rapporte le cas d'une dame si sujette à songer qu'elle disait la nuit tout ce qu'elle faisait le jour, si bien qu'elle « s'escandalisa » à l'endroit de son mari, qui se mit à l'ouir gazouiller, dont mal en prit à la pauvrete de n'avoir su se tenir de « débagouller de ses amours ».

Mais ce travail de la pensée ne cesse pas pendant la veille. Il y a moins de différence qu'on ne croit entre le rêve du sommeil et le rêve aux yeux ouverts. C'est dans ce domaine que les lettres modernes ont fait les plus précieuses trouvailles. Au-dessous des états clairs, elles ont été pêcher des richesses inédites dans le trouble et dans le confus, dans le monde souterrain et fertile en surprises, dans les sombres galeries que recouvre la mince écorce des sentiments acquis et des idées reçues : par delà le monde logique, où les choses s'enchainent à peu près suivant des formes décentes et conventionnelles, l'analyse a été chercher la vie sourde et latente, la vie multiple et une, organique, émotive, sans cesse en gestation et à l'état de devenir, soumise à des ressacs, à des paniques, à des angoisses, à des tourments, à mille agitations aveugles, à des alternatives soudaines d'exaltation et de détresse, et traversée parfois de furieuses lames de fond, la conscience purement sensible, aux frontières où elle se confond avec le sentiment élémentaire de la chair, et où meurent les dernières lueurs de la vie intelligible. C'est dans ces retraites ténébreuses que nos contemporains ont été consulter l'oracle et ramené le dernier

mot de la vérité sur nous-mêmes. Ils ont voulu le fond du sac et fait sauter le couvercle du puits.

Voilà ce que M. Eugène O' Neill a tenté à son tour, et c'est évidemment tout l'intérêt de sa pièce. Il a voulu représenter à la fois le dialogue et les pensées secrètes que gardent pour eux ses personnages; il s'est donné la peine d'écrire son drame en partie double, avec une portée qui représente la ligne parlée, et une seconde qui fait la basse, l'accompagnement mental et la chose inavouée. Pour cela, il a inventé un parti ingénieux : chaque rôle se divise et est tenu par deux acteurs; je ne sais s'ils sont tous deux en scène; j'imagine plutôt que le « double », chargé de la partie mentale et supposée perceptible par le seul spectateur, doit être quelque part dans la coulisse ou dans le trou du souffleur. En fait, si le réglage était possible, je verrais ce rôle avantageusement confié à un gramophone.

Par malheur, ce merveilleux programme a un petit inconvénient : c'est qu'il repose tout entier sur la distinction de la conscience claire et de la conscience obscure, du formulé et de l'informulé, et cette différence s'évanouit aussitôt qu'on traduit le second en termes du premier. Il n'y a pas à sortir de là : l'auteur a beau se plaindre de l'insuffisance des mots, il a beau invoquer la mystique de l'inconscient : dès qu'il l'exprime, il le détruit.

Il n'y a aucun moyen de saisir directement le cours de la vie profonde : toute la virtuosité verbale de M. Joyce lui-même, ses acrobaties de syntaxe, ses onomatopées, échouent à en donner l'illusion, par cette raison bien simple que ce flot intérieur est composé de *choses*, d'images visuelles, sonores, plastiques, d'états, de sensations sourdes ou pénétrantes, dont aucune n'est ordinairement accompagnée d'un nom; des vagues très puissantes de la vie affective, des sentiments violents d'aversion ou d'amour peuvent très bien exister sans se prononcer le moins du monde en membres de phrases ou en discours. Le souvenir d'un site, d'un parfum, d'une femme peut se présenter à l'esprit d'une manière fort vive et rester paysage, odeur, charme, sourire, si détachés des mots qu'on ne songe pas à les nommer, et simplement reconnaissables à un certain battement du cœur. Faire passer ce monde intime sur le plan de l'articulé, c'est lui faire subir une transformation totale : c'est en altérer

grossièrement la nature et le rythme, à moins qu'un magicien ne s'en mêle pour tout repenser et tout recréer.

Si seulement ce que disent les voix d'ombre en valait la peine ! Si elles révélaient sur les personnages de M. O'Neill des faits que nous ne devinions pas. Mais non : neuf fois sur dix la partie pensée ne nous apprend rien que ne répète aussitôt après la partie à voix haute ; et la dixième fois, elle se borne à proférer une platitude. Conscient et inconscient se résolvent en bavardages. Je songeais, en lisant ce drame prolixe et informe, à ce mot d'un délicat artiste : « Notre art, me disait un jour M. Édouard Bourdet, est celui de tous qui exige le plus de raccourcis, la plus grande perte de matière : un quart, un cinquième du sujet, c'est tout ce qu'en souffre la scène. » Et il citait cet autre mot d'un de ses confrères : « J'en sais sur mes personnages plus long que je n'en dis. » Faut-il apprendre à M. O'Neill que toute la beauté d'un livre est faite de ce qu'il ne dit pas, de tout ce que l'auteur fait entendre sans l'écrire ; et que mettre en paroles ce qui ne se parle pas, c'est simplement gâter le silence.

On l'a dit (1) : sous prétexte de renouveler le théâtre, M. O'Neill n'a fait qu'y ramener de très vieilles ficelles ; cette nouveauté formidable, *tremendous novelty*, c'est l'odieux monologue et l'antique *a parte*. Je ne connais même pas de pièce qui fasse plus grand usage de ces poussiéreuses vieilleries. Mais je discerne encore autre chose. Ces lenteurs qui suspendent le drame à chaque pas, ces moments où l'acteur s'arrête au lieu d'agir, prend son temps, médite, pose et ne s'adresse plus qu'au spectateur, est-ce que cela ne vous rappelle pas certains procédés de l'écran ? N'est-ce pas ce qu'en termes d'argot on appelle le « gros plan », ces minutes où une tête coupée et outrageusement agrandie vient remplir toute la scène et se décompose en grimaces et en roulements d'yeux, censés représenter toute la douleur humaine, cependant que, par des « fondus », d'autres images plus ou moins vaporeuses se substituent à la première et nous mettent sous les yeux, dans un lointain de chose irréal, le cher objet de cette douleur.

Une psychologie de cinéma ; les associations d'idées d'un faiseur de Los Angeles ; du Freud mis en images par un régis-

(1) M. Lionel Landry, dans la *Gazette médicale* d'août 1928.

seur de Californie, pour un public de mécanos et de chauffeurs de voitures Ford, voilà le niveau du nouveau chef-d'œuvre. Du cinéma encore, ce découpage en scènes sans lien, cette succession d'épisodes, cette confusion du drame et du roman, ces niaiseries dont on se demande. « Pourquoi ces choses et non d'autres? » Cinéma, ces bonshommes sommaires, ces silhouettes toujours suffisantes pour être des ombres sur un écran, cette Nina si bien faite pour un triomphe de *star*, ce gendelettre burlesque et touchant, ce biologiste précis, et jusqu'à cette bonne pâte de mari, cordial et cousu d'or, le plus trompé des époux et le plus aveugle des pères. Il y a vers la fin, au VIII^e et au IX^e acte, des scènes à faire trépigner d'enthousiasme une salle de *mory* : la scène des régates, par exemple, où, du yacht des Evans, on assiste à une course d'aviron qui sera gagnée, bien entendu, par le fils de Nina. Spectacle de sport à ravir les âmes populaires. Et à la scène finale, lorsque nous voyons le jeune « as » enlever sa fiancée en avion et repasser victorieusement, dans le tonnerre de son moteur, au-dessus de la terrasse d'où le suit du regard sa mère vieillissante, pour le coup, c'est un symbole, ou je ne m'y connais pas ! Qui ne saisirait dans cette image tout l'optimisme national, le pœan du progrès, de la jeunesse et de la vie ?

« Littérature adolescente, bonne pour un peuple d'adolescents » : c'est M. O'Neill qui le dit, et que dire de mieux ? Ce n'est pas sa faute si la presse a annoncé son œuvre comme un phénomène littéraire à tous les échos de l'univers. L'auteur apprendra quelque jour qu'il faut se méfier de la gloire et y regarder à deux fois avant de croire qu'il vous a été donné d'ajouter quelque chose à une page de Shakspeare ou à dix vers de Racine.

LOUIS GILLET.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Riquet à la houppe*, comédie musicale tirée du conte de Perrault; poème de M. Raoul Gastambide, musique de M. Georges Hùe. — Théâtre des Piccoli.

« Il était une fois une reine qui accoucha d'un fils si laid et si mal fait, qu'on douta longtemps s'il avait forme humaine. » Le *Riquet à la houppe* de MM. Raoul Gastambide et Georges Hùe commence par ce dénouement d'une situation intéressante. Devant la porte du palais royal le peuple anxieux l'attend avec l'espoir qu'après une demi-douzaine de princesses un prince enfin va naître. Il naît et l'on apprend au même instant, ou presque, et sa naissance et sa laideur. La suite de l'histoire vous est assez connue. Il est regrettable que le librettiste déjà malencontreux de *Graziella* et des *Matines d'Amour* l'ait délayée, allongée, alourdie, écrite aussi dans un style qui, par la recherche, l'emphase et la fausse poésie, est le plus contraire au naturel et délicieux langage de Perrault.

Sur le sujet de *la Belle et la Bête*, assez analogue à celui de *Riquet*, puisque c'est encore une métamorphose d'amour, ou par l'amour, Grétry naguère écrivit un opéra-comique intitulé *Zémire et Azor*. On raconte que le lendemain de la première représentation devant la Cour, à Fontainebleau, comme Grétry passait dans un couloir du château, un soldat de faction lui présenta les armes en lui disant : « J'étais hier à *Zémire et Azor*. » Il n'est pas impossible qu'après *Riquet à la houppe* le pompier de service ait fait au moins le salut militaire à M. Georges Hùe.

M. Georges Hùe est le musicien distingué non seulement de *Riquet à la houppe*, mais d'ouvrages antérieurs et différents, plus graves et plus solides, vu la différence aussi des sujets, tels que *le Roi de Paris*, et *le Miracle*, et *Dans l'ombre de la cathédrale*, sans oublier le brillant ballet de *Siang-Sin*.

Ce que l'on voit dans cet écrit
 Est moins un conte en l'air que la vérité même.
 Tout est beau dans ce que l'on aime,
 Tout ce qu'on aime a de l'esprit.

Cette vérité, — ou cette illusion, — qui fait la « moralité » du récit de Perrault, devait être aussi le principal objet, le thème central et le dessein essentiel de la musique. Ce dessein, le musicien ne l'a pas rempli tout entier. Il n'a pas marqué de traits assez forts, surtout assez originaux, le progrès d'abord, puis l'achèvement de la double et réciproque transformation d'un visage et d'un esprit ou d'une âme par l'enchantement de l'amour. De là nous vient un peu l'impression que le fond du sujet se dérobe et que le sommet aussi n'en est pas atteint. Les deux grandes pages (troisième et quatrième actes, monologue et duo final), manquent par quelque endroit. Progression, élévation, modulations correctement enchaînées, pluie de harpes, chants et contrechants entrelacés, il y a sans doute en cette double symphonie pour orchestre et voix tous les éléments ou ingrédients de l'effusion lyrique exigée par les circonstances, mais rien de très personnel et d'encore inentendu. A la révélation, puis au triomphe de l'amour, nous en préférons de beaucoup l'approche, le premier et timide aveu de Riquet à la belle, mais encore stupide princesse. « Musicien distingué », disions-nous de M. Hûe. Il y a mieux que de la distinction dans cette « mélodie » ou ce *lied* français, à la ligne flexible, élégante et pure. Un orchestre mélodieux ou mélodique lui-même l'accompagne, de fines harmonies aux couleurs changeantes l'enveloppent sans l'étouffer et le conduisent doucement, sans heurt et sans brisure, à la cadence finale, originale aussi. En ce morceau, pas une faute de goût, de sentiment, ni de style; rien qui blesse l'oreille ou déconcerte l'esprit, l'un et l'autre jusqu'à la fin attentifs et charmés. A ce moment, il nous souvint de la vieille partition de Grétry et de l'exquise romance : *Du moment qu'on aime*, que chante à la belle Zémire un amant aussi disgracié que le pauvre Riquet. Il nous sembla que Riquet chantait un peu comme son devancier : non plus une romance sans doute, mais une supplique à peine moins touchante et qui respire tout bas un aussi craintif, aussi tremblant amour.

Une autre page fait pendant à celle-ci, non pas avec une symétrie rigoureuse, car la forme en est différente, mais avec un agrément pareil. C'est encore une « mélodie », un *lied*, encore une déclaration d'amour, que soupire un autre amoureux, un rival de

Riquet, le prince Avenant, le bien nommé, sa cantilène en témoigne. Plus encore peut-être que la première, elle se partage entre l'orchestre et la voix. L'une et l'autre la chante, ou plutôt, au-dessous de la voix, l'orchestre ne cesse d'esquisser un dessin très bref, une sorte de volute ou de boucle légère. Sur ce gracieux support le chant se déroule avec non moins de grâce. Par moments il s'égare en vocalises lentes, qui viennent ajouter à la valeur expressive de la mélodie le charme et l'ornement de la musique pure.

Il y a là de quoi faire oublier que la partition de M. Georges Hùe parut quelquefois un peu longue, un peu grise et diffuse. Le comique n'y est peut-être pas non plus assez marqué. Chez certains personnages, qui ne sont que des fantoches, à commencer par le roi, père de la princesse, on aurait souhaité qu'il allât jusqu'à la bouffonnerie, à la charge même. Un grain d'opérette eût fait lever la pâte musicale plus forte et plus brillante. Par crainte d'une dispareté, M. Georges Hùe a manqué peut-être un contraste qui pouvait être piquant.

Gounod disait volontiers : « J'aime une musique où il y a des coins. » Il entendait par là des passages non pas secrets, mais discrets, de ces détails où l'on reconnaît un musicien véritable. *Riquet à la houppe* en contient plus d'un. Et d'abord ce nom seul sert de refrain à certaine ronde, d'allure populaire, la page la plus gaie de l'ouvrage, où rien que le mot *houppe*, à la fin du couplet et sur la dernière note, dresse une houppe sonore. Plus d'un épisode encore porte la bonne marque, la marque classique : l'introduction du second tableau ; ailleurs une partie de ce jeu de société qu'on nomme « corbillon », qui se joue à cinq ou six en style de *scherzo* vocal et symphonique avec bien de l'esprit ; une fugue vive et légère sur le motif de la vieille chanson : « *Il court, il court, le furet* ». Ça et là, tel ou tel motif annonce et déjà définit d'un trait net et sûr l'entrée et le caractère de tel personnage. Enfin, soit dit pour nous résumer, l'œuvre de M. Georges Hùe est une œuvre de bonne foi. Sincère et naturelle, raisonnable, libre de tout parti pris, éloignée de l'artifice et du charlatanisme plus encore, elle est une de celles qu'il est « digne, juste et salutaire » de soutenir, pour elle-même d'abord, et contre d'autres, beaucoup d'autres aussi.

Ses interprètes n'y ont pas manqué. Dans le rôle de la princesse niaise, puis déniaisée, je doute si M^{me} Luart montra plus de bêtise ou d'esprit et de sentiment tour à tour. Afin de se donner la première apparence, elle eut fort à faire, à se contrefaire. Impossible de figurer avec plus de naturel un personnage plus opposé à la nature de la

délicieuse artiste. Il n'y a jamais que du bien à dire et à redire de l'artiste qu'est M. Friant (Riquet). Peu de ténors à la voix éclatante savent aussi chanter d'une voix douce. M. Friant est de ceux-là. M. Roger Bourdin chanta mélodieusement l'unique mélodie du prince. Avenant. Aussi bien, que M. Bourdin soit le comte de Lauragais (de *Sophie Arnould*), Éloi (du *Bon roi Dagobert*), ou Pel-léas, ou Lorenzaccio, ou enfin qu'il interprète au concert Schubert et Fauré, ce jeune chanteur, comédien, tragédien, a trois fois du talent, et beaucoup. Trois petits rôles ont été tenus, — pas en même temps, — avec intelligence et sûreté par un nouveau venu, M. Balbon. Le nom de M. Balbon est à retenir.

A l'occasion de *Riquet à la houppe* nous nous sommes donné le plaisir de relire, — en musique, — les contes de Perrault. Après *Zémire et Azor*, *Cendrillon*; les *Cendrillon* plutôt, car nous en connaissons trois au moins, et le *Petit Chaperon rouge*. La première *Cendrillon* est de Nicolo. Elle date de l'Empire, mais n'en porte pas la marque. Rien de plus menu, mais ça et là des traits de sensibilité, de poésie même et d'esprit. La musique, en plus d'un endroit, pourrait dire avec l'héroïne elle-même : « *Je suis modeste et soumise* ». Et la première scène a beaucoup d'agrément. Les deux méchantes sœurs s'habillent pour le bal et leur coquetterie bavarde imite assez bien le dialogue de Perrault : « Moi, dit l'ainée, je mettrai mon habit de velours rouge et ma garniture d'Angleterre. — Moi, dit la cadette, je n'aurai que ma jupe ordinaire, mais en récompense je mettrai mon manteau à fleurs d'or et ma barrette de diamants, qui n'est pas des plus indifférentes. Cependant, toujours assise en un petit coin du feu, Cendrillon fredonne gaiement *Compère Guilléri*, et la petite chanson, courant à travers les propos superbes des deux péronnelles, s'en moque et rit tout bas.

Une autre, bien autre *Cendrillon*, est la *Cenerentola*. De l'opéra-comique à demi sentimental et plaisant à demi, Rossini a porté le sujet à la plus haute puissance de l'*opéra-buffa*. Il fallait, dit-on, — ou disait-on, car ceux qui le disaient ne sont plus, — entendre, par la voix de Lablache, rouler comme le tonnerre les vocalises de Don Magnifico. En vérité, cette musique triomphe de joie. Rossini par moments rappelle Rabelais. Comme il en prend à son aise ! Comme il se met au large ! Au lieu de raffiner, il amplifie, et le moindre de ses éclats de rire étourdirait tout le petit personnel du vieil ouvrage français.

Après *Cendrillon*, la nôtre, et plus haut, le *Petit Chaperon rouge*

de Boëeldieu fait encore assez bonne figure, mais figure musicale seulement. Dans un livret accommodé au goût du temps, le conte de Perrault n'est plus qu'une édifiante allégorie, une vertueuse et moyenâgeuse moralité. Elle nous montre l'innocente Rose d'amour (le petit chaperon) sauvée par un bon ermite des entreprises galantes d'un certain baron Rodolphe (le loup). La musique vaut beaucoup mieux que les paroles. Elle annonce, en plus d'un passage, celle de *la Dame blanche*, qu'elle précéda de sept années, et quelquefois même elle n'est pas loin de rappeler celle de Mozart par la pureté mélodique et par le mouvement, l'énergie dramatique, avec un soupçon aussi de romantisme, celle de Weber.

Nous allions oublier une troisième et dernière *Cendrillon*. Massenet, il y a quelque trente ans, en fut le musicien et, pour commencer au moins, tout le long du premier acte, un musicien spirituel et brillant. Pourtant, ce n'est pas celle-là, mais sa sœur très-ânée, sa sœur italienne, à laquelle, en terminant, il nous plaît de revenir. Pourquoi? Non certes pour une cavatine, encore moins pour une roulade. Pour quelques notes seulement, qui, dans notre mémoire, gardent depuis longtemps un charme fait de rêve et de mélancolie. « *Una volta c'era un re*. Il y avait une fois un roi. » Ainsi commence, étrangement sérieuse et presque triste, en mode mineur, une *canzonetta* de la *Cenerentola*. Un jour, — il y a combien d'années! — le jour de sa fête et pour ses amis, l'Alboni consentit à la chanter encore. Vieille, alourdie par l'âge, elle ne quittait plus son fauteuil, et c'est assise qu'elle chanta. Mais de quelle voix demeurée belle, et savoureuse, ou, comme on dit en italien, *pastosa*! « Tu fais cela, musique! » s'écrie Shakspeare, après avoir compté les miracles qu'elle accomplit. Elle en fit un ce jour-là. *Una volta c'era un re...* La musique, la voix, tout était si profond, et semblait venir de si loin que, dans ce peu de notes, ce n'est pas seulement « il y avait une fois », mais tout « autrefois », le passé tout entier, celui d'une grande artiste et celui de chacun de nous, qui chanta.

Il y a près de quarante ans, exactement trente-neuf, au fond du vieux passage Vivienne, des marionnettes représentèrent sur un petit théâtre un non moins petit et deux fois charmant oratorio, *le Mystère de Noël*. Les vers étaient de M. Maurice Bouchor et la musique de M. Paul Vidal. A cette occasion le poète plaida *pro domo suo*, pour sa maison de poupées. Il raconta l'histoire de ses interprètes, et célébra leur passé glorieux. « Aux plus beaux jours d'Athènes, les

marionnettes ont représenté des pièces d'Euripide; sous la reine Élisabeth, les marionnettes jouaient la tragédie de *Jules César*... Goethe enfin conçut l'idée de son chef-d'œuvre... en voyant des marionnettes jouer la *prodigieuse et lamentable histoire du docteur Faust*. » Les gentilles figurines trouvèrent alors des parrains de qualité. Anatole France entre autres ne se cacha pas de les préférer aux acteurs vivants, fût-ce aux meilleurs, surtout aux meilleurs, dont le talent, disait-il, est trop grand : « Il n'y a qu'eux. Leur personne efface l'œuvre qu'ils représentent. »

Le triomphe des *Piccoli* vient de confirmer un jugement aussi flatteur. Cette troupe italienne de comédiens en miniature, et en bois, nous a donné des spectacles variés, tous exquis. Scènes d'opéra, de music-hall et de cirque, séances de musique de chambre, — où certain pianiste fut prodigieux, — ils ont joué, mimé, dansé, chanté, j'allais écrire vécu, tant l'illusion fut parfaite, une « comédie aux cent actes divers ». Chanté, cela va sans dire, par la voix d'artistes cachés; mais, grâce à leurs attitudes, à leurs gestes, à l'expression de leur visage, aux mouvements de leur bouche même, c'est sous leurs doigts, ou de leurs lèvres entr'ouvertes que la musique semblait jaillir.

Musique d'Italie, presque toute, populaire ou d'opéra, musique aussi de tout un petit opéra-féerie, composé pour ces petits par un musicien de chez eux, M. Ottorino Respighi. C'est *la Belle au bois dormant* dont la musique (orchestre et voix) est délicieuse de transparence et de fluidité. L'œuvre légère vient après beaucoup d'autres, plus considérables, et d'un très grand prix : *les Pins* et *les Fontaines de Rome*, ces deux tableaux éclatants, et certain « triptyque », symphonique également, d'après Botticelli, où la musique, pittoresque et décorative encore, devient plus intérieure et descend en nous plus avant. Verdi, parlant jadis à notre prédécesseur Blaze de Bury, lui disait : « Faites attention à Boito. » Si Verdi vivait encore, il dirait sûrement : « Faites attention à Ottorino Respighi. » Parmi les musiciens de son pays et de notre temps, ceux du moins qui nous sont connus, voilà, croyons-nous, le premier.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La trêve des confiseurs a été, cette année, particulièrement brève : elle n'a commencé que le 31 décembre, après le vote du budget par les deux Chambres, et le Parlement a ouvert sa session ordinaire, conformément à la constitution, le mardi 8 janvier; encore ces courtes vacances n'ont-elles guère apaisé les passions, entretenues par quelques scandales financiers, avivées par une crise ministérielle heureusement avortée. Pourtant, c'est de tranquillité et de travail que le pays a besoin au moment où, après la guerre et les crises financières, il n'est encore que convalescent et où il mène avec les États étrangers d'importantes et délicates négociations.

L'énergie tenace du président du Conseil et de M. Chéron, ministre des Finances, l'habileté du président de la Chambre, la bonne volonté générale des députés et des sénateurs ont assuré en temps utile, c'est-à-dire avant le 31 décembre à minuit, le vote du budget. C'est la première fois que, durant trois années consécutives, le Parlement évite de recourir aux douzièmes provisoires : voilà déjà presque une habitude, et il faut espérer qu'on ne la perdra plus, car elle constitue l'assiette indispensable d'une saine politique financière. Le budget s'équilibre aux environs de 45 400 millions : il importe que ce soit un maximum que justifie la nécessité de solder la guerre, mais qui ne doit sous aucun prétexte être dépassé; c'est un « plafond », au delà duquel commenceraient l'appauvrissement sans remède et la ruine de l'économie nationale. Déjà l'organisme donne des signes de lassitude. M. le sénateur Charles Dumont fait ressortir, dans son remarquable rapport, que le rendement de l'impôt sur les bénéfices commerciaux est en décroissance, que les recouvrements ont été moins aisés en 1928 qu'en 1927, et que la balance commerciale accuse un déficit encore léger, mais qui va grossissant. La sécheresse du dernier été a éprouvé les éleveurs;

la culture du blé et celle de la betterave à sucre souffrent de concurrences étrangères; en revanche, les impôts de consommation donnent de très importantes plus-values, tant s'accroissent rapidement, aux dépens de l'esprit d'épargne, le goût du luxe et la frénésie des jouissances.

Sur 45 milliards et demi, plus de 22 sont absorbés par le service de la dette intérieure et extérieure, dont le total se monte au chiffre formidable de 454 444 millions. Au cours de 1928, la dette intérieure a diminué de 17 milliards. Les engagements à court terme diminuent, tandis que s'accroît la dette viagère. « Malgré les consolidations effectuées, l'exercice 1929 comporte, dans les charges des emprunts gérés par le Trésor, une réduction d'une centaine de millions. » Ces résultats sont d'autant plus encourageants que nous ne sommes pas encore entrés dans l'ère des conversions; pour qu'elles deviennent possibles pratiquement quand elles le seront légalement, il faudrait que l'accroissement général de la prospérité amenât, en même temps que le relèvement des salaires de toute nature, la hausse des titres qui représentent les divers emprunts de l'État français. C'est donc toujours à une question de production que se ramène le problème financier; mais il ne faut pas que le régime fiscal entrave la production: cercle vicieux où il s'agit de trouver le point d'équilibre. M. Charles Dumont demande avec raison que l'on concilie l'amortissement avec les dégrèvements, car si la stabilisation monétaire est faite, ni la stabilisation budgétaire, ni la stabilisation financière ne le sont encore. N'en déplaise aux agités de tous les partis extrêmes, l'avenir de la France et de son rayonnement dans le monde est lié à la longue durée d'une période de stabilité politique et d'union nationale.

Et voilà que justement, sans que le pays s'en doutât, sans qu'il y comprît rien, une crise ministérielle a été sur le point de se produire. Il s'agissait d'une affaire qui, pour les intérêts généraux, est secondaire, mais qui, au point de vue parlementaire, est délicate entre toutes, puisqu'elle concerne le relèvement de l'indemnité que s'octroient sénateurs et députés. A la Chambre, une proposition d'initiative parlementaire relevant à 60 000 francs le traitement des députés et sénateurs avait été votée, sans que le gouvernement se prononçât, sans que les ministres qui sont députés prissent part au scrutin, à quatre ou cinq voix de majorité qui, après rectifications, se réduisirent à une. Les partisans de l'augmentation alléguaient le relèvement général des traitements au coefficient 5 et la hausse du

prix de la vie; les adversaires arguaient de la nécessité de ménager les deniers publics, l'exemple à donner, l'inélégance d'un accroissement voté, au commencement d'une législature, par ceux-là mêmes qui sont appelés à en bénéficier durant quatre ans. D'ailleurs, l'indemnité parlementaire est-elle assimilable au traitement des fonctionnaires? Les passions, de part et d'autre, et dans la presse, étaient très montées et l'on faisait grief à M. Poincaré soit de n'avoir pas pris la responsabilité du relèvement en même temps qu'il faisait voter l'augmentation des traitements du président de la République et des ministres, soit de n'avoir pas usé de son autorité pour s'y opposer. Lorsque la question vint devant le Sénat, le conseil des ministres décida, malgré l'avis contraire du président du Conseil, de soutenir devant la Haute-Assemblée le chiffre voté par la Chambre; il fut, en effet, défendu à la tribune par M. Chéron et adopté par 140 voix contre 107 et 53 abstentions; les ministres sénateurs avaient voté pour, à l'exception de M. Poincaré qui s'était volontairement abstenu d'assister à la séance. Ainsi se révélait, au sein même du ministère, un dissentiment qui était, en lui-même, de peu de conséquence, mais dont on pouvait se demander s'il ne révélait pas des divergences plus profondes.

A ces difficultés vint s'ajouter la question des incompatibilités parlementaires, toujours difficile parce que les deux solutions radicales sont également inapplicables, également dangereuses et que la vérité est dans la juste mesure: il serait inique et nuisible à la bonne gestion des affaires du pays que les représentants élus de la nation n'eussent le droit d'exercer aucune autre profession ou fonction; il est, en revanche, déplorable que la confiance des électeurs devienne, pour l'élu, un moyen d'entrer dans certaines affaires, de mettre son influence au service d'intérêts plus ou moins avouables et d'en tirer bénéfice. La discrimination de ce qui est naturel et licite d'avec ce qui est nuisible et scandaleux est particulièrement délicate dans la profession d'avocat; il est constant que les pratiques de certains hommes politiques ont introduit, dans les traditions si honorables du barreau et jusque dans l'exercice de la justice, des abus que l'on aimerait voir le Conseil de l'Ordre, plutôt que la loi, redresser. Le texte soutenu par M. Poincaré et M. Barthou et voté par le Parlement, est prudent et réservé. Il ne met obstacle qu'aux abus flagrants; il limite les cas où un parlementaire pourrait désormais exercer certaines des fonctions publiques ou privées. Il n'est nullement nécessaire, loin de là, au bon fonctionnement d'un régime,

si démocratique qu'on le suppose, que des parlementaires soient en même temps ambassadeurs ou gouverneurs généraux; ils ne sont pas élus pour cela, et si quelques-uns d'entre eux ont parfois rempli avec éclat de tels postes, il serait déplorable qu'un pareil usage pût se généraliser et il est nécessaire d'y couper court. La conséquence immédiate du vote du Parlement a été la démission de M. Steeg comme résident général au Maroc, où il a été remplacé sans délai par M. Lucien Saint qui a, comme résident général en Tunisie, fait ses preuves d'administrateur avisé et perspicace.

Le vote d'un texte sur les incompatibilités parlementaires ne pouvait passer sans provoquer, à la Chambre et au Sénat, des mécontentements. Il semblait, à de nombreux parlementaires, inopportun de rattacher la question des incompatibilités à l'affaire de la *Gazette du franc*, à propos de laquelle, comme toujours, des noms de parlementaires ont été prononcés. Aux affaires véreuses s'attachent, comme les requins aux bateaux en perdition, les maîtres-chanteurs. Le scandale prévu, flairé, est une source de profit pour certains spécialistes qui généralement sont connus, mais qui savent presque tous, grâce aux conseils d'avocats marrons, tourner adroitement la loi et qui ont aussi intérêt à rechercher l'appui de parlementaires. Il n'est guère de corporation, si honorable soit-elle, qui n'ait ses tares. La liberté de la presse a théoriquement pour limite le code pénal, mais n'est-il pas difficile de définir où s'arrête l'information et où commence le chantage? Ne serait-ce pas à la presse elle-même qu'il appartiendrait de se donner une forte organisation corporative et d'accepter une discipline sérieuse afin de séparer les bœufs des brebis? Le problème est l'un des plus graves qui se posent dans toutes les démocraties. Les pratiques des financiers, celles de la presse, celles de la politique, celles du barreau, les mœurs même du public, sont radicalement différentes de ce qu'elles étaient au temps où furent rédigés le code pénal et le code de procédure : une revision profonde s'impose. Ni l'affaire de la *Gazette du franc*, ni les fautes individuelles qui achèvent de discréditer un ancien ministre des Finances, ne sont des nouveautés; elles ne devraient relever que de la justice et l'on peut être assuré qu'un homme du caractère de M. le juge d'instruction Glard ne laissera échapper volontairement aucun coupable. Il n'en est pas moins vrai que les partis, à leur tour, exploitant dans leur intérêt les scandales de ce genre, énervent l'opinion publique et empoisonnent l'atmosphère : la vie politique s'en trouve gênée ou faussée.

Relèvement de l'indemnité parlementaire, question des incompatibilités, scandales financiers, n'ont pas été, directement ou indirectement, sans action sur l'intention qui est venue à M. Poincaré de renoncer au pouvoir. Et si l'on a peine à croire que ce chef infatigable puisse jamais ressentir quelque lassitude, peut-être sera-t-il juste d'admettre qu'après un troisième budget voté en temps normal et en équilibre, il ait cru sa tâche accomplie. Quoi qu'il en soit, le 1^{er} janvier, par un même communiqué officiel, le public apprit que le président du Conseil avait exprimé à ses collègues son désir de se retirer, que, cédant à leurs instances unanimes, et pressantes, il avait renoncé à son dessein et que le ministère tout entier et en parfait accord se présenterait, le 8 janvier, devant les Chambres avec un programme court et précis de réalisations immédiates. Le président du Conseil sans portefeuille en a successivement étudié, avec chacun de ses ministres, le dispositif pratique. Le pays qui a mis toute sa confiance en M. Poincaré et à qui échappent les subtilités de la vie parlementaire, qui voit les services de premier ordre que lui a rendus l'éminent homme d'État et qui en attend de lui d'autres encore, n'aurait pas compris une démission que rien à ses yeux ne justifiait ou ne laissait prévoir; il en aurait été découragé dans son effort laborieux. M. Poincaré s'en est rendu compte; il a repris, avec un prestige intact et une autorité accrue, la direction de la France.

Aux approches de la rentrée des Chambres, une agitation toute superficielle se manifeste dans le microcosme parlementaire; mais le pays est parfaitement tranquille et n'admettrait pas qu'on le trouble. Il s'agit surtout, pour les partis d'extrême-gauche, de ramener un gouvernement cartelliste : les radicaux-socialistes ne se consolent pas d'être exclus d'un ministère d'où ils se sont exclus eux-mêmes, et se demandent avec inquiétude si les électeurs ne vont pas s'apercevoir que, même sans eux, les affaires ne vont pas plus mal, tout au contraire. Aussi songent-ils à employer les grands moyens : la défense de la République. « Ce qu'il faut, disait l'*Ère nouvelle* du 6 janvier, c'est un gouvernement qui réponde aux agressions du cléricalisme d'Alsace et de Paris, non par des concessions qui aggravent le mal, mais par une action résolue en faveur de la liberté de conscience. » Quand on parle, dans certains milieux spéciaux, de la liberté des consciences, c'est qu'on s'apprête à les opprimer. Pour ce renouveau d'anticléricalisme, l'attentat d'un Alsacien exalté contre M. Fachot, naguère procureur général près la cour de Colmar, était une occa-

sion trop tentante pour qu'on hésitât à s'en servir, dût le déplorable malentendu qui divise les Alsaciens contre eux-mêmes et contre les autres Français, s'en trouver aggravé. Il n'est personne qui ne réprouve le crime du boucher Benoit, quelques réserves que l'on puisse faire d'ailleurs sur le procès de Colmar; mais il serait intolérable que l'on cherchât à mêler les incidents d'Alsace aux affaires parlementaires et aux querelles des partis; elles doivent être traitées en elles-mêmes et pour elles-mêmes, car elles sont la conséquence d'une longue séparation. Les socialistes d'Alsace et de Lorraine, dont les opinions et la mentalité correspondent à peu près à celles de nos radicaux-socialistes, n'ont cessé de manœuvrer en vue d'entretenir les inquiétudes des catholiques alsaciens pour l'avenir de leurs libertés religieuses; ils redoutent la concurrence souvent victorieuse que les syndicats ouvriers chrétiens font aux syndicats socialistes et leurs préventions sont partagées par une partie du patronat de la grande industrie : c'est l'une des complexes origines du mouvement autonomiste. Diviser l'Alsace par un conflit aigu sur le terrain religieux, mêler et confondre les questions d'ordre patriotique ou administratif et celles qui touchent au statut de l'Eglise et à la foi des fidèles, servirait les passions et les intérêts de certains partis. C'est le grand danger de l'agitation autonomiste qui se développe avec une violence renouvelée à propos de l'élection des successeurs des deux députés autonomistes, MM. Ricklin et Rossé, déclarés inéligibles.

Ce n'est pas en quelques lignes que nous pourrions retracer l'histoire de tendances dont certaines maladresses et certaines erreurs des gouvernements qui se sont succédé à Paris ne suffisent pas à expliquer le développement. Les circonstances locales et les passions de clocher peuvent les envenimer, mais ne les expliquent pas entièrement; elles se rattachent à un mouvement général d'autonomisme ou de régionalisme qui est traditionnel et historique en Allemagne, mais qui se remarque aussi dans toute l'Europe. En Belgique, le mouvement flamingant vient d'aboutir, à Anvers, à l'élection de l'activiste Borms, condamné pour s'être fait, durant toute la guerre, l'agent stipendié de l'état-major allemand. L'élection a été aussitôt annulée, mais le fait d'une alliance du communisme avec une partie importante de la démagogie catholique flamingante est caractéristique. Nous ne ferons, certes, à aucun des chefs de l'autonomisme alsacien l'injure de le comparer à un Borms; retenons seulement que les deux mouvements ne sont pas sans analogies. Dans l'Europe d'aujourd'hui, après la guerre et la dislocation des grands empires russe et austro-

hongrois, les plus petits peuples ou fragments de peuples font valoir leur droit à l'indépendance ou à une autonomie culturelle ; il s'agit là d'un phénomène général qu'il serait imprudent de méconnaître. L'Allemagne ne manquera pas de saisir l'occasion d'en profiter, si elle se présente, mais il serait trop simple de ne voir, dans ces mouvements de formes multiples et d'importances variables, que l'action de la politique de Berlin.

Au moment où se prépare la réunion du comité des experts, la publication du rapport semestriel de M. Parker Gilbert prend une particulière importance. Il y étudie avec une scrupuleuse impartialité et au moyen de la documentation la plus précise, la situation financière et économique de l'Allemagne ; et ses constatations sont aussi satisfaisantes pour le Reich lui-même que pour ses créanciers.

L'Allemagne, du 1^{er} septembre 1927 au 31 août 1928, a effectué loyalement le paiement complet de la quatrième annuité du plan Dawes, soit 1 750 millions de marks-or. Ce paiement s'est fait « aisément », c'est-à-dire qu'il n'a nullement entravé la prospérité croissante de l'économie nationale. Les experts qui ont établi le plan Dawes appréhendaient surtout que le transfert en monnaie de sommes importantes du pays débiteur aux pays créanciers ne fût impraticable sans ébranler la solidité du mark stabilisé et restauré. Cette crainte a été vaine : durant la quatrième annuité Dawes, celle qui s'est close le 31 août, les transferts de marks en monnaies étrangères ont atteint près d'un milliard (943 millions), soit près de six milliards de francs stabilisés. Durant cette période, écrit M. Gilbert, « le mark a été, au point de vue du change, une des monnaies les plus fermes du monde et l'encaisse-or de la Reichsbank atteint aujourd'hui le montant le plus élevé qu'il ait jamais atteint. » Ainsi l'organisme financier et économique de l'Allemagne se révèle parfaitement sain. Si le Reich a fait au dehors, particulièrement aux États-Unis, durant les quatre années du plan Dawes, des emprunts dont le montant total atteint 5 750 millions de marks-or, si ces prêts ont facilité le paiement des annuités, ils ont aussi « servi à créer des valeurs nouvelles et importantes à l'intérieur du pays ». L'Allemagne a développé sa richesse et accru sa prospérité. Les revenus gagés ont fourni tout le rendement prévu. L'impôt sur les transports a donné la contribution normale de 290 millions de marks ; il en a été de même pour les contributions de la grande industrie. Les chemins de fer allemands peuvent aisément supporter la charge annuelle intégrale du service

de leurs obligations de réparations, à la condition qu'ils suivent une politique financière prudente.

Cette dernière condition, le gouvernement allemand est loin de s'y plier toujours. « Le budget allemand souffre encore de la tendance à dépenser et à emprunter avec exagération ; il souffre surtout de l'augmentation des dépenses résultant de l'énorme accroissement des traitements et des pensions des fonctionnaires, qui a commencé en 1927, et de la charge persistante du règlement financier avec les États et les communes qui ont touché du Reich, au cours de cette année, environ 600 millions de marks de plus qu'en 1926-1927. » L'Allemagne réduit ses impôts. « Les recettes continuent de se développer d'une façon favorable, et l'élément le plus encourageant de l'ensemble des quatre années est, du point de vue des finances publiques, la grande productivité des recettes, malgré les réductions d'impôts considérables auxquelles il a déjà été procédé. » Ainsi, malgré sa dette de réparations, malgré les annuités dont elle s'acquitte, malgré une politique de dépense qui a pour objet de dissimuler sa prospérité, malgré la terrible crise monétaire qu'elle a traversée, l'Allemagne s'offre le luxe de diminuer ses impôts. Elle doit ce privilège au bon aménagement de son économie industrielle et agricole, mais aussi à ce que, durant la période d'intense inflation, l'État, les communes, les grandes sociétés et les particuliers ont payé la plus grande partie de leurs dettes en monnaie dépréciée : il en est résulté la ruine partielle de la classe moyenne, mais la productivité de l'organisme national n'en a pas été réduite et l'État a été soulagé du poids de ses engagements anciens. Il suffit de comparer cette situation avec celle que nous décrivait tout à l'heure le rapport de M. Charles Dumont pour en tirer la conclusion qui s'impose et qui est celle de M. Parker Gilbert : l'Allemagne est en état de payer et de transférer l'annuité pleine du plan Dawes, soit 2500 millions de marks-or, sans que son économie nationale, ni la stabilité de sa monnaie aient à en souffrir.

Voilà, pour le prochain travail des experts, une base précise. Ces constatations indiscutables dont les Allemands devraient se réjouir, semblent les consterner, et tous les efforts de la presse tendent à en atténuer la portée et à en contester l'exactitude. Il plait au Reich d'être malade et il s'insurge contre le médecin, installé à son chevet par la sollicitude de la commission Dawes, dont le rapport constate sa santé rétablie et sa prospérité grandissante. Il est facile, par là, de mesurer sa bonne volonté à tenir des engagements qui lui

rappellent ses responsabilités. Ainsi le problème technique, en face duquel vont se trouver les experts, apparaît, à la lumière du rapport de M. Parker Gilbert, comme parfaitement soluble, sans que ni la France, chargée du poids formidable des réparations, ni ses alliés, aient à consentir une réduction importante de l'annuité allemande. Il s'agit simplement d'arriver à une commercialisation de la dette réparations, et l'on est en droit d'espérer que les Américains, sans le concours desquels rien n'est possible, se prêteront à des combinaisons qui seraient avantageuses pour eux en même temps que pour l'Allemagne et pour ses créanciers. L'intérêt général se trouve fort heureusement conforme à l'intérêt particulier des Américains. Il s'agit de définir, de chiffrer, puis de commercialiser la dette allemande : mais le problème technique se double d'un problème politique beaucoup plus délicat dont le caractère allemand et l'état de l'opinion publique rendent la solution douteuse. A ce point de vue, l'arbitrage des Américains apparaît aussi indispensable que le concours de leurs capitaux est nécessaire au point de vue financier.

En Yougoslavie, au moment où les partis et les hommes politiques renonçaient à trouver une issue à une situation de plus en plus difficile et dangereuse, le roi est intervenu avec un à propos et une énergie qui ont produit, dans toute l'Europe, une profonde impression. La démission du Cabinet de coalition formé, après la tragédie du 20 juin, par Mgr Koročetz, député slovène, plaçait la couronne en face d'une redoutable impasse. Tout ministère de coalition parlementaire, en l'absence des Croates, était voué à l'impuissance. Seul le roi qui jouit, dans toutes les parties du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, d'une popularité du meilleur aloi et d'une autorité d'autant plus forte qu'elle était plus discrète, et qui incarne en sa personne l'unité nationale, était qualifié pour trancher dans le vif. Avec une sûreté de jugement et une prudence qui n'étonneront aucun de ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher, Alexandre I^{er} attendait l'heure où le système parlementaire se révélerait décidément impuissant en face d'une situation dramatique et où le pays tout entier se tournerait vers le trône. Les plus intransigeants parmi les Croates du parti paysan veulent le maintien de l'union des trois peuples; mais ils réclament un gouvernement autonome. Le 3 janvier, le roi, par une proclamation à son peuple, a fait connaître ses décisions. Un ministère est constitué sous la présidence du général Jivkovitch, commandant la garde royale; le général Hadjitch est

ministre de la Guerre; le maintien de M. Marinkovitch assure la continuité de la politique extérieure; d'anciens présidents du Conseil, MM. Korochetz et Ouzounovitch, et des techniciens complètent un cabinet où les trois parties du royaume sont représentées. Mais ce ministère n'est point parlementaire : la Skoupchtina est dissoute et la constitution de 1921 est abolie. Le roi, dans une proclamation d'un style très élevé, s'adressant « directement au peuple », expose les raisons qui ont décidé son intervention et fait appel à toutes les bonnes volontés pour le maintien de l'unité nationale et l'organisation de l'État. Pour constituer une nation avec plusieurs peuples de même sang, mais que l'histoire a si longtemps séparés, pour créer les rouages d'un grand État moderne avec les cadres du petit royaume serbe, le régime parlementaire et les vieux partis étaient insuffisants. Les trois forces vivantes, le roi, l'armée, le peuple, vont collaborer à la création d'un régime nouveau. Voici donc un roi qui ose faire son métier de roi et qui, fort de la confiance de ses peuples et de sa popularité, assume lui-même l'autorité dictatoriale nécessaire : la France salue avec sympathie son courage et sa sagesse.

Après le maréchal Cadorna qui commanda l'armée italienne à l'heure glorieuse des premières offensives, voici que disparaît le grand-duc Nicolas Nicolatévitch, généralissime des armées russes jusqu'au mois de septembre 1915. Les Français qui, à Nice, sur la terre d'exil où il avait trouvé une seconde patrie, iront saluer son tombeau, n'oublieront pas avec quelle loyale abnégation il comprit les devoirs de l'alliance et que l'offensive qu'il ordonna en Prusse orientale, au mois d'août 1914, a largement contribué à la victoire de la Marne. Ce grand chef, qui aurait pu sauver la Russie, succomba devant la coalition de l'Impératrice, de Raspoutine et du général Soukhomlinoff. Avec lui disparaît un vrai Russe, le dernier représentant peut-être de la vieille Russie, de la Sainte Russie.

RENÉ PINON.

